

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

**UNIVERSITE PARIS VIII – VINCENNES SAINT-DENIS
ECOLE DOCTORALE – PRATIQUES ET THEORIES DU SENS**

THESE DE DOCTORAT EN PHILOSOPHIE

PRESENTEE PAR

SYLVAIN SANGLA

POLITIQUE ET ESPACE CHEZ HENRI LEFEBVRE

Thèse dirigée par Monsieur le Professeur JEAN-LOUIS DEOTTE

Soutenue le 10-12-2010

Membres du jury :

Monsieur le Professeur ALAIN BERTHO

Monsieur le Professeur GUY BURGEL

Monsieur le Professeur JEAN-LOUIS DEOTTE (Directeur de recherche)

Monsieur le Professeur FRANCK FISCHBACH

A Daniel Bensaïd.

Bihotzez amaekin eta aitaekin.

A Armand Ajzenberg et Makan Rafatdjou, mes aînés en métaphilosophie.

TABLE DES MATIÈRES

POLITIQUE ET ESPACE CHEZ HENRI LEFEBVRE

TABLE DES MATIÈRES.....	1
INTRODUCTION	2
CHAPITRE 1 - DU RURAL A L'URBAIN	22
CHAPITRE 2 - LE DROIT A LA VILLE.....	69
CHAPITRE 3 - ESPACE ET POLITIQUE.....	97
CHAPITRE 4 - LA REVOLUTION URBAINE.....	113
CHAPITRE 5 - LA PENSEE MARXISTE ET LA VILLE	134
CHAPITRE 6 - LA PRODUCTION DE L'ESPACE.....	148
CHAPITRE 7 - ARTICLES, COMMUNICATIONS, FILMS ET AUTRES OUVRAGES	176
CHAPITRE 8 - L'ESPACE, L'ETAT ET L'AUTOGESTION	229
CHAPITRE 9 - ECHOS, SUITES ET CRITIQUES	254
1- LES SITUATIONNISTES	254
2- DAVID HARVEY.....	255
3- MANUEL CASTELLS, JEAN-PIERRE GARNIER, DENIS GOLDSCHMIDT.....	257
4- L'ECOLE BRESILIENNE.....	258
5- MARIO RUI MARTINS.....	259
6- EDWARD SOJA.....	261
7- M.....	261
8- ESPACES ET SOCIETES.....	263
9- LAURENT DEVISME	268
10- ESPACE, DIFFERENCE, VIE QUOTIDIENNE. EN LISANT HENRI LEFEBVRE.....	269
11- RUE DESCARTES	279
CHAPITRE 10 - ACTUALITE DE LA PENSEE DE L'URBAIN DE HENRI LEFEBVRE.....	288
CONCLUSION.....	300
BIBLIOGRAPHIE.....	306
A- LIVRES DE HENRI LEFEBVRE.....	306
B- ARTICLES, COMMUNICATIONS, PREFACES DE HENRI LEFEBVRE.....	308
C- LIVRES, FILMS SUR HENRI LEFEBVRE.....	310
D- THESES, MEMOIRES, COLLOQUES, REVUES SUR HENRI LEFEBVRE.....	311
E- ARTICLES SUR HENRI LEFEBVRE.....	312
F- AUTRES OUVRAGES	316

INTRODUCTION

« Qui comprend les signes de son temps est un grand homme. »

Mao Zedong

Henri Lefebvre (1901-1991) est paradoxalement un penseur à la fois connu et négligé. Connue, car ce philosophe, sociologue marxiste intervint durant sa longue carrière intellectuelle, entre 1924 et 1991, dans de nombreux débats. Sa carrière institutionnelle, bien que tardive (entrée au CNRS en 1948, à l'université en 1961, un âge où d'autres partent à la retraite, comme professeur de sociologie à Strasbourg puis à Nanterre, professeur invité par plusieurs universités états-uniennes dans les années 1970) lui permit d'accéder à une certaine notoriété, y compris médiatique (radio, télévision, etc.) entre la fin des années 1960 et celle des années 1970. Les controverses politiques et théoriques qui précédèrent et suivirent sa « suspension »-exclusion du PCF (auquel il avait adhéré dès 1928) en 1958 contribuèrent également à forger une réputation sulfureuse, à gauche comme à droite.

Mais ce sont peut être les « événements » de mai 1968, auxquels il prit une part importante, de façon directe (il était un des rares enseignants défendant les étudiants nanterrois mis en cause) et indirecte (son influence à travers ses cours et ses livres sur les étudiants de Nanterre en général et ceux du groupe du 22 mars en particulier, en fait un des inspirateurs du mouvement bien plus qu'un Marcuse ou un Mao) qui le nimbèrent subversivement politiquement.

Et pourtant, Lefebvre reste profondément inconnu ou en tout cas méconnu. Coincée entre les œuvres de Sartre et d'Althusser, son œuvre considérable (une soixantaine de livres et plusieurs centaines d'articles) n'a pas trouvé d'écho à sa mesure, tout du moins en France (car, comme nous le verrons, les choses sont différentes aux USA., au Brésil, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Japon, en Corée, en Italie ou en Grèce). Il nous faut nous arrêter sur cette paradoxale injustice (déjà étudiée par Labica et Makan Rafatdjou), car elle est symptomatique de la situation théorique française. Une de ses causes est due au fait que Lefebvre subisse le contrecoup de sa relative médiatisation des années 1970. D'autre part, son œuvre étant liée au marxisme, elle a suivi le repli de ce courant de pensée durant les « années d'hiver » de la décennie 1980. Trop marxiste pour les uns (surtout depuis la vague réactionnaire et anticommuniste des dits « nouveaux philosophes »), Lefebvre ne le fut pas assez pour d'autres. Mis à part une brève période de l'immédiat après-guerre (1945/48) il dut lutter contre l'orthodoxie dogmatique marxiste (Poltzer avant-guerre, Kanapa, Guy Besse, Lucien Sève, puis toute l'école althussérienne après-guerre).

Ce décalage tient au fait que Lefebvre, sans jamais renier le marxisme, refusa toujours « la bêtise au front de bœuf » de tout dogmatisme. Le marxisme de Lefebvre est un marxisme « chaud », « dionysiaque » pour reprendre les expressions de Labica. Cela veut dire que, d'une part, il n'hésite pas à critiquer

certain points de la théorie marxiste quand les développements du monde moderne rendent nécessaire une actualisation des idées ou des méthodes ou quand l'inachèvement des travaux de Marx oblige à inventer du nouveau à partir des principes marxistes (ce qui sera le cas en ce qui concerne la vie quotidienne et l'urbain); d'autre part, cela signifie que Lefebvre associe toujours révolution et subversion, n'hésitant pas à reprendre certains éléments nietzschéens, ce qui le conduit à faire une critique radicale de la version économiste, étatique et autoritaire du marxisme. Théoriquement et pratiquement, il ne fut jamais un homme de parti c'est-à-dire quelqu'un capable d'en rabattre sur la théorie au nom d'impératifs politiques, s'identifiant totalement à une institution, à son ordre et sa hiérarchie. Mais il n'a cependant jamais renoncé à lier la recherche théorique et l'analyse critique de la société, dégagant les obstacles et les possibles qui y cohabitent. Cette position lui valut d'être rejeté à la fois par les tenants d'un savoir universitaire neutre, « scientifique » et apolitique et par les défenseurs de la raison pure militante.

Plus profondément encore, l'occultation/rejet des écrits lefebvriens provient de la méthode créée par cet auteur. Sa métaphilosophie (voir à ce propos l'ouvrage du même titre écrit en 1965) tente d'utiliser les concepts hérités de la philosophie (être, devenir, totalité, etc.) tout en refusant la métaphysique, la volonté de créer un système, ce qui implique de dialectiser ces concepts afin qu'ils puissent servir à analyser le monde et la vie humaine. Lefebvre est en cela fidèle à Marx, mettant comme ce dernier la praxis humaine au cœur de ses réflexions (voir notre *Matérialisme et dialectique chez Henri Lefebvre*, pour une analyse du traitement lefebvrien de la méthode marxiste). Ce refus du système conduit le métaphilophe à se méfier du culte de l'analyse de détail et de l'esprit de sérieux. Auteur d'un *Diderot* (1949) et d'un *Rabelais* (1955), Lefebvre admire non

seulement leurs styles mais aussi leurs manières de refuser toute sacralisation, y compris celle du savoir. Le savoir véritable est un gai savoir, se mouvant dans l'immanence du monde ouvert sur de multiples possibles.

On comprend dès lors que les difficultés à accepter le style « oral » ou « baroque » de Lefebvre (catégories lâches désignant tout ce qui sort du classicisme), vont souvent de pair avec une défense du fond positiviste qui marque la pensée française en général et la philosophie française en particulier. Il n'est pas surprenant que la postérité d'un Althusser dépasse en France celle de Lefebvre, l'un disposant de l'onction académique (grandes écoles, concours), défendant son pré carré au sein de la philosophie traditionnelle, se mettant au service de politiciens, tandis que l'autre fait figure de franc-tireur, refuse les hyper spécialisations faisant perdre le sens de la totalité, s'appuie sur l'interdisciplinarité en homme des crêtes (pyrénéennes) qu'il est. Il faut d'ailleurs remarquer que, bien avant Althusser, et le structuralisme, la pensée marxiste est dès ses origines travaillée par des tentations positivistes et scientistes (voir certains textes d'Engels et de Lénine, et le culte de l'ingénieur et du politicien-philosophe dans le stalinisme).

Un des éléments méthodologiques de la métaphilosophie est la transduction. Elle consiste à partir, en s'appuyant sur la déduction et l'induction, de l'analyse du présent et de ses contradictions afin d'en étudier les différentes évolutions possibles. Ni futurologie ni utopisme, elle cherche au contraire à établir des va-et-vient entre le présent, l'actuel et le possible, le virtuel. Cette tentative d'exploration de « possible/impossible » va à l'encontre du savoir purement positif, enfermé dans l'analyse et le constat, la rigueur épistémologique et le rêve de fermeture, de clôture du discours.

Lefebvre remarque que la recherche de scientificité, de pureté objective du positivisme n'empêche pas le délire mystique et religieux, qu'il n'en est qu'une transposition aux sciences (ce qui est particulièrement clair chez Comte et chez Althusser) : « Or la tendance positiviste n'a jamais interdit le saut de l'empirisme à la mysticité et du langage précis au jargon (plus ou moins ésotérique)¹. »

Paradoxalement, la métaphilosophie lefebvrienne qui refuse toute sacralisation des sciences, de la philosophie et même de la raison, résiste bien mieux que le scientisme et le positivisme à la tentation mystique et métaphysique. Si elle reprend le concept de totalité à la philosophie classique (« La philosophie a toujours visé le total.²»), c'est pour comprendre le monde, l'homme et les sociétés dans leurs mouvements d'ensemble sans s'enfermer dans les analyses partielles, de détail. Ce concept de totalité sera d'ailleurs essentiel pour saisir l'urbain, fondement de la mondialisation. Héritière de la philosophie, la métaphilosophie (comme l'indique le préfixe grec « méta ») essaye de la dépasser, d'aller « au-delà » de sa volonté de systématisation, de totalisation du savoir et par le savoir. « La philosophie, nécessaire, ne suffit pas et ne se suffit pas.³ » pour Lefebvre, ce qui veut dire qu'il faut être capable de relier les théories et concepts philosophiques avec les problèmes concrets. La sociologie apparaît alors comme une médiation possible entre la théorie (le logos) et la pratique (la praxis).

En cela aussi Lefebvre se veut héritier de Marx qui, comme lui, refusait l'enfermement disciplinaire et la systématisation philosophique. Il le dit clairement dans la dense introduction (véritable discours de la méthode) au recueil d'articles *DRU*, qui dresse un bilan des recherches de leur auteur en 1970 (il faut

¹ H. LEFEBVRE, *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970, p.253, dorénavant : *DRU*.

² *DRU*, p.254.

³ *DRU*, p.8.

noter comment régulièrement Lefebvre, notamment dans *La somme et le reste*, *Le temps des méprises*, le tome trois de la *Critique de la vie quotidienne*, *Conversation avec Henri Lefebvre*, effectuera ce genre de bilan/somme, destiné non pas à figer le passé mais bien plutôt à voir les différents chemins qui s'ouvrent à la recherche) : « Cette suite d'articles fera-t-elle admettre au lecteur éventuel que l'auteur (ego) ne peut se classer ni comme philosophe, ni comme spécialiste de telle ou telle « discipline » (sociologie, histoire, etc.) ? Ce qui le rend proprement inclassable. De la philosophie, il pense retenir le questionnement et la critique radicale, sans conserver la visée systématique et la tendance abstraite; [...] Quant aux sciences parcellaires, y compris la sociologie, elles ne tendent que trop à se changer en idéologie et même à devenir idéologie « scientifique »⁴ ».

Hériter de Marx ne veut pas dire pour Lefebvre oublier son esprit critique car : « la marxologie, à notre avis, n'a pas grand intérêt. En son nom, on embaume, on empaille des « penseurs » et une pensée qui restent actuels, en ce sens que l'on ne peut comprendre l'actuel sans eux, et même qu'il faut encore partir d'eux pour comprendre ce qui s'est passé en un siècle. L'érudition, la chute dans « l'historique » ne nous concernent pas. Nous interrogeons les textes au nom du présent et du possible; c'est très exactement la méthode de Marx, ce qu'il prescrit pour que le passé (événements et documents) revive et serve le futur.⁵ »

Essayer de créer une nouvelle méthode de pensée, reprendre des concepts philosophiques en critiquant radicalement la philosophie, utiliser différentes disciplines en refusant les spécialisations, lutter pour un marxisme non stalinien,

⁴ DRU, p.18.

⁵ H. LEFEBVRE, *La pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972 p. 164, dorénavant : *PMV*.

critique et vivant, voilà de quoi marginaliser un penseur en France, tant cela va à l'encontre de toute la tradition universitaire et du fonctionnement du monde intellectuel. On pourrait ajouter à cette liste le manque de volonté de Lefebvre d'établir un plan de carrière, un mandarinat ou une école de disciples.

Ces analyses de quelques causes de l'ostracisme subi par Lefebvre et son œuvre faites, une question se pose : pourquoi étudier tout ou partie de son œuvre aujourd'hui ? Cette question se pose d'autant plus que Lefebvre lui-même refusait les spécialisations (il se plaisait à répondre à ceux qui le questionnaient lors de colloques sur sa spécialité : « Je ne suis spécialiste de rien. ») et se méfiait des hagiographies ou des historiographies portant sur sa vie ou son œuvre. Ce dernier point peut sembler en contradiction avec le fait, déjà évoqué, qu'il éprouve le besoin, vital et intellectuel, d'établir un bilan régulier des ses acquis (« la somme »). Mais il n'y a pas contradiction, car cette somme vise plus le futur (« le reste »), les nouveaux efforts à fournir, que le passé et sa commémoration. Ceci est très net dans l'entretien qu'il eut avec Bernard-Henri Lévy la dernière année de sa vie, dans lequel le vieux penseur renâcle à évoquer son passé et exprime plutôt son désir de parler du présent et de son analyse.

L'œuvre de Lefebvre n'est pas seulement intéressante au titre de moment de l'histoire des idées mais aussi et surtout comme outil d'analyse et de compréhension de notre présent. Nous le vérifierons à propos de l'urbain. Notre but ne sera pas uniquement celui de dresser l'état des lieux de la pensée lefebvrine de la ville, de l'espace et de l'urbain, mais également de voir la validité et l'intérêt de ses écrits par rapport à la situation actuelle. Ce sera un but théorique, la biographie de Lefebvre n'étant qu'un adjuvant de son œuvre. Il faut d'ailleurs remarquer que nombre de commentateurs peinent à trouver un équilibre entre l'apport théorique et les références biographiques, la richesse et la

complexité des deux amenant parfois à idéaliser sa vie, ses idées semblant provenir directement d'un vécu mystérieux⁶. Si Lefebvre a toujours insisté sur l'interaction du vécu et du conçu, ce n'est pas pour les confondre en une manière de bouilli existentielle mais pour éviter toute histoire idéaliste des idées.

Une deuxième question se pose ensuite : pourquoi étudier particulièrement les écrits sur la ville et l'urbain ? En effet, les sujets d'étude sont multiples dans l'œuvre lefebvrienne : histoire de la philosophie (livres sur Descartes, Pascal, Diderot, Hegel, Nietzsche), marxisme (entre autres : *Le matérialisme dialectique* en 1939, *Marx et la liberté* en 1947, *Le marxisme* et *Pour connaître la pensée de Marx* en 1948, *Pour connaître la pensée de Lénine* en 1957, *Problèmes actuels du marxisme* en 1958, *Marx* en 1964, *Sociologie de Marx* en 1966, *Une pensée devenue monde* en 1980, *Le retour de la dialectique* en 1986), esthétique (*Contribution à l'esthétique, Rabelais, Musset*), méthodologie dialectique (les deux tomes du traité du matérialisme), sociologie rurale (sa thèse principale non publiée sur *Les communautés paysannes pyrénéennes* et sa thèse complémentaire *La vallée de Campan*, en 1954), vie quotidienne, ville et urbain.

Il n'y a pas simple contiguïté d'un thème à l'autre mais entrelacement, les progrès dans un domaine permettant ceux d'un autre. Il y a aussi hiérarchie, l'analyse critique de la vie quotidienne (qui comprend six ouvrages : *La conscience mystifiée* coécrite avec Norbert Guterman en 1936, le tome un de la *Critique de la vie quotidienne* en 1947, le tome deux *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté* en 1962, le tome trois *Pour une métaphilosophie du quotidien* en 1981, ses cours sur *La vie quotidienne dans le monde moderne* en

⁶ Voir Remi Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988; Andy Merrifield, *Henri Lefebvre a critical introduction*, New York, Routledge, 2006; Hugues Lethierry, *Penser avec Henri Lefebvre*, Lyon, Chronique sociale, 2009.

1968, et pour finir *Eléments de rythmanalyse* en 1991) est la véritable colonne vertébrale de l'œuvre, avec le marxisme qui en est indissociable.

Si toute tentative de périodisation de l'œuvre lefebvrienne a ses limites, il est possible d'établir quelques repères. La périodisation proposée par Hugues Lethierry (distinguant quatre moments : 1/ celui de la jeunesse, du groupe Philosophies, du marxisme critique entre 1924 et 1948; 2/ celui de la rupture d'avec le PCF, de la critique de la vie quotidienne, de *La somme et le reste* et de la carrière universitaire entre 1949 et 1968; 3/ celui de l'analyse de l'urbain, de la critique du structuralisme et des travaux sur l'Etat entre 1969 et 1978; 4/ celui, enfin, d'un rapprochement d'avec le PCF, de la revue *M*, des travaux sur le nouveau contrat de citoyenneté et la rythmanalyse entre 1979 et 1991) nous semble partielle. Il nous paraît plutôt que l'on peut distinguer cinq moments dans cette œuvre. Entre 1924 et 1936, le premier moment (étudié par l'historien Michel Trebitsch) de la formation, d'un certain mysticisme, des études sur la philosophie allemande (notamment Schelling et Hegel). Celui d'une première maturité avec les débuts de la critique de la vie quotidienne, la découverte du marxisme, les monographies d'histoire de la philosophie et de littérature, entre 1937 et 1956. Le troisième moment, celui de la pleine maturité, avec la rupture d'avec le dogmatisme marxiste (illustrée par *La somme et le reste*), la trilogie philosophique (*Introduction à la modernité, Métaphilosophie, La fin de l'histoire*), les travaux de sociologie rurale, de 1957 à 1965. Puis un quatrième moment entre 1966 et 1979, avec les études sur l'urbain, la ville et l'espace (aboutissant à la somme sur *La production de l'espace*), la lutte contre le structuralisme, l'analyse de mai 68 (*L'irruption de Nanterre au sommet*, et également *Le manifeste différentialiste*) et celle de l'Etat menant au monumental *De l'Etat* en quatre volumes (1976 à 1978). Ce livre est la charnière qui ouvre sur la cinquième période du dernier Lefebvre,

de 1980 à sa mort en 1991, caractérisée par un retour à la philosophie (voir *Qu'est-ce que penser ?*), à la réflexion sur l'art et la poésie, par l'analyse de la question du temps et de la rythmanalyse, par le projet de nouvelle citoyenneté (avec les fondations de la revue *M* et du Groupe de Navarrenx⁷). Ce dernier Lefebvre se caractérise par un style épuré, une pensée condensée retrouvant la pratique poétique des années 1950, un Lefebvre « zen » en quelque sorte.

Du début à la fin s'instaure un mouvement dialectique fait de continuités et de reprises, d'évolutions et de nouveautés. L'entrelacement des thèmes rend aussi difficile la stricte délimitation des étapes lefebvriennes que celle des périodes de Picasso (auquel on peut comparer Lefebvre tant au niveau de la productivité créative qu'à celui de la méthode liant continu et discontinu). Cette complexité quantitative et qualitative est l'écueil sur lequel bien des analyses viennent se briser, tronquant le mouvement d'ensemble par des analyses de détails ou survolant l'œuvre qui en perd force et précision.

Alors pourquoi l'urbain parmi toutes les thématiques ? Tout d'abord, parce qu'il s'agit peut-être du domaine dans lequel l'héritage lefebvien a eu le plus d'influence et dans lequel il a le plus échappé à l'oubli. Au-delà du cas français (où de référence incontournable dans les années 1970 pour les architectes et les urbanistes, l'œuvre de Lefebvre est tombée dans un purgatoire à partir des années 1980, en même temps que le marxisme et que le traitement politique des questions urbaines), il n'est qu'à regarder les programmes et les bibliographies des départements d'urbanisme et de géographies des grandes universités états-

⁷ Constitué avec : Armand Ajzenberg, Lucien Bonnafé, Katherine Coit, Yann Couvidat, Lucien Espagno, Alain Guillerm, Fernando Iannetti, Guy Lacroix, Lucia Martin-Scalzone, Catherine Régulier, Serge Renaudie et Oreste Scalzone. Voir H. LEFEBVRE (sous la direction de), *Du contrat de citoyenneté*, Paris, Syllepse et Périscope, 1990.

uniennes pour se rendre compte de l'importance de cette présence. Le relatif regain actuel des études lefebvriennes (colloques, numéros de revues, rééditions, travaux universitaires) passe en grande partie par cette thématique urbaine. Ce succès pose paradoxalement un problème, celui de la perte de cohérence par rapport à l'ensemble de l'œuvre, comme le notait déjà en 1996 l'architecte urbaniste Makan Rafatdjou : « L'ignorance, sinon de l'ensemble de ses travaux, du moins de ses écrits les plus significatifs, par ceux qui ne s'intéressent qu'à un aspect thématique particulier de son travail, est déjà un fait patent pour certaines lectures françaises, en particulier en ce qui concerne ses écrits sur la ville et l'espace.⁸ »

Il serait dommageable de réduire Lefebvre à ses écrits sur l'urbain. Un autre problème paradoxal, lié au succès de la pensée lefebvrienne, se pose car ce succès a lieu à l'étranger (notamment au Brésil et dans le monde anglo-saxon), c'est-à-dire dans des contextes théoriques différents de celui dans lequel se forma la pensée de Lefebvre. Par exemple, un des aspects des lectures anglo-saxonnes consiste en un débat pour savoir si Lefebvre est ou non un penseur postmoderne. Or, d'une part, cela n'a jamais été une préoccupation de Lefebvre (qui se méfiait même du mot) et, d'autre part, les variations de sens de l'appellation « postmoderne » sont très importantes, d'une disciplines à l'autre, d'un pays à l'autre et parfois d'un auteur à l'autre. D'une manière plus générale, comme l'indique Bernard Jouve dans son entretien à la revue *Rue Descartes*⁹, le culturalisme régnant dans la pensée états-unienne a tendance à émousser la

⁸ Makan Rafatdjou sur *Writings on cities*, textes choisis d'Henri Lefebvre par E.Kofman et E.Lebas, Société française n°6/56, 1996.

⁹ *Droit de cité*, Rue Descartes n°63, 2009.

sociologie critique lefebvrienne, à dépolitiser ses théories urbaines, à sous-estimer son marxisme.

Ce n'est pas seulement le regain d'intérêt pour la pensée de Lefebvre qui nous a motivé à entreprendre cette étude. C'est aussi par intérêt pour les questions spatiales, négligées le plus souvent par une philosophie obnubilée par le temps et sa problématique. Or, celui qui s'intéresse à l'espace, à la ville et à l'urbain se retrouve face à une montagne d'écrits, que l'on peut tenter de classer en plusieurs catégories : des écrits techniques d'architecture ou d'urbanisme; des écrits traitant de l'esthétique architecturale et de son histoire; des écrits anthropologiques sur l'espace, au niveau individuel ou au niveau des sociétés et des cultures; des écrits phénoménologiques sur les différentes perceptions de l'espace; enfin, des écrits de type géographique, économique, sociologique, s'occupant de la dimension sociale et politique de l'espace. Tous les panachages étant d'ailleurs possibles.

Ce qui frappe donc, c'est l'éclatement des démarches et des méthodes, alors que tout l'intérêt des écrits lefebvriens est qu'ils arrivent à lier ces différentes dimensions de l'espace, à trouver un équilibre. Lefebvre insiste régulièrement sur l'importance qu'il y a à articuler les différents niveaux et échelles, à penser l'espace dans sa mondialité. Il arrive également à lier le constat et l'analyse de l'existant à un travail sur les possibles en mouvement au sein du réel, trouvant une voie de passage entre la description déprimante du réel (à la Mike Davis) et un utopisme impuissant et vain. Il ne s'agit pas pour lui d'ajouter artificiellement du « positif » et du « négatif », tout aussi arbitraire l'un que l'autre, mais de voir comment la réflexion sur le possible, la critique du réel, l'analyse de ses contradictions permet de le modifier positivement, la méthode transductive essayant de déterminer les différents futurs possibles par

rapport à une situation donnée, servant ainsi de base à l'action transformatrice progressiste.

Pour étudier les théories lefebvriennes de l'urbain et de l'espace, deux méthodes étaient possibles : une méthode chronologique, suivant les différents ouvrages selon l'ordre de leur parution, et une méthode thématique, synthétisant les différents thèmes de façon transversale. Nous avons adopté la première méthode (malgré le risque de répétition) car elle permet de mieux saisir les évolutions, les corrections, les développements apportés par Lefebvre, ce qui ne nous empêchera pas de tenter quelques synthèses thématiques une fois le parcours théorique de Lefebvre mieux maîtrisé.

Pourquoi, dans notre titre, parler d'espace et de *politique* ? On pourrait croire, dans un premier temps, que les deux domaines étant distincts, voire distants, il était possible de faire une monographie centrée uniquement sur l'espace, la ville et l'urbain. Or, d'une part, Lefebvre ne dissocie jamais les deux éléments, comme l'indique le titre du second tome du *Droit à la ville : Espace et politique* et, d'autre part, il réinvestit les acquis de ses travaux sur l'urbain dans ceux sur l'Etat, la politique, la vie quotidienne, le temps. Donc, paradoxalement, pour bien comprendre ses théories sur l'espace, il ne faut pas se limiter à leur compréhension interne mais voir aussi en quoi et comment elles s'articulent à la critique de l'Etat et de la politique. Ces travaux ne s'arrêtent donc pas à *La production de l'espace* mais débouchent sur une autre somme *De l'Etat*. Sans oublier les articles et communications sur l'urbain que Lefebvre écrira parallèlement à ses livres et ce jusqu'à la veille de sa mort. *De l'Etat* synthétise une grande partie des livres et des concepts lefebvriens ainsi, outre la reprise des écrits sur l'espace et l'urbain, on note celle des travaux : sur le marxisme (surtout dans le deuxième tome *Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao en passant par*

Staline), sur le langage (sujet de son *Le langage et la société* de 1966), sur la métaphilosophie, sur les différences, sur la méthode dialectique (continuation de son *Logique formelle, logique dialectique* de 1947), sur la nation et le nationalisme (sujet de son premier livre en 1937 *Le nationalisme contre les nations*), et, bien sûr, sur la vie quotidienne. Les études de l'urbain ne seront donc pas dissociables de celles de l'Etat.

Si *De l'Etat* est l'un des aboutissements, peut être le plus méconnu, de l'œuvre de Lefebvre, un de ses points de départ est l'analyse de la vie quotidienne. Voulant comprendre le monde moderne, il part de ce qui semble être en son cœur : la quotidienneté en prise avec les puissances du marché capitaliste et de l'Etat. Pour effectuer cette analyse de la modernité, politique de part en part, il développera une constellation de concepts : aliénation, mystification, différence, urbain, centralité, mondial, rythmes, nouvelle citoyenneté, utopie, autogestion. Ces concepts rentrent dans des rapports déterminés, dont l'une des clés d'articulation est l'autogestion. En effet, Lefebvre prenant très tôt conscience de l'aliénation multiforme de l'homme (héritage, entre autres, de la pensée hégélienne, du marxisme et du Surréalisme), il n'aura de cesse que de chercher des moyens de libérer l'humanité de cette aliénation fondamentale. La révolution de la quotidienneté, qui est le critère même de toute révolution, sera le but à atteindre grâce à l'autogestion généralisée, étendue à tous les aspects de la vie quotidienne.

Michel Trebitsch se trompe quand il affirme en incipit de sa communication sur Henri Lefebvre et l'autogestion : « Il ne faut pas exagérer l'importance de la notion d'autogestion pour Henri Lefebvre ni celle d'Henri

Lefebvre pour l'idée d'autogestion.¹⁰ » Il a davantage raison lorsqu'il dit que « l'autogestion est une notion consubstantielle à la pensée de Lefebvre » et lorsqu'il voit dans les analyses sur la révolution urbaine « l'autogestion en filigrane ». Effectivement, si les écrits de Lefebvre portant directement et uniquement sur l'autogestion sont plutôt rares (trois articles, deux dans la revue *Autogestion* et un dans *M*, quelques pages de son livre sur la Commune de Paris, et un chapitre de *L'irruption de Nanterre au sommet*), le projet autogestionnaire est présent très tôt, sous un autre vocabulaire, et ce depuis au moins *Le matérialisme dialectique* de 1939, et il sera poursuivi jusqu'à la fin à travers le projet de nouvelle citoyenneté.

Ce projet autogestionnaire est tout d'abord présent en creux, par la négative, puisqu'il s'agit de mettre fin à l'aliénation en tant que perte du sens et de la pratique de la communauté, que dissociation des activités humaines devenant des abstractions (« la politique », « la culture », « l'économie », etc.). Cette aliénation produit une atomisation de la société en individus isolés, véritable individualisme de pauvres individualités. Lefebvre retrouve le projet communiste de Babeuf, Saint-Simon et Fourier, ce qui fait dire à Trebitsch qu'il fait « une lecture anarchisante de Marx ». Ce jugement nous semble vrai (nous le confirmerons à propos des théories de l'Etat), Lefebvre ajoutant qu'il s'agit de positions que l'on trouve chez Marx (notamment dans la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*) et chez Lénine (notamment dans *L'Etat et la révolution*). Penser le marxisme et l'anarchisme comme antithétiques ou, au contraire, comme des variations au sein de la pensée communiste, sera une

¹⁰ Henri Lefebvre et l'autogestion, dans F. GEORGI (sous la direction de), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

alternative à examiner, par rapport à la pensée lefebvrienne et par rapport à la situation actuelle.

L'analyse de la définition lefebvrienne de l'autogestion et du rôle qu'elle tient dans sa pensée sera un fil conducteur de notre étude, inséparable, comme nous commençons à le voir, de ses analyses de l'urbain et de l'Etat, sans oublier l'arrière-fond de la vie quotidienne. C'est peut être ce couple vie quotidienne/autogestion qui structure toutes les analyses de l'urbain et de l'Etat, comme nous essaierons de le montrer dans notre chapitre sur *De l'Etat*, en revenant brièvement sur les heurs et les malheurs de l'autogestion en France.

Mais la thématique de l'autogestion territoriale, qui fera partie du droit à la ville, débordera largement le cadre de la France, car comme le rappelle Bernard Jouve, la loi de 2001 au Brésil sur « le statut de la ville », la création en 2004 d'un observatoire international du droit à la ville par des associations franco-brésiliennes et les projets de l'UNESCO d'ériger un « droit universel à la ville » (avec, entre autre, la création d'une chaire des « politiques urbaines et de la citoyenneté »), montrent que nous sommes face à des problèmes actuels et urgents.

C'est cette volonté de voir en quoi et comment la pensée de Lefebvre peut nous aider à comprendre et à agir sur la réalité actuelle qui nous anime et non une simple recherche historisante se contentant d'une archéologie de la pensée, cherchant ses sources. En ce sens, nous avons pris le parti de ne pas inclure toutes les prémices de sa pensée de l'urbain, que l'on trouve dans ses études de sociologie rurale (notamment dans ses thèses) et dans certains chapitres de *La proclamation de la Commune*.

La pensée lefebvrienne de l'espace, de l'urbain et de la ville nous est-elle, de nos jours, vraiment utile pour penser les phénomènes urbains et pour agir sur eux ? Voilà une question simple en apparence mais qui nécessitera de reconstituer cette pensée avant que d'essayer de la confronter à l'époque contemporaine. Ceci nous conduira à étudier dans les premiers chapitres les ouvrages suivants : *Du rural à l'urbain*, *Le droit à la ville*, son second tome *Espace et politique*, puis *La révolution urbaine*, *La pensée marxiste et la ville* et, enfin, *La production de l'espace*. Si l'ordre n'est pas strictement chronologique, c'est dû au fait que *DRU* et *Espace et politique* sont des recueils d'articles dont les dates de parution ne reflètent pas la chronologie des articles. Ainsi, les textes lefebvriens les plus anciens portant centralement sur la ville sont dans *DRU*.

Il nous faudra ensuite étudier les articles, les communications et les films qui font suite aux ouvrages sur l'urbain, ce qui nous amènera jusqu'aux derniers moments du penseur. Le chapitre suivant sera consacré à *De l'Etat* et au problème de l'autogestion. Puis, nous pourrons étudier les échos provoqués par les travaux de Lefebvre, aussi bien en France (plusieurs colloques et numéros spéciaux de revues, deux DEA), qu'au niveau international (notamment au Brésil, aux USA, en Grande-Bretagne), ce qui nous fera croiser les œuvres de David Harvey et d'Edward Soja.

Sans suivre strictement une perspective historique, nous verrons parmi les premières réactions aux théories lefebvriennes sur l'urbain, celle des situationnistes, et parmi les dernières, celle d'un groupe européen, canadien et états-unien d'étude, à l'origine d'un livre¹¹ et de deux colloques internationaux

¹¹ K. GOONEWARDENA, S. KIPFER (sous la direction de), *Space, difference, everyday life. Reading Henri Lefebvre*, New York, Routledge, 2008.

(dont le premier s'est tenu à l'Université technologique de Delft en Hollande au mois de novembre 2008).

Il nous restera avant de conclure de manière relative, car comme le disait François Châtelet : « en une telle affaire, on ne saurait conclure », à esquisser une actualisation des analyses et des thèses lefebvriennes pour voir en quoi elles éclairent, ou pas, la réalité contemporaine. Entre autres hypothèses, nous examinerons celles de Jean-Pierre Garnier voulant que les théories urbaines de Lefebvre soient « dépassées par l'actualité » ou celles de penseurs postmodernes les réfutant au nom d'une pleine positivité de l'urbain. Quelque soit la position à laquelle nous arriverons, il ne nous faudra pas oublier que notre but ne peut être, selon une autre bonne remarque de Bernard Jouve, celui de vouloir codifier les pratiques liées au droit à la ville, sous peine d'ossifier une pensée en mouvement, ouverte aux possibles et à l'invention. Cette perpétuelle attention au futur, c'est-à-dire aux mouvements et contradictions du monde présent, est indissociable pour Lefebvre du marxisme, ou du moins du marxisme véritable. Rappelons qu'il s'est toujours voulu marxiste, évoquant par exemple en 1983 la nécessité « d'aller au-delà du mode de production existant et dominant, c'est-à-dire du capitalisme » alors que « la lutte des classes, multiforme, s'étend à l'espace, au temps, aux institutions.¹² » Ce qui ne l'empêchera pas d'appliquer au marxisme lui-même son exigence critique, antidogmatique. Ainsi, toujours en 1983, lors de célébrations du centenaire de la mort de Marx, il analyse certaines de ses lacunes : réduction de la ville à un simple support du processus de production/consommation; survalorisation du travail par rapport à l'ensemble des dimensions de la vie quotidienne (transports, loisirs, famille, culture, etc.); sous valorisation des

¹² H. LEFEBVRE, *Penser à contre-courant ? Autogestions*, 1983.

problèmes liés aux temps et aux espaces sociaux (« Cette lutte pour l'espace et le temps, c'est-à-dire pour leur emploi et leur usage, est une forme moderne de la lutte des classes que n'a pas prévu Marx. »); survalorisation de l'industrie au regard de l'agriculture et des problème de la réforme agraire; négligence de la sphère de l'informationnel; écueil historique de l'Etat, de son analyse et de sa critique. Il faut remarquer que la plupart de ces critiques visent plus les marxistes que Marx lui-même, étant donnée l'incapacité dans laquelle il se trouvait de saisir des phénomènes inexistants ou simplement en germe à son époque.

Il ajoute dans le même texte : « Je me permets d'insister sur ces concepts [notamment celui de mode de production étatique] qui ont fait dire que je n'étais plus « marxiste ». Je m'élève contre cette assertion. Réfléchir sur l'influence de Marx, approfondir ses concepts, les utiliser comme des instruments pour comprendre la modernité et pour poser ses problèmes, serait-ce incompatible avec le marxisme ? A coup sûr, c'est incompatible avec le dogmatisme marxiste. Au cours d'interminables controverses, tout ce qui n'était pas strictement dogmatique était considéré comme révisionniste et tout ce qui n'était pas révisionniste se traitait de dogmatisme. Ces deux termes étaient devenus des espèces d'injures rituelles que l'on se lançait à la figure, en croyant former deux camps opposés. De telles controverses font partie de l'influence de la pensée marxiste ainsi que de son histoire. Elles n'ont pas contribué à sa fécondité. On est amené aujourd'hui à poser quelques questions en ce qui concerne le rôle de Lénine et du léninisme dans ces querelles et surtout dans leur ton. [...] En ce qui me concerne j'ai toujours refusé et je refuse de me laisser enfermer dans l'alternative « dogmatisme »-« révisionnisme », alternative aujourd'hui quelque peu désuète. D'autre part je récuse l'appellation encore si fréquente « marxisme-léninisme » et je me déclare beaucoup plus marxiste que léniniste. Je pense et j'affirme que

l'œuvre de Marx doit rester pour nous et notre époque une référence constante, un point de départ –mais non un point d'arrivée. Elle doit aussi passer par une critique vigilante et incessante. Quant à Lénine et au léninisme je dois reconnaître que j'aurais à ce propos une certaine autocritique à faire. A une certaine époque et malgré beaucoup de précautions, certains écrits sur Lénine et le léninisme n'ont pas échappé à un certain dogmatisme. Mais comment échapper complètement à son époque ? »

On retrouve dans cet extrait la liberté de ton et de style de Lefebvre, qui n'est pas simplement une histoire de manière d'écriture mais rapport à la pensée, à ses liens avec la vie humaine, à sa capacité de critique et d'autocritique. Lefebvre ne s'est pas contenté d'écrire des livres sur Rabelais, Diderot, Musset ou Nietzsche, il a aussi partagé leur souci d'une pensée vivante car en prise et en lutte contre le monde moderne, ses problèmes et ses contradictions.

CHAPITRE 1

-

DU RURAL A L'URBAIN

Si DRU paraît en 1970, il contient des articles et des communications qui vont de 1949 à 1969. Lefebvre profite de ce recueil rassemblé par son ami Mario Gaviria (de l'université de Saragosse) pour retracer l'histoire et faire le bilan de ses travaux sur l'urbain. D'emblée, il se situe sur le terrain philosophique (premier pour Lefebvre) et invoque la critique nietzschéenne avant même celle de Marx : « Nietzsche d'abord et toujours (avec lui c'est le combat, depuis l'adolescence, la lutte avec l'ange et le démon).¹» Cette influence dépasse largement les seuls travaux sur l'urbain, elle traverse l'œuvre dans son ensemble et colore le marxisme lefebvrien comme nous l'avons vu dans l'introduction.

Inversement, dans cette introduction, il se démarquera de plusieurs auteurs, successivement : des situationnistes, d'Althusser, de Sartre, de Goldmann, ce qui inclura une prise de distance d'avec la philosophie et la sociologie traditionnelles. On imagine bien dès lors le rôle qu'ont pu avoir ces critiques multiples, liées à l'originalité des positions lefebvriennes, dans la marginalisation qu'il a subi. Un des enjeux conceptuels

¹ DRU, p.7.

de ces critiques est le concept d'aliénation (repris de Hegel et de Marx). Rejeté par nombre de marxistes orthodoxes, et notamment avec force par toute l'école althussérienne, il est au contraire central pour Lefebvre et fonde l'attitude critique de la métaphilosophie. Selon lui, le concept d'aliénation : « a un aspect politique. Il permet aussi de caractériser l'aliénation politique, l'aliénation par l'Etat et l'appareil² ». Ce qui explique la grande méfiance des dogmatiques à son endroit, dogmatiques pour lesquels : « l'esprit de système se confond avec l'esprit d'organisation, avec l'esprit si l'on ose dire de l'appareil, où le marxisme s'institutionnalise et devient idéologie officielle.³ »

Relié au concept de vie quotidienne, celui d'aliénation conduit à refuser la position althussérienne qui les réfute au nom de structures anhistoriques, ce qui la mène à une fermeture théoriciste; de même, symétriquement, cela conduit à refuser la position situationniste qui au contraire surestime les aliénations pesant sur la vie quotidienne, ce qui entraîne un certain nihilisme.

Analysant depuis l'entre-deux guerres la vie quotidienne, Lefebvre en vient (en partie pour des raisons personnelles contingentes, étant isolé durant une partie de la seconde guerre mondiale dans la vallée pyrénéenne de Campan, où il se met à classer des archives historiques) à étudier son caractère rural encore dominant quantitativement et qualitativement jusque dans les années 1960. Deux éléments vont conduire le métaphilosophes à l'étude de l'espace rural puis de l'espace urbain. Tout d'abord, l'importance politique des réformes agraires entreprises dans le monde, en particulier dans les pays socialistes (URSS, Chine, Cuba, Algérie, etc.). Il remarque d'ailleurs le caractère paysan des révolutions « prolétariennes » au XX^e siècle, que ce soit en Russie, en Chine ou à Cuba (baroud d'honneur de ce type de révolutions pour lui). Et, plus grave encore, il remarque l'échec même de ces réformes, échec politique, économique et social. Les régimes « communistes » ou « socialistes » se concentrent davantage sur la

² DRU, p.8.

³ Idem.

production industrielle en négligeant l'agriculture et les problèmes de la distribution et de la consommation. Or, très vite, Lefebvre va considérer que les sphères de l'agriculture, de l'industrie et de la ville sont indissociables.

Ce qu'il faut, si l'on veut effectuer une « percée », établir une « ouverture » (dit Lefebvre dans un vocabulaire et une intention proches de ceux de Deleuze et Guattari dans les deux tomes de *Capitalisme et schizophrénie*), c'est articuler les différentes dimensions de la vie quotidienne : la marchandise et son monde, l'Etat, le rural et l'urbain. Et pour ce faire, les notions marxistes classiques de superstructures et d'idéologie sont insuffisantes. « Contre ces autres dogmatiques, on peut affirmer que ni la vie quotidienne, ni la société urbaine, ne sont une pure et simple *superstructure*, expression des rapports de production capitalistes.⁴ » dit-il, ce qui ne veut pas dire qu'elle repose en apesanteur, puisqu'il rajoute : « Encore ne faut-il pas oublier que la quotidienneté programmée, celle d'aujourd'hui, se relie à une stratégie de classe qui modifie sans les transformer les rapports de production, qui introduit des éléments nouveaux dans la pratique par le biais de la consommation, du marché; la vie quotidienne sert le déploiement du monde de la marchandise et du monde de l'Etat.⁵ »

Le second élément déclencheur des études urbaines est l'érection à la fin des années 1950 du complexe industriel de Lacq-Mourenx, dans le Béarn, avec la ville nouvelle servant à loger les employés et leurs familles. Or, avec Lacq, il ne s'agit plus d'un simple problème de production industrielle ou d'urbanisme, mais de voir comment la société moderne (à travers l'Etat en l'occurrence) est devenue capable de créer un environnement artificiel déterminant toute une quotidienneté (habitat, travail, transports, loisirs, etc.). On est loin d'une infrastructure agissant sur les consciences par voie idéologique. Les implications idéologiques pratiques qui scandent la vie quotidienne sont

⁴ DRU, p.12.

⁵ Idem.

bien plus redoutables que les propagandes cherchant à influencer de l'extérieur les esprits.

Ce recueil se situe donc entre la fin d'une période historique (« Déjà dépassée, encore environnante, la période paysanne s'éloigne dans le temps comme dans l'espace.⁶ ») et le début d'une autre (« quelque chose de plus et d'autre s'annonce, se déclare, se signifie : l'urbain.⁷ »). En fin d'introduction, Lefebvre note un changement au fil des articles : « Les premiers textes du recueil (1949) témoignent d'une belle confiance en l'histoire. Au cours de ces vingt années, cette confiance s'atténue jusqu'à disparaître.⁸ » Sans tomber dans le pessimisme, il remarque que ce sont les conditions historiques et sociales qui obligent à cette prudence, vis-à-vis notamment de l'urbanisme. On assiste, en effet, au cours de ce recueil à un changement de position : « Aujourd'hui, il ne serait plus question de rêver en proposant un « nouvel urbanisme ». Ce rêve eut un sens, peut être, il y a une dizaine d'années. La question principale en ce moment, ce serait plutôt d'aller jusqu'au bout de la critique radicale des projets dits urbanistiques, marqués d'un double stigmaté : l'action de l'Etat, le déploiement du « monde de la marchandise »⁹. » Notons, avant d'étudier le premier article de *DRU*, que cette évolution de la pensée de Lefebvre par rapport à l'urbanisme se confirmera dans plusieurs ouvrages et qu'elle restera incomprise des situationnistes qui, eux, s'enferment dans une aporie, balançant d'une pure critique négatrice de tout urbanisme à la proclamation utopique stérile et jamais précisée de « l'urbanisme unitaire »¹⁰.

Le premier article *Problèmes de sociologie rurale* (1949) fait écho aux thèses de Lefebvre sur les communautés paysannes pyrénéennes. Il retrace des éléments de l'histoire d'une des formes les plus anciennes de communauté, la communauté rurale ou

⁶ *DRU*, p.13.

⁷ *Idem*.

⁸ *DRU*, p.20.

⁹ *DRU*, pp.17-8.

¹⁰ Voir de Gilles IVAIN : *Formulaire pour un urbanisme nouveau* dans l'Internationale Situationniste n°1 et *L'urbanisme unitaire à la fin des années 50* dans l'Internationale Situationniste n°3.

paysanne. Il étudie notamment comment elle traverse l'Histoire, les sociétés, les modes de production, en en recevant des modifications mais sans se réduire à un simple effet ou reflet de ces derniers : « La communauté rurale se maintient, se défend, disparaît ou se reconstitue sous des modes de production très différents : esclavagiste, féodal, capitaliste, socialiste. Elle persiste, plus ou moins vivante, en ascension ou en dissolution, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, non pas certes extérieure aux vicissitudes de l'histoire et aux transformations économique-politiques, mais avec sa vie et son histoire propres.¹¹ »

Lefebvre propose donc une conception dialectique des luttes des classes, ces dernières n'étant pas monolithiques mais composées de fractions, groupes et sous-classes. Il existe des indices et critères à la fois quantitatifs et qualitatifs pour définir une classe sociale mais : « ces indices expriment des tendances, et ne doivent pas être considérés d'un seul bloc, globalement présents ou absents.¹² » Non seulement il faut avoir une conception dynamique des classes sociales, mais leurs luttes sont elles aussi en perpétuel changement (l'article prend comme exemples les luttes des métayers toscans contre les propriétaires fonciers).

L'intérêt de l'article est de montrer les enjeux concrets (économiques, sociaux, politiques et culturels) du problème de la propriété (donc de l'espace) rurale. Les évolutions de la « propriété indivise » montrent en quoi le problème ne se situe pas simplement entre la propriété privée et la propriété collective, mais dans la création de modalités de propriété collective préservant des propriétés de groupes plus restreints (villages, familles, coopératives) jusqu'à la propriété individuelle, réduite mais ne pouvant être niée totalement sans risque pour les droits de l'individu. Car : « la propriété « collective » absolue n'est, elle aussi, qu'un cas limite. Depuis l'Antiquité la plus reculée, les biens de consommation et une partie des instruments ont été objets

¹¹ DRU, p.29.

¹² DRU, p.52.

d'appropriation privée. Il en sera de même dans l'avenir, aussi loin que permettent de prévoir nos connaissances économiques, politiques et sociologiques.¹³ » L'étude des communautés rurales, de leurs rapports à l'espace, à la propriété, et de leurs luttes politiques, donne lieu à un double constat final. Un constat pessimiste : « Que sont aujourd'hui presque tous nos villages, mises à part les tendances récentes ? Des communautés en pleine dissolution.¹⁴ » Et un constat positif : « S'il est vrai d'ailleurs que la communauté paysanne peut aujourd'hui renaître, en fonction d'exigences et sur des bases modernes¹⁵ ». Pour autant, Lefebvre ne tombe pas dans une nostalgie mythifiant les communautés historiques rurales, puisqu'il montre au contraire leur évolution inéluctable, leur branchement sur les enjeux mondiaux : « La vie paysanne n'a plus rien aujourd'hui d'autonome [...] elle se relie de multiples façons à l'économie générale, à la vie nationale, à la vie urbaine, à la technologie moderne¹⁶ ». Réfléchir sur la communauté rurale et ses évolutions permet donc de réfléchir sur le lien social, ce qui sera un des enjeux de ses travaux sur l'urbain.

Les deux articles suivants *Les classes sociales dans les campagnes* et *Perspectives de la sociologie rurale* sont le prolongement du premier. Le premier centrant ses analyses sur les évolutions du métayage (*mezzadria classica*) en Toscane, tandis que le second généralise le propos et étudie les problèmes actuels. Ici encore, pas de monographie statique et statistique mais une volonté de voir les évolutions en cours. Le sociologue remarque tout d'abord le peu d'intérêt porté au monde paysan, voire le dédain dans lequel il est tenu, de la part des sociologues mais aussi des politiciens : « cette réalité a été longtemps ignorée, et particulièrement lorsqu'elle dominait quantitativement et qualitativement la vie sociale.¹⁷ » On pourrait appliquer cette remarque au monde urbain, ignoré comme la vie quotidienne dont il est un fondement, à

¹³ DRU, p.30.

¹⁴ DRU, p.40.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ DRU, p.63.

moins qu'un problème ne le mette en lumière (« crise du logement » ou « émeutes urbaines »).

Lefebvre retrouve, en l'étendant au mondial, la lutte entre la petite et la grande propriété : « Nous entrevoyons des conflits gigantesques et durables, sous des formes différentes, comme celui entre la petite propriété et la grande (latifundia gallo-romains; domaines seigneuriaux; grandes exploitations capitalistes).¹⁸ » On retrouve de nos jours ce genre de luttes, notamment dans certains mouvements sociaux sud-américains (« paysans sans terre » au Brésil, etc.).

Au niveau méthodologique, Lefebvre applique un principe qu'il reprendra dans sa sociologie urbaine : ne pas s'enfermer dans les études de détail, les descriptions, les monographies. « La méthode monographique doit s'utiliser avec beaucoup de précautions. [...] Les enquêteurs se perdent dans les détails locaux, dans la description de l'habitat ou des cultures, etc. [...] De toutes façons, l'enquête monographique et l'interprétation des documents supposent une vue d'ensemble des problèmes.¹⁹ » La « scientificité » sociologique ne doit pas perdre de vue la totalité, non seulement celle du phénomène étudié mais, de degré en degré, la totalité de la réalité sociale, déjà poursuivie par les philosophes. Il ne s'agit pas pour autant de négliger les études scientifiques analytiques : « il reste vrai que tout travail d'ensemble doit se baser sur un nombre aussi grand que possible de monographies locales et régionales.²⁰ » On peut remarquer que c'est cette volonté d'atteindre la totalité (que l'on retrouvera aussi chez le dernier Bourdieu analysant le champ médiatique et le champ politique) qui donne une dimension politique à la pensée lefebvrienne.

Lefebvre poursuit et achève dans l'article suivant *Théorie de la rente foncière et sociologie rurale* ses analyses de la ruralité, en prolongeant en parallèle ses notations méthodologiques. En fait, il réclame une dialectisation des outils conceptuels pour les

¹⁸ DRU, p.71.

¹⁹ DRU, p.73.

²⁰ Idem.

rendre aptes à saisir le caractère dynamique des phénomènes. « La sociologie rurale décrit donc des phénomènes complexes. Elle tente de les pénétrer en profondeur. Mais bientôt, elle découvre des sédiments, pour ainsi dire, qui ne relèvent pas de la description, qui appartiennent à un autre domaine. Notamment à *l'histoire*. Le sociologue, s'il veut comprendre et connaître, doit se doubler d'un historien.²¹ » Et ce d'autant plus que le sociologue rural non seulement : « se trouve devant des structures datant de divers âges de l'histoire (par exemple devant des structures se rattachant historiquement au Moyen Age) mais il se trouve devant des formes et structures en décomposition, mêlées à des formes et structures nouvelles.²² »

Cet article concentre ses analyses sur la rente foncière, liée à la propriété du sol et complétant l'exploitation par le travail. Il montre la nécessité de compléter les théories marxistes classiques de la plus-value par l'analyse de la consommation et celle de la rente du sol et de l'espace. Marx parlait d'ailleurs bien de trois niveaux (niveau de la production, de la consommation, du logement) de l'exploitation des travailleurs par le capital, correspondant aux différentes formes du capital (capital productif, marchand et immobilier). S'il faut : « distinguer les problèmes de la propriété et ceux de l'exploitation » du travail, il faut aussi voir en quoi ils se rejoignent, le capitalisme s'étant intégré le système de la rente foncière (« le propriétaire foncier (historiquement d'origine féodal, bien que la bourgeoisie ait en beaucoup d'endroits du globe relayé et remplacé les féodaux « latifundiaires »)²³). La transition peut parfois être complexe : « Au monopole d'origine féodale s'ajoute le monopole capitaliste; ces deux monopoles, suivant les pays et régions, se combattent, ou se combinent ensemble, ou s'allient.²⁴ »

Quels sont les acquis de ses articles de sociologie rurale, susceptibles d'être repris par la sociologie urbaine ? Tout d'abord, la révélation de l'importance de l'étude de

²¹ DRU, p.80.

²² DRU, p.79.

²³ DRU, p.81.

²⁴ DRU, p.84.

l'espace et de son organisation pour toute sociologie. Ce qui implique la reconnaissance de l'importance fondamentale de la notion de propriété, dans ses multiples formes, pour toute théorie sociologique ou politique. C'est elle qui pourra livrer les clés de l'exploitation et sa maîtrise conditionnera toute entreprise de libération. A travers ces études, Lefebvre a montré la nécessité d'une méthode dialectique capable de saisir les évolutions et les contradictions des sociétés, donc d'un marxisme ne se figeant pas dans la recherche de structures anhistoriques. Enfin, autre point décisif, il a perçu le caractère révolutionnaire des évolutions quantitatives et qualitatives de l'après-guerre, évolutions que l'on peut résumer par un seul phénomène : l'urbanisation.

L'article suivant (datant de 1960) s'intitule *Introduction à la psycho-sociologie de la vie quotidienne*, il synthétise certains acquis des deux premiers tomes de la *Critique de la vie quotidienne*. Champ à la fois omniprésent et invisible, la vie quotidienne est au cœur du monde moderne, ce qui a moins échappé aux stratèges du marché capitalistes (qui ont créé la publicité et le marketing pour connaître, influencer et contrôler les besoins de la quotidienneté) qu'aux divers savants et à la plupart des révolutionnaires. La transformation de la vie quotidienne en quotidienneté, c'est-à-dire en répétitions d'actes et de besoins normés par le marché et l'Etat, est d'ailleurs un des éléments définissant la modernité, ce qui a conduit Lefebvre à en faire un concept central de son œuvre.

La vie quotidienne se définit par un jeu de possibles et d'impossibles. La situation de blocage de la vie quotidienne par rapport à ses propres possibles est l'aliénation. Un des enjeux d'une politique progressiste sera la désaliénation du quotidien qui implique : « l'appropriation par les êtres humains, de la vie en général, de leur propre vie en particulier.²⁵ » On retrouvera cette exigence autogestionnaire dans les travaux sur l'urbain qui articuleront les trois concepts de vie quotidienne, d'aliénation et d'urbain. Cette vie quotidienne est à la fois « résidu » et « totalité » car, quelle que soient les forces sociales qui pèsent sur elle, elle est ce qui échappe à toutes les activités spécialisées (ce

²⁵ DRU, p.90.

concept de résidu, dans son rapport dialectique à celui de totalité, est analysé dans *Métaphilosophie*), notamment au niveau des rythmes temporels (comme le préciseront les *Eléments de rythmanalyse*). La quotidienneté se déploie dans le temps mais aussi dans l'espace. Elle a ses espaces propres (pavillons, appartements) mais concerne de proche en proche la totalité des espaces sociaux. Un lieu essentiel semble particulièrement à même de l'incarner : la rue. « Intermédiaire très privilégié entre les secteurs du quotidien –les lieux de travail, la demeure, les endroits de distraction– la rue représente la vie quotidienne dans notre société.²⁶ » La rue est à la fois répétition banale (et du banal) et spectacle. Comme les situationnistes à la même époque (et ce n'est pas un hasard si le premier tome de la *Critique de la vie quotidienne* les a influencé à l'instar des membres du groupe Cobra), Lefebvre avance : « La rue offre un spectacle et n'est que spectacle [...] la « modernité » n'est-elle pas essentiellement spectacle et spectaculaire aussi bien dans la rue qu'à la télévision, au cinéma, à la radio, dans les cérémonies et manifestations variées.²⁷ » Spectacle mais qui contient la plus dure réalité, celle du règne des marchandises et de leur fétichisme : « Par les objets et leur beauté et leur offrande et leur refus, la rue devient le lieu du rêve le plus proche de l'imaginaire, et aussi le lieu de la plus dure réalité, celle de l'argent et de la frustration.²⁸ »

Un des paradoxes de cette modernité est donc la coexistence d'une surabondance d'objets et d'un ennui profond, d'un vide de l'individu autocentré. La prolifération des signes (enseignes, publicités, écrans, signalétiques, informations, etc.) dans l'espace et la vie modernes s'essaye à combler illusoirement ce manque vital. Comprendre les signes, leurs media, est primordial pour pouvoir déchiffrer la réalité sociale, sans que la société ne se réduise à une sémiologie. L'importance des signes et des informations confère un grand pouvoir aux intermédiaires dont le rôle est central dans le capitalisme, qui survalorise ceux capables de relier les producteurs aux consommateurs (banques,

²⁶ DRU, p.98.

²⁷ DRU, p.99.

²⁸ DRU, p.100.

assurances, distribution, journalisme, etc.). « Dans la société que nous observons et dont nous faisons partie, les intermédiaires ont des privilèges, parfois exorbitants, au détriment de ce qui a plus de réalité.²⁹ »

Au niveau spatial, cela implique que : « les lieux de passages et de rencontre, la rue, le café, les gares, les stades, ont plus d'importance et d'intérêt dans la quotidienneté que ce qu'ils relient.³⁰ », dit Lefebvre en reprenant un thème travaillé par Fourier, Baudelaire et Benjamin. La modernité, comme la ville et l'urbain qui la constituent, est à double tranchant : « Ainsi les systèmes de signaux qui s'accumulent autour de nous facilitent la pratique quotidienne et l'élargissement, en même temps ils conditionnent les comportements, ils les soumettent à une discipline exorbitante et changent en robots les humains; ils « cybernétisent » la quotidienneté, déjà chargée de significations redondantes et répétées³¹ [...] » Et ce ne sont pas les loisirs, devenus industriels, qui peuvent offrir une véritable libération, limités qu'ils sont dans leurs temps et leurs espaces. Ils ne fonctionnent que comme soupape de sécurité d'une quotidienneté aliénée.

Avec l'article suivant *Les nouveaux ensembles urbains. Un cas concret : Lacq-Mourenx et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière* (1960), Lefebvre passe véritablement du rural à l'urbain. Le point de départ en est la création en quelques mois de la ville nouvelle de Lacq-Mourenx dans le Béarn, à laquelle Lefebvre assista en voisin (Navarrenx ne se trouvant qu'à quelques kilomètres). A travers ce complexe industriel et urbain, destiné à exploiter un grand gisement de gaz nature, c'est le phénomène du développement urbain, avec les « ville nouvelles », les « grands ensembles » et les « nouveaux quartiers », qui intéresse le sociologue, cette nouvelle capacité humaine de créer en un temps rapide des villes ex nihilo. Le constat fondamental est celui de l'échec global de ces grands ensembles, et à travers eux celui de l'urbanisme technocratique et fonctionnaliste. On remarque dans les grands ensembles : une réduction de la vie

²⁹ DRU, p.96.

³⁰ Idem.

³¹ DRU, p.106.

humaine à quelques fonctions (selon Le Corbusier³² : habiter, travailler, se déplacer, se récréer) qui en brise l'unité; le rôle central du travail et de la consommation, selon les exigences du marché capitaliste et des besoins artificiels qu'il crée; une volonté de normalisation donc de contrôle des actes et des besoins, en liaison avec le souci étatique et technocratique de prévision; une mise à l'écart du ludique, des arts et de la culture, ainsi que des lieux de sociabilité spontanée (cafés, petits commerces, etc.); le manque d'équipements collectifs qui renforce l'impression de ghettoïsation; un enfermement qui replie les individus et les groupes sur eux-mêmes; un ennui profond, lié au manque de possibles sociaux (illustré à merveille à la même époque par les films de Tati, notamment *Mon oncle* et *Playtime*). En résumé, même si Lefebvre n'utilise pas encore ce vocabulaire, on crée de l'urbain, du regroupement de populations, sans créer de ville, de socialité développée entre groupes sociaux et individus.

Face à cette lacune, cette béance sociale, Lefebvre examine quatre solutions. La première, qui se révélera impossible, est de l'ordre de la nostalgie, cherchant à recréer « l'unité de voisinage » telle qu'elle pouvait exister dans un village ou un quartier des villes traditionnelles. La deuxième essaiera de créer une « cité communautaire » artificielle, ce qui implique de trouver « l'échelle humaine » adéquate. Lefebvre songe à plusieurs personnes en décrivant cette solution aux problèmes posés par les grands ensembles, notamment à tous les représentants du courant utopiste, dont Fourier (qu'il connaît bien et sur lequel il dirigera un colloque) et un des plus fameux. Mais il pense aussi à Le Corbusier (« le problème du logement et de l'immeuble, déjà envisagé, élaboré, partiellement résolu (notamment par Le Corbusier, dont les projets restent ce qu'il y a de plus vivant et stimulant dans ce domaine)³³. »). Il faut noter l'hommage qu'il rend à Le Corbusier, car nous verrons plus tard sa position évoluer fortement et devenir

³² MARION SEGAUD qui a poursuivi en 1969 sous la direction de Lefebvre un travail doctoral sur *Mythe et idéologie chez Le Corbusier*, précise à propos de son fonctionnalisme : « De la même façon ce qui nous paraît idéologique dans Le Corbusier ce n'est pas tant la notion de fonction que la *relation* entre espace et fonction. C'est dans cette relation que Le Corbusier entérine la ségrégation à l'œuvre dans une société de classe. » p.165.

³³ DRU, p.112.

négative et critique. Enfin, il songe peut être aussi aux utopies et projets provenant du camp socialiste. Lefebvre est très réservé sur cette solution, en raison de sa ressemblance avec la première solution qui s'est avérée vaine et en raison des risques politiques qu'elle implique : « Une agglomération où chacun et tous se connaissent ne présenterait-elle pas autant d'inconvénients que d'avantages humains ? [...] S'orienterait-on en toute bonne volonté vers un fétichisme de la vie communautaire, accompagné d'une sorte d'ascétisme culturel ? Ne craint-on pas la formation d'un ordre moral particulièrement accablant³⁴ [...] » Si l'atomisation individualiste n'est pas tenable, une dictature communautaire ne semble pas non plus être une solution viable, ce qui forcera à poser le problème du renouveau des liens sociaux (problème qui occupera les dernières pensées de Lefebvre) et à rechercher au niveau spatial une bonne échelle de vie communautaire.

Le projet de « ville fonctionnelle », troisième solution envisagée, est le projet technocratique qui échouera partout en France, et dont Lacq-Mourenx est un exemple. Pour l'Etat et sa technocratie, l'espace s'apparente à une donnée neutre à façonner, ce que contestera et réfutera Lefebvre dans *La production de l'espace*. Il poursuivra et étendra sa critique générale de la logique et des pratiques technocratiques dans son livre *Position : contre les technocrates* en 1967, mais c'est bien tout d'abord par le biais des problèmes urbains qu'il l'aborde.

La quatrième et dernière solution semble plus positive et reflète la pensée du métaphilosophes : il s'agit d'un « humanisme dialectique » refusant la pseudo solution fonctionnaliste qui brise l'unité de la vie humaine et de la ville. Développant le « transfonctionnel », cet humanisme nouveau cherchera une utopie pratique restaurant la dimension ludique dont l'absence est flagrante dans les nouveaux ensembles. Lefebvre indique pour l'instant plus cette voie qu'il ne la précise pratiquement, voulant simplement ouvrir une piste de réflexion pour l'avenir.

³⁴ DRU, p.113.

Il revient ensuite sur l'un des faits les plus marquants, avec l'ennui généralisé, du constat de la situation actuelle : la ségrégation sociale. Regroupant les mêmes catégories socioprofessionnelles entre elles, la ville moderne, loin de favoriser une nouvelle conscience de classe, entraîne une dissolution du sentiment de solidarité, tout du moins en ce qui concerne les classes populaires. « Ainsi apparaît dans les entretiens un thème constant, le couplage « promiscuité-isolement ». La promiscuité, loin de favoriser les liens de voisinage et la sociabilité, les détruit.³⁵ » Paradoxalement, il y a donc en même temps agglomération et repli sur soi des familles et des individus. Les conditions spatiales d'existence rendent la cohabitation difficile, notamment sur le plan sonore, parent pauvre des constructions (cloisons, planchers, voitures, etc.). Il devient alors problématique d'être jeune, de se regrouper, de faire la fête ou d'avoir des enfants. Un autre facteur de désocialisation est la pauvreté culturelle des catégories défavorisées, le seul élément de culture étant souvent la télévision, qui devient ce « grand alambic du consensus » pour reprendre l'expression de Raoul Sangla. Lefebvre cite à ce propos un entretien avec un habitant de Mourenx : « dans le quartier, il n'y a plus ni espoir ni désespoir. Et cependant, ce ne sont pas les postes de télévision qui manquent.³⁶ » Il nous faudra revenir sur le rôle de la télévision, et plus généralement des media, qui dans leur lien à la vie quotidienne et à l'espace donne véritablement vie à l'idéologie, qui, séparée d'eux, reste un concept abstrait.

Dans ces conditions, que Lefebvre commence à décrire, on comprend que la nouvelle vie urbaine ne pourra pas ne pas avoir d'effets politiques dévastateurs, dont devront tenir compte ceux qui veulent révolutionner la société. Lefebvre note en effet que : « La *dilution du prolétariat* (comme classe) dans l'habitat nouveau est frappante.³⁷ » Loin de provoquer une volonté collective d'organisation et de révolte, la relégation urbaine provoque bien plutôt des désirs et des rêves de consommation ou de

³⁵ DRU, p.121.

³⁶ DRU, p.117.

³⁷ DRU, p.118.

fuite dans des pavillons, à la recherche de refuges privés. On voit ici comment pour Lefebvre l'urbain ne peut se réduire à des fonctions, y compris à des fonctions culturelles, qui resteraient extérieures à la vie des habitants. La ville, « en l'absence de l'élément « supra-fonctionnel » qui rend la vie dans la ville digne d'être vécue³⁸ », devient un simple regroupement urbain. Or justement, la vie dans les nouveaux quartiers ou dans les villes nouvelles assèche les dimensions éthiques et esthétiques de la vie des citoyens. Il est donc logique pour Lefebvre de retrouver des aspirations à une démocratie urbaine véritable chez ceux qui en sont privés : « L'étiquette « apolitique » recouvrait donc une remarquable et profonde aspiration à la démocratie dans la vie urbaine, à l'autogestion active de la collectivité, à une socialisation -dirigée contre l'étatisation et la bureaucratie centralisée- incluant des libertés concrètes.³⁹ » Il faut cependant reconnaître que depuis les années 1980, on a assisté à la régression de ces aspirations démocratiques autogestionnaires, à un repli consumériste intégré au capitalisme, à une déculturation politique des quartiers urbains relégués.

Avant de passer à l'étude de l'article suivant, remarquons que Lefebvre travaille en parallèle de son objet d'étude la méthodologie sociologique. Il note par exemple : « Au nom d'une philosophie de la science, qui souvent se présente comme non-philosophie (strictement positive), certains esprits protesteront toujours contre les jugements qui décèlent des valeurs dans les faits. Ces scientifiques ont d'ailleurs raison d'affirmer les exigences de la rigueur. Cependant, prise à la lettre, cette rigueur élimine jusqu'aux problèmes et à la problématique. Elle n'accepte que des faits accomplis, ne prend conscience des problèmes que résolus et des options que dépassées.⁴⁰ » Visant par là l'école althussérienne et la sociologie positiviste.

L'article *Utopie expérimentale : pour un nouvel urbanisme* date de 1961 et, à travers l'étude du recueil *Die neue Stadt* écrit par un groupe d'architectes et de

³⁸ DRU, p.123.

³⁹ DRU, p.126.

⁴⁰ DRU, pp. 109-10.

sociologues zurichoises, revient sur l'urbanisme fonctionnaliste et sur Le Corbusier (il débute par une citation de *La charte d'Athènes* écrite en 1933). L'angle d'analyse et de critique est paradoxalement celui de l'utopie. On pourrait croire, en effet, que l'urbanisme fonctionnaliste (ces deux termes vont devenir synonymes pour Lefebvre) qui se fonde sur la maîtrise technique, s'oppose de facto à tout ce que l'utopie peut avoir d'irréel, d'imaginaire. Il replace pourtant les travaux du groupe suisse dans la tradition utopiste : « Il découvre ou redécouvre l'originalité d'œuvres un peu oubliées, celle de Ledoux, celle des grands socialistes utopiques, Owen, Fourier.⁴¹ » Lefebvre nomme « utopie expérimentale » cette « exploration du possible humain, avec l'aide de l'image et de l'imaginaire », capable de se fonder sur une analyse du réel et de ses problèmes. L'intérêt de cet urbanisme, qu'il semble alors soutenir, c'est qu'il n'en reste pas aux seuls problèmes techniques mais qu'il fonde la construction de la ville (ou celles de la maison ou du quartier) sur la compréhension des besoins humains et de la vie quotidienne. « Il est clair que l'école de Le Corbusier a conçu et conçoit la cité comme la forme sensible et tangible d'un contenu essentiel : la pleine satisfaction des besoins humains. Elle veut créer les conditions d'une communauté véritable.⁴² » Il y a donc appréciation positive des travaux corbuséens, y compris semble-t-il de son urbanisme, ce qui ne sera pas le cas longtemps dans l'œuvre de Lefebvre.

Mais, à regarder de plus près, Lefebvre commence dès cet article à percevoir les limites de Le Corbusier et de son école, et à entamer la critique de ses conceptions et méthodes urbanistiques⁴³. Tout d'abord, Le Corbusier et ses disciples systématisent les

⁴¹ DRU, p. 131.

⁴² DRU, p. 133.

⁴³ MARION SEGAUD, dans le travail cité, montre que l'espace que crée Le Corbusier est à la fois abstrait (incarnant un ordre prédéterminé), ponctuel (c'est-à-dire séparant les différents espaces), pauvre (suivant l'austérité protestante du maître), idéologique (en accord avec le capitalisme) et mythique (défendant « le mythe d'un cadre spatial qui provoque l'apparition de la vie sociale « qui va avec ». » p.169). Elle retrouve aussi dans les écrits corbuséens ses positions d'ordre, par exemple : « Les banlieues sont les descendantes dégénérées des faubourgs. » « Dans le fait urbain présent, tout est confusion, tout se contrecarre, rien n'est classé. Si l'on classe, si l'on met de l'ordre, on goûtera les joies sereines de la liberté. » « Cités des machines, ordonnées, étincelantes, optimistes. » « Le métier d'architecte devient singulièrement un métier d'ordonnateur social. »

besoins et les fonctions humains en les structurant spatialement. Les besoins humains, et à travers eux la vie quotidienne, se trouvent fixés, figés, réduits et programmés d'avance. Ils sont de plus hiérarchisés entre eux, de façon interne (ainsi les loisirs sont considérés comme secondaires par rapport au travail) et de façon externe car soumis à des principes idéologiques et moraux (rôle central de l'individu et de la cellule familiale, par exemple). « Ce projet déborde l'empirisme, le praticisme, la technicité pure. Il s'occupe des hommes. En fait, il propose à des êtres humains un programme de vie quotidienne. Il ne se contente pas d'apporter aux futurs habitants un cadre et un décor, cadre plus ou moins rigide ou adapté, décor plus ou moins réussi. Il veut leur offrir de multiples moyens rationnellement ordonnés d'accéder à l'épanouissement de l'individu et des groupes partiels dans la communauté. Il propose une harmonie.⁴⁴ » L'idéologie s'incarne alors dans la matérialité des constructions, devenant « neutre », invisible et donc d'autant plus efficiente et efficace. Cette pensée et cette pratique fonctionnalistes réduisent les besoins réels des individus et des groupes (groupes eux-mêmes réduits à quelques catégories : familles, travailleurs, sportifs, etc.), elles limitent et sous-estiment la créativité des formes sociales, la spontanéité des désirs (comme Deleuze le confirmera d'une autre façon). En essayant de réduire la vie humaine à des structures et des techniques, en lui appliquant un paternalisme et un moralisme traditionnels, en limitant la culture à des institutions prédéfinies, le fonctionnalisme se rend incapable de comprendre la complexité, le caractère polycentrique des villes historiques. Lefebvre débute donc une critique de Le Corbusier : « Il y eut une certaine naïveté dans les anciens projets de Le Corbusier [...] En bref, l'homme social ne se définit pas seulement par l'habitat.⁴⁵ »

Un contre-exemple important, par rapport à la réduction fonctionnaliste, est pour Lefebvre l'existence des monuments : « Dans les villes historiques, les monuments ont des fonctions si complexes que le concept de « fonction » ne parvient pas à les épuiser. Ils rappellent et ils appellent. Ils rendent présent un passé et un avenir. Ils sont la

⁴⁴ *DRU*, pp.102-3.

⁴⁵ *DRU*, pp.135-6.

mémoire de la cité et son ciment. Ils unissent et réunissent : cathédrales, palais, théâtres, édifices divers. Des symboles les couvrent, généralement mal compris s'estompant de génération en génération, mais si riche que la perception dite « esthétique » n'atteint le plus souvent que l'ombre des symbolismes. Le touriste qui admire les belles proportions d'une cathédrale ne la comprend pas comme microcosme, résumé du monde, de l'histoire et du drame humain selon la doctrine catholique. Pour une telle « fonction », nous reprendrions volontiers le terme « transfonctionnel » ou « suprafonctionnel ». ⁴⁶ » Ainsi donc, le symbolique est ignoré par le fonctionnalisme, ou en tout cas réduit à un vague naturalisme (la nature ou la lumière chez Le Corbusier), tout comme le sont : l'enfance, le ludique, la jeunesse (comme le soulignait déjà l'article précédent). Leur redonner une place, repenser l'organisation de la famille (qui s'épuise dans sa forme nucléique occidentale) sera une nécessité si l'on veut transformer l'espace et la société qu'il supporte.

Un autre contre-exemple à la logique fonctionnaliste est développé par le texte suivant *Le bistrot-club. Noyau de la vie sociale* (1962). Lefebvre y affirme un constat d'échec de cette logique urbanistique développant de nouvelles aliénations : « Dans ces nouveaux ensembles urbains, la vie sociale s'est singulièrement amoindrie et détériorée. Les habitants se replient sur leur vie privée, non sans se plaindre de malaises provoqués au sein de cette existence familiale par le bruit, par la quasi-disparition des rapports traditionnels de voisinage, par le peuplement –tantôt trop homogène, tantôt trop hétérogène- des immeubles. ⁴⁷ »

Le lien social, loin d'être régénéré par l'habitat dit moderne, s'est retrouvé anémié, réduit à la sphère familiale qui finit par souffrir de cet isolement, ne pouvant par elle seule satisfaire aux besoins de socialisation des individus. Une des causes de cet étiolement des rapports sociaux est que : « des techniciens de bonne volonté ont fait

⁴⁶ DRU, pp.136-7.

⁴⁷ DRU, p. 141.

disparaître, comme inutiles et superflus, le café et aussi la rue.⁴⁸ » Or, la café comme : « la rue n'est pas un simple lieu de passage, mais un lieu d'informations et d'échanges humains, de rencontres et de brassages entre les groupes, de spectacles et de stimulations.⁴⁹ » Il faut pour Lefebvre non seulement préserver ces lieux traditionnels d'échanges mais aussi essayer de créer de nouveaux lieux communs, plurifonctionnels, capables d'évolutions et d'adaptations structurelles (on retrouverait chez Sartre son contemporain, dans une optique certes différente, cet attachement aux cafés d'avant et d'immédiat après-guerre). Il soutient dès lors les tentatives du syndicat des architectes de la Seine de créer ce genre de lieux, le « bistrot-club », en y voyant autant d'intérêt sociologique que d'intérêt architectural. Si l'architecture est un des éléments clés de la vie sociale, elle ne peut la définir entièrement à elle seule, et quand elle cherche à la déterminer par avance (notamment au niveau de ses fonctions), elle l'assèche au lieu d'essayer d'être le support dynamique de fonctions multiples et complexes.

Lefebvre poursuit encore sa critique de l'urbanisme fonctionnaliste dans une communication de 1962 *La vie sociale dans la ville*. Il continue sa critique de l'urbanisme d'inspiration corbuséenne, l'architecture du Corbusier semblant y échapper pour l'instant (ce qui ne sera plus le cas dans *La production de l'espace*) : « un fonctionnalisme valable aussi à un certain niveau, mais contestable si on le transforme en une vision globale et complète de la cité.⁵⁰ » Ce qui est perdu par la méthode analytique entraînant la dissociation des fonctions et la dislocation des espaces, c'est la vie sociale et la ville considérées comme des totalités. L'incapacité du fonctionnalisme à penser et à créer des espaces de vie commune (la « rue » de Le Corbusier n'était déjà qu'un sombre couloir interstitiel entre les appartements, alors que ses pilotis vidaient l'espace extérieur en créant un sas peu perméable à la vie) se voit dans toutes les « piazzas » et « forum » modernes qui ne font qu'étaler leur vide formel et social. Ceci est symptomatique du

⁴⁸ Idem.

⁴⁹ *DRU*, p. 142.

⁵⁰ *DRU*, p.146.

manque de considération portée à la vie sociale dans son fonctionnement global. Au contraire pour Lefebvre, « la ville est un tout » qui ne se réduit pas à ses éléments ou ses fonctions pris isolément. « Proposition initiale : la ville projette sur le terrain une société tout entière, une totalité sociale ou une société considérée comme totalité [...]»⁵¹ » Mais Lefebvre ajoute ensuite un facteur décisif, dialectisant l'image de la ville/projection sociale qui serait sinon statique et simplificatrice : « on constate que l'histoire entre dans cette totalité, et le temps [...] La ville est un espace-temps et non pas seulement une projection d'une structure sociale, d'une société globale dans le seul espace.⁵² »

Toute pensée et a fortiori toute action sur la ville (notamment dans les rares moments d'action globale sur les sociétés que sont les révolutions) devrait : tenir compte de la totalité sociale et des lieux où elle peut s'incarner (rues, places,...); prendre en considération le facteur temporel et les évolutions/transformation des groupes, des besoins, des fonctions; étudier le processus de formation des quartiers, des voisinages, non pour les reproduire mécaniquement (ce qui est de toute manière impossible) mais pour favoriser leur formation spontanée; préserver la circulation piétonne en reléguant les voitures hors du cœur des villes (Lefebvre parle d'enterrer les voies de circulation automobile); créer des « noyaux ludiques » c'est-à-dire de rencontre autour d'activités ludiques, sportives, culturelles ou purement informatives (il prend l'exemple des souks arabes, lieux d'échanges à la fois commerciaux, culturels et symboliques). Ces remarques générales sont les premières traces de proposition urbanistiques lefebvriennes, qu'il développera ultérieurement sans jamais vouloir les systématiser, développant en parallèle une critique radicale de tout urbanisme. Mais l'on remarque déjà qu'elles sont liées à un projet de révolution de la vie quotidienne puisqu'il s'agit : « d'imaginer une ville où la vie quotidienne serait complètement transformée, où les hommes seraient les maîtres de

⁵¹ DRU, p.148.

⁵² Idem.

leur vie quotidienne, la transformeraient à leur gré, seraient libres par rapport à la quotidienneté, la maîtriseraient complètement.⁵³ »

Le texte suivant est un article datant de la même année *Humanisme et urbanisme quelques propositions*. Il revient, à travers une analyse de l'humanisme qui peut paraître abstraite, sur l'ambiguïté de la notion d'urbanisme et sur l'ambivalence de celle d'utopie. Concernant le premier point, le constat est clair : il y a non seulement mort de l'urbanisme classique mais aussi mystification de la part de ceux qui s'en réclament, car il ne représente alors que la morale grande et petite bourgeoise, modernisée dans sa version technocratique (à laquelle une partie de la gauche a collaboré). Face à ce vide qui provoque un risque de nihilisme (attribué aux situationnistes et à Foucault, selon des modalités différentes), il faut forger un « nouvel humanisme » capable de repenser et de refonder la vie humaine, y compris dans sa nouvelle dimension urbaine. « C'est vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une nouvelle *praxis* et un homme nouveau. [...] La vie urbaine n'a pas encore commencé [...] la crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle. Elles vont ensemble et même elles coïncident partiellement. A nous de résoudre cette double crise, notamment en créant avec la ville nouvelle la vie nouvelle dans la ville.⁵⁴ » Lefebvre ne fétichise pas le terme d'« humanisme » qui désigne pour lui avant tout la tâche nécessaire de repenser l'homme dans sa totalité, pour aller vers le concept d'« homme total », c'est-à-dire de l'homme en mesure de développer toutes ses capacités à travers la maîtrise de sa *praxis*, de la pratique sociale globale. La critique lefebvrine de l'humanisme trouve donc sa source à la fois dans le projet nietzschéen de Surhomme, de dépassement de l'être humain dans ses limites actuelles, et dans le projet marxiste d'accomplissement des potentialités humaines aliénées dans et par la société capitaliste. Lefebvre critique donc l'humanisme par exigence dialectique, en refusant de s'en tenir à l'acquis, au réel, et en essayant de

⁵³ *DRU*, pp.151-2.

⁵⁴ *DRU*, pp.154-5.

trouver des voies utopiques de dépassement/transmutation. Son utopie se veut « expérimentale » c'est-à-dire capable d'agir sur le réel, de résoudre les contradictions du monde moderne, sans se contenter de simples prospectives et planifications techniques (il prend comme contre-exemple « les ingénieurs qui ont fabriqué Brasilia »). La méthode dialectique exige aussi de ne pas séparer, dans la pensée et la pratique : « les trois concepts fondamentaux, à savoir la structure, la fonction, la forme. Connaître leur usage et leur portée, leurs aires de validité, leurs limites et rapports réciproques. Savoir qu'ils font un tout, mais que les éléments de ce tout ont une certaine indépendance et une autonomie relative. Ne pas privilégier l'un d'eux, ce qui donne une idéologie, c'est-à-dire un système dogmatique de significations : le structuralisme, le formalisme, le fonctionnalisme.⁵⁵ » Lefebvre dialectise ces trois concepts classiques en théorie architecturale (au moins depuis Pier Luigi Nervi), ce qui lui permet d'étendre sa critique du fonctionnalisme au structuralisme (il dégagera des liens entre ces deux dogmatismes) et au formalisme (ce dernier pouvant être trouvé chez tous les architectes qui bâtissent indépendamment du contexte, comme un sculpteur posant son œuvre dans un endroit indifférent). Il espère, et c'est peut être là une trace de ce qu'il nomme dans son introduction une « belle confiance dans l'histoire », utiliser cette méthode pour fonder un urbanisme véritable, élaboré : « à partir des significations perçues et vécues par ceux qui habitent [...] qui retrouverait les sens de la ville ancienne.⁵⁶ » Cet espoir, sans jamais quitter totalement son esprit, sera atténué par sa critique radicale du concept même d'urbanisme.

Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire, est le titre du texte suivant qui est l'introduction au recueil paru en 1967 *L'habitat pavillonnaire*, écrit par Nicole Haumont, Marie-Geneviève Raymond et Henri Raymond. Ce livre s'appuie sur des recherches faites dans le cadre de l'Institut de sociologie urbaine fondé en 1963 par Henri Lefebvre et Monique Cornaert. La critique de l'urbanisme (placé souvent entre

⁵⁵ DRU, p.156.

⁵⁶ DRU, p.157.

guillemets) devient sévère. L'urbanisme est d'abord accusé d'être un positivisme, or qui dit positivisme dit acceptation du réel et de ses contraintes (techniques, économiques, sociales, politiques, etc.). Lefebvre retrouve ces travers dans les théories et les pratiques corbuséennes qui tout à la fois se veulent utopiques voire prophétiques (pensons à son plan d'urbanisme pour Paris commençant par raser les sept premiers arrondissements !) et qui ne font pourtant que s'adapter aux structures sociales et politiques en place (il y a sous ce rapport une grande plasticité de Le Corbusier qui a pu travailler aussi bien avec Staline qu'avec le gouvernement de Vichy), constituant même un aspect important de la modernité capitaliste. S'il ne peut être question pour Lefebvre de s'en tenir à ce positivisme conservateur, il ne l'est pas non plus de se réfugier dans une quelconque nostalgie de l'habiter traditionnel, dans une opposition entre un habiter poétique et une dure réalité technique, comme le fit Heidegger, et dans une moindre mesure, Bachelard. Il remarque que ce genre d'attitude laisse libre cours au positivisme urbanistique car : « elle ne nous dit pas comment construire « hic et nunc » des immeubles et des villes.⁵⁷ »

La situation semble dramatique car il y a à la fois urgence à construire et impasse conceptuelle sur la définition même du fait d'habiter. Il faut ouvrir une voie nouvelle qui nécessite la compréhension de cette constante anthropologique qu'est l'habiter, c'est ce à quoi s'essaient les auteurs de ce recueil en évitant le sociologisme de surface comme l'ontologie des profondeurs. Pour ce faire, Lefebvre et son équipe se proposent de partir d'un double système. D'une part, du système des œuvres et des objets (au sens large puisque cela inclut les habitations et les villes) et, d'autre part, du système du langage (l'habiter étant toujours pris dans un réseau langagier). Deux remarques importantes : ces systèmes, comme tout système, ne se referment jamais totalement sur eux-mêmes sous peine de se scléroser, ce sont des systèmes ouverts (c'est une constante méthodologique chez Lefebvre); de plus : « entre les deux systèmes, il y a toujours des lacunes, des décalages, voire des hiatus qui empêchent de les considérer comme les deux aspects d'un

⁵⁷ DRU, p.161.

système unique.⁵⁸ » Il faut donc étudier ces deux textes sociaux distincts mais liés par d'incessants allers-retours dialectiques qui permettent d'éviter au sociologue de s'enfermer dans le système des objets aliénant ou réifiant (ce qui sera le cas, selon Lefebvre, de son élève Baudrillard), ou dans celui des signifiants langagiers qui ne livre jamais la réalité de manière pure et directe. Il faut croiser objectivité et subjectivité pour atteindre l'habiter dans toutes ses dimensions.

C'est ce que se proposent de faire Lefebvre et son équipe de l'Institut de sociologie urbaine en étudiant l'habitat pavillonnaire. Pourquoi se centrer sur les pavillonnaires ? Parce que, face au contraste saisissant des banlieues divisées en grands ensembles et en zones pavillonnaires, les travaux sociologiques se sont focalisés sur les premiers en laissant de côté les secondes. De plus : « On s'est généralement contenté, selon des normes esthétiques ou éthiques, de noter la laideur, le désordre des banlieues pavillonnaires, de railler les traits petit-bourgeois de ses habitants.⁵⁹ » Outre son esthétique, le pavillon était réduit psychologiquement, socialement et politiquement à l'expression d'un individualisme essentiel. Certes : « L'image du pavillon correspond à un idéal qui comporte un désir de protection et d'isolement, un besoin d'identification et d'affirmation de soi un besoin de contact avec la nature.⁶⁰ » Mais Lefebvre refuse de s'en tenir au mépris, soulignant l'importance d'un phénomène auquel aspirent 80% de la population française (avec des taux encore plus importants dans les catégories populaires ce qui, on le verra, aura d'importants effets politiques) et qui n'est pas simplement le signe d'instincts négatifs et réactionnaires. Le pavillon et l'habiter pavillonnaire sont aussi l'expression d'une volonté active, s'impliquant dans l'habitat qui cesse d'être quelque chose de passif : « Dans le pavillon, d'une façon sans doute mesquine, l'homme moderne « habite en poète ». Entendons par là que son habiter est un peu son œuvre. L'espace dont il dispose pour l'organiser selon ses tendances et selon ses rythmes garde

⁵⁸ DRU, p.167.

⁵⁹ DRU, p.171.

⁶⁰ DRU, pp.171-2.

une certaine plasticité. Il se prête aux aménagements. Ce n'est pas le cas de l'espace fourni aux locataires ou aux copropriétaires dans un ensemble; cet espace est rigide, dépourvu de souplesse. Les aménagements y sont difficiles, souvent impossibles, presque toujours interdits. L'espace pavillonnaire permet une certaine appropriation par le groupe familial et par les individus de leurs conditions d'existence.⁶¹ »

L'appropriation est un concept clé qui s'oppose à la domination. La domination est un acte technique qui reste extérieur à la chose dominée et s'impose à travers un pouvoir et une lutte. Au contraire, l'appropriation (qui sera au fondement de l'autogestion) est une adaptation réciproque de l'homme et de son environnement (elle définira l'écologie en ce qui concerne les rapports généraux de l'humanité et de la nature). L'appropriation de l'habitat ne consiste pas seulement en transformations physiques (décoration, etc.) mais aussi en création de rythmes de vie (ce qui préfigure et sera développé par les travaux rythmanalytiques), rythmes évolutifs comme l'espace qui les supporte. Cette appropriation est également symbolique, le matériel et le physique se mêlant à l'affectif et au psychique. L'appropriation est à la fois une « poïétique » (du grec ancien « poïesis » qui désigne l'activité créatrice par laquelle un individu se réalise) et une poétique, un accomplissement esthétique, plus ou moins imaginaire. Cette appropriation de l'espace pavillonnaire sera un fait à la fois individuel et collectif : « Les modalités de l'appropriation, leurs rapports avec l'ensemble social et les groupes sociaux qui le constituent sont hautement dialectiques, c'est-à-dire conflictuels, complexes, changeants.⁶² » Cette appropriation sera aussi imaginaire voire utopique, car se voulant l'incarnation d'un microcosme, d'un bonheur personnel et personnalisé, elle est aussi et en même temps réalisation de désirs sociaux influencés par les modes et les publicités. Quel paradoxe que ces pavillons « personnels » qui se ressemblent tous et dont les différences sont minimales et prédéterminées (styles « rural », « moderne », etc.). On retrouve une donnée essentielle du capitalisme, bien analysée par Serge Daney à propos

⁶¹ DRU, pp.172-3.

⁶² DRU, p.174.

de l'influence de la télévision (dont Lefebvre remarque l'importance dans la quotidienneté moderne), qui forme des individus individualistes et égoïstes, se voulant originaux et uniques alors qu'ils sont dans un mimétisme reproduisant de pauvres individualités préfabriquées. Le système a besoin de ce genre d'individus vides, essayant de combler cette vacuité par une consommation sans fin d'objets. C'est une des grandes victoires du système capitaliste que de faire croire à l'originalité, à la réalisation idiosyncrasique alors qu'il n'y a que consommation de masse de produits standardisés (télévisions, voitures ou pavillons). On peut alors parler « d'idéologie pavillonnaire », rentrant dans les plans de production/consommation du capitalisme d'après-guerre, à condition de ne pas oublier la dimension libératoire, aussi limitée soit-elle, de l'appropriation pavillonnaire qui, sans cela, ne serait qu'illusion et aliénation. « L'idéologie des habitants de pavillons et de ceux qui préfèrent le pavillon aux autres modes d'habiter est une idéologie, c'est-à-dire un ensemble de représentations. Rien de moins, rien de plus. Un ensemble de représentations justifie, explique, parachève un mode d'existence social, il ne peut le créer pratiquement et ne coïncide pas avec lui. [...] L'idéologie pavillonnaire comporte une conscience de propriété et de propriétaire qui peut entrer en conflit avec d'autres formes de la conscience (et notamment avec la « conscience de classe » dans le cas fort répandu où le propriétaire est un prolétaire).⁶³ » Il y a donc idéologie, aliénation et même réification (cas extrême d'aliénation) mais elles sont autant effets que causes de l'habitat pavillonnaire. La figure du propriétaire (provenant en partie de la ruralité) complète celle du consommateur dans une illusoire impression d'indépendance et d'autonomie. Lefebvre remarque la claire conscience de cette réalité et de ses implications chez les politiciens et les promoteurs du marché du pavillon depuis l'après seconde guerre mondiale (encore en vigueur de nos jours, notamment en France, en Grande-Bretagne ou aux USA). Le triptyque pavillon/automobile/télévision (auxquels on pourrait de nos jours ajouter les nouvelles

⁶³ DRU, p.178.

technologies de la communication : téléphonie portable, Internet, etc.) est donc devenu un fondement essentiel du façonnement capitaliste de la quotidienneté.

Politiquement, l'habitat pavillonnaire et l'influence qu'il possède posent le problème crucial de l'articulation du légitime désir d'appropriation/transformation des espace-temps, au caractère social, communautaire, global des agglomérations. Il faut éviter l'isolement égoïste comme la collectivisation aveugle et forcée. Ni fusion ni séparation, telle sont les termes de la difficile équation sociale et politique de l'habiter moderne. Lefebvre, à ce propos, fait de nouveau référence à la fin de sa préface à Le Corbusier : « Le projet de synthèse entre l'individuel et le collectif émergeait déjà dans l'œuvre de Le Corbusier. Il peut recevoir des méthodes nouvelles d'analyse, des indications supplémentaires, plus concrètes. La recherche en ce sens commence à peine.⁶⁴ » Si la référence n'est pas négative, il remarque quand même (et ce sera déterminant pour sa théorie de l'espace développée dans *La production de l'espace*) que : « L'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique et sa qualité spécifique lui vient d'une appropriation.⁶⁵ » Ce qui entraînera plus tard une critique de l'espace créé par Le Corbusier et par le Bauhaus, espace géométrique qui s'opposera en partie (ce sera le sujet d'un texte sur les travaux du Corbusier à Pessac) aux appropriations par les habitants de leurs espaces de vie.

L'article suivant *Propositions pour un nouvel urbanisme* (1967) est très important puisqu'il précise les critiques lefebvriennes de l'urbanisme et développe des propositions alternatives, sans rentrer dans le détail car Lefebvre refusera toujours de se substituer aux architectes. Deux remarques préliminaires soulignent l'importance de la problématique urbaine : elle se pose au niveau mondial et est constitutive de la mondialisation en cours, se présentant de manière négative car, globalement, les échecs sont patents. Il faut passer d'une construction spontanée (qui regroupe tous les styles historiques) des villes à une

⁶⁴ DRU, p.180.

⁶⁵ Idem.

construction rationnelle, industrielle. Ensuite, il montre le lien existant entre la méthode analytique poussée à son comble (refusant toute dimension synthétique, dialectique ou utopique) et les ségrégations spatiales et sociales produites par l'urbanisme moderne. Cet urbanisme : « traduit dans l'espace un principe fondamental d'aliénation et de contrainte. Les nouveaux ensembles préfigurent une organisation concentrationnaire de la vie quotidienne.⁶⁶ » L'espace se trouve brisé, clivé en pôles désarticulés par la méthode analytique, alors qu'au contraire : « Tout se passe comme si une unité humaine vivante impliquait et supposait la totalité des âges de la vie dans leurs rapports réciproques, de l'enfance à la vieillesse.⁶⁷ » Plus qu'une simple « mixité », ce qui fait la richesse d'un quartier ou d'une ville c'est la diversité des différences y cohabitant activement sans se limiter à une coexistence passive, à une tolérance extérieure. On ne peut de nos jours que réitérer ce constat tant nos « sociétés de consommation et de loisir » accordent peu de place et vont parfois jusqu'à exclure spatialement et socialement les enfants, les adolescents (devenant la figure de tous les dangers, surtout en banlieue, dans la France paranoïaque actuelle), les personnes âgées (la canicule de l'été 2003 en a été un triste révélateur) et les étrangers.

Cette critique de l'urbanisme et de ses réalisations doit déboucher sur des propositions positives explorant les alternatives possibles : « Les cités nouvelles peuvent passer pour des laboratoires sociologiques, non seulement en ce qui concerne les faits mais en ce qui concerne la création ou la recréation de la vie.⁶⁸ » La vie urbaine et sociale a donc nécessairement une dimension multifonctionnelle ou transfonctionnelle, on peut prendre pour exemple le contraste qui existe entre un marché et sa réduction techniciste dans un « supermarché » Qu'est-ce qui a disparu dans les grands ensembles et les villes nouvelles, si ce n'est cette vie ? « Dans les nouveaux ensembles, l'absence d'une vie sociale spontanée et organique pousse dans le sens d'une complète « privatisation » de

⁶⁶ DRU, p.187.

⁶⁷ DRU, p.186.

⁶⁸ DRU, p.188.

l'existence. Les gens se replient sur la vie familiale, c'est-à-dire sur la vie « privée ». ⁶⁹ » On note un parallélisme entre grands ensembles et pavillons, les premiers arrivant paradoxalement aux mêmes effets que les seconds, c'est-à-dire à un repliement sur la sphère privée, alors qu'on aurait tendance à les croire opposés de ce point de vue. La perte de socialisation au sein de grands ensembles agglomérant pourtant quantitativement un grand nombre d'habitants est due aux conditions de construction : « La vie « privée » sombre dans la promiscuité; elle disparaît sous le flot des bruits et des informations extérieures. Dramatiquement, elle devient alors « vie privée » au sens le plus fort du terme, c'est-à-dire privation et frustration tolérées grâce à une sorte d'engourdissement de l'être social humain. ⁷⁰ » Sous des apparences techniques, l'urbanisme impose en réalité tout un ordre social et politique à la vie quotidienne, l'organisation de l'espace étant une de ses dimensions essentielles. Cet étiolement social est du en partie à l'incapacité dans laquelle se trouvent les dits « urbanistes » à concevoir et à créer les espaces publics autrement que sous l'aspect de la circulation, la rue et la place n'étant plus pour eux que des transitions entre lieu de travail et habitation, le plus souvent soumises à la dictature automobile. Restituer la rue dans toute l'ampleur de ses fonctions (ludiques, esthétiques, symboliques, etc.) y compris dans sa dimension afunctionnelle, est une exigence qui provient selon Lefebvre de l'architecte utopiste Claude-Nicolas Ledoux (dont une longue citation ouvrait l'article) et qui a été reprise et développée par Fourier. Comme eux, Lefebvre défend l'idée qu'il faut connaître les besoins et les désirs individuels et collectifs avant de songer à construire quoi que ce soit. Ces besoins et désirs ne se limitant pas à de simples fonctions discrètes figées. On peut remarquer ici qu'à l'instar de Deleuze, la question des désirs, de leur compréhension et réalisation possède une dimension politique pour Lefebvre qui affirme : « L'imagination utopique introduit un ferment révolutionnaire dans les conceptions qui relèvent du réalisme, du

⁶⁹ DRU, p.190.

⁷⁰ DRU, p.191.

fonctionnalisme, du formalisme.⁷¹ » En utilisant un autre vocabulaire, Deleuze dirait que les désirs sont des « lignes de fuite ».

Or, en lieu et place de cette recherche utopique règne un réalisme réducteur des besoins, négateur des désirs, qui est même un sous-réalisme dans la mesure où les savoirs et les techniques appliqués à la construction urbaine sont pauvres par rapport à ceux investis dans le nucléaire ou la recherche spatiale, là encore cela confirme l'idée que la technocratie est paradoxalement pauvre en technique et en science. On peut à la lecture de cet article préciser les contre-propositions urbanistiques lefebvriennes : redonner un rôle central à la rue dans toutes ses dimensions; séparer les circulations piétonne et automobile, en reléguant au maximum cette dernière loin de la ville (souterrains, etc.); en liaison avec le deuxième point, réduire au maximum les bruits (mécaniques, etc.), à l'intérieur comme à l'extérieur des habitations; développer les espaces verts et les lieux ludiques (sports, culture, etc.); favoriser les divers moyens de communication entre individus et entre groupes; inventer des bâtiments polyfonctionnels et favoriser un polycentrisme dynamique des villes. Il faut remarquer que ces propositions ne sont pas figées, encore moins complètes et qu'elles exigent une révolution urbaine globale, ne valant que prises dans leurs interactions.

Lefebvre poursuit dans la communication *Besoins profonds, besoins nouveaux de la civilisation urbaine*, sa réflexion sur les besoins anthropologiques dans la modernité urbaine (qui ne concerne pas seulement les citadins mais tous les citoyens, dans la mesure où la civilisation urbaine transcende la séparation villes/campagnes). Après une introduction récusant toute volonté d'arriver à une « philosophie de la ville » ou, au contraire, d'en rester à de simples constats sociologiques scientifiques (statistiques, enquêtes, etc.), Lefebvre fixe deux choses. La première est l'objectif à atteindre : « Je parlerai de « l'appropriation »; il ne s'agit pas du tout de propriété; il s'agit même de quelque chose de tout à fait différent; il s'agit du processus par lequel un individu ou un

⁷¹ DRU, p.193.

groupe s'approprié, transforme en son bien quelque chose d'extérieur, de telle sorte que l'on peut parler d'un temps ou d'un espace urbain appropriés au groupe qui a façonné la ville; l'espace urbain de Venise, de Florence, est un espace approprié aux gens qui ont créé Venise ou Florence.⁷² » L'Italie et notamment Florence et la Toscane seront toujours pour Lefebvre l'exemple privilégié d'un espace approprié, d'œuvre d'art totale impliquant une harmonie entre les objets et les sujets, entre les hommes et leur environnement. La seconde représente les obstacles entre cet objectif d'appropriation et notre présent. Ces obstacles sont les « contraintes » qui pèsent sur le monde moderne. En effet, selon Lefebvre, il ne faut pas simplement diviser notre temps entre : temps libre (loisirs) et temps obligé (travail). Il faut aussi prendre en considération le temps contraint qui ne cesse de s'étendre dans la vie urbaine (avec, entre autres : les transports, les formalités administratives, la consommation nécessaire). Il se peut donc qu'une société diminue le temps de travail tout en augmentant le temps contraint, ce qui a pour résultat que le temps libre n'augmente pas, voire même diminue.

A partir de ce couple : appropriation/contrainte, Lefebvre élabore un schéma d'analyse sociologique à trois termes ou niveaux en interaction synchronique et diachronique. Le premier niveau est celui des rapports dialectiques entre éléments de contrainte (tout ce qui est imposé, par exemple les normes en architecture) et éléments d'appropriation (par exemple, adaptation de son habitat à ses besoins). Le deuxième niveau est celui de « l'imaginaire social » qui recoupe le premier, en essayant parfois de nier les contraintes. Par exemple : « Le pavillonnaire interrogé oublie les inconvénients de la banlieue pavillonnaire qui éclatent à vos yeux; il ne les voit pas; il les oublie, il les scotomise, il vit le pavillon sur le mode du bonheur; c'est une utopie; c'est un imaginaire social.⁷³ » Le « bonheur » privé et privatif du pavillonnaire masque et implique à la fois une somme considérable de contraintes : temps de transport, nécessité de posséder une ou plusieurs voitures, temps d'entretien de l'intérieur et du jardin, coûts des réparations,

⁷² DRU, p.198.

⁷³ DRU, p.200.

manque d'infrastructures proches (crèches, écoles, commerces, etc.), isolement social. Le troisième niveau est le niveau idéologique. Il concerne les grands courants de pensée et s'articule, avec plus ou moins de difficulté, aux niveaux précédents. Il existe ainsi une idéologie, un ensemble d'idées articulées entre elles, de la propriété, encouragée dans le mode de production capitaliste mais qui date de bien avant lui (au moins du mode de production féodal). Un autre exemple de cette idéologie s'incarnant dans l'espace est la persistance des monuments et de leur importance (qui elle remonte à la plus haute Antiquité). Monumentalité reprise par les Etats capitalistes, avec son alternance de plein (les monuments : palais, arches, tours, etc.) et de vide (places, avenues, esplanades, etc.). Quel rapport entre le sentiment de propriété et la monumentalité ? Pas de rapport direct, de mimétisme (même si certaines appropriations d'espaces privés peuvent atteindre à la monumentalité comme on le voit dans certaines œuvres de l'art brut), mais la coexistence de systèmes d'idées impliquant un rapport à l'espace, tant au niveau individuel que collectif, l'établissement de liens entre l'individu et la collectivité étant d'ailleurs un élément de définition de l'idéologie.

Cependant, le niveau décisif reste le niveau de la praxis, l'imaginaire et l'idéologie ne pouvant jamais suffire à combler les manques réels : « Mais vient aussi la frustration. Le pavillon même si on oublie ses inconvénients, ce n'est jamais qu'une vie étroite, renfermée. L'imaginaire se déploie au-dessus de cette vie désocialisée ou resocialisée d'une façon insatisfaisante par la radio et la télévision. Malgré cette compensation dans l'imaginaire, la déception est profonde; vient alors le nouvel investissement massif dans les loisirs.⁷⁴ » Si la quotidienneté moderne cherche un équilibre, son équilibre entre le travail, l'habiter et les loisirs, on remarque en même temps une perte de valeur de ces éléments, complète pour le travail, partielle pour l'habiter (la décoration d'intérieur ayant des limites et la structure familiale, dans sa forme moderne, étant en crise), les loisirs commençant à peine à être touchés par cette

⁷⁴ DRU, p. 203.

dévalorisation (même si le tourisme de masse et les éternelles rencontres sportives perdent aussi de leur attrait). Une importante contradiction traverse d'ailleurs ces loisirs : si, d'un côté, on sacralise la nature (en créant par exemple des parcs naturels excluant au maximum la présence humaine), d'un autre côté, on la recherche comme lieu d'évasion (la mer, la plage, la montagne, le désert, le safari, etc.), on la fréquente régulièrement ce qui entraîne une usure et une dévalorisation. La fréquentation de masse touristique finit par tuer ce qu'elle adore (monuments, villes, nature). « La nature devient symbolique pour le citoyen de la ville. Le parisien qui a une maison de campagne ne va pas à la campagne. Il véhicule avec lui la ville; il l'empporte; il détruit la campagne en venant dans sa maison de campagne; il la fait disparaître à peu près comme le touriste fait disparaître ce qu'il cherche d'authenticité dans la ville ancienne ; Venise avec deux cent mille touristes n'est plus Venise.⁷⁵ » La ville et le mode urbain de vie débordent donc sur les campagnes, l'opposition historique villes/campagnes s'estompant au profit d'une nouvelle opposition entre la métropole et ses périphéries. On a donc des espaces centraux appropriés, d'un côté, et des espaces dominés, plus ou moins délaissés (jusqu'au désert rural), de l'autre.

Dans l'article, datant de 1967 *Quartier et vie de quartier*, Lefebvre s'attache et s'attaque à « l'idéologie de quartier ». Cette dernière décompose la ville en noyaux privilégiés censés être : « le cadre naturel de la vie sociale dans la ville et l'unité sociale à l'échelle humaine.⁷⁶ » Non seulement cela semble être à Lefebvre une erreur méthodologique, tant le quartier est composé de façon subjective (et même sentimentale), mais, de plus, cela risque de conduire à une idéologie communautaire s'inspirant, souvent de façon inconsciente, de la paroisse. Or, les paroisses ayant perdu leur force historique : « Il se pourrait donc qu'il n'y ait plus de quartiers, mais des survivances ou des débris de quartiers.⁷⁷ » Survaloriser ce niveau mal défini implique d'étendre

⁷⁵ DRU, p.205.

⁷⁶ DRU, p.207.

⁷⁷ DRU, p.210.

abusivement des normes sociales implicites, incluant de manière sélective et donc par là même excluant (voir par exemple, de nos jours, les quartiers « bourgeois bohèmes » de Paris). Lefebvre part au contraire de la totalité de la ville pour saisir et comprendre ses parties et ses éléments constitutifs (en disciple de Hegel, il savait que le hic et nunc, le « ici » et le « maintenant » contiennent l'universel de manière médiate, ce qui empêche de les prendre pour des absolus). Ainsi : « Le quartier est une unité sociologique relative, subordonnée, ne définissant pas la réalité sociale, mais nécessaire.⁷⁸ » Il ne refuse pas l'analyse de ces éléments de la réalité urbaine que sont les quartiers, mais le fait d'hypostasier ce niveau partiel et relatif. Il y a même un intérêt à étudier le quartier car c'est une interface entre la vie quotidienne (individuelle ou de groupes restreints : famille, amis, voisins) et des structures plus amples (municipalité, région, Etat). C'est aussi le lieu de création d'un espace/temps, de rythmes particuliers de vie quotidienne : « c'est à ce niveau que l'espace et le temps des habitants prennent place et sens dans l'espace urbain.⁷⁹ » Leur étude est donc nécessaire, non pas pour retrouver et conserver une communauté illusoire ou réactionnaire, mais pour imaginer ce qui pourra fonder les communautés du futur, notamment dans leurs échelles, leurs rapports à la ville et à l'Etat.

La conférence suivante est extraite d'un cahier du Centre d'études socialistes⁸⁰, dont nous allons étudier l'ensemble qui n'est pas repris en totalité dans *DRU*, qui se contente de reprendre les interventions de Lefebvre et non celles des architectes urbanistes Jean Balladur et Michel Ecochard.

En préambule, Lefebvre replace la problématique urbaine dans le cadre des révolutions socialistes. Il remarque que ces dernières sont essentiellement centrées, pour des raisons historiques liées aux conditions de la révolution soviétique, sur les réformes agraires et l'industrialisation. Les problèmes urbains ont été négligés ou traités de

⁷⁸ *DRU*, p.213.

⁷⁹ *DRU*, p.214.

⁸⁰ *L'urbanisme aujourd'hui : mythes et réalités*, Cahier d'études socialistes n°72-3, septembre-octobre 1967.

manière technocratique, ce qui a eu des effets politiques et sociaux catastrophiques. La seconde vague (après celle d'avant-guerres) de révolutions socialistes semblant s'annoncer dans les années 1960, devrait selon lui tenir compte de ce problème urbain car il est : « dans ses conditions essentielles de résolution un problème révolutionnaire, qui met en question les structures de la société existante.⁸¹ » Cependant, ce problème de l'urbain est révolutionnaire si on le prend dans sa globalité et non pas si on tente de le réduire à une simple question d'urbanisme ou d'architecture. Il faut d'ailleurs distinguer les niveaux architectural et urbanistique : « les recherches des urbanistes ne peuvent avoir un sens qu'en se préoccupant de la société dans son ensemble et il faut distinguer avec soin ces deux niveaux, alors qu'on a tendance à les confondre, alors que les architectes deviennent souvent urbanistes sans précautions préalables, et sans penser le problème dans toute son ampleur, ces confusions ayant alors des résultats souvent catastrophiques.⁸² » Prendre les problèmes urbains dans toute leur ampleur, cela veut aussi dire les relier aux problèmes politiques, sans en faire de simples techniques spécialisées et isolées. La technocratie, y compris celle des architectes et des urbanistes, reflètent des choix politiques sous couvert de neutralité technique, comme Lefebvre l'analyse la même année dans son livre *Position : contre les technocrates*. La technocratie est d'autant plus un mythe que le niveau des techniques qu'elle applique au traitement de l'urbain est faible (nous l'avons vu en ce qui concerne le choix des matériaux de construction, l'insonorisation ou encore les moyens de transport), ce qui n'a pas empêché cette mystification de contaminer une partie des forces de gauche. Il faut remarquer qu'avec cette conférence, la critique lefebvrine de l'urbanisme se fait encore plus radicale, ce qui est mis en cause n'étant plus simplement un courant au sein de l'urbanisme mais celui-ci dans son ensemble. Il résume ses principaux griefs : réductionnisme techniciste de l'urbain et de ses enjeux, application de techniques pauvres ou dépassées, esthétique formelle laide, soumission aux exigences capitalistes de

⁸¹ DRU, p.219.

⁸² DRU, p.220.

rentabilité immédiate, réalisme plat sans imagination. Pour mieux comprendre cet urbanisme et voir ses limites, le métaphilophe propose de distinguer « l'habiter » de « l'habitat ». L'habitat concerne des objets et implique une passivité par rapport à un cadre préétabli, alors qu'au contraire : « habiter pour l'individu, pour le groupe, c'est s'approprier un espace. Non pas en avoir la propriété, mais en faire son œuvre, en faire sa chose, y mettre son empreinte, le modeler, le façonner.⁸³ » Cette appropriation, à la fois matérielle et symbolique, n'est pas absolue mais prend aussi la forme d'une lutte contre les contraintes (techniques, sociales, politiques, etc.) existantes. Un urbanisme véritable ne pourra pas éluder une recherche sociologique capable de saisir l'espace dans toutes ses dimensions : géométrique, géographique, économique, politique et aussi ludique. Il lui faudra aussi comprendre, et cela préfigure les travaux rythmanalytiques, que : « Un espace n'est que l'inscription dans le monde d'un temps, les espaces sont des réalisations, des inscriptions dans la simultanéité du monde extérieur d'une série de temps, les rythmes de la ville, les rythmes de la population urbaine [...]»⁸⁴ » Révolutionner la ville sera donc révolutionner les emplois du temps, la vie quotidienne et, in fine, la société tout entière.

Dans son exposé, Jean Balladur s'interroge sur ce qui confère au sol sa valeur, ou plutôt ses valeurs car il y a valeur technique, valeur sociale, valeur financière de l'espace, de manière conjointe ou disjointe. « L'ordre du sol, ne peut donc pas être pensé sans une mise en cause des « valeurs » qui déterminent son appréciation [...] Parce que l'espace n'est pas socialement homogène ou indifférent, toute prétention de l'urbanisme à justifier un ordre technique dans l'espace est suspecte.⁸⁵ » La hiérarchie sociale des espaces recoupe, en partie, les différences qualitatives de ces espaces : beauté du site, climat, position par rapport aux centres, bonne portance, pollutions, etc. Balladur prolonge la critique lefebvrienne de l'urbanisme, en évoquant un « urbanisme de ghetto » à propos de

⁸³ *DRU*, p.222.

⁸⁴ *DRU*, p.224.

⁸⁵ *Cahier du centre d'études socialistes* opus cité, p. 13.

l'urbanisme de zonage moderne qui ségrègue les espaces, les fonctions et les groupes sociaux alors qu'il faudrait : « retrouver l'équilibre organique de la vie collective.⁸⁶ » Il décèle, comme Lefebvre, derrière les normes urbanistiques analytiques des stratégies politiques : « Sa géographie sociale de l'espace urbain lui permet de se réserver les quartiers naturellement ou architecturalement les plus satisfaisants. Et c'est pourquoi la bourgeoisie parisienne après avoir émigré d'est en ouest vers le 16^e et le 17^e arrondissement réoccupe les quartiers historiques du 6^e arrondissement, du Marais, de l'île Saint-Louis, qu'elle avait abandonnés jadis aux artisans et aux classes prolétariennes.⁸⁷ » Il existe une contradiction au sein du système capitaliste entre les possibilités techniques (architecturales, moyens de transport, énergies, etc.) et les contraintes économiques, l'éclatement des espaces, la parcellisation des sols, la privatisation généralisée. Il en résulte une séparation entre l'architecture et l'urbanisme, entre « l'ordre du sol et l'ordre des constructions », alors qu'il faudrait un « urbanisme organique » reliant les acteurs de la production de l'espace. Il semblerait ici que Balladur prenne une position inverse de celle de Lefebvre, alors que les deux critiques peuvent paradoxalement se rejoindre, puisque Lefebvre avait en tête l'urbanisme technocratique bourgeois lorsqu'il parlait de la confusion architecture/urbanisme au sein d'une réduction techniciste des deux ordres. L'architecture et l'urbanisme sont confondus en raison d'une réduction techniciste et technocratique préalable dans notre modernité, alors qu'ils devraient s'articuler naturellement dans une prise en compte de l'espace et de la ville dans leur totalité. Les deux hommes partagent également la critique de l'urbanisme dit socialiste, qui, après les premières années créatives de la révolution bolchevique, sombra dans les pires travers urbanistiques et architecturaux, suivant en cela la marche générale de la révolution. Comme piste d'un progrès de l'urbanisme et de l'architecture, Balladur propose une intégration des groupes et des fonctions au sein d'un même immeuble. Il prend comme exemple la Cité radieuse de Le Corbusier à Marseille, qui s'est depuis lors

⁸⁶ *Cahier*, p.18.

⁸⁷ *Idem*.

embourgeoisée, ce qui montre que ce problème dépend d'une échelle bien plus large que celle de l'immeuble ou du quartier. Cette intégration : « C'est le seul moyen de retrouver une animation collective, jointe à une intimité familiale ou individuelle qui ménage la liberté de chacun tout en valorisant la vie sociale.⁸⁸ » Remarquons qu'il s'agit d'un des problèmes fondamentaux de l'architecture, le sacrifice d'une de ces dimensions, individuelle ou collective, de la vie humaine étant néfaste pour l'autre et pour la vie sociale en général, comme l'avait déjà remarqué Fourier. Délaisser la vie collective finit par scléroser la vie privée (pensons à l'enfermement volontaire pavillonnaire), ignorer celle-ci finit par rendre celle-là invivable et insupportable (pensons aux faux-semblants de l'urbanisme « socialiste » à Berlin-Est par exemple). Le problème est que toute tentative architecturale novatrice se heurtera aux intérêts conjugués ou cumulés de l'Etat et du marché capitaliste (avec sa forme cadastrale, notariale, juridique) qui vont limiter les possibilités réelles. Tout comme nous avons vu que la révolution politique était tributaire de la révolution urbaine, celle-ci sera à son tour tributaire des conditions sociales et politiques existantes.

Dans son exposé, Michel Ecochard rappelle que le sol est un support essentiel de la spéculation, avec l'accord implicite ou explicite de l'Etat. Cette spéculation économique capitaliste conduisant à un éclatement des projets, à une irrationalité des constructions, à un chaos urbain.

Lors de la discussion qui suivit les interventions, Lefebvre revint sur la distinction architecture/urbanisme : « Je n'ai pas voulu séparer architecture et urbanisme, j'ai voulu dire que c'était deux niveaux différents et ces niveaux sont nécessairement en rapport, ils sont articulés [...]»⁸⁹ Pour lui, l'idéal serait de constituer des équipes interdisciplinaires échappant aux monologues désarticulés ou aux impérialismes disciplinaires, ces équipes ne devant pas s'enfermer dans des expertises de spécialistes mais devant favoriser

⁸⁸ *Cahier*, p.20.

⁸⁹ *Cahier*, p.27.

l'implication des habitants : « L'important me semble être l'intervention des intéressés. Tant que, je ne dis pas participation (il y a un mythe de la participation), il n'y aura pas dans les questions d'urbanisme intervention directe, au besoin violente, des intéressés et tant qu'il n'y aura pas possibilité d'autogestion à l'échelle des communautés locales urbaines, tant que les intéressés ne prendront pas la parole pour dire, non pas seulement ce dont ils ont besoin, mais ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils veulent, ce qu'ils désirent, tant qu'ils ne donneront pas un compte rendu perpétuel de leur expérience de l'habiter à ceux qui s'estiment des experts, il nous manquera une donnée essentielle pour la résolution du problème urbain, c'est l'intervention des intéressés et l'Etat, malheureusement, tend toujours à se passer de l'intervention des intéressés.⁹⁰ » C'est l'une des premières fois que Lefebvre précise ce lien entre urbanisme et autogestion, qui implique la critique simultanée de l'Etat et du marché capitaliste. Il développe : « La participation doit être une intervention active et perpétuelle des intéressés, c'est-à-dire que, en réalité, il s'agit de comités à la base d'usagers, ayant une existence permanente, je ne dis pas institutionnelle, cela pourrait d'ailleurs faire partie du nouveau droit que nous réclamons, d'un droit relatif aux questions d'urbanisme. Il faut que la capacité d'intervention des intéressés soit permanente sans quoi la participation devient un mythe.⁹¹ » On voit ici la préfiguration des analyses de l'Etat, de sa critique conjuguée à celle des partis politiques, des réflexions positives sur la nouvelle citoyenneté. Au final, nos trois auteurs sont d'accord pour reconnaître la paradoxale puissance d'un urbanisme (fruit des décisions de corps d'Etat, de politiciens locaux ou nationaux, d'architectes et de promoteurs) qui existe sans qu'existe encore une véritable théorie urbaine. Michel Ecochard résume bien, en conclusion, ce dernier point : « Donc, dans le fond, tous les architectes ont fait de l'urbanisme sans aucune formation d'urbanisme. Il n'y en avait que très peu qui s'intéressaient à ces problèmes.⁹² »

⁹⁰ *Cahier*, p.33.

⁹¹ *Cahier*, p.34.

⁹² *Cahier*, p.37.

Le texte suivant est le plan détaillé d'une conférence faite à la cité universitaire d'Antony en octobre 1967 (année de grande productivité lefebvrienne sur ces questions urbaines). Il commence par étudier les rapports complexes qui existent entre le processus d'industrialisation et celui d'urbanisation. Si l'industrialisation a eu tendance à favoriser l'urbanisation de villes moyennes (Saint-Etienne ou Tourcoing, par exemple), elle a été en revanche freinée par les grandes villes, ces dernières agissant comme des contre-pouvoirs par rapport aux plans de l'Etat ou du capital nationaux. Née dans les campagnes (proche des matières premières et des sources d'énergie), l'industrie attaque au XIX^e siècle les centres urbains anciens, formant de nouvelles périphéries ou transformant les anciennes (banlieues, faubourgs, etc.). Elle transforme alors les centres-villes traditionnels grâce à une concentration de capitaux (banques, bourses, marchés, assurances, etc.) et d'informations (écoles, universités, presse, télégraphe, etc.). L'œuvre de l'utopiste britannique Owen illustre bien ce moment du basculement technique, social, économique et urbain. L'industrialisation va donc être à l'origine d'un développement quantitatif (exode rural) et qualitatif (formation du prolétariat industriel urbain) des périphéries, entraînant du même coup un profond changement des rapports centres/périphéries au sein des villes, leur opposition devenant une des caractéristiques essentielles de l'ère urbaine. A partir d'un certain moment (au XX^e siècle) ce surdéveloppement des périphéries par rapport aux villes historiques va soumettre le processus d'industrialisation à ce qui n'était au départ qu'une de ses conséquences : l'urbanisation totale de la société, véritable révolution urbaine. « La ville, élément fondamental de la production, devient instrument politique et dispositif pour contrôler la consommation.⁹³ » Le rôle de la ville n'est plus seulement celui de lieu de production industrielle, elle devient un élément fondamental pour la circulation et la consommation (des marchandises et des travailleurs). Marx et Engels avaient déjà entrevu ce rôle de la ville dans l'intégration sociale et culturelle, intégration qui se double, selon la logique capitaliste, d'une désintégration, d'une aliénation dans et par cette nouvelle jungle

⁹³ DRU, p.232.

urbaine chaotique. Lefebvre achève ensuite sa conférence en analysant « l'urbanisme » moderne qui n'est qu'un mélange instable de technicité (voirie, etc.), de schéma étatique et de restes humanistes périmés (image du quartier, etc.).

Le texte suivant et la reprise de la préface au livre de Philippe Boudon sur le travail du Corbusier à Pessac⁹⁴. Lefebvre y poursuit sa réflexion sur l'architecte en reconnaissant tout d'abord son « génie ». Mais il remarque aussi, en suivant en cela les thèses du livre de P. Boudon, qu'entre les projets du maître et le vécu des habitants du quartier Pugis de Pessac, il y a différences et évolutions, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on considère l'habiter comme une activité productrice de transformations et non pas comme une attitude passive face aux desiderata des architectes. Etudiant ce cas de plus près, Lefebvre en vient à distinguer trois niveaux dans l'architecture : le niveau de la théorie et de l'idéologie, dans lequel la liberté du créateur est quasi complète; un deuxième niveau constitué par la réalisation concrète des projets, dans lequel il faut s'adapter aux contraintes, demandes et exigences multiples; enfin, le troisième niveau qui est celui de la pratique urbaine des habitants s'appropriant l'œuvre architecturale, niveau qui échappe donc en grande partie à l'architecte. Pour Lefebvre donc, la leçon des habitants de Pessac c'est que l'architecture non seulement ne peut ni ne doit vouloir tout contrôler, mais c'est, de plus, qu'elle n'est pas entièrement le fruit de l'architecte. Œuvre de l'architecte, l'architecture devient celle des habitants et de leur « praxis urbaine » en évolution constante. Ce dernier niveau est pour Lefebvre le plus important, car le but de l'architecture est d'être vécue, usée et non pas d'être un objet fermé sur lui-même, une espèce de mega-sculpture. Une architecture, aussi brillante soit-elle, qui ferait fi des conditions de vie de ses habitants ne serait une bonne architecture. Or, de ce point de vue, la question de la pertinence de l'œuvre corbuséenne se pose, notamment en raison de sa fixité relative, de son absence d'intérêt pour le détail (en architecture le diable ou la grandeur sont dans les détails, comme l'œuvre de Scarpa l'illustre à merveille), qui

⁹⁴ P. BOUDON, *Pessac, le quartier Le Corbusier*, Paris, Dunod, 1969.

obligent les habitants à détourner le sens et l'usage des bâtiments afin de les adapter à leurs besoins et à leurs désirs.

Le texte suivant reproduit l'intervention faite au séminaire de sociologie à Madrid en novembre 1968. Il permet de préciser les rapports entre l'urbanisme et l'architecture d'un côté et la vie quotidienne de l'autre. L'analyse se concentre sur l'espace social et sa production (thèmes annonçant *La production de l'espace*) et découvre l'importance du temps pour une analytique de l'espace (ce qui aboutira à la rythmanalyse) : « Un point central auquel nous arrivons dans nos analyses, c'est le rapport entre l'espace et le temps. Pour moi c'est d'une importance extrême. Il s'agit d'arriver à trouver le rapport entre et le temps conformément à l'idée générale, au principe d'analyse, que tout espace social est un emploi du temps. L'espace, c'est la manifestation d'un emploi du temps dans une certaine société.⁹⁵ » Cette théorie de l'espace social ne sera pas seulement critique de l'urbanisme contemporain, elle se voudra positive et contribuera à l'étude de : « la manière dont les groupes sociaux et classes sociales créent des espaces ou participent à la création d'espaces ou au contraire subissent des constitutions ou des créations d'espaces.⁹⁶ » Il revient ensuite sur le changement de hiérarchie entre processus d'industrialisation et d'urbanisation : « le processus d'urbanisation remplace jusqu'à un certain point dans nos préoccupations et remplacera de plus en plus le processus d'industrialisation pris séparément.⁹⁷ » Cette nouvelle problématique urbaine massive nécessite un développement de la méthode marxiste notamment en ce qui concerne le concept de ségrégation car l'intégration au mode de vie urbain produit en creux des ségrégations spatiales, sociales et culturelles. On se trouve face à des réalités nouvelles produisant de nouvelles contradictions que doit étudier et maîtriser la méthode dialectique.

⁹⁵ DRU, p.235.

⁹⁶ Idem.

⁹⁷ DRU, p.236.

C'est justement sur la méthode que porte le court texte sur *Les besoins fonctionnels*, reprenant une intervention au séminaire du Rauc en décembre 1968. Il introduit plusieurs niveaux d'analyse de l'espace qui seront développés dans *La production de l'espace*⁹⁸. Outre les niveaux de l'analyse : formelle, structurale et fonctionnelle, on peut procéder en se fondant sur trois propriétés de l'espace en suivant les niveaux isotopique (possibilité de reproductibilité à l'identique), hétérotopique (variations des formes et qualités) et utopique (création d'espaces différentiels).

L'article suivant *A propos de la recherche interdisciplinaire en sociologie urbaine et en urbanisme* (1969), est extrait du second numéro de la revue *Utopie*, revue théorique centrée sur l'urbain, dans laquelle on retrouvait des élèves et des disciples comme : Hubert Tonka, Jean Baudrillard ou René Lourau. Il faut noter que malgré cette filiation, *Utopie* reste très abstraite et qu'on n'y retrouve pas la tentative lefebvrienne (qu'il va d'ailleurs expliciter dans cet article) de réunir la théorie et les pratiques, les différents niveaux de l'analyse spatiale, afin d'arriver à une maîtrise réelle des phénomènes urbains. Dans son théoricisme, elle reste paradoxalement (puisque les deux groupes se détestaient mutuellement) proche des analyses situationnistes de l'urbain. Lefebvre y parle d'emblée de « société urbaine » ce qui confirme la prévalence du phénomène urbain, tous les secteurs de la société et toutes les sociétés tendant (il n'oublie pas le sous-développement) vers une urbanisation totale, « à cent pour cent », les campagnes adoptant de plus en plus un mode de vie urbain (consommation, information, loisirs, etc.). Il refuse ensuite de s'en tenir à une méthode purement descriptive, incapable de comprendre les phénomènes qu'elle décrit, par exemple en ce qui concerne l'explication de leur dimension mondiale. L'éclatement disciplinaire tombe dans le même travers, les espaces du géographe, du sociologue, du démographe, de l'architecte ne se coordonnant pas en un espace unique réel. Il remarque ensuite, et ce sera une constante méthodologique lefebvrienne, que malgré ses récents progrès, la

⁹⁸ H. LEFEBVRE, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974, dorénavant : *PE*.

linguistique n'est pas suffisante pour comprendre l'urbain : « D'une part, le concept de système de signes ne recouvre pas le phénomène urbain; s'il y a langage de la ville (ou langage dans la ville), s'il y a « écriture » urbaine, donc possibilités d'études sémiologiques, la ville et le phénomène urbain ne se réduisent ni à un langage, ni à une écriture, ni à une sémiologie.⁹⁹ » La ville n'est pas un système fermé de significations, un texte, mais un système ouvert, mouvant d'une pluralité de niveaux de signification. On comprend, dans ces conditions, que le phénomène urbain ne puisse pas relever d'une seule science spécialisée mais de nombreuses sciences. Il faut donc refuser les impérialismes disciplinaires (y compris celui de la sociologie urbaine), sans se satisfaire pour autant d'un « babélisme » confus mélangeant sans les articuler les différentes sciences, les différentes méthodes. Il faut tenter de synthétiser les savoirs si l'on veut comprendre théoriquement et maîtriser pratiquement les phénomènes urbains, ce qu'est incapable de faire l'urbanisme, pseudoscience mélangeant fragments de savoirs disparates et idéologie.

On peut remarquer qu'une des cibles implicites de Lefebvre, à travers cette critique de la division universitaire du travail intellectuel, est Althusser dont le concept de « pratique théorique » lui a toujours semblé non seulement contradictoire mais être aussi l'aveu d'un positivisme cherchant vainement à atteindre une efficacité pratique. Au contraire, la méthode métaphilosophique cherche à atteindre la totalité (par exemple celle du phénomène urbain) sans reprendre la volonté de système de la philosophie classique, elle tient compte des savoirs scientifiques, sans tomber dans le scientisme (« aucune méthode n'assure une « scientificité » absolue, théorique ou pratique.¹⁰⁰ ») La scientificité comme le savoir ne sont que des essais, des recherches à renouveler et à vérifier constamment. Pourtant, cette attitude métaphilosophique ne conduit pas à un relativisme postmoderne, sans références, méthodes ou valeurs. Si Lefebvre critique Althusser, ce n'est pas pour tomber dans un postmodernisme à la Baudrillard ou dans une

⁹⁹ *DRU*, pp. 245-6.

¹⁰⁰ *DRU*, p.255.

extase face à la complexité d'un Edgar Morin (qui ont d'ailleurs tous deux profité des leçons de Lefebvre sans jamais le reconnaître). En disciple de Marx, Lefebvre assigne au savoir un but pratique et politique (ce sera clair en ce qui concerne l'urbain), mais en disciple de Nietzsche, il sait aussi que le savoir est affaire de choix, de valeurs (ce qui impliquera que la pratique urbaine se devra de reposer sur une anthropologie comportant une analytique des besoins et des désirs). A propos du désir, il semble critiquer Deleuze lorsqu'il évoque le risque de tomber dans une « ontologie du désir ». Il faut cependant remarquer que ces critiques envers Deleuze portent plus sur le détail que sur l'ensemble d'une théorie avec laquelle il est d'accord, et qu'elles n'atteindront donc jamais la sévérité de celles qu'il peut adresser à un Althusser, un Foucault ou un Lévi-Strauss.

Concernant l'urbain, il faut sortir de l'étroitesse de vue de l'urbanisme technocratique et fonder une « anthropologie dialectique » débouchant sur des pratiques révolutionnaires permettant aux hommes de s'approprier leurs espaces et leurs temps. Si cette anthropologie n'est pas développée dans cet article, la voie autogestionnaire est clairement tracée, car il n'est pas question de laisser le pouvoir de conception et de décision aux savants et aux politiciens, les citoyens devant au contraire reprendre le contrôle de leur vie quotidienne : « les politiques et appareils politiques spécialisés barrent la route à la constitution d'une rationalité supérieure, celle de la société urbaine, qui correspondrait à la pratique dans cette société. Ils se meuvent à l'intérieur de cercles institutionnels qu'il s'agit précisément de déborder ou de briser.¹⁰¹ »

Le dernier article de l'ouvrage *Éléments d'une théorie de l'objet* (extrait du numéro d'avril 1969 de la revue *Opus international*) fait écho à l'article précédent. En effet, il tente d'analyser le rapport anthropologique aux objets, aux produits et aux œuvres. Quel rapport de cette problématique avec la ville et l'urbain ? « La ville, super-objet spatial, super-signe, n'est accessible qu'à travers de multiples parcours, séquences temporelles articulées à des séquences spatiales, cheminements à travers les objets

¹⁰¹ DRU, p.264.

pouvant se dire (par la parole) en multiples discours. Son statut comme objet ne paraît pas facile à définir.¹⁰² » On retrouve la volonté de penser la ville comme un tout ne se limitant pas à la somme de ses parties et éléments (choses, signes, individus, bâtiments, etc.), comme une œuvre et peut être comme l'œuvre suprême de la praxis humaine. S'il existe pour Lefebvre, comme pour son ami Barthes, une sémiologie des objets, révélant l'interaction de la consommation et de l'idéologie (à travers la publicité, le marketing), la science de l'urbain ne peut pourtant pas se résumer à cette métalinguistique. Le monde n'est pas seulement un monde de signes, il est composé d'êtres et de choses réelles. Ici encore, la méthode marxiste de Lefebvre l'empêche d'atteindre à une déréalisation du monde et de la société (devenant purs signes ou spectacles) comme c'est le cas pour Debord et Baudrillard. Ainsi, par exemple : « *Habiter*, c'est une situation impliquant des rapports avec des groupes d'objets, des classes d'actes et de gens; cette situation *produit* certains rapports au lieu de les recevoir ou de les percevoir passivement.¹⁰³ » Il ne s'agit pas simplement de « lire » la ville, de la décrire phénoménologiquement, mais de comprendre des actes, des rapports à la fois objectifs et subjectifs réels. La notion dialectique de rapport est au cœur de la méthode, ce n'est donc pas un hasard si elle servira à définir l'urbain. Lefebvre prend comme objets constitutifs de la ville les monuments. Ces derniers sont en même temps positifs (ils sont de la mémoire spatialisée, l'inscription de symboles dans la ville) et négatifs (ils sont le support d'idéologies, injonction et ordre spatialisés). « L'édifice, objet culturel, est aussi support d'idéologie. Il veut rassembler, persuader, convaincre : impossible-possible. Aussi bien qu'une phrase, ou une page, ou un livre, un édifice porte et supporte des *idéologèmes* : la colonne, le campanile ou le clocher, le fronton, la façade, etc. Dans le contexte, certains sèmes ou objets-signes se chargent d'idéologie.¹⁰⁴ » Dit Lefebvre, retrouvant les accents hugoliens du début de *Notre dame de Paris*. La ville sera donc une totalité ouverte, une alternance

¹⁰² DRU, p.271.

¹⁰³ DRU, p.277.

¹⁰⁴ DRU, p.283.

d'espaces clos (bâtiments, murs, barrières, etc.) et d'espaces ouverts (places, rues, avenues, passages, etc.). « La centralité n'est donc jamais parfaite, jamais achevée. Tout centre renvoie à un autre centre –à un centre autre- et le suscite.¹⁰⁵ » Les contradictions à l'œuvre dans toute réalité, empêchent la fermeture des centres et des villes.

Arrivés à la fin du livre, il nous est possible de synthétiser les acquis de ce stade de la pensée lefebvrienne de l'urbain. Le monde est en voie d'urbanisation généralisée, urbanisation qui est à la fois un phénomène quantitatif et qualitatif. L'urbanisme « moderne » n'a rien de scientifique et masque des idéologies et des stratégies politiques. Ses réalisations (grands ensembles, villes nouvelles, zones pavillonnaires) sont aliénantes. Il faut constituer des équipes pluridisciplinaires pour renouveler la pensée et la pratique urbaines et architecturales, la sociologie devant en faire partie. En ce sens, contrairement à ce qu'avance Michèle Jolé¹⁰⁶, Lefebvre a été sociologue avant de s'intéresser à l'urbain, c'est bien plutôt son marxisme, ses recherches sur la vie quotidienne, son travail historique sur les communautés rurales qui l'ont conduit, outre des contingences universitaires, vers la sociologie. La méthode d'analyse urbaine doit éviter l'empirisme descriptif comme la pure utopie. L'urbain et sa problématique doivent devenir une préoccupation majeure de la politique, la révolution passant nécessairement par la révolution de l'urbain. La révolution urbaine ne pouvant se faire elle-même sans l'intervention permanente des habitants, c'est-à-dire sans l'autogestion.

¹⁰⁵ DRU, p.284.

¹⁰⁶ M. JOLE, *La sociologie urbaine à Strasbourg avec Henri Lefebvre*, Revue des sciences sociales n°40, 2008.

CHAPITRE 2

-

LE DROIT A LA VILLE

Publié en 1968, *Le droit à la ville*¹ est un écrit offensif, reprenant très certainement des cours donnés aux universités de Strasbourg et de Nanterre (comme un certain nombre d'ouvrages de cette époque : *Le langage et la société*, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, *Sociologie de Marx*) ce qui explique en partie la vivacité du style, moins analytique que celui des recherches sociologiques ou historiques. Dans son avertissement, Lefebvre donne une autre raison de ce caractère offensif, le but de son livre n'est pas seulement d'étudier et de critiquer l'idéologie et les pratiques urbanistiques, mais aussi de faire entrer la problématique urbaine dans le champ politique en proposant des éléments de stratégie urbaine alternative. La quinzaine de chapitres que comporte le *DV* peut être regroupée en trois moments : un premier moment de définition du phénomène urbain et d'analyse de ses rapports avec le processus d'industrialisation; un deuxième moment qui précise certains outils conceptuels de l'analyse et qui trace quelques grandes lignes d'un programme pluridisciplinaire de recherches sur

¹ H. LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968. Dorénavant : *DV*.

l'urbain; un dernier moment plus politique de propositions visant l'appropriation citoyenne de la vie urbaine.

Le point de départ est l'analyse de la conjonction du processus d'industrialisation et de celui d'urbanisation donnant lieu aux révolutions industrielle et urbaine. Bien sûr la ville préexiste à l'industrie, avec ses étapes historiques : ville orientale, antique ou médiévale. Elle fut politique avant d'être marchande, les marchés et les marchands ayant été longtemps relégués aux périphéries (caravansérail, etc.). Au sein des villes se déroule une lutte entre les biens mobiliers (marchandises, capitaux) et immobiliers (palais, monuments) qui recoupe la tension entre les produits et œuvres contenus dans la ville et cette dernière considérée en elle-même, comme œuvre suprême, valeur d'usage contre valeur d'échange dirait Marx. Lefebvre précise tout de suite, dans le prolongement de *DRU*, que c'est l'usage qui fonde la ville comme le révèlent certains moments exceptionnels : « L'usage éminent de la ville, c'est-à-dire des rues et des places, des édifices et des monuments, c'est la fête (qui consomme improductivement, sans autre avantage que le plaisir et le prestige, des richesses énormes en objets et en argent).² » Ce thème de la fête, dont c'est la première occurrence dans les écrits sur l'urbain, aura une grande importance dans la théorie générale de l'urbain, en connexion avec l'autogestion et la révolution (*La proclamation de la Commune* avait déjà développé la conception de la révolution comme fête du peuple, que l'on trouvait aussi chez certains communards, chez Hugo ou encore chez Rimbaud).

Lefebvre étudie ensuite la lutte entre la ville médiévale (lieu de consommation et de circulation mais peu de production) et le capitalisme naissant.

² *DV*, p.12.

Il remarque que là où le pouvoir des villes était fort, le capitalisme industriel se développa avec du retard (Allemagne ou Italie). « Le passage du capitalisme commercial et bancaire ainsi que de la production artisanale à la production industrielle et au capitalisme concurrentiel s'accompagne d'une crise gigantesque, bien étudiée par les historiens, sauf peut être en ce qui concerne la ville et le « système urbain.³ » » Dès lors, surtout à partir du XIX^e siècle, l'industrie forme, d'une part, ses propres centres urbains (lieux de production et d'habitat des ouvriers) de taille moyenne le plus souvent (Saint-Etienne), rarement de grande taille (conurbation de la Ruhr) et, d'autre part, s'attaque à la transformation des villes historiques en industrialisant leurs périphéries, en utilisant les centres-villes à leurs fins (banques, assurances, bourses). Cette explosion quantitative de la ville sous l'impulsion de l'industrialisation entraîne une évolution qualitative négative, l'antique urbanité étant ravagée ou figée à fin de consommation touristique (Venise par exemple). Paradoxalement il y a à la fois explosion et implosion des villes. La ville gagne quantitativement, notamment par rapport aux populations des campagnes, mais elle se déstructure qualitativement. « En même temps, dans ce tissu et même ailleurs, les concentrations urbaines deviennent gigantesques; les populations s'amassent en atteignant des densités inquiétantes (par unité de surface ou d'habitation). En même temps encore, beaucoup de noyaux urbains anciens se détériorent ou éclatent. Les gens se déplacent vers des périphéries lointaines, résidentielles ou productives. Des bureaux remplacent les logements dans les centres urbains. Parfois (aux Etats-Unis) ces centres sont abandonnés aux « pauvres » et deviennent des ghettos pour les défavorisés. Parfois au contraire, les gens plus aisés conservent de fortes positions au cœur de la ville (autour de

³ DV, p.15.

Central Park à New York, au Marais à Paris).⁴ » Au niveau qualitatif, la civilisation urbaine naissante, d'abord grâce à l'industrialisation puis contre elle, entraîne l'élaboration d'un mode de vie nouveau, d'une nouvelle quotidienneté qui vont finir par déborder le seul cadre urbain : « Portées par le tissu urbain, la société et la vie urbaine pénètrent les campagnes. Une telle façon de vivre comporte des systèmes d'objets et des systèmes de valeurs.⁵ » Le développement de la consommation sera notamment un aspect décisif, modelant les besoins des habitants des campagnes sur ceux des citadins (avec, au XX^e siècle, les objets phare que sont l'automobile et la télévision). S'il y a donc explosion mondiale de l'urbain, elle provoque une crise de la ville et non pas « crise de l'urbain », car justement l'urbain désigne ce bouleversement critique des villes traditionnelles, de leurs structures, formes et fonctions.

Lefebvre s'arrête sur l'exemple des évolutions du Marais, et plus généralement du cœur de Paris. Après la grande Révolution de 1789, le tiers état, c'est-à-dire bourgeoisie et prolétariat mêlés, prend possession du Marais chassant l'aristocratie qui émigre en partie vers l'ouest (Versailles, etc.). Mais très vite un double processus s'engage : arrivée massive de populations pauvres venant des campagnes renforçant les quartiers centraux médiévaux populaires de la capitale (Halles, Saint-Denis, etc.) et création de centres bourgeois en relation avec des institutions nouvelles (banques, journaux, parlement, etc.). Ces pauvres : « pénètrent jusqu'au cœur de la ville; ils habitent dans des taudis mais aussi dans les maisons de rapport où des gens aisés occupent les étages inférieurs et des ouvriers les étages supérieurs. Dans ce « désordre », les ouvriers menacent les

⁴ *DV*, pp.18-9.

⁵ *DV*, p.20.

parvenus, danger rendu évident par les journées de juin 1848 et que confirmera la Commune. Une *stratégie de classe* s'élabore donc, visant le réaménagement de la ville, sans égard à sa réalité, à sa vie propre.⁶ » De ce processus à la fois spatial, social, politique et culturelle, les œuvres de Balzac, de Baudelaire et de Rimbaud témoignent. On connaît la sanglante réponse que fit la bourgeoisie à l'aventure de la Commune de Paris et à sa « démocratie urbaine ». Elle fut spatiale : le prolétariat étant progressivement expulsé du centre de la ville au-delà même des anciens faubourgs intégrés peu à peu à Paris, de manière directe avec l'urbanisme d'Hausmann ou indirecte grâce à la spéculation immobilière. Lefebvre résume à propos de la Commune : « Un des sens de la Commune de Paris (1871), c'est le retour en force vers le centre urbain des ouvriers rejetés vers les faubourgs et les périphéries, leur reconquête de la ville, ce bien entre les biens, cette valeur, cette œuvre, qui leur avaient été arrachés.⁷ » En chassant le peuple, la bourgeoisie chasse l'urbanité, la vie de la ville, créant des espaces vides (places, avenues, etc.) qui favorisent la circulation (chevaux puis automobiles) et le contrôle policier et militaire. Il faut noter que ces expulsions ne se fondent pas uniquement sur des motifs et moyens répressifs mais aussi, notamment sous la 3^e République, humanistes, avec le souci hygiéniste et techniciste (habitat ouvrier, scolarisation). Avec ce processus de « banlieurisation » les masses populaires subissent des changements non seulement de leur vie quotidienne mais aussi dans leur idéologie. « L'idéologie de la propriété », le développement de la consommation, plus tard celui des loisirs, l'éloignement des lieux de travail provoquent une perte de la vie communautaire et du sens de la communauté : « Autour de la ville s'installe une périphérie désurbanisée et cependant dépendante de la ville. En

⁶ DV, p.23.

⁷ DV, p.24.

effet, les « banlieusards », les « pavillonnaires », ne cessent pas d'être des urbains même s'ils en perdent conscience et se croient proches de la nature, du soleil et de la verdure. Urbanisation désurbanisante et désurbanisée, peut-on dire, pour souligner le paradoxe.⁸ »

Une des dernières étapes de ce processus est, depuis les années 1950 le développement massif des banlieues sous le contrôle et l'investissement de l'Etat. Si durant l'après seconde Guerre mondiale, devant la pénurie de logements et l'urgence, émerge l'idée d'un « droit au logement » (qui intègre avec difficulté les programmes politiques y compris à gauche), ce droit se réalise a minima (financièrement et socialement) et justifie des constructions à bas coûts, de qualité médiocre. De plus, ce droit occulte le droit à la ville c'est-à-dire le droit à une véritable urbanité, à une vie sociale en ville développée. Le droit au logement ne doit pas être nié mais doit constituer au contraire la première étape du droit à la ville, sa condition sine qua non. Paradoxalement les politiques urbaines des grands ensembles et des villes nouvelles en voulant rationaliser la vie urbaine, maîtriser les fonctions de la vie humaine, produisent des lieux sans vie, de l'habitat favorisant une quotidienneté morne et pauvre. L'opposition grands ensembles/pavillons est idéologique et illusoire car, outre que le mythe du pavillon fantasme la nature et l'autonomie retrouvées, ces deux modes d'habitat aboutissant à une réalité prosaïque, à des formes de vie repliées sur elles-mêmes, à des aliénations excluant des lieux et des enjeux publics. Alors que l'humanité possède des outils techniques sans précédent dans l'Histoire pour façonner son environnement, elle perd jusqu'au sens de la vie communautaire, de l'échange et de la rencontre. Cette perte de civilité dans les villes modernes, accompagnée

⁸ *DV*, pp.26-7.

parfois de l'oubli du civisme élémentaire, montre par la négative le lien essentiel existant entre citoyenneté et cidadinité. Il faut établir d'urgence une rationalité dialectique refusant les pseudos rationalités, masquant des politiques inégalitaires de classe qui, au nom de l'ordre et de la logique, produisent le chaos social et urbain. Lefebvre reprend son analyse des trois sources de l'urbanisme moderne : l'humanisme libéral classique, recherchant « l'échelle humaine » inspirée du village rural traditionnel; les techniques modernes de construction, étendant les possibilités architecturales (qui se présentent comme neutres et scientifiques); le marché capitaliste imposé par les promoteurs mais aussi par les logiques étatiques. Il précise : « Cet urbanisme se veut scientifique. Il se fonde tantôt sur une science, tantôt sur des recherches qui se veulent synthétiques (pluri ou multidisciplinaires). Ce scientisme, qui accompagne les formes délibérées du rationalisme opératoire, tend à négliger le « facteur humain » comme on dit. Il se divise lui-même en tendances. Tantôt, à travers telle science, une technique prend le dessus et devient le point de départ; c'est généralement une technique de circulation, de communication. On extrapole à partir d'une science, d'une analyse fragmentaire de la réalité considérée. On optimise dans un modèle les informations ou les communications. Cet urbanisme technocratique et systématisé, avec ses mythes et son idéologie (à savoir la primauté de la technique) n'hésiterait pas à raser ce qui reste de la ville pour laisser place aux voitures, aux communications, aux informations ascendantes et descendantes. Les modèles élaborés ne peuvent entrer dans la pratique qu'en rayant de l'existence sociale les ruines elles-mêmes de ce qui fut la ville.⁹ » On reconnaît notamment dans ce portrait Le Corbusier avec son moralisme calviniste, son attrait pour les techniques modernes, pour l'automobile,

⁹ *DV*, pp.33-4.

son obéissance aux exigences étatiques (de de Gaulle à Staline), sa radicalité (l'arasement d'un tiers de Paris) et sa réduction de l'homme à un « modulator » éternel aux fonctions simples et limitées.

Le traitement urbanistique de l'espace rentre bien dans les plans, et c'est la conclusion du chapitre, de la « société bureaucratique de consommation dirigée » selon l'expression clé de la sociologie lefebvrienne, avec son pôle du consumérisme idéologique (« le standing » étant sa traduction spatiale) et celui de la concentration de pouvoirs dans des centres privilégiés régnant sur des « zones urbaines désurbanisées ». « Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.¹⁰ » Le danger étant que cette exploitation/aliénation bifide, à la fois séductrice et répressive, fasse système en se refermant sur la vie quotidienne. On voit donc que pour Lefebvre, la pensée de l'urbain ne peut se séparer sans perte de la pensée de la société dans son ensemble, surtout dans ses contradictions et blocages. Ceci implique la nécessité de poser « politiquement le problème de la société urbaine. »

Le deuxième chapitre qui s'intitule *La philosophie et la ville*, semble faire un détour par la philosophie. Mais ce n'est qu'apparent car il existe un double rapport entre la ville et la philosophie. La ville est tout d'abord le terrain de naissance de la philosophie, la confrontation démocratique, agonistique étant son terreau. La philosophie permet ensuite, grâce à ses concepts et ses méthodes, de penser la ville et l'urbain. Pourtant, dès les débuts de la philosophie (tout du moins de la philosophie occidentale en Grèce antique), la ville a à la fois une

¹⁰ DV, p.35.

image positive de lieu de rencontres et d'échanges humains (voir l'image classique de Socrate sur l'Agora) et une image négative de lieu de perdition, d'antinateur corruptrice (bien illustrée a contrario par le chemin de campagne menant à la pureté de Heidegger). La réflexion philosophique permet de dégager trois concepts essentiels pour définir l'essence de l'urbain, ceux de : totalité (qui est comme nous l'avons vu au cœur de la philosophie), de simultanéité et de rythmes. Si ce dernier concept ne sera développé que dans les études rythmanalytiques, celui de simultanéité est peut être le plus efficace pour définir la forme urbaine. Loin de trouver un refuge dans la tradition rurale, la métaphilosophie se doit de penser ce processus mondial de l'urbanisation qui ne saurait être sans effets anthropologiques multiples, penser non pas pour simplement décrire mais pour se rendre capables d'intervenir pratiquement, selon l'exigence marxiste. Articuler les analyses théoriques et les pratiques sera l'objectif constant de Lefebvre, le double écueil à éviter pour les études urbaines étant le philosophisme sans efficacité et la pratique aveugle, le pragmatisme en la matière servant toujours les intérêts établis. Sans effort pour totaliser les connaissances urbaines, celles-ci restent éclatées et ne permettent pas d'élaborer des stratégies globales. Celles-ci ne résulteront ni de l'impérialisme arbitraire d'une discipline sur les autres ni de l'urbanisme tel qu'il existe, montage idéologique au service d'intérêts économiques et politiques. Cet urbanisme procède par réduction : « réduisant la société urbaine à l'accomplissement de quelques fonctions prévues et prescrites sur le terrain par l'architecture.¹¹ » Tenter de réduire les rythmes et temps humains à des facteurs spatiaux, réduire l'espace lui-même à un système de communications et d'informations, serait-ce au nom

¹¹ DV, p.50.

d'une philosophie naturalisante, est voué à l'échec. « Il s'agit donc effectivement d'un examen critique de l'activité dénommée « urbanisme » et non point de croire sur parole les urbanistes ni d'admettre sans les contester les effets de leurs propositions et décisions.¹² »

Lefebvre cherche ensuite à préciser (c'est le titre du chapitre) la *Spécificité de la ville*. La ville est tout d'abord une médiation entre : « *l'ordre proche* (relations des individus dans des groupes plus ou moins vastes, plus ou moins organisés et structurés, relations de ces groupes entre eux) et *l'ordre lointain*, celui de la société réglé par de grandes et puissantes institutions (Eglise, Etat), par un code juridique formalisé ou non, par une « culture » et des ensembles signifiants.¹³ » La ville est aussi œuvre humaine, production d'objets, de rapports humains et sociaux. Œuvre totale car regroupant tous les objets produits et recoupant les grandes productions anthropologiques que sont les sociétés, les cultures, les langues. Elle est la matérialisation des rapports sociaux sans que l'on puisse la réduire mécaniquement à la seule somme de ses composants. Chaque ville possède une relative indépendance par rapport à la société qui la produit (Londres n'est pas Glasgow) ou par rapport au mode de production dans lequel elle se développe (Londres n'est pas Paris). La ville est donc dialectiquement à la fois dépendante et indépendante de la société, elle est production (Lefebvre commence ici à entrevoir l'importance de ce concept de production de l'espace) consciente et inconsciente, matérielle (architecture) et immatérielle (rapports sociaux, cultures).

¹² DV, pp.47-8.

¹³ DV, p.54.

Dans le chapitre *Continuités et discontinuités*, Lefebvre précise certains principes méthodologiques. Pour lui, la méthode sociologique, dans les études urbaines comme ailleurs, doit lier ces deux concepts, ce qui implique de considérer la ville à la fois comme un processus ayant une autonomie relative, des logiques qui lui sont propres et comme une succession d'évolutions, de différences et de contradictions. La ville est en même temps cadre de ces évolutions multiples, milieu des changements et enjeu des luttes sociales et politiques. « La ville fut à la fois le lieu et le milieu, le théâtre et l'enjeu de ces interactions complexes.¹⁴ » Elle n'a donc rien d'un médium neutre, d'un simple décor. Lefebvre rattache le « niveau spécifique » de la ville à celui de la vie quotidienne avec ses évolutions et transformations. Il refuse par là même, d'une part, d'autonomiser la réalité urbaine pour en faire l'objet d'une science exclusive, ce qui conduirait à une dogmatique, et, d'autre part, de la noyer dans une complexité généralisée ne permettant aucune élaboration de règles méthodologiques, se privant de toute possibilité de compréhension et d'intervention dans la réalité urbaine. Il faut : « Eviter la confusion dans une continuité illusoire ainsi que les séparations ou discontinuités absolues, telle est la règle méthodologique.¹⁵ » Qui dit niveaux dit articulations, ainsi l'on peut observer de grandes étapes dans l'histoire urbaine qui correspondent en partie aux étapes des modes de production économique : ville orientale, antique, médiévale et industrielle. Mais aussi désarticulations, décalages et contretemps, Lefebvre prend comme exemple certains noyaux urbains d'origine médiévale qui sont encore actifs en Europe, même s'ils sont en cours de dissolution, de muséification. L'analyse dialectique de ces rapports doit prémunir contre la tentation d'une

¹⁴ *DV*, p.59.

¹⁵ *Idem*.

« idéologie continuiste et évolutionniste », incapable de penser les crises et les changements (il vise à la fois le bergsonisme et le marxisme dit orthodoxe). Qui veut saisir ces évolutions doit concevoir la ville non pas comme un système clos (de choses ou de signes) mais comme un processus en interaction constante avec les processus économiques, sociaux et les stratégies politiques. C'est pourquoi la description, l'élaboration du « métalangage de la ville » ne sont pas suffisants et ne permettent pas de comprendre la ville et l'urbain. Il faut toujours rechercher les processus sous-jacents, à commencer par celui de la vie quotidienne.

Ceci permet de mieux comprendre l'ébauche de définition plurielle de la ville proposée par Lefebvre : « projection de la société sur le terrain », « ensemble de différences », « coexistence et simultanéité ». Ces définitions ne peuvent être que relatives et momentanées, la ville, élément actif en perpétuelle évolution, ne pouvant se laisser enfermer dans une définition intemporelle. D'ailleurs Lefebvre relance la réflexion dans les dernières lignes du chapitre en affirmant : « C'est dire qu'elle n'est pas lieu passif de la production ou de la concentration des capitaux mais que l'urbain intervient comme tel dans la production (dans les moyens de production).¹⁶ » S'opposant ainsi aux auteurs voulant définir de manière dogmatique l'urbain et la ville, pensant notamment à Manuel Castells et à sa lecture marxiste orthodoxe de la ville, dont nous parlerons ultérieurement. Il y a au contraire imbrication des niveaux de et dans la ville, l'analyse devant suivre plusieurs échelles simultanées : formes/fonctions/structures, vie quotidienne/institutions économiques-politiques-religieuses, etc. Selon que la méthode soit inductive ou déductive, la réalité urbaine sera support, expression de processus ou moteur, création de processus. « La structure sociale figure dans la

¹⁶ DV, p.65.

ville, s'y rend sensible, y signifie un ordre. Inversement, la ville est un morceau de l'ensemble social; elle révèle, parce qu'elle les contient et les incorpore dans la matière sensible, les institutions, les idéologies.¹⁷ » Elle est donc une forme, mais une forme active. Notre-Dame de Paris ou une caméra de vidéosurveillance incarnent et révèlent à la fois des idéologies (religieuses et/ou politiques), ces éléments urbains pouvant paraître passifs ou actifs selon l'angle analytique choisi.

Lefebvre revient ensuite sur une grille d'analyse déjà ébauchée dans *DRU*, la triade espaces : isotopiques/hétérotopiques/utopiques. Les espaces isotopiques étant ceux qui partagent de mêmes fonctions et des formes similaires (le Paris ou le Londres de la finance) et qui peuvent se trouver géographiquement aux antipodes les uns des autres. Les espaces hétérotopiques impliquent au contraire des différences de fonctions et/ou de formes, pouvant déboucher sur des contradictions (un quartier résidentiel et un squat dans une même ville, par exemple). L'hétérotopie sera importante car elle permettra d'analyser les oppositions et contradictions qui traversent toute réalité urbaine : centres/périphéries, grands ensembles/pavillons, etc. Chaque contradiction renvoyant à des exclusions ou des inclusions sociales. On comprend mieux qu'au-delà de la prolifération des signes dans les villes (Tokyo, Las Vegas étant des archétypes en la matière), il faille savoir trouver les structures sociales hiérarchiques à l'œuvre dans l'espace, la sémiologie de la ville étant insuffisante et même pernicieuse s'il elle ne débouche pas sur une politique. L'analyse politique sera toujours nécessaire (le marxiste Lefebvre ne cessait, lors d'un de ses voyages en Californie, de demander à ceux qui lui montraient la Silicon Valley « où se trouvaient les lieux de production »). Définir l'urbain comme une forme

¹⁷ *DV*, p.67.

implique de la relier à la praxis, à la pratique sociale et politique générale. Cela ne veut pas dire pour autant que Lefebvre nie toute importance de la sphère des signes et des informations : « La production de ces signes s'intègre à la production globale et joue un rôle intégrateur capital par rapport aux autres activités sociales productrices ou organisatrices.¹⁸ » La publicité et le marketing deviennent non seulement des instruments économiques mais aussi des instruments politiques et idéologiques capitaux dans le capitalisme moderne¹⁹.

La ville est un système ouvert regroupant plusieurs sous-systèmes, qui vont de la quotidienneté, du vécu et des usages des habitants aux idéologies, aux symbolismes plus ou moins imaginaires (nous avons vu, par exemple, le rôle imaginaire de la nature pour les pavillonnaires). Mélange de matérialité et de symboles, la condition urbaine peut alors s'imposer en dehors des limites de la ville (elles-mêmes de plus en plus floues comme on peut le voir avec le « rurbain », les zones mixtes aux abords des villes, ni campagnes ni villes véritables), le monde rural ayant progressivement adopté les modes de vie urbains au cours du XX^e siècle (consommation, automobile, grandes surfaces, télévision, etc.). Il faudra dès lors repenser les rapports entre villes et campagnes si l'on veut faire de ces dernières autre chose que des déserts protégés ou abandonnés, cela impliquant de repenser l'urbain et la « nature seconde » qu'il forme. Sous cette appellation, Lefebvre pose une exigence écologique, celle (interne) de réserver non seulement une grande place au sein des villes aux espaces verts, mais aussi celle (externe) de forger de nouveaux rapports globaux, mondiaux, entre l'humanité et la nature.

¹⁸ *DV*, p.71.

¹⁹ Sur ce point, voir l'excellent livre de Marie BENILDE, *On achète bien les cerveaux*, Paris, Raisons d'agir, 2007.

Pour mieux saisir la forme urbaine, Lefebvre essaye dans le chapitre *Aux alentours du point critique*, de schématiser l'histoire des différentes étapes du développement des villes. Ces étapes sont : formation de la ville politique (haute Antiquité orientale), formation de la ville commerciale (Antiquité européenne jusqu'au Moyen Age), premier point critique avec exode rural et débuts de l'industrialisation (aux alentours du XI^e siècle en Europe), formation de la ville industrielle (XIX^e siècle), second point critique avec le processus d'explosion/implosion de la ville traditionnelle (depuis les années 1950). La situation actuelle (en 1968 mais aussi de nos jours) voit une crise mondiale de la ville liée à la mondialisation du phénomène urbain. Cette révolution urbaine (Lefebvre n'utilise pas encore cette appellation même si le concept est déjà présent) peut revêtir des formes différentes : « Dans une série de pays mal développés, le bidonville est un phénomène caractéristique, alors que dans les pays hautement industrialisés, c'est la prolifération de la ville en « tissus urbains », en banlieues, en secteurs résidentiels dont le rapport avec la vie urbaine fait problème.²⁰ » L'éclatement du modèle rural de société entraîne paradoxalement la crise du modèle urbain, sans que les autorités (à l'ouest comme à l'est, au nord comme au sud) ne puissent faire autre chose que tenter de gérer l'urgence. Cette crise étant d'autant plus grave que les forces révolutionnaires n'ont pas tenu compte des phénomènes et problèmes urbains.

Notre métaphilophe revient ensuite sur le concept d'espace isotopique pour montrer qu'il ne relève pas simplement de l'abstraction puisque l'urbanisme technocratique « moderne » produit des espaces isotopiques, identiques et mornes. Ces espaces sans qualité ou aux pauvres qualités (aéroports, autoroutes,

²⁰ DV, p.81.

supermarchés, bureaux, grands ensembles, etc.) produisent une misère sociale et mentale, un appauvrissement de la vie quotidienne qui devient quotidienneté étique, réglée, répétitive. Ce processus ne concerne pas uniquement les périphéries, car ces dernières réagissent sur les centres urbains qui se « balieurent », devenant des ghettos pour privilégiés sans vie ni animation. Cependant, l'urbanisme n'arrive pas à tuer toute vie sociale, l'urbain recelant, à travers la forme négative des tensions, des luttes et des contradictions ou celle, positive, de la création et de l'affirmation de différences, une richesse de rapports sociaux creuset potentiel de l'invention d'une vie urbaine nouvelle grâce « à ce germe, *l'urbain*, qui se maintient dans les fissures de l'ordre planifié et programmé.²¹ » Cette possible éclosion nécessite des stratégies politiques mettant l'activité créatrice, l'œuvre collective et les usages au centre, ce qui amène à critiquer la conception de la politique comme activité autonome, séparée du peuple, confisquant ses pouvoirs (c'est en ce sens que Lefebvre souhaite « dépasser la politique », non pas pour tuer le débat démocratique mais au contraire pour le développer de manière autogestionnaire).

Le chapitre *L'analyse spectrale* revient sur l'étude des différents niveaux de la réalité urbaine. Il remarque tout d'abord le décalage existant entre les capacités modernes de programmation mondiale de l'urbain et la réalité chaotique d'espaces éclatés, ségrégués, ghettoïsés. Cette contradiction reflète la contradiction capitaliste fondamentale, réservant de façon inégalitaire les richesses et possibilités humaines à une minorité. La ségrégation généralisée va des bidonvilles et autres townships aux « communautés fermées » pour riches. « Les quartiers résidentiels, à leur manière, sont des ghettos; les gens de haut

²¹ *DV*, p.87.

standing par les revenus ou le pouvoir en viennent à s'isoler eux-mêmes dans des ghettos de la richesse.²² » Le caractère morne et ennuyeux de ces ghettos n'équivalant pas bien sûr aux conditions de survie des ghettos des plus pauvres. Cette ségrégation généralisée est le fruit d'une stratégie de classe : « Socialement et politiquement, les stratégies de classes (inconscientes ou conscientes) visent la ségrégation.²³ » Elle est mise en œuvre conjointement par les Etats et les forces du marché capitaliste (entreprises, institutions internationales, etc.), le caractère démocratique d'une société pouvant se discerner par l'attitude des autorités vis-à-vis de la ville et des conditions d'habitat. A la ségrégation spatiale correspond alors la ségrégation d'une vie quotidienne éclatée en fragments disjoints, programmée par le travail, les transports, la vie privée et quelques loisirs. Mai 1968 reprendra bientôt cette idée lefebvrienne en la condensant dans le fameux slogan « métro, boulot, dodo ». Cette ségrégation généralisée peut appauvrir le rapport à l'espace jusqu'à le rendre purement utilitaire (cités dortoirs). La ville n'est plus qu'un lointain souvenir hantant les mémoires : « Devant les yeux, sous nos regards, nous avons le « spectre » de la ville, celui de la société urbaine et peut-être de la société tout court. Si le spectre du communisme ne hante plus l'Europe, l'ombre de la ville, le regret de ce qui mourut parce qu'on le tua, le remords peut-être, ont remplacé l'ancienne hantise. L'image de l'enfer urbain qui se prépare n'est pas moins fascinante, et les gens se ruent vers les ruines des villes anciennes pour les consommer touristiquement, en croyant guérir leur nostalgie.²⁴ »

²² *DV*, p.99.

²³ *DV*, pp.99-100.

²⁴ *DV*, p.102.

Seule une praxis nouvelle, la création de nouveaux rapports sociaux (incluant les rapports de production) seront à même de transformer la ville. C'est une leçon lefebvrienne que d'avoir montré que l'urbain ne pouvait pas être la seule affaire des urbanistes, des architectes et des technocrates. En ce sens, définir l'urbain par le rassemblement, la rencontre, la simultanéité, veut dire qu'une des tâches de la révolution sera de créer de nouveaux rapports urbains, et non pas, comme dans une lecture postmoderne (hâtivement confondue avec les théories lefebvriennes par Manuel Castells ou Jean-Pierre Garnier) de jouir de rapports déjà existants dans les centres privilégiés (ce qui est de toute manière sujet à caution étant donné l'appauvrissement des rapports sociaux dans les quartiers embourgeoisés). L'urbain est un processus « d'intégration désintégrant » car malgré la recherche désespérée de cohérence et de contrôle, il ne cesse de produire et reproduire des ghettos dans l'espace et dans le temps. L'exigence même « d'intégration » (on le voit clairement de nos jours à propos des populations immigrées) devient un outil pour empêcher l'acceptation des individus tant soit peu différents des normes dominantes. Quant à la « participation » des citoyens, elle se réduit à une activité limitée dans le temps et dans l'efficacité (élections), la passivité étant la règle (comme l'illustre bien la terrible expression de « téléspectateur »). La réalité urbaine, la ségrégation sociale et spatiale, le possible devenir autogestionnaire, sont donc des questions politiques : « Pour la *classe ouvrière* victime de la ségrégation, expulsée de la ville traditionnelle, privée de la vie urbaine actuelle ou possible, un problème pratique se pose, donc *politique*.²⁵ »

²⁵ DV, p.106.

Avec le chapitre *Le droit à la ville*, commence le dernier mouvement, plus politique et programmatique, du livre du même nom. Lefebvre remarque d'abord que la pauvreté des réalisations de l'urbanisme moderne tient en partie au fait qu'il procède à une réduction anthropologique, notamment en ce qui concerne les besoins humains. Ces derniers ne sont plus que des fonctions appauvries et prédéterminées, centrées sur le seul individu tel que le façonne le marché capitaliste. L'évolution des besoins, les désirs et la créativité sont ignorés ou empêchés, tout comme « le temps des rencontres » définissant l'urbain (dans la tradition fouriériste, comme nous l'avons vu, mais aussi dans celle des villes méditerranéennes). Si Lefebvre reprend ensuite l'idée d'une « science de la ville », ce n'est pas de l'ordre du constat (cette science n'existant pas encore, ses formes technocratiques n'étant qu'idéologie) mais de l'ordre d'un appel à la recherche et à l'invention pratique. Cette science est encore incertaine comme son objet, l'urbain, car nous sommes dans l'entre-deux qui sépare la mort de la ville historique du plein développement de l'urbain, ce dernier étant en cours de formation, autant virtualité que réalité. Dans ces conditions : « Impossible d'envisager la reconstitution de la ville ancienne, mais la construction d'une nouvelle ville, sur de nouvelles bases, à une autre échelle, dans d'autres conditions, dans une autre société. Ni retour en arrière (vers la ville traditionnelle), ni fuite en avant, vers l'agglomération colossale et informe –telle est la prescription. En d'autres termes, pour ce qui concerne la ville, l'objet de la science n'est pas donné. Le passé, le présent, le possible ne se séparent pas.²⁶ » La pensée de l'urbain ne peut se séparer d'une transduction, projetant vers ses possibles la situation présente. Cette nécessité d'invention est d'autant plus

²⁶ DV, p.109.

impérieuse que le sujet classique (du « vieil humanisme libéral » dit Lefebvre) est en crise, comme la ville, les deux crises étant en interaction. Ce vide de repères anthropologiques, conjugué aux nouvelles capacités technico-scientifiques rend la situation périlleuse (comme l'avait déjà remarqué Nietzsche) pour le devenir même de l'humanité. On voit bien alors en quoi cette tâche de redéfinition de l'humain, de la société et de la ville, dépasse les spécialistes et les spécialités. « Ni l'architecte, ni l'urbaniste, ni le sociologue, ni l'économiste, ni le philosophe ou le politique ne peuvent tirer du néant par décret des formes et des rapports nouveaux. S'il faut préciser, l'architecte, pas plus que le sociologue, n'a les pouvoirs d'un thaumaturge. Ni l'un ni l'autre ne créent les rapports sociaux. Dans certaines circonstances favorables, ils aident des tendances à se formuler (à prendre forme). Seule la vie sociale (la praxis) dans sa capacité globale, possède de tels pouvoirs. Ou ne les possède pas.²⁷ » Pour saisir intellectuellement et maîtriser pratiquement cet objet total, fluctuant, en formation, qu'est l'urbain, il faut une pluralité de méthodes, de disciplines. Aucune discipline solitaire, y compris l'architecture et sa réduction graphique de l'espace (même à trois dimensions grâce à l'informatique), n'y peut suffire.

La science de l'urbain sera stratégique car, épistémologiquement, elle se doit de prendre en compte les évolutions de son objet et, politiquement, elle doit parvenir à des pratiques qui touchent à la quotidienneté et aux structures sociales fondamentales. Cette réalisation ne se fera pas sans relation aux classes concernées : « La stratégie urbaine fondée sur la science de la ville a besoin d'un support social et de forces politiques pour devenir agissante.²⁸ » Le projet

²⁷ DV, p.111.

²⁸ DV, p.116.

autogestionnaire est donc inscrit dans le projet urbain. Inversement, l'autogestion ne sera révolutionnaire que si elle s'articule à l'invention de nouveaux rapports sociaux ne se contentant pas, par exemple, des centres urbains existants mais créant de nouvelles centralités changeantes et non plus fixes, figées, muséifiées. Associant analyse critique du présent et recherche programmatique, la méthode d'étude de l'urbain doit aussi rapprocher les sciences et les arts. En effet, une pensée refusant l'imagination et la prospection se condamne à ne prendre aucun risque et son apparente pureté scientifique rimera bientôt avec un plat constat empirique, objectif mais stérile.

Au cœur de ce projet stratégique urbain, se placera le « droit à la ville ». Ce n'est pas un droit abstrait à une urbanité colonisant les campagnes et détruisant la nature (Lefebvre remarque à ce propos : « Les urbains transportent l'urbain avec eux, même s'ils n'apportent pas l'urbanité ! Colonisée par eux, la campagne a perdu les qualités, propriétés et charmes de la vie paysanne. L'urbain ravage la campagne; cette campagne urbanisée s'oppose à une ruralité dépossédée, cas extrême de la grande misère...²⁹ »). Ni colonialisme des campagnes ni conservation de la ville traditionnelle : « Le *droit à la ville* ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme *droit à la vie urbaine*, transformée, renouvelée.³⁰ » Droit pour tous et non pas seulement pour une « jet-set » déterritorialisée, qui est « de partout et nulle part » dit Lefebvre, dressant le portrait de ces espaces élitiques (palaces, quartiers bourgeois, îles tropicales, etc.) qui se ressemblent tous à travers le monde. A l'opposé, il y a : « la misère dérisoire et sans tragique de

²⁹ DV, p.120.

³⁰ DV, p.121.

l'habitant, des banlieusards, des gens qui séjournent dans les ghettos résidentiels, dans les centres pourrissants des villes anciennes et dans les proliférations égarées loin des centres de ces villes. Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre la vie quotidienne de celui qui court de son logement à la gare proche ou lointaine, au métro bondé, au bureau ou à l'usine, pour reprendre le soir ce même chemin, et revenir chez lui récupérer la force de recommencer le lendemain. Le tableau de cette misère généralisée n'irait pas sans le tableau des « satisfactions » qui la dissimulent et deviennent moyens de l'éluder et de s'en évader.³¹ » La télévision est bien sûr le plus puissants de ces moyens qui permet de transcender illusoirement la réalité et la quotidienneté aliénées auxquelles elle participe en apportant son aliénation propre, en quelque sorte redondante (les malheurs du monde filtrés par la télévision semblent faire oublier pour un temps nos « petits » malheurs quotidiens).

Afin de sortir de cet état de fait, dans lequel la ville explose en périphéries délaissées et implose en centres néobourgeois, il faut élaborer des stratégies s'appuyant sur des prospectives. Sociologiquement, Lefebvre remarque que les masses aliénées et exploitées ne se réduisent pas au prolétariat traditionnel (dont la classe ouvrière était l'archétype) mais que certaines de ses couches ressortent aux classes moyennes vivant « relativement bien ». Ces classes moyennes adoptant l'idéologie consumériste petite-bourgeoise (un ouvrier peut rêver de voiture, d'écran plasma ou de pavillon). La stratégie urbaine, comme la synthèse des savoirs sur laquelle elle reposera, sera politique c'est-à-dire non pas réservée à des hommes ou des partis politiques (même si ceux-ci peuvent avoir un rôle à jouer) mais impliquant la participation du plus grand nombre. L'orientation devra

³¹ *DV*, pp.121-2.

être pour Lefebvre socialiste, mais d'un socialisme redéfini, tenant compte notamment des besoins humains (non réduits à ceux d'un homme-ouvrier mythique), sous peine de faire moins bien que le capitalisme. Dans cette perspective, notre métaphilophe propose quelques pistes : revaloriser l'usage contre l'échange généralisé et la loi du profit; préférer le développement qualitatif contre le productivisme quantitatif ou « croissance »; limiter le rôle pratique et symbolique de l'objet-roi voiture; transformer la vie quotidienne pour que les loisirs ne soient plus un luxe, une simple parenthèse; développer de multiples centralités urbaines qui ne soient pas fondées sur la marchandise; donner une grande place au ludique, dans son sens large (sports, jeux, arts, fêtes, etc.). Ce dernier point appelle deux remarques. D'une part, le ludique ne doit pas être identifié à ses récupérations commerciales (industrie du cinéma, tourisme, etc.) et étatiques (la « culture » comme champs administré et dirigé). L'association de la rationalité commerciale et d'espaces ludiques spécialisés donnant d'ailleurs naissance à des espaces saturés, lisses, névrotiques (voir tous les « parcs d'attraction »). D'autre part, le projet lefebvrien n'a pas pour but « d'enjoliver l'espace urbain avec des objets d'art » mais de se servir des arts comme moyens de réappropriation collective des espaces et des temps (en ce sens le rôle de l'architecture devient essentiel). La ville devient l'œuvre d'art totale, en perpétuel recommencement, aboutissant à : « la *ville éphémère*, œuvre perpétuelle des habitants, eux-mêmes mobiles et mobilisés pour/par cette œuvre.³² » Ici encore, on retrouve l'inspiration fouriériste de Lefebvre.

Le droit à la ville sera révolutionnaire car il ne peut être conçu et encore moins réalisé sans transformations radicales de la société, sans changements de

³² DV, p.139.

nos rapports à l'espace, au temps et aux arts. Il est aussi politique car s'appuyant sur l'appropriation autogestionnaire de leur vie quotidienne par les citoyens-citoyens³³. Avec ce dernier point, Lefebvre développe l'inspiration et les aspirations du jeune Marx, obscurcies par la rationalité industrielle, qui cherchait à réaliser la philosophie à l'aide d'une refondation de la praxis humaine, d'une transformation du travail et de la ville comme médiations entre l'humanité et la Nature.

L'ultime chapitre *Thèses sur la ville, l'urbain et l'urbanisme*, qui est la reprise de la communication de Lefebvre au colloque pour le centenaire du *Capital*, préfigure *Espace et politique*. Elle est d'emblée une sorte de provocation face aux lectures orthodoxes et structuralistes de Marx, aveugles à la problématique urbaine, centrées sur l'Histoire, l'économie et les structures des modes de production.

La première thèse revient sur les deux facteurs qui ont masqué cette problématique urbaine : la question du logement et celui de l'organisation industrielle. Alors que : « Le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine.³⁴ », on a réduit la ville à des problèmes architecturaux (niveau micro) ou à des plans industriels et urbanistiques nationaux (niveau macro). Ce faisant, le processus urbain est devenu négatif (implosion/explosion de la ville traditionnelle). Dès lors, il est nécessaire de penser une inversion de valeur de l'urbanisation, afin d'en faire un processus positif permettant un contrôle de la praxis urbaine. Cet enjeu a été également

³³ Marion Segaud note justement à ce propos : « Comme l'indique H. Lefebvre dans *Le droit à la ville* l'issue réside plutôt dans la création de cette vie quotidienne que dans la création de son cadre : l'avenir de l'objet architectural réside plutôt dans la production de la vie sociale par les hommes eux-mêmes. » Opus cité, p.169.

³⁴ *DV*, p.144.

complètement ignoré par le camp socialiste, la production industrielle formant le centre de son urbanisme, qui se résuma bien souvent à la création de villes nouvelles avec des cités dortoirs entourant des centres industriels de production. Pour contrôler le gigantesque processus urbain, il faut inventer un nouveau mode de planification démocratique car : « Ni l'Etat ni l'entreprise ne fournissent les modèles de rationalité et de réalité indispensables.³⁵ » Il faut aussi des forces sociales qui manquent pour l'instant, car le prolétariat subit les stratégies spatiales de ségrégation et les stratégies culturelles d'intégration à la société de consommation. Ceci ne veut pas dire pour autant que la classe ouvrière ait cessé d'exister : « A ceux qui douteraient encore de son existence comme classe, la ségrégation et la misère de son « habitat » désignent sur le terrain la classe ouvrière.³⁶ » L'espace ne fait pas que définir négativement le prolétariat, il dessine aussi positivement des droits nouveaux à conquérir, capables de révolutionner la société, au premier rang desquels se trouve le droit à la ville. Droit non pas au seul existant, « non pas à la ville ancienne mais à la vie urbaine, à la centralité renouvelée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant *l'usage* plein et entier de ces moments et lieux.³⁷ » Ce droit à la ville n'est donc pas séparable d'un droit au travail renouvelé, à une quotidienneté maîtrisée, et plus généralement du contrôle de l'espace et de l'économie. La réforme urbaine est une « réforme révolutionnaire », qui ne suffit pas à elle seule à définir la révolution mais qui lui est nécessaire. Ainsi apparaît le terme de « révolution urbaine » qui désigne en même temps le processus d'urbanisation mondial dans son caractère objectif, et la dimension urbaine que doit revêtir toute

³⁵ DV, p.145.

³⁶ DV, p.146.

³⁷ Idem.

tentative révolutionnaire. Si l'urbain est une révolution sociale, il ne débouche pas automatiquement sur une révolution politique. La révolution urbaine sera aussi culturelle dans le sens où elle devra se dresser contre l'idéologie de la consommation, supplanter les rapports de production capitalistes. Ce n'est que dans cette mesure qu'elle pourra se lier à l'autogestion, autogestion qui devra être à terme mondiale, ce qui ne sera, là non plus, pas automatique. Lefebvre ne tombe pas pour autant en achevant son ouvrage dans un optimisme sans limite : « Qu'un front mondial soit possible, cela ne fait aucun doute. Qu'il soit impossible aujourd'hui, c'est également certain.³⁸ »

Selon Laurence Costes, dans son livre récent³⁹ sur le *DV*, ce sont ces pages finales qui valurent à leur auteur l'appellation de penseur « culturaliste » de la part notamment de Manuel Castells et de Jean-Pierre Garnier. Pour eux, l'urbain n'est qu'un épiphénomène, le produit de l'industrialisation capitaliste, simple superstructure. Il n'a donc qu'une réalité et une importance dérivées, secondes par rapport aux structures du mode de production. Lefebvre développant alors selon eux une « idéologie urbaine », politiquement fallacieuse. Le jugement à ce propos de Laurence Costes nous semble juste : « Chez certains auteurs marxistes, la ville est avant tout considérée comme un produit des rapports de production, sans lui reconnaître une spécificité, ni une autonomie, sans véritablement la penser autrement que réduite aux questions liées au mouvement du capital.⁴⁰ » A contrario, un auteur comme le géographe marxiste David Harvey s'appuiera sur

³⁸ *DV*, p.148.

³⁹ Laurence Costes, *Lire Le droit à la ville de Henri Lefebvre. Vers la sociologie de l'urbain*, Paris, Ellipses, 2009. Voir aussi du même auteur, *Le droit à la ville d'Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ?* *Espaces et sociétés* n°140-1, 2010. Dans cet article, l'auteure fait un étrange contresens en reprochant aux analyses lefebvriennes de la ville d'en rester à un cadre national, alors qu'au contraire Lefebvre nous semble être un des premiers penseurs à avoir perçu le processus de mondialisation et son étroite relation à l'urbain et aux mégalo-pôles.

⁴⁰ Laurence Costes, opus cité, p.145.

les travaux urbains de Lefebvre pour rétablir l'importance de l'espace et de l'urbain, dans l'économie en général et dans l'économie capitaliste en particulier. Un autre élément, bien souligné par Laurence Costes, va à l'encontre de l'interprétation marxiste orthodoxe évoquée, il s'agit de l'ensemble des critiques implicites que Lefebvre adresse à l'École de Chicago. La sociologie de cette dernière a tendance, selon lui, à survaloriser, d'une part, la ville comme « milieu naturel », sans prendre en considération le fait qu'elle n'est qu'une « nature seconde », obligeant à repenser nos rapports à la nature première; d'autre part, cette école se concentre sur l'habiter, en négligeant les problèmes d'échelles, de niveaux d'intervention (quartier, ville, région, etc.).

Cependant, certains points de l'ouvrage de Laurence Costes nous semblent moins convaincants. Dans le détail, elle reproduit deux erreurs commises par Remi Hess : il n'y a pas sept mais seulement six livres de Lefebvre sur l'urbain, et il ne s'est pas contenté de « seulement quelques articles résumant sa pensée sans la développer » après avoir écrit ces derniers, puisqu'il y a au contraire une trentaine d'articles et de communications sur l'urbain après la publication de *La production de l'espace* et ce jusqu'à sa mort. Lefebvre a donc essayé de suivre les évolutions urbaines et il a très tôt vu l'avènement mondial des mégalo-poles. Le jugement selon lequel : « l'analyse que faisait Lefebvre de la ville a perdu une bonne part de sa pertinence comme cadre de référence⁴¹ » en raison de ce manque supposé de perception des changements urbains et de l'urbain, est incompréhensible quand on connaît son œuvre et ses voyages réguliers à travers le monde (New York, Mexico, Los Angeles, Tokyo, Hong-Kong, Montréal, etc.). C'est bien pourquoi nombre de chercheurs en études urbaines (nous avons vu, par

⁴¹ Laurence Costes, opus cité, p.138.

exemple, en introduction le cas de l'école lefebvrienne de géographie urbaine au Brésil) n'ont pas attendu David Harvey pour étudier son œuvre et en extraire des idées et des méthodes d'analyse de l'urbain. Laurence Costes semble parfois associer Lefebvre au courant postmoderniste, ce qui est faux, sauf à désigner comme postmoderne tout effort pour sortir des dogmatismes et pour prendre en compte l'extrême complexité des phénomènes urbains. Preuve en est que dans le *DV* il s'efforce de définir des modalités d'action politique concernant la ville et la création d'un droit pratique à celle-ci. Laurence Costes le perçoit d'ailleurs bien lorsqu'elle parle : « d'une démarche à la fois militante et scientifique. » Loin de s'en tenir à une posture de condamnation morale du capitalisme et de ses ravages, Lefebvre défend une démarche politique y compris au sein de la science elle-même. Enfin, percevoir Lefebvre comme « mélancolique » et « désabusé » est un peu rapide, alors que le *DV* se veut une sorte de manifeste pour l'action urbaine, qui trouvera en mai 1968 des échos bien réels. Jusqu'à la fin de sa vie, notre métaphilophe sera dans l'action et le projet, fédérant des énergies notamment avec la revue *M* et le Groupe de Navarrenx.

Avec le *DV*, il a radicalisé sa critique de l'urbanisme, précisé les conditions épistémologiques de la constitution d'une nouvelle connaissance de l'urbain, souligné la nécessité d'une compréhension politique de la ville entraînant les forces sociales progressistes dans la conception utopienne puis dans la réalisation d'une ville et d'une société nouvelles.

CHAPITRE 3

-

ESPACE ET POLITIQUE

*Espace et politique*¹, second tome du *DV*, reprend sept articles et communications s'échelonnant de 1970 à 1972. C'est une période d'intense activité en ce qui concerne les études urbaines : cours, livres, voyages et séminaires à Oxford, New York, Santiago du Chili, Caracas, fondation de la revue *Espaces et sociétés*. Comme l'indique son titre, *EP* va tâcher de préciser les implications et les enjeux politiques de l'espace et de l'urbain. Inversement, il va démontrer qu'une théorie politique conséquente et efficace ne peut négliger la problématique urbaine. Lefebvre sait bien que, comme l'a montré entre autres son ami François Châtelet dans son *Périclès* et dans sa thèse sur *La naissance de l'histoire*, la politique est inséparable de la polis (la ville), l'invention de la démocratie à Athènes étant liée à la détermination du dème (le quartier), unité territoriale essentiellement urbaine à la base de la représentation démocratique.

Dès le début de son introduction, Lefebvre, à la fois, refuse de clore le champ de l'urbain pour en faire une parcelle de savoir universitaire spécialisé à défendre et à rentabiliser (« la propriété privée s'étend aux idées et au savoir »), et souligne la

¹ H. LEFEBVRE, *Espace et politique*, Paris, Anthropos, 1973, dorénavant : *EP*.

nécessité de relier les recherches urbaines à celles portant sur la vie quotidienne, sur la reproduction des rapports de production (objet de son livre *La survie du capitalisme*), sur le droit à la différence (son *Manifeste différentialiste* datant de 1971). Il annonce un ouvrage sur la production l'espace, traitant de l'espace social dans toutes ses dimensions. A travers cet espace social et son analyse se retrouve le global, sans rechercher pour autant une synthèse ou un système, global qui sera comme l'urbain tendu entre crise et révolution. En penseur marxiste, ce qui intéresse Lefebvre n'est pas de seulement décrire le réel mais de voir ses contradictions pour repérer le moment éventuel de crise et de rupture. Crise pouvant évoluer négativement (chaos) ou positivement (révolution). On retrouve cette préoccupation dans ces travaux sur Lénine et sur mai 1968. Penser l'urbain impliquera de penser la révolution et vice versa. Car au niveau de l'urbain ou à celui du quotidien, les pouvoirs en place bloquent les possibles, en laissant un chaos irrationnel comme unique horizon. Face à ces pouvoirs abstraits aux effets terriblement concrets, il faut une révolution véritable : « L'idée de *subversion* complète celle de *révolution*. Elle vise la destruction de la politique, car tout pouvoir étatique est destructeur. A regarder de près, le premier objectif assignable, c'est d'abord la *limitation* du pouvoir.² » On perçoit nettement ici la tendance anarchiste de Lefebvre, qui associe le terme « politique » aux formes partidaires actuelles des démocraties bourgeoises, limitant la forme véritable du débat démocratique. Ceci entraînera la critique de l'Etat, dont le dépassement sera progressif et ne pourra être instantané. « Cette révolution totale et planétaire, économique, démographique, psychique, culturelle, etc., est par excellence, aujourd'hui, l'impossible-possible (la possibilité, la nécessité et l'impossibilité !). Rien de plus proche, de plus urgent. Rien de plus fuyant, de plus lointain.³ » Une des forces du capitalisme consiste à fragmenter l'espace social, en le réduisant à ses dimensions économiques, stratégiques et techniques. Or, en fractionnant les espaces, les besoins, les fonctions, on éclate les groupes et les classes sociales. Du même coup, l'architecture,

² EP, p.153.

³ Idem.

quel que soient ses inventions techniques et ses audaces formelles, devient un outil d'organisation et de contrôle social. Quelles que soient ses intentions, elle opère sur un espace fragmenté, réduit, uniformisé, « truqué au départ » comme dit Lefebvre. L'architecture participera d'ailleurs directement au processus de réduction spatiale par ses techniques de visualisation (dessins, maquettes, plans et, de nos jours, logiciels informatiques, images et films en trois dimensions). Pris entre de multiples intérêts (Etat, promoteurs, politiciens, habitants, etc.), l'architecte qui se « situe mal entre l'ingénieur et le dessinateur », finira le plus souvent par obéir à la demande sociale majoritaire. Alors qu'il se rêve artiste et demiurge (on peut penser au rôle du monument dans l'architecture depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, un « grand architecte » se devant d'avoir construit un musée, une tour, etc.), l'architecte en vient souvent à homogénéiser l'espace, excluant tout ce qui ne cadre pas avec le « projet ». « L'homologie (homogénéité) de tous les espaces représentés et reportés sur les surfaces, n'est-ce pas la plus efficace des idéologies réductrices ? Idéologie fort utile à la reproduction des rapports sociaux existants, transportés dans l'espace et la re-productibilité des espaces.⁴ » L'architecture a, d'autre part, le plus grand mal à articuler les niveaux et les échelles, contribuant là encore à désarticuler les espaces et la vie de ceux qui les habitent. C'est en ce sens qu'il n'existe pas encore d'urbanisme véritable, « l'urbanisme » pratiqué étant d'une incroyable pauvreté y compris en comparaison des inventions et prouesses architecturales. Trouver et agir sur la bonne échelle est une des priorités (Lefebvre évoque des projets de l'ordre de dix ou vingt mille habitants), sans chercher à monumentaliser l'immeuble (il cite le cas d'Aldo Rossi) ou à éclater l'urbain en flux éphémères (comme le proposent certains groupes d'architectes anglais ou italiens, pourtant influencés par les écrits lefebvriens). Lefebvre se réfère aux travaux du jeune Ricardo Bofill, de Constant et de Mario Gaviria, comme exemples possibles de recherche du « niveau intermédiaire » d'expérimentation. Cette expérimentation ne pourra pas être seulement architecturale et urbanistique mais sera aussi sociale et politique. Appliquer le droit à la ville c'est refuser toutes les formes

⁴ EP, p.160.

de ségrégation sociale et spatiale, créer de nouvelles formes de centralité, développer les réseaux de communication et d'échange permettant l'élaboration de nouvelles modalités démocratiques. On est loin de la réoccupation néobourgeoise des centres historiques des villes. Ce droit à la ville ne repose pas non plus sur une illusoire fête urbaine spontanée : « Le droit à la ville signifie donc la constitution ou reconstitution d'une unité spatio-temporelle, d'un rassemblement au lieu d'une fragmentation. Il n'abolit pas les confrontations et les luttes. Au contraire.⁵ » Le modèle n'est pas simplement celui des fêtes de la Renaissance italienne mais aussi celui de l'Éclésiastique démocratique athénienne (il est d'ailleurs fait référence à Aristote). Sans implication politique, sans généralisation du civisme, pas de droit à la ville. Si ce droit révolutionnaire peut sembler utopique face aux réalités, Lefebvre note que le coût (économique, social et humain) de sa réalisation serait bien inférieur à celui du maintien du capitalisme.

EP poursuit dans les analyses et thèses précédentes, en montrant l'imbrication du spatial, du social, du mental et du politique, qu'on ne peut séparer sans dommages. Il annonce non plus une science de l'espace mais l'étude des diverses dimensions de la production sociale de l'espace.

Le premier texte est la reprise d'une communication faite à des séminaires tenus aux facultés d'Oxford et de Nanterre en 1972. On peut le considérer comme un linéament de la *PE*, puisqu'il traite non pas seulement de l'urbain mais de l'espace en général. S'il peut sembler plus abstrait que les travaux antérieurs, cette abstraction n'est pas totale puisque Lefebvre veut inscrire ces réflexions dans le projet métaphilosophique qui refuse la philosophie spéculative et ne veut atteindre le global que pour mieux pouvoir agir et atteindre la meilleure pratique. Il ne s'agit pas de se contenter de « l'empirisme descriptif » ni de faire de l'espace un objet épistémologique fixe, neutre, éternel. De même, si l'objectif est de lier les connaissances aux pratiques, les concepts ne seront pas

⁵ *EP*, p.163.

opérationnels sans la médiation de l'action politique du plus grand nombre. L'espace est une réalité complexe nécessitant plusieurs sciences et méthodes, il se dit, comme l'Être d'Aristote, de plusieurs façons. Lefebvre n'oppose pas un espace abstrait aux espaces concrets mais montre, en suivant la méthode dialectique hégélienne, qu'ils sont en interaction, que le concret est traversé par toutes les abstractions. « L'abstraction théorique est déjà dans le concret. Il faut l'y déceler. Au sein de l'espace perçu et conçu, il y a déjà l'espace théorique et la théorie de l'espace.⁶ » On voit ici le début de la théorie des trois espaces (vécu/perçu/conçu) qui sera développée dans la *PE*. La méthode d'analyse de Lefebvre tentera donc à la fois d'éviter la description empirique comme le dogmatisme théorique. Même en ce qui concerne le point de vue de classe marxiste, il faut y aboutir, le retrouver dans la pratique et non en partir de façon a priori. Supposer, en effet, un système capitaliste cohérent et fermé (comme c'est le cas dans certains textes de Bourdieu) oblitère toute alternative possible, rendant incompréhensibles et vaines les contestations de l'ordre établi. Il y a bien sûr une logique du système capitaliste, et elle est même très puissante et pernicieuse, mais elle est partielle, précaire, mouvante, traversée de multiples contradictions. C'est pour cela que Lefebvre refuse le « marxisme » structuraliste, et ses applications à l'analyse urbaine (notamment par Manuel Castells avant sa conversion/inversion le menant à un postmodernisme relativiste). En marxiste, Lefebvre ne part pas d'une définition pure, abstraite, métaphysique de l'espace mais de l'espace réel, de ses divers aspects et dimensions, de ses contradictions. L'espace lefebvien est un espace construit, produit, social, il est pluriel (comme le temps auquel il est lié qui est une pluralité de temporalités différentes et parfois contradictoires). De plus, dès que l'on traite d'espace, représentations de l'espace, espaces des représentations et pratiques spatiales vont s'entrecroiser et interagir. Plus encore, une théorie de l'espace, de la ville et de l'urbain ne saurait se séparer d'enjeux plus vastes, ceux du devenir politique des sociétés. Les concepts de mondialité, de rythmanalyse et de projet de société sont donc déjà inscrits au cœur des analyses

⁶ *EP*, p.167.

spatiales. Ce premier texte trace à la fois un programme de recherches qui aboutira à la *PE*, et détermine les limites entre lesquelles se placeront ces recherches. Il refuse tout d'abord la définition d'un espace abstrait, universel, neutre et lisse, d'inspiration mathématique mais que l'on retrouve dans l'épistémologie, la philosophie, l'urbanisme et l'architecture. Il cherche au contraire à saisir les espaces concrets, qui sont toujours temporels : « Répétons que le plus grand danger et la plus grande objection sont l'évacuation du temps à la fois historique et vécu.⁷ » Précisons encore que ce temps n'est pas lui-même abstrait et neutre, ce qui reviendrait à remplacer une abstraction par une autre, mais le temps pluriel, contenant les rythmes de la vie quotidienne. Il ne faut pas réduire l'espace à un simple support passif et neutre de processus venant le remplir, car dans ce cas la description raterait la dimension spatiale elle-même pour en rester aux objets contenus dans l'espace. Il faut voir au contraire en quoi l'espace et les stratégies spatiales sont parties prenantes de la praxis sociale, des luttes des classes, ni point de départ absolu ni simple élément sans cohérence propre. « Dans cette hypothèse, l'espace est un instrument politique intentionnellement manié même si l'intention se dissimule sous les apparences cohérentes de la figure spatiale.⁸ » L'espace est une médiation possédant une autonomie relative et une cohérence partielle. On perçoit alors en quoi les représentations de l'espace non seulement ont des enjeux politiques mais sont elles-mêmes politiques. L'espace peut aussi être idéologique c'est-à-dire capable de masquer les contradictions et les violences sociales. Cela ne veut pas dire pour autant que l'espace ne soit qu'un instrument aux mains des forces sociales dominantes ni qu'il ne soit que le lieu des illusions idéologiques emprisonnant les individus et les classes dans une aliénation sans issue (un peu à l'image de l'espace brisé et sans vérité de *La dame de Shanghai* de Wells). Lefebvre refuse de limiter l'espace à « l'espace social piégé ». Si l'espace peut comporter des pièges, s'il véhicule des normes et des valeurs sociales, s'il

⁷ *EP*, p.172.

⁸ *EP*, p.173.

est une pièce essentielle de la reproduction des rapports sociaux, il est également le lieu et l'enjeu de luttes politiques et sociales et donc un moyen possible de libération.

L'espace est un élément clé de la reproduction des rapports sociaux en général et des rapports de production en particulier. L'analyse de l'espace devient nécessaire à qui veut comprendre un mode de production, par exemple le capitalisme et ses contradictions : « C'est en ce sens que l'espace entier devient le lieu de cette reproduction, y compris l'espace urbain, les espaces de loisirs, les espaces dits éducatifs, ceux de la quotidienneté, etc. [...] Cet espace homogène et pourtant disloqué, découpé et cependant agencé, désarticulé et pourtant maintenu, c'est l'espace où le centre se fige en éclatant, par exemple dans les centres commerciaux, lieux où le mono-fonctionnel reste la règle mais avec un décor et un esthétisme non fonctionnels, avec des simulacres de fêtes et une simulation du ludique. C'est l'espace où la connexion contraignante s'effectue avec des échangeurs entre les parties disloquées : l'espace à la fois informe et durement contraignant des périphéries et des banlieues, où les taudis, les bidonvilles, les cités d'urgence complètent les banlieues résidentielles; où des normes règnent, prescrivant les emplois du temps.⁹ » Les loisirs, les transports, la consommation sont donc intégrés via leurs espaces à la production, production qui n'est pas la seule production économique mais celle de tous les rapports sociaux. Fragmenté à l'image des rapports sociaux, l'espace capitaliste se sert de cette tension inégalitaire pour paradoxalement créer de la cohésion, les périphéries rêvant de centralité et de consommation. Sans cet effet, tous les discours politiques ne suffiraient pas à cacher la brutalité sociale et spatiale.

Lefebvre reprend le schéma dialectique développé par Marx dans le chapitre 48 de la section 7 du livre III du *Capital*, qui divise le capitalisme en trois éléments essentiels : capital et profit/propriété du sol et rente/travail et salaire. Il retrouve la prise

⁹ EP, pp.176-7.

en comptes de la problématique spatiale, au-delà de toutes les réductions « marxistes » orthodoxes, s'enfermant dans le rapport économique binaire capital/travail. Non seulement l'espace capitaliste est matériellement idéologique, sa cohérence permettant de masquer et de contrôler en partie les contradictions, mais de plus avec le capitalisme et ses capacités techniques et industrielles, apparaît une capacité inédite de production globale de l'espace mondial. Ce système associe une haute capacité de production de l'espace (technologies, matériaux, architectures, communications, etc.), terrestre et interstellaire, à une grande pauvreté des espaces réalisés, dans un émiettement illogique et chaotique. L'urbanisme, fier de sa rationalité, de sa technicité et de son ordre est l'envers idéologique et l'allié de la logique illogique et folle du marché capitaliste.

Dans l'article *Réflexions sur la politique de l'espace*, qui est à la fois une conférence faite à l'Institut d'urbanisme de Paris en janvier 1970 et un article paru dans le premier numéro de la revue *Espaces et sociétés* datant de novembre de la même année, Lefebvre débute par cette sorte de bilan de la situation historique (1950/70) et de sa propre pensée qu'il affectionne. Ce bilan n'est pas arbitraire car mai 1968 indique la fin d'une étape historique et le début d'une nouvelle période. Ce bilan est centré sur l'urbain et l'urbanisme comme révélateurs des transformations sociales globales. L'urbanisme se définit comme recherche d'une cohérence théorique et pratique dans le traitement de la ville. Il emprunte sa méthode à plusieurs sciences (géographie, démographies, mathématiques, etc.) et rêve d'une science unitaire de l'espace épistémologiquement rigoureuse. Quelle que soient ses variantes, l'urbanisme postule que l'espace est une forme universelle, un élément cadre neutre. Face à cette science pure et neutre, le social et la politique ne sont que des obstacles extérieurs. On sait déjà que cela est faux pour Lefebvre : « Or maintenant, il apparaît que l'espace *est* politique. L'espace n'est pas un *objet scientifique* détourné par l'idéologie ou par la politique; il a toujours été politique et stratégique [...] L'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement. L'espace est politique et idéologique. Il y a une idéologie

de l'espace.¹⁰ » L'idéologie urbanistique rend en se réalisant l'espace homogène, neutre et vide formellement. Elle reste aveugle aux habitants, à leurs besoins, à leurs vies quotidiennes. Elle ne prend pas ou fort peu en compte la dimension temporelle, les rythmes naturels et sociaux de nos vies. Ignorant de ces aspects essentiels, jouet des politiques et des politiciens, l'urbanisme produit des espaces morts et mornes. Alors que les rapports de l'espace et du temps est ce qui détermine nos vies, la planification et la programmation urbanistiques se limitent aux dimensions techniques et économiques. Ces tentatives de planification sont mondiales et dépassent le seul cadre urbain car elles s'étendent à la nature tout entière, qui devient elle aussi affaire politique (ce qui entraîne l'émergence du paramètre écologique : « Nous allons au devant d'échéances terrifiantes.¹¹ »).

Ces critiques ne visent pas à l'amélioration de l'urbanisme mais à sa remise en cause radicale par une planification autogestionnaire réellement démocratique. Il remarque qu'en France, le contrôle capitaliste de l'espace s'est fait sous une double forme : par l'intégration de la construction immobilière aux circuits capitalistes (notamment comme circuit économique secondaire, servant de refuge à la spéculation en cas de crise dans la production industrielle); par une programmation étatique réduisant la demande sociale à de pauvres logements, simplifiés, quantifiés. Au-delà de tous leurs éventuels conflits, l'Etat et le marché ont ensemble produit, l'espace social. Un élément important de l'espace répressif capitaliste est la centralité. De nos jours les centres urbains sont à la fois embourgeoisés et muséifiés, et hyper-centralisés (au niveau des fonctions politiques, économiques, culturelles, d'information), protégés de manière policière. Le populaire étant relégué dans des périphéries de plus en plus lointaines, la centralité produit inévitablement de la relégation et de l'inégalité. Il y a donc une sorte de colonisation, non pas seulement entre nations inégalement développées au niveau

¹⁰ *EP*, p.187.

¹¹ *EP*, p.190.

mondial, mais aussi à l'intérieure de chaque nation, entre les centres et les périphéries, entre les villes et entre les régions. Le capitalisme a besoin au niveau de l'espace comme au niveau social global d'inégalités de développement (Lefebvre reprend ici comme souvent la « loi d'inégal développement » léniniste), de sous-développement. Ce « semi-colonialisme » sait opposer les villes, les régions, les nations en vue d'imposer une concurrence « naturelle », une exploitation généralisée entre centres de production. En agissant ainsi sur les flux productifs, financiers, humains, il module et contrôle les espaces et les pays.

La ville et l'urbain, l'article suivant, est aussi extrait de la revue *Espaces et sociétés* (numéro 2 de mars 1971). Il débute par l'affirmation du caractère primordial de la crise urbaine dans le cadre des crises générales de notre époque. Si nos sociétés sont industrielles, elles sont aussi, et peut être plus fondamentalement, urbaines. De simple effet de l'industrialisation, l'urbain devient cause et champ ayant sa problématique propre. Une preuve de la subsumption de l'industriel à l'urbain est l'incapacité des pratiques et logiques entrepreneuriales à maîtriser les processus urbains. Cette ère urbaine ne fait que commencer, elle désigne autant un possible en formation qu'une réalité déjà constituée. L'urbain est depuis ses débuts en crise puisqu'il est constitué par la crise de la ville historique traditionnelle. L'explosion-implosion de la ville généralise l'urbain, le mondialise, et avec lui les modes de urbains de vie et de consommation (explosion) et détruit les formes et les structures urbaines traditionnelles en créant des « ségrégations multiformes » (implosion). Cette concentration/dissolution spatiale et sociale est une des définitions de l'urbain. Plus qu'une substance ou une essence, il est une forme. Cette forme est celle du rassemblement, de la rencontre, de la simultanéité des hommes et de leurs productions (objets, signes, informations, institutions). Cette forme est dialectique car l'urbain ne va pas sans contradictions (dont celle entre les centres et les périphéries) : « Notamment, la ségrégation, la constitution d'espaces périphériques et pauvres permettant la reproduction des rapports de classes, cette ségrégation constitue une négation théorique et pratique de l'urbain, mais en tant que

telle, elle le révèle. Le caractère désertique, abandonné, des périphéries urbaines est révélateur [...]»¹² » Toute analyse de l'urbain ne pourra dès lors qu'être politique, et ne pas se contenter de l'abstraction.

Lieu des contradictions, l'urbain est aussi celui des possibles et des différences : « Le temps et l'espace de l'ère urbaine deviennent différentiels et ce caractère est mis en évidence par l'analyse. Des réseaux et des flux extrêmement différents se superposent et s'enchevêtrent depuis les voiries jusqu'aux flux d'informations, depuis le marché des produits jusqu'aux échanges de symboles. La dialectique de la centralité introduit un mouvement différentiel d'une puissance extraordinaire.¹³ » On retrouve ici des analyses du *Manifeste différentialiste*, qui date de la même année. L'alternative sera alors de considérer soit l'urbain comme un donné à contrôler et à homogénéiser, soit comme un champ de possibles libérateur.

Vient ensuite (si l'on passe le texte sur *Engels et l'utopie* qui est un chapitre de la *PMV* que nous étudierons plus tard) la longue communication faite au symposium sur *Les institutions de la société « post-technologique »* du Moma de New York en janvier 1972. Portant sur *L'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace*, elle commence par un constat de crise et d'impuissance des sciences sociales face à la compréhension et à la maîtrise du monde moderne. La volonté d'une croissance économique indéfiniment poursuivie reste l'objectif capitaliste et socialiste, alors qu'elle est une aberration humaine et écologique. Cet échec est d'autant plus flagrant que les sciences sociales ont la plupart du temps été intégrées aux logiques marchandes et étatiques. Le chaos urbain et spatial démontre l'échec des sciences de l'espace et de leurs modèles opératoires théoriques et pratiques. Cet échec concerne non seulement les sciences et les disciplines servant le système actuel (urbanisme, marketing, etc.) mais aussi les sciences critiques ou les usages critiques des sciences (ce qui impliquera aussi la

¹² *EP*, p.207.

¹³ *Idem*.

crise et l'échec du marxisme). Il faut étudier les stratégies spatiales du capitalisme, comment il se reproduit et a créé de nouveaux secteurs (loisirs, etc.). Lui qui s'était formé contre le pouvoir foncier aristocratique a su s'intégrer la terre et l'espace : « « l'immobilier » (production et spéculation) oscille entre une fonction subordonnée de relance économique, une fonction de diversion, une fonction de régulation, une fonction dominante. Selon les moments, les pays, etc.¹⁴ » En termes économiques la construction, le « BTP » peuvent être moteurs pour la croissance, la part du capital variable restant importante dans ce secteur grâce à la surexploitation de main-d'œuvre étrangère, ou servir de refuges en cas de crise. L'espace est aussi objet de spéculation financière en raison de la pénurie artificielle d'espace entretenue notamment dans les centres : « En même temps, l'espace est artificiellement raréfié pour « valoir » plus cher; il est fragmenté, pulvérisé, pour la vente en gros et en détail. Il est le milieu des ségrégations.¹⁵ » L'Etat est coresponsable de cette pénurie car les moyens techniques pour loger les populations existent (même si l'on ne se place pas dans le cadre du droit à la ville). Dans ce processus, l'architecture a un rôle important en rendant les espaces mesurables, quantifiables (« La *quantification* en apparence technique est en vérité financière.¹⁶ » dit Lefebvre), interchangeable, reproductibles. Le Bauhaus et Le Corbusier ont été précurseurs de cette industrialisation de l'espace (avec notamment les modules préfabriqués, la construction sur pilotis permettant une certaine indépendance du bâti par rapport au sol, le développement de matériaux industriels).

Avec l'espace c'est l'usage qui se trouve formaté, réduit, attaché à « des signes de prestige et de standing ». Finalement, la quotidienneté est aussi déterminée par ces espaces et ces usages : « En fait, le *temps* rentre ici en scène, bien que l'espace à la fois programmé et fragmenté tende à l'éliminer. On achète un *emploi du temps*, c'est-à-dire à la fois une économie de temps (distance faible ou grande), et un agrément. L'espace

¹⁴ EP, p.233.

¹⁵ EP, p.239.

¹⁶ EP, p.241.

enveloppe le temps. On a beau dédaigner celui-ci, il ne se laisse pas réduire. A travers l'espace, c'est un temps social qui est produit et re-produit.¹⁷ » Au-delà des déterminations spatio-temporelles particulières (par exemple la distance habitat/lieu de travail), c'est toute la structure sociale qui dépend de ce rapport : espaces/temps/vie quotidienne.

Cette analyse de l'espace social et l'adjonction de la dimension temporelle que fait Lefebvre, lui permettent de développer une vision stratégique de la société et de ses classes sociales. La sociologie que Lefebvre construit à travers ses études urbaines, et qui est à leur source car n'oublions pas que c'est pour comprendre la société moderne qu'il s'est intéressé à l'urbain, s'oppose à la fermeture économiste althussérienne autant qu'à la sociologie postmoderne de Baudrillard survalorisant le signe et l'information. La société n'est ni un système productif fermé sur lui-même ni une gerbe de flux disparates. Les classes sociales existent mais sont douées d'une vie dynamique et évolutive, elles sont prises dans des stratégies multiples et complexes. « La « logique de classe » n'existe pas; il n'y a que des stratégies, poursuivies avec plus ou moins de rigueur et de chance.¹⁸ » Il ne s'agit pas alors d'oublier les modes et moyens de production, le problème de la propriété économique, mais de voir comment ils intègrent l'espace, sa production, pour constituer une économie politique de l'espace. Il est impossible de comprendre la vie individuelle comme toutes les échelles sociales jusqu'au mondial sans prendre en considération la problématique spatiale. Lefebvre fait remonter aux années 1920 la découverte, encore confuse, de cette nouvelle capacité humaine de production de l'espace : « Simultanément, deux écoles : le Bauhaus en Allemagne et l'école architecturale en Russie soviétique –et deux hommes presque solitaires : Le Corbusier et F. L. Wright- entrevoient la production de l'espace.¹⁹ » Théoriquement, c'est le Bauhaus qui poussera le plus loin l'analyse de la production globale de l'espace qui ne se résume

¹⁷ *EP*, pp.241-2.

¹⁸ *EP*, p.242.

¹⁹ *EP*, p.250.

pas à la production d'immeubles et d'objets dans l'espace, ce qui conduira au développement d'une pratique unitaire de création articulant les différents niveaux. Mais pratiquement, ce sont les architectes et les artistes soviétiques qui associèrent le plus étroitement révolution urbaine et révolution sociale et politique, leur échec préfigurant celui de la révolution russe. Lefebvre semble préférer Wright à Le Corbusier (« le moins important, le moins intéressant, le moins sympathique ») dont le portrait devient bien sombre : autoritaire, simplificateur, conservateur en politique, rigide en morale. Il oppose la verticalité, l'angle droit, les lignes droites symboles de l'ordre moral et capitaliste du second, à l'horizontalité, le lien avec la nature du premier.

Cette capacité globale de production de l'espace rentre à partir d'un certain moment en contradiction (et la ville « moderne » sera le fruit de cette contradiction) avec la propriété du sol et les exigences économiques capitalistes. Ceci aboutit à des espaces pauvres, géométriques, utilitaires, répressifs. Cette pauvre production d'espace bloquant les possibles techniques et artistiques (sauf à les réserver pour quelques projets phares réservés à « l'élite »). L'espace différentiel que devra créer la révolution impliquera inversement un contrôle démocratique sur toute la production de l'espace.

Le chapitre suivant *La bourgeoisie et l'espace* forme un diptyque avec le suivant *La classe ouvrière et l'espace*. Ils sont la reprise de communications aux congrès de Santiago du Chili et de Caracas en 1972, qui analysent les stratégies sociopolitiques de l'espace. Le premier texte commence par des notations sociologiques qui se centrent sur la France, se perte d'influence politique et économique au niveau mondial, et au niveau national, la contradiction qui la traverse historiquement opposant une tradition révolutionnaire et un fond conservateur, policier, impérialiste et raciste. La perte presque totale de son empire a conduit à un néocolonialisme interne du centre à l'encontre des provinces et des banlieues, exploitées et plus ou moins sous-développées. Même les progrès en matière de logement se sont faits au détriment de la qualité architecturale et ont amené une ségrégation sociale et spatiale. Les crises sociales et écologiques qui

découlent de ce système de surproduction et de consommation aveugle en marquant les limites. Le capitalisme n'en poursuit pas moins sa course folle, désertant certains espaces pour en saturer d'autres en créant des pénuries artificielles à fin de spéculation financière. Cette instrumentalisation de l'espace est devenue essentielle dans la production et la reproduction sociales. Le capitalisme a paradoxalement surdéveloppé et tué la ville historique, comme il a à la fois conquis de nouveaux espaces (mers, montagnes, déserts) pour en abandonner d'autres (villes, régions et même pays) quand il les juge non rentables.

A travers la production de périphéries, la surproduction, la consommation généralisée, le développement de loisirs contrôlés : « on répartit spatialement la classe ouvrière; on la manipule ainsi d'une façon qui était jusqu'ici inconcevable.²⁰ » En contrôlant les espaces, les flux qui les traversent, les classes dominantes contrôlent la société elle-même. Il faut leur opposer un projet global, allant du local au mondial, une stratégie de réappropriation collective de l'espace, ce qui rend essentiels les mouvements de citoyens et de paysans. Lefebvre montre que cet appel utopique n'empêche pas mais réclame au contraire les expérimentations sociales, par exemple à l'échelle des villes moyennes.

Le second texte pose d'emblée la question essentielle : « Où se trouve aujourd'hui la classe ouvrière (en France) ?²¹ » La difficulté est double car pour répondre il faut, d'une part, savoir définir la classe ouvrière et, d'autre part, développer des analyses spatiales absentes le plus souvent des théories politiques. En ce qui concerne le premier point, il faut élargir la question au prolétariat, car la classe ouvrière n'est pas fixe et figée et n'est qu'une partie de l'ensemble des exploités. Lefebvre retrace l'expulsion au XIX^e siècle du prolétariat d'une partie du centre de Paris vers les faubourgs, mettant fin au vieux Paris populaire (dont le début de *Notre dame de Paris* donne une bonne image). On

²⁰ EP, p.266.

²¹ EP, p.271.

sait que la Commune de Paris fut une forme de résistance à l'entreprise bonapartiste de réaménagement de l'espace parisien. Ce mouvement de contrôle spatial et social ne s'arrête pas là puisque la création de banlieues pavillonnaires à partir de la fin de la première Guerre mondiale, celle des grands ensembles et des « villes nouvelles » périphériques après la fin de la seconde Guerre mondiale, le poursuivent, les centres s'embourgeoisant de plus en plus. « La classe ouvrière a subi des manipulations dans l'espace, car il y a une politique de l'espace, de plus en plus agissante, de plus en plus consciente et délibérée.²² » Par la manière « douce » et peu visible de la spéculation capitaliste, ou par celle visible et brutale de l'intervention étatique, les espaces et les populations furent ségrégués, que ce soit au niveau national ou mondial. « Ainsi se projette sur le terrain la division du travail, technique et sociale, déterminée à l'échelle planétaire, celle du marché mondial, déterminante par rapport aux échelles locales, régionales, nationales, continentales.²³ » Le capitalisme a donc remodelé l'espace national (voir par exemple la dévitalisation de régions comme la Lorraine) comme l'espace urbain (les centres devenant source de profits immobiliers et touristiques), réservant les centres-villes à la bourgeoisie, grande ou moyenne. La localisation du prolétariat n'est donc pas une affaire secondaire, ce dernier pouvant à travers les problèmes spatiaux prendre conscience des contradictions sociales (comme ce fut le cas en 1871 et en 1968).

Ces derniers textes nous montrent que *EP* est bien fidèle à son titre, l'espace et la politique étant articulés l'un à l'autre pour Lefebvre, qui fait des analyses spatiales et urbaines un élément fondamental de la sociologie. Ce livre est aussi, comme nous l'avons vu, une étape dans l'élaboration du concept de production de l'espace.

²² *EP*, p.277.

²³ *EP*, p.279.

CHAPITRE 4

-

LA REVOLUTION URBAINE

Avec *La révolution urbaine*¹, publiée en 1970, on assiste à une première mise en cohérence, une première tentative de synthèse de ses théories spatiales et urbaines par Lefebvre. Si le *DV* comportait quelques efforts similaires, sa forme restait celle d'une manière de manifeste, traçant des pistes de recherche et d'action sans vouloir atteindre une systématisation, qui est de toute manière refusée par Lefebvre et inatteignable en ce qui concerne cet objet en constante évolution qu'est l'urbain. La *RU* va fusionner deux veines de recherche : l'analyse du monde urbain en formation, la compréhension des possibles politiques. Dissocier ces deux éléments, revient à perdre la compréhension des phénomènes en cours et à se priver de toute efficace politique.

Dans les premières pages du chapitre inaugural *De la ville à la société urbaine*, est précisée la distinction fondamentale de la ville et de l'urbain, le second se formant par la mort de la première. Ignorer cette distinction, équivaut à ne pas pouvoir comprendre l'hypothèse théorique qu'est « l'urbanisation complète de la société. » Or nombre de faits montrent que : « *Le tissu urbain* prolifère, s'étend, corrode les résidus de vie agraire. Ces

¹ H. LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, dorénavant : *RU*.

mots : « le tissu urbain », ne désignent pas de façon étroite le domaine bâti dans les villes, mais l'ensemble des manifestations de la prédominance de la ville sur la campagne. Dans cette acception, une résidence secondaire, une autoroute, un supermarché en pleine campagne, font partie du tissu urbain.² » La société urbaine inclura donc la société industrielle, ses productions, sa consommation et ses loisirs. Si Lefebvre rattache son livre aux sciences sociales critiques visant à intervenir dans la praxis, son but n'est pourtant celui de : « chercher une recette empirique pour fabriquer ce produit, la réalité urbaine. N'est-ce pas ce qu'on attend trop souvent de « l'urbanisme » et ce que trop souvent promettent les « urbanistes » ?³ »

Lefebvre retrace rapidement les grandes étapes de l'histoire de ce développement urbain. La ville est d'abord politique mais travaillée dès le départ par le commerce qui, relégué tout d'abord, deviendra de plus en plus central (le XIV^e siècle européen voit sa victoire). Aux alentours du XVI^e siècle en Europe, le rapport fondamental villes/campagnes connaît un basculement puisque les campagnes perdent leur prépondérance pour devenir dépendantes des villes (la Toscane renaissante est un des centres de cette évolution/révolution). La grande étape suivante est le développement de l'industrie, son invasion des villes traditionnelles et l'émergence de villes industrielles nouvelles. Cette ville industrielle semble être une « non-ville », un lieu de production s'agréant de pauvres habitations ouvrières. La ville perd dès lors de sa cohérence et de son harmonie, elle implose qualitativement pour exploser quantitativement. Notre modernité se trouve encore dans cette zone historique critique, dans laquelle l'urbain en formation révèle à la fois ses dangers et contradictions (qui sont pour l'instant prévalents) ainsi que ses possibles. Il faut remarquer comment le processus d'industrialisation capitaliste à l'origine du phénomène urbain se trouve ensuite influencé en retour par lui au plus profond de ses structures. L'urbain ne peut plus être considéré comme une simple

² *RU*, p.10.

³ *RU*, p.12.

superstructure, comme un épiphénomène. Il devient cause fondamentale de la mondialisation.

Objet en devenir, autant virtualités que réalités, l'urbain rend impossible l'édification d'une science urbaine, en tout cas tant que durera la période transitionnelle critique. Les hypothèses, la transduction et l'imagination seront alors nécessaires pour qui ne souhaite pas en rester à l'ordre du constat. Lefebvre prend deux exemples : celui de la rue et celui du monument.

La première est menacée : « L'invasion des automobiles et la pression de cette industrie c'est-à-dire du lobby de l'auto, ont fait de la bagnole un objet-pilote, du parking une obsession, de la circulation un objectif prioritaire, destructeurs de toute la vie sociale et urbaine. Le jour approche où il faudra limiter les droits et pouvoirs de l'auto, non sans difficultés et dégâts. La rue ? C'est le lieu de la rencontre, sans lequel il n'y a pas d'autres rencontres possibles dans des lieux assignés (cafés, théâtres, salles diverses).⁴ » On comprend dès lors la critique de Le Corbusier par Lefebvre, puisque l'architecte voulait supprimer la rue et ses fonctions multiples, sa pseudo intériorisation de la rue à l'intérieur de ses cités (comme dans la Cité radieuse de Marseille), son élimination au profit de parking au pied des immeubles sur pilotis, étant des aberrations tuant les possibilités d'échange et de rencontre des habitants (très mal compensées par le système de télécommunication interne aux appartements). N'en déplaise à l'austère calviniste, si la rue est fondement de la socialité, de la solidarité, c'est parce qu'elle est un espace paradoxal, imprévisible, incluant le désordre, le hasard, le danger potentiel. Élément central, pratiquement et symboliquement, de la ville, ce n'est pas par accident que la rue soit l'enjeu politique des luttes et des révolutions. Elle est aussi le terrain d'une lutte entre les hommes et leurs marchandises : « La rue ? Un étalage, un défilé entre les boutiques. La marchandise, devenue spectacle (provocant, alléchant) transforme les gens

⁴ *RU*, p.29.

en spectacle les uns pour les autres.⁵ » Le quartier des Halles à Paris, où Lefebvre habita pendant des décennies, illustre bien cette lutte/association à la fois sourde et visible entre les hommes et les marchandises (les graffiti, les combats, les manifestations étant des formes de résistance au monopole de la marchandisation). L'accumulation des objets : « se change en une idéologie dissimulée sous les traits du lisible et du visible, qui dès lors semble l'évidence. C'est ainsi que l'on peut parler d'une *colonisation* de l'espace urbain, opérée dans la rue par l'image, par la publicité, par le spectacle des objets : par le « système des objets » fait symboles et spectacle.⁶ » Depuis *La conscience mystifiée* l'idéologie ne se réduit pas pour Lefebvre à un système de propagande abstraite, mais s'incarne au contraire dans de multiples aspects du quotidien, ce qui explique son efficacité. La lutte contre l'idéologie ne peut être alors que de longue haleine et ne saurait en aucun cas se résumer à des opérations ponctuelles récupérables par les pouvoirs établis. « Et c'est une apparence caricaturale d'appropriation et de réappropriation de l'espace que le pouvoir autorise lorsqu'il permet des cortèges dans les rues, mascarades, bals, festivals folkloriques.⁷ » Cette remarque suffirait à elle seule à répondre aux accusations de culturalisme naïf portées par certains à l'encontre de Lefebvre.

Le second exemple concerne les monuments et la monumentalité. Les monuments sont négativement des symboles de pouvoir, phalliques et souvent mortuaires qui s'opposent à l'habiter, à la quotidienneté (toute architecture est d'ailleurs, pour Lefebvre, travaillée par cette tension entre monumentalité et habitation). Les monuments prennent des formes transcendantes, écrasant la vie urbaine sous des témoignages figés, exerçant des influences symboliques (voir tous les monuments religieux, ou politiques, comme l'Arc de triomphe à Paris enfouissant l'évocation de 1789 sous celle de Napoléon 1^{er}). Ces monuments peuvent devenir des supports de consommation touristique mercantile et superficielle, qui est souvent métonymique c'est-à-dire résumant

⁵ *RU*, p.31.

⁶ *RU*, p.32.

⁷ *RU*, pp.32-3.

la ville à quelques monuments. Positivement, les monuments sont en raison de leur fonction symbolique, des bâtiments transfonctionnels, favorisant les rencontres, créant des facteurs esthétiques et étiques au sein des villes, dans la vie quotidienne qui ne résume plus dès lors à ses dimensions pratiques, utilitaires et économiques. Ce qui intéresse notre métaphilophe dans la monumentalité, ce n'est pas l'appel à une pseudo transcendance religieuse ou politique mais plutôt le fait qu'elle démontre les capacités humaines de création urbaine, la ville étant en quelque sorte l'œuvre d'art totale, suprême. Les monuments signalent un ailleurs, une utopie réalisable. Si par ces analyses Lefebvre est proche des Situationnistes, il ne se contente pas de leur proposition de « détournement », qui lui semble limitée dans l'espace et provisoire dans le temps. La révolution devra trouver un nouveau rapport aux monuments, sans conservatisme passéiste ni table rase destructrice et nihiliste, afin de prendre en considération la capacité de création formelle et symbolique, la force de mobilisation sociale qu'ils incarnent. C'est pour cette raison qu'il ne semble pas y avoir, comme le pense Grégory Busquet⁸ dans un article qui précise pourtant bien les rapports de Lefebvre et des Situationnistes, une ambiguïté, voire une contradiction entre « nostalgie du passé » et « esprit révolutionnaire », mais simplement une tension, une volonté de comprendre le passé pour développer une pratique architecturale échappant aux fonctions fixées et figées. L'alternative simpliste, à laquelle n'ont pas échappé les Situationnistes, révolution totale/conservatisme absolu n'est pas dialectique et ne reflète pas les données réelles du problème social.

Dans le deuxième chapitre, *Le champ aveugle*, il est montré que pour être massive et mondiale, la problématique urbaine n'en est pas moins sous-évaluée, voire négligée par les savants. Une des raisons de cet état de fait tient au fait que les études marxistes se centrent sur l'économie et une vision limitative de l'Histoire faisant la part belle aux modes de production, la ville et l'urbain n'étant plus que des superstructures dérivées. A

⁸ G. BUSQUET, *Henri Lefebvre, les Situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle*, L'homme et la société n° 146, 2002.

l'inverse, Lefebvre, sans nier le lien existant entre l'urbain, les modes de production et leurs différentes formes historiques, essaie de saisir la logique et l'autonomie relative du champ urbain (« Ce qui ne suffit pas à définir « l'urbain » par ce seul trait : lieu de passages et/ou d'échanges. La réalité urbaine ne se lie pas seulement à la consommation, au « tertiaire », aux réseaux de distribution. Elle intervient dans la production et les rapports de production.⁹ »). Les différentes étapes du développement urbain et du développement des modes de production ne coïncident pas toujours, il y a une série de continuités et de discontinuités, faite de décalages et de « plis » comme dit Lefebvre dans un vocabulaire deleuzien. Si l'urbain reste peu vu c'est aussi que notre rationalité reste imprégnée des catégories de pensée rurales et industrielles. Au niveau des pratiques, nous avons déjà vu comment cela se traduit par le pavillon et son imaginaire rural, ainsi que par la logique industrielle prévalente dans la construction des grands ensembles. Cette rationalité industrielle capitaliste imprègne toute notre quotidienneté : travail salarié, habitat fonctionnalisé, « trajets monotones et obligatoires », relations sociales (voisinage, etc.) superficielles. L'urbain est lui aussi marqué par cette logique qui limite ses possibilités (comme Fourier l'avait déjà vu). Il ne s'agit pas de nier la logique industrielle ou de détruire la ruralité mais de les intégrer dans un monde devenu urbain, en nouant de nouveaux rapports à la nature et en repensant le travail, les loisirs et la consommation.

La rationalité industrielle produit paradoxalement à la fois l'homogénéité et la fragmentation de l'espace et de la vie quotidienne qui se déroule en lui. Homogénéité à travers la loi, l'Etat, l'urbanisme et ses normes, l'entreprise; fragmentation des rythmes, des activités, des groupes, des classes et des individus. Dans cet espace et cette société capitalistes les intermédiaires acquièrent un pouvoir décisif : distribution, media, publicitaires, bureaucrates, politiciens, au détriment de la majorité. Les révolutions du XX^e siècle, reprenant à l'extrême cette logique étatique, économique et industrielle, ne pouvaient qu'aboutir à des échecs, car elles n'étaient que des variantes du capitalisme et

⁹ *RU*, p.67.

non pas réellement un modèle alternatif. Ces révolutions ont été incapables d'accéder à une rationalité urbaine, passant tout au plus d'un stade rural au stade industriel. Or, l'urbain devient un problème politique central : « La réforme urbaine, qui dégagerait le sol des servitudes dues à la propriété privée (et par conséquent de la *spéculation*) a déjà une portée révolutionnaire [...] La période des révolutions urbaines commence.¹⁰ » La révolution ne pourra être telle que dans la mesure où elle transforme les espaces et les temps de vie, devenant « libération du temps-espace. »

Lefebvre poursuit dans le chapitre suivant l'analyse du *Phénomène urbain*, en soulignant de nouveau la nécessité de ne pas s'en tenir aux seules méthodes descriptives : « La description n'atteint pas certains rapports sociaux, abstraits apparemment par rapport au donné et au « vécu », lesquels semblent concrets et ne sont qu'immédiats.¹¹ » L'énormité et la complexité du phénomène urbain ne doivent pas faire renoncer aux analyses et à la recherche de catégories de pensée, catégories qui devront obéir à une logique elle-même dialectisée. L'analyse théorique de l'urbain ne peut rester à sa surface mais doit atteindre aux pratiques urbaines : « Le concept de « système de signes » ne recouvre pas le phénomène urbain; s'il y a langage de la ville (ou langage dans la ville), s'il y a parole et « écriture » urbaines, donc possibilité d'études sémiologiques, la ville et le phénomène urbain ne se réduisent ni à un seul système de signes (verbaux ou non) ni à une sémiologie. La *pratique urbaine* déborde ces concepts partiels, et par conséquent la théorie.¹² » Il faut donc trouver un équilibre entre les analyses fragmentaires et les théories globales, sans quoi ces dernières prises isolément conduisent à des abstractions vaines. Lefebvre refuse autant l'idée d'un système urbain achevé et clos (qui ne laisserait aucune marge de manœuvre), que celle d'un espace universel, abstrait, neutre et vide. A travers son concept « d'espace différentiel », il souhaite retrouver les caractères pratiques, concrets, temporels, vécus de l'espace. Sont ainsi refusés les phénoménologies

¹⁰ *RU*, pp.61-2.

¹¹ *RU*, p.66.

¹² *RU*, pp.70-1.

descriptives (perdant la totalité spatiale dans le fragment et le vécu intime) comme l'urbanisme (mutilant les fragments d'espace au nom d'une cohérence idéologique).

Afin de saisir l'urbain, objet et forme actuels/virtuels, une convergence disciplinaire est nécessaire, les modèles étant toujours réformables et provisoires : « Aucune méthode n'assure une « scientificité » absolue, théorique ou pratique. Notamment en sociologie (urbaine ou pas).¹³ » Appliquant la méthode métaphilosophique, il travaille les diverses méthodes pour saisir le phénomène urbain dans sa globalité et aboutir à des éléments pouvant guider l'action sociale, sans chercher une théorie définitive, close sur elle-même (comme le fit Marx en refusant et en réfutant le système hégélien) : « Pas de synthèse accomplie d'avance. Pas de totalité originelle et finale par rapport à laquelle toute situation et tout acte et tout moment relatifs seraient aliénés-aliénants.¹⁴ » Ceci ne condamne pas au relativisme généralisé mais oblige à rechercher des projets de société globaux, commençant par la critique de l'institué, du chaos social. Nous avons au niveau spatial comment la critique de l'instrumentalisation de l'espace « cadre de vie » par un urbanisme mutilant les besoins, les espaces et les temporalités, pouvait conduire à réaffirmer la primauté des besoins et des désirs. Un projet politique novateur cherchera cette nouvelle articulation temps/espaces pour révolutionner la vie quotidienne. Les analyses et la révolution urbaines trouvent logiquement toute leur place entre l'analyse de la vie quotidienne et les projets rythmanalytique et de nouvelle citoyenneté. Loin de n'être qu'une construction académique, l'étude du phénomène urbain requière bien plutôt une stratégie politique globale, « politique » étant pris dans le sens de participation citoyenne et ne désignant pas les seuls partis. Une nouvelle praxis sociale, fondée sur une rationalité démocratique autogestionnaire sera la condition sine qua non de toute révolution urbaine.

¹³ *RU*, p.91.

¹⁴ *RU*, p.93.

Le chapitre *Niveaux et dimensions* s'attache à préciser l'étude des différents niveaux de l'organisation sociale, qui vont de la vie quotidienne à l'Etat. En ce qui concerne l'urbain, ces niveaux vont de l'habitat privé à l'aménagement du territoire, étatique ou supra étatique et mondial. Pour Lefebvre, l'habitat est déjà par lui-même une réduction pratique (spatial et fonctionnelle) effectuée par une collaboration des sphères privée et publique. Les niveaux de l'espace et de la société ne se présentent pas l'un après l'autre, en une structure type mille-feuilles, mais tous en même temps, dans une imbrication chaotique (comme nous le montre, par exemple, une avenue de Tokyo). La suraccumulation capitaliste d'objets vient de plus saturer l'espace tant public (magasins, supermarchés, etc.) que privé (il analyse la mode du kitch comme une dérisoire tentative d'appropriation d'un espace et d'une quotidienneté aliénés). Lefebvre ne veut pourtant pas établir un « système des objets » car il se méfie du concept de système qui induit une totalité fermée, une aliénation absolue, alors que la réalité présente nombre de « failles » et de « fissures » permettant une ouverture vers le possible. Il propose alors à ce stade une synthèse de ses définitions du phénomène urbain qui est à la fois : « projection au sol des rapports sociaux »/ « lieu et terrain d'affrontement de stratégies sociales et politiques multiples »/ « ensemble de pratiques urbaines ». Cette définition dialectique plurielle essaie de sortir du rapport mécanique, purement instrumental de la société globale et de l'espace. L'espace n'étant ni un simple medium neutre ni une réalité autonome fermée.

Dans une note de la page 119, Lefebvre fait remarquer que cette idée d'une grille et d'une classification de l'espace (qu'il annonce vouloir préciser dans la *PE*) lui vient d'un séjour au Japon (il resta notamment deux mois à Kyoto), pays dans lequel l'importance des espaces urbains et leur complexité ne peuvent que s'imposer au visiteur. Comme son ami Barthes, il note le lien de ces espaces aux systèmes de signes écrits et verbaux, les signes, les corps, les temps et les espaces s'associant.

Il ne faut pas prendre (comme le font trop souvent les architectes voulant s'inspirer des travaux lefebvriens) ces définitions et ces grilles de manière abstraite ou

absolue, Lefebvre précisant : « L'essentiel, le fondement, le sens, viennent de *l'habiter*. Et non pas des autres niveaux.¹⁵ » L'importance théorique des niveaux n'est que relative, ce qui importe en première et en dernière instances ce sont les pratiques humaines. Face à ce chaos social et urbain, qui dissimule et révèle en même temps un ordre fondé sur des ségrégations multiples, un dilemme surgit : l'aliénation spatiale ne pourra se combattre que dans la mesure où l'on pourra également changer l'ensemble des structures sociales, mais la transformation de ces dernières dépend de changements spatiaux préliminaires. Cette apparente aporie (qui condamne par exemple l'architecture à n'être que le jouet des intérêts régnants) n'est rédhibitoire que si l'on décompose le processus révolutionnaire en étapes diachroniques désarticulées, alors que les transformations peuvent être synchroniques et en interaction réciproque.

Concernant l'habitat, Lefebvre refuse les fausses solutions conservatrices, passéistes ou réactionnaires pleurant la fin de l'habitat et de l'habiter villageois (Heidegger), la table rase cherchant l'optimum quantitatif et qualitatif (Constructivistes soviétiques), ou le mouvement anti-ville (certains écologistes); car l'alternative est la suivante : « ou bien le chaos urbain –ou bien la société urbaine conçue comme telle.¹⁶ » Que ce soit considéré comme un acquis positif ou une perte cruelle, il pose le diagnostic de la fin du rapport traditionnel à l'espace et à l'habitat (déjà perçu par Bachelard), et ce, par le haut (mobilité et délocalisations économiques, contraintes administratives) ou par le bas (loisirs, recherche de nature). Sans tomber dans un postmodernisme dissolvant les identités, les lieux, les classes et différences sociales, dans un nomadisme universel (qui est contredit de nos jours par les fixations identitaires et les reterritorialisations multiples), il faut voir dans la vie urbaine une possibilité non pas de simple addition des différences (qui peuvent se figer en « particularités ») mais leur rencontre, leur association pouvant former de nouvelles identités dynamiques. Sans refus droitier ni

¹⁵ *RU*, p.120.

¹⁶ *RU*, p.127.

espérance postmoderne sans limite, Lefebvre accepte la réalité urbaine tout en voulant la changer : « Mais tant que certains rapports de production et de propriété ne seront pas changés, la centralité tombera sous la coupe de ceux qui utilisent ces rapports et en bénéficient. Elle sera au mieux « élitique », au pire militaire et policière.¹⁷ » Ce qui a pour conséquence que les interventions sur la centralité ne trouveront leur efficacité que dans le cadre d'une stratégie sociale et politique globale. On reste donc dans une optique révolutionnaire, partant de l'analyse du réel mais ne s'y limitant pas : que vaudrait d'ailleurs une mobilité qui ne s'instaurerait qu'entre des espaces isomorphes et homogènes ? La logique industrielle ayant, à travers l'urbanisme et sa logique totalitaire de production d'espace, traité cet espace comme un objet à façonner. L'utopie architecturale la plus fertile ne vaudra rien sans la création collective d'une vie quotidienne nouvelle, sans laquelle elle resterait une coquille vide (Yona Friedman est pris comme exemple), ou, pire, une négation autoritaire de l'autonomie des habitants. Les architectes et les urbanistes, comme tous ceux qui traitent de l'espace, ne peuvent ignorer la problématique sociale, et inversement, la politique ne peut négliger l'espace : « Etudier les rapports sociaux sans prendre en considération les lieux (occupés par ces rapports) et la morphologie (matérielle), ne serait-ce pas du pur idéalisme ?¹⁸ »

Mythes de l'urbain et idéologies, le chapitre suivant, retrace les étapes des conceptions de l'urbain, en relation avec le développement historique des villes. Dans le passage des mythes ruraux aux idéologies urbaines, la cité grecque classique, et Athènes en tout premier lieu, est un moment clé. De la ville provient la communauté politique qui relègue au second plan les mythes unificateurs des anciennes cités, mythes qui ne disparaissent pas mais sont subsumés sous une immanence humaine politique (comme on peut le voir dans le théâtre, qui est plus qu'un simple exemple tant il est lié à la cité, à travers l'évolution allant d'Eschyle à Euripide). La lutte entre la ruralité et l'urbanité dure

¹⁷ *RU*, p.131.

¹⁸ *RU*, p.138.

des siècles, la seconde n'étant pendant longtemps que la négation de la première, la ville représentant le lieu de toutes les turpitudes s'opposant à la pureté d'une nature idéalisée. Il faut peut être attendre la Renaissance puis les XVIII^e et XIX^e siècles pour voir apparaître une image de la ville comme siège de possibles positifs et même d'un symbolisme proprement humain (les œuvres de Hugo et de Baudelaire sont des exemples importants de cette transition, leur ville étant à la fois positive et négative à l'instar des « paradis artificiels » qui désignent en même temps les drogues et les créations humaines). Avec Baudelaire, comme plus tard avec Rimbaud, on assiste à la prise de conscience du monde urbain naissant, provoquant nombre de bouleversements : « Baudelaire assiste à la transformation de Paris par l'urbanisme d'Hausmann, comme Rimbaud à la Commune, révolution urbaine.¹⁹ » Face à l'urbanisme bonapartiste haussmannien (dépeuplement populaire et embourgeoisement du centre, rationalisation des circulations, alignement et harmonisation formelle des immeubles, création de banlieues), la Commune est une réaction populaire tentant de se réapproprier la ville, spatialement et politiquement (rôle de l'autogestion proudhonienne). Lefebvre remarque à propos d'Hausmann : « Depuis l'origine, l'Etat s'exprime par le vide : les espaces béants, les énormes avenues, les places géantes, ouvertes aux défilés spectaculaires.²⁰ » Cet urbanisme étatique totalitaire (cet adjectif trouve peut être ici son sens le plus pertinent) peut se retrouver dans les Champs-Élysées, dans les projets hitlériens de Berlin-Germania, dans l'urbanisme des pays dits socialistes notamment dans les projets du Nouveau Moscou.

Pour Lefebvre, les révolutions communistes du XX^e siècle furent imprégnées d'idéologie rurale et étatique ce qui les a conduit à ignorer le problème urbain, à prétendre transcender la séparation villes/campagnes (voir les horreurs extrêmes de Pol Pot) et à adopter les pires règles urbanistiques du capitalisme. Même le mouvement

¹⁹ *RU*, p.145.

²⁰ *RU*, p.147.

constructiviste des débuts de la révolution soviétique : « S'il donna naissance à des tentatives architecturalement remarquables, échoua en tant que projet urbanistique.²¹ » L'URSS fut incapable de maîtriser son évolution urbaine, ses tentatives se calquant sur le « rationalisme » urbanistique fonctionnaliste de l'Ouest alors qu'elles se voulaient utopiques et révolutionnaires aboutirent à la plus laide et inhumaine gestion de la ville. Ces tragiques lacunes de la pensée progressiste en général et marxiste en particulier permirent au niveau mondial la colonisation de l'urbain par les formes marchandes et étatiques, alliant banlieurisation et hypercentralité élitique.

Passant d'aspects critiques de la réalité à des aspects plus positifs, Lefebvre poursuit son cheminement dialectique en essayant de définir plus encore *La forme urbaine*. Par forme urbaine, il ne faut pas entendre le simple aspect esthétique architectural mais le rassemblement formant la centralité : « Amoncellement d'objets et de produits dans les entrepôts, monceaux de fruits sur les places de marché, foules, gens se marchant sur les pieds, amas d'objets multiples, juxtaposés, superposés, accumulés, voilà ce qui fait l'urbain.²² » Ce rassemblement est aussi temporel puisqu'il nécessite la simultanéité. La forme urbaine est dialectique dans son contenu même car le rassemblement produit aussi des contradictions et de la violence, la centralité produisant des périphéries. Si la ville fait se rencontrer et se mélanger les différences, Lefebvre sait qu'elle peut aussi déboucher sur des confrontations (comme il sait que toute fête comporte une violence potentielle, une part inquiétante). Dialectique, la forme urbaine (véritable « abstraction concrète ») l'est aussi de par son évolution perpétuelle, un centre stagnant, se développant ou périssant tôt ou tard. L'urbain n'est donc ni une substance ni un système ni une somme de fonctions. Toute réduction de la forme urbaine totale à une fonction, une structure ou un ensemble d'objets, de circulations entraîne l'incapacité de la comprendre et de la maîtriser. Si la forme urbaine est une somme, c'est celle des

²¹ *RU*, p.150.

²² *RU*, pp.156-7.

rapports sociaux qui la constituent, en y incluant les contradictions. Il faudra multiplier les catégories pour pouvoir les saisir : transparence/mystère, violence/solidarité, hommes/objets, signes/actes, fixité/mouvement, identités/différences, etc. Totalité fragmentée, l'urbain suit les méandres de l'Histoire : « A travers la succession des villes et de leur types, l'urbain, posé dès le germe comme virtualité, se concrétise, sans qu'il soit besoin de lui attribuer un support métaphysique ni de lui prêter une unité transcendante. La ville politique, la ville commerciale, la ville industrielle, eurent ce double aspect : processus engendrant l'urbain (et formé par l'urbain) –limites provisoires infligées à ce processus par les conditions, à savoir la production agricole, la production industrielle.²³ » Loin d'être une hypostase métaphysique, l'urbain sera en rapport dialectique avec le développement des modes économiques de production.

Une question se pose alors : comment articuler cette définition de la forme urbaine avec les catégories précédentes d'espace (espaces : rural, industriel, urbain) ? Lefebvre remarque simplement : « L'espace (et l'espace-temps) change avec les périodes, les sphères, le champ et l'activité dominante. Il y a donc trois couches dans l'espace : l'espace rural, l'espace industriel, l'espace urbain, superposées, télescopées, résorbées ou non l'une dans l'autre.²⁴ » Il prend l'exemple de Paris, en analysant les restes du Paris rural, les axes (Nord/Sud) du Paris commercial et ceux (Est/Ouest) du Paris politique. L'espace urbain est le résultat complexe de luttes multiples (entre classes, groupes, institutions). Avec ces différentes catégories (comme avec celles d'espace isotopique produisant de l'identité et d'espace hétérotopique produisant de la différence), Lefebvre cherche des outils d'analyse et non pas à forger un système théorique fixe. En ce sens, le concept d'espace utopique est essentiel pour briser une opposition binaire isotopie-identité/hétérotopie-différence et pour exprimer les possibilités de créations du futur, sans vouloir le prédire. Cette capacité de création d'espaces et de rapports sociaux

²³ *RU*, p.166.

²⁴ *RU*, p.168.

nouveaux (les uns par les autres) est liée au transfonctionnel et à l'éphémère. Lefebvre en prend comme exemple, relatif et limité, l'exposition internationale de Montréal en 1964. Même si elle n'est pas un modèle à imiter, elle fut le lieu de mobilisation d'hommes et de forces créatrices, d'inventions plastiques. Le problème n'étant pas celui de la production d'une monumentalité : « Il n'est pas question d'un éloge inconsidéré de cet élément, mi-fictif, mi-réel, ce qui donnerait un idéalisme urbanistique.²⁵ » L'utopie n'est pas bonne en elle-même, il existe même une utopie négative (Le Corbusier et les urbanismes totalitaires en sont des exemples), elle le devient si elle est le support d'espaces différentiels transfonctionnels (les parcs et jardins en sont des exemples, Lefebvre évoquant les jardins zen de Kyoto). Ces espaces ne seront différentiels que dans la mesure où ils auront mis fin aux diverses ségrégations sociales et spatiales, Lefebvre étant intéressé par la dimension pratique et politique du concept de différence et non par ses implications métaphysiques ou esthétiques. Comprendre le concept lefebvrien de différence, c'est voir comment il est articulé à ceux de forme urbaine et de stratégie urbaine.

La *RU* est donc pour Lefebvre le moyen de développer l'analyse politique de l'urbain que le *DV* avait inauguré : « Ici le « droit à la ville » devient le droit à la centralité, à ne pas être mis à l'écart de la forme urbaine.²⁶ » Il annonce d'autre part la poursuite de ces analyses dans l'ouvrage *Théorie de l'espace urbain* qui deviendra la *PE*.

Comprendre la forme urbaine nécessite de sortir des spécialisations théoriques et pratiques qui empêchent de saisir le phénomène urbain dans sa totalité et qui bloquent le développement de la démocratie. Cela nécessite également de relier l'étude de l'espace à celle de la vie quotidienne, l'urbain moderne, mutilé lui-même, mutilant en retour notre quotidienneté répétitive. Au niveau de l'espace comme à celui du quotidien, l'aliénation consiste pour l'homme à être coupé de ses possibilités de vie et de création, de se trouver

²⁵ *RU*, p.176.

²⁶ *RU*, p.179.

dans une passivité généralisée. La pensée de l'urbain ne saurait donc se satisfaire de la gestion urbanistique ou du refus purement utopique. Elle sera politique sans se contenter de la politique institutionnalisée : « La critique des sciences spécialisées ne peut aller sans critique des politiques spécialisées, des appareils et de leurs idéologies.²⁷ » Sans nier l'existence des institutions, des partis politiques et des Etats, la révolution urbaine se devra d'échapper aux jeux institutionnels (notamment ceux permis par la représentation non encadrée et limitée). La politique véritable rejoint pour Lefebvre le projet autogestionnaire puisqu'elle consiste en l'organisation de leurs vies par les hommes eux-mêmes. Cette révolution urbaine est doublement nécessaire car, d'une part : « la société hautement industrialisée, si elle ne répond pas à la problématique urbaine par une transformation capable de la résoudre, sombre dans un chaos couvert par une idéologie de l'ordre et de la satisfaction.²⁸ » D'autre part : « révolution industrielle et révolution urbaine sont deux parties, deux aspects, d'une transformation radicale du monde. Ce sont deux éléments (unis dialectiquement) d'un même processus, d'une seule idée, celle de la Révolution mondiale.²⁹ » Nécessité de révolution contre le chaos et nécessité de la dimension urbaine de toute révolution se rejoignent. Comme contre exemple de stratégie urbaine autogestionnaire Lefebvre cite le traitement du quartier des Halles à Paris. Autrefois vestige du Paris populaire, mélangé socialement et vivant, les Halles devinrent la proie d'un réaménagement spatial amenant l'expulsion des couches populaires. « le retour vers le centre d'une classe aisée, écoeurée par les banlieues comme par les quartiers traditionnels de la bourgeoisie, en termes crus l'embourgeoisement « élitique » d'un centre urbain coupé de la production, suivait son cours depuis des années.³⁰ » Ce cas n'est pas isolé mais est symptomatique d'une stratégie de classe globale à laquelle aucune force progressiste ne sut résister, à l'instar du PCF qui ne voyait pas plus loin que le problème du logement et sa « solution » par les HLM.

²⁷ *RU*, p.181.

²⁸ *RU*, p.194.

²⁹ *RU*, p.193.

³⁰ *RU*, p.198.

Ayant mieux défini la forme urbaine, Lefebvre éprouve le besoin de synthétiser ses critiques de l'urbanisme et de ce qu'il nomme (et qui donne son titre au chapitre) : *L'illusion urbanistique*. Partant de la définition classique de l'urbanisme qui en fait une technique, mélangeant arts et sciences, d'ordonnance du territoire, il montre comment cette volonté d'ordre produit le chaos urbain. Ainsi, les bidonvilles ne sont pas l'antithèse de l'urbanisme, mais sont partie prenante de l'ordre urbain capitaliste. Se rêvant synthèse de connaissance et porteur de maîtrise technique, l'urbanisme n'est que le jouet, mâtiné de vernis humaniste, des logiques étatiques et marchandes. Il commence par et dans la négation des pratiques urbaines : « Il substitue, en toute bonne conscience, à la *praxis* ses représentations de l'espace, de la vie sociale, des groupes et de leurs rapports.³¹ » Il y a alors une illusion de l'urbanisme qui se croit maître d'un espace vide et neutre, instrumental, et ne voit pas qu'il est pris dans des stratégies et des intérêts politiques, organisant une production globale de l'espace. C'est donc bien plutôt l'urbanisme et l'architecture avec lui qui deviennent des instruments aux mains des pouvoirs en place. « La stratégie va beaucoup plus loin que la simple mise en vente de l'espace, morceau par morceau. Elle ne fait pas seulement entrer l'espace dans la production de la plus-value; elle vise une réorganisation complète de la production subordonnée aux centres d'information et de décision. L'urbanisme couvre cette gigantesque opération. Il en dissimule les traits fondamentaux, le sens et la finalité. Il cache sous une apparence positive, humaniste, technologique, la stratégie capitaliste : l'emprise sur l'espace, la lutte contre la baisse tendancielle du profit moyen, etc.³² » La passivité des habitants et des usagers trouve ici une de ses causes, l'urbanisme excluant par définition les habitants, les besoins et les pratiques, et se contentant tout au plus de quelques « consultations » superficielles pour masquer son aspect technocratique trop voyant. L'espace produit par l'urbanisme est doublement répressif : dans sa conception réductrice (qui limite les besoins) et dans sa réalisation répressive (qui permet le contrôle

³¹ *RU*, p.203.

³² *RU*, p.206.

des citoyens). Croyant harmoniser les espaces, l'urbanisme les fragmente et avec eux les individus et les groupes, croyant appliquer une logique technique neutre, il sert les logiques politiques, il est « un urbanisme de classe sans le savoir », dont les réalisations vont des grands ensembles machines inhumaines à habiter aux réalisations étatiques monumentales terroristes (tours, palais, arches, etc.).

Si cette critique semble sans appel par sa radicalité, Lefebvre ajoute cependant que l'urbanisme apporte des connaissances et des techniques et qu'il pose, sans être en mesure de le résoudre, le problème fondamental de l'urbain : établir de nouveaux rapports entre l'homme et la nature (comme Le Corbusier l'avait déjà compris). Il n'en reste pas moins que cette critique de l'urbanisme est indissociable d'une critique croisée du capitalisme et de l'Etat : « Une telle critique n'atteint le radicalisme qu'en réfutant l'Etat, le rôle de l'Etat, la stratégie de l'Etat, la politique de l'espace.³³ » Un de ses développements logiques sera la mise au point de stratégies autogestionnaires alternatives, l'urbanisme n'étant pas la seule possibilité de traitement de l'espace et de l'urbain, qui doivent être réappropriés.

Le chapitre suivant forme une sorte de boucle, puisqu'il revient sur *La société urbaine*. En suivant la méthode dialectique en spirale, il intègre les acquis de l'analyse pour passer à un niveau supérieur, ainsi la société urbaine : est une réalité et un concept en formation, en cours de mondialisation elle est pourtant ignorée par nombre d'analyses, loin d'être une superstructure elle réagit sur tous les niveaux de la société industrielle, elle repose sur une capacité de production globale de l'espace, elle est le lieu à la fois de contradictions aliénantes et de nouveaux possibles, elle oblige à des redéfinitions anthropologiques concernant les besoins et les capacités humains constituant une révolution urbaine. Au sein de la société urbaine, nous avons vu l'importance de l'opposition centres/périphéries, qui a tendance à remplacer, sans l'annuler, l'opposition

³³ *RU*, p.216.

villes/campagnes. Il ne faut pas en faire pur autant une sorte de métastructure éternelle, puisque : « le phénomène urbain se manifeste comme mouvement. Il ne peut donc se clore. La centralité et la contradiction dialectique qu'elle implique excluent la fermeture, c'est-à-dire l'immobilité.³⁴ » La centralité comme la forme urbaine en général ne désigne pas seulement une réalité aliénée et aliénante mais aussi des potentialités différentielles libératrices. Pour libérer les potentialités et les forces sociales, il est nécessaire d'élaborer une stratégie autogestionnaire : « *Politiquement*, cette perspective ne peut se concevoir sans autogestion étendue de la production et des entreprises aux unités territoriales. Extension difficile. Le terme « politiquement » prête à confusion, car l'autogestion généralisée implique le dépérissement de l'Etat et la fin du politique comme tel. En ce sens, l'incompatibilité entre l'étatique et l'urbain est radicale. L'étatique ne peut qu'empêcher l'urbain de prendre forme.³⁵ » « La fin du politique comme tel » ne veut pas dire la fin des confrontations d'idées et d'intérêts mais, au contraire, leur développement en dehors des captations institutionnelles et étatiques.

Un des obstacles principaux à ce développement autogestionnaire de la démocratie est constitué par la passivité des habitants, qui est l'objet de la conclusion. Lefebvre essaye de trouver plusieurs causes de cette passivité. Nous avons déjà vu la première qui est due à l'action de l'urbanisme et de l'architecture officiels désintégrant les besoins et les espaces de vie des habitants, limitant les rapports sociaux. L'espace géométrique, neutre, produit par cet urbanisme neutralise en retour les possibilités de différenciation qualitative de la vie des habitants, sans l'empêcher totalement. Une deuxième cause de passivité est la force d'inertie dans les consciences des catégories historiques de pensée rurale et villageoise qui limitent les rapports à l'espace (ne serait-ce que quantitativement à l'espace de l'appartement, du pavillon, du quartier ou du village). De plus, et c'est une troisième cause, le capitalisme atomise les individus, les laissant

³⁴ *RU*, p.229.

³⁵ *RU*, p.237.

seuls devant les chaos social et urbain. Les media participent grandement à cette atomisation, à cette fragmentation en donnant pourtant l'illusion de connexion mondiale. Leur effet n'est pas seulement idéologique et abstrait mais aussi concret et pratique, Leroi-Gourhan faisant parfaitement remarquer que la télévision prive l'homme des acquis anthropologiques fondamentaux que sont le geste et la parole. La passivité des citoyens a aussi pour cause, la quatrième, la longue tradition de délégation des pouvoirs aux politiciens, « aux experts et aux compétents. »

Dans ces conditions de passivité généralisée, mêmes les meilleurs et bien intentionnés projets et réalisations architecturaux (Lefebvre reprend l'exemple des architectes soviétiques des années 1920-1930) sont voués à l'échec. Le livre s'achevant sur cette image ambivalente du citoyen/citadin passif et aliéné de multiples manières et pourtant seul recours possible pour la révolution urbaine.

Ainsi, la *RU* a, dans un premier temps (chapitres 1 et 2) identifié et défini le nouveau champ de l'urbain en le distinguant des ères rurale et industrielle. Puis elle a développé dans un deuxième temps (chapitres 3 à 5) la méthode d'analyse urbaine, à l'aide notamment des concepts de : forme, fonction, structure, niveaux, totalité, nature, praxis, isotopie, hétérotopie, utopie, centre, périphérie, ségrégation, fragmentation et différence. Le troisième et dernier temps (chapitres 6 à 10), tente de préciser la dialectique centres/périphéries, revient sur la critique de l'urbanisme moderne et esquisse la voie de la réappropriation autogestionnaire véritable révolution urbaine.

La *RU* n'eut que peu d'écho lors de sa parution, mais l'on peut remarquer un article du hollandais Arend Roosenchoon³⁶. Paradoxalement, alors que son auteur semble inspiré par les thèses situationnistes, il accuse Lefebvre d'anarchisme et d'utopisme. Rejoignant les critiques marxistes orthodoxes les plus virulentes (dont on

³⁶ A. ROOSENSCHOON, *La révolution urbaine d'Henri Lefebvre*, Paris, Architecture aujourd'hui n°153, 1970.

peut trouver un exemple dans *La différence* de Lucien Sève), il le taxe de révisionnisme et même de fascisme à la fin de l'article ! Sans rentrer dans le détail d'un écrit avant tout polémique et non argumenté (comme très souvent de la part des Situationnistes), relevons quelques contresens. Lefebvre ne nous semble être ni existentialiste (voir *L'existentialisme* datant de 1946) ni heideggérien. Il n'est pas plus freudo-marxiste à la Marcuse. L'appropriation sociale qu'il prône n'est pas seulement individuelle mais implique la praxis dans son ensemble. Sa dialectique du possible et de l'impossible n'est pas une abstraction hégélienne appliquée à l'urbain mais cherche à analyser la réalité urbaine à partir des potentialités, positives et négatives, qu'elle recèle. C'est tout simplement la méthode transductive que notre sévère critique ne comprend pas. Enfin, le jugement selon lequel : « C'est une pensée qui mène vers une politique d'opportunisme » est faux, même s'il est indéniable que Lefebvre prenne plus de risque en comparaison avec la stérilité politique des Situationnistes (voir pour exemple leurs fades analyses de mai 1968).

CHAPITRE 5

-

LA PENSEE MARXISTE ET LA VILLE

Si *DRU* initiait l'étude de l'urbain et de la ville, si le *DV* et *EP* précisaient la problématique urbaine et commençaient à défendre des thèses politiques à son propos, si la *RU* développait ces thèses et leurs implications en harmonisant les différents aspects et les différentes dimensions de la théorie urbaine lefebvrienne, la *PMV* tente de synthétiser l'apport de Marx et d'Engels à la pensée de l'urbain. Mais ce livre ne se contente pas d'étudier « la problématique urbaine dans le cadre théorique du matérialisme historique », il cherche également à préciser l'articulation des théories et des pratiques urbaines avec le devenir d'ensemble des sociétés. Comme souvent chez Lefebvre, le marxisme n'est pas étudié comme doctrine autonome, figée et achevée, mais confronté au monde actuel, utilisé pour comprendre son fonctionnement et ses contradictions. Pour lui, un marxisme non révisionniste, c'est-à-dire incapable d'évolution et d'actualisation, n'a d'intérêt que pédagogique ou historique.

Le premier chapitre est centré sur le livre d'Engels *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845). Dans cet ouvrage, Engels montre que le développement du capitalisme est inséparable de la concentration urbaine des populations à laquelle il consacre un long chapitre, le chapitre 2 *Les grandes villes*. Lefebvre remarque que : « jamais les questions relatives à la ville moderne n'auront dans la pensée de Marx l'ampleur qu'elles ont dans le premier ouvrage d'Engels.¹ » On connaît pourtant l'importance des travaux engelsiens (notamment économiques) dans la formation du matérialisme historique. Engels ne se contente pas de noter, comme nombre d'auteurs du XIX^e siècle, la rupture apportée par la ville aux modes de vie rurale traditionnels et d'égrener les horreurs de la vie urbaine (taudis, mendicité, prostitution, etc.), il perçoit aussi ses splendeurs et ses puissances. A l'instar de Baudelaire, sa conception est faite de nuances. Au début du chapitre cité, il souligne le paradoxe de « la foule solitaire » alliant concentration inouïe d'individus et atomisation aliénante. Pour Lefebvre cette saisie de l'aliénation concrète (« sur le vif, dans la pratique sociale ») dans et par l'urbain complète les analyses abstraites du jeune Marx (notamment celles des *Manuscrits de 1844*). Engels a bien compris que la ville ne se limite pas à la production et à l'industrie mais implique la totalité des rapports sociaux, devenant une sorte de gigantesque machine à produire du crime social (on retrouvera chez Brecht cette dimension cosmique de la ville). Cette « guerre générale » sociale ne concerne pas simplement les classes pauvres et la police mais colore la société tout entière : « Il montre magistralement quelle étrange mixture d'ordre et de chaos explique l'espace urbain et comment cet espace expose l'essence même de

¹ *PMV*, p. 13.

la société.² » Si « l'ordre capitaliste engendre un chaos urbain », ce chaos a une logique, celle qui veut que le capitalisme produise la misère pour le plus grand nombre, tout en ne voulant pas voir les pauvres. Engels développe des analyses de sociologie urbaine en prenant les exemples d'Edimbourg et de Manchester, où des ghettos pour pauvres et pour riches s'organisent, véritables villes parallèles aux strictes frontières (y compris temporelles avec la distinction jour/nuit). La ville cache non seulement l'exploitation mais aussi ses résultats, hier comme aujourd'hui, Lefebvre pensant qu'il serait possible de reprendre ces analyses au sujet des métropoles modernes (Rio de Janeiro, New York, Mexico, etc.). La ville d'un ouvrier n'est pas le même que celle d'un cadre, leurs espaces, leurs usages des espaces et leurs temps coexistant dans la séparation.

Engels recense plusieurs traits caractéristiques de la ville industrielle capitaliste : chaos du plan urbain, formation de ghettos suivant les classes sociales, exil des couches supérieures vers de riches périphéries, occupation des centres abandonnés par les couches pauvres, mauvaise qualité du bâti des logements populaires (corons) entraînant une rapide obsolescence, manque d'entretien de ce bâti pour des raisons de coût et de spéculation, double système d'habitation (maisons/cours), pollutions multiples (air, eau et « espace entier »). Il voit déjà parfaitement que l'urbain et l'habitat sont des parties intégrantes du système capitaliste, l'exploitation ne se limitant pas au travail et aux lieux de production mais impliquant la consommation et le logement. Lefebvre résume ce point : « Par des procédés raffinés, l'exploitation directe se double d'une exploitation indirecte et s'étend de l'entreprise (la fabrique, l'usine) à l'ensemble

² *PMV*, p. 18.

de la vie quotidienne dans le cadre urbain.³ » Travail, logement, consommation, voilà les trois piliers, la tragique trinité de l'exploitation capitaliste. Lefebvre remarque que ces analyses correspondent encore parfaitement au monde moderne, même si la guerre sociale généralisée que décrit Engels (qui produit aussi des violences internes aux classes pauvres : crimes, vols, mendicité, alcoolisme, drogues, prostitution, etc.) est davantage visible dans les villes d'Amérique du sud et du nord. Les différentes crises économiques ont depuis lors ramené en Europe une « pureté » de l'exploitation capitaliste dans les rapports sociaux. Cependant, selon Lefebvre, la « guerre camouflée » du capitalisme a revêtu d'autres formes en Europe : « dans les villes européennes la stratégie des classes dominantes a transporté les travailleurs dans des banlieues où ils stagnent, isolés, dans la paix répressive.⁴ » Entre « guerre camouflée » et « paix répressive », le capitalisme brouille, au niveau individuel ou collectif, la frontière entre guerre et paix. L'Etat capitaliste est doublement arrangé par cet état de violence sociale et de guerre larvée car, d'une part, ces violences sont majoritairement internes aux classes populaires et, d'autre part, elles justifient le déploiement d'un appareil policier contrôlant le territoire. L'ordre capitaliste implique et nécessite ces « désordres » apparents. Pourchasser les criminels, entretenir les peurs, permet au moralisme bourgeois (comme Nietzsche le montre à peu près à la même époque) de justifier et de maintenir son ordre répressif.

Le marxisme officiel a ignoré et perdu ces fortes analyses engelsiennes (Lefebvre parle de « pasteurisation » de la théorie), la « marxisme-léninisme » sous-estimant les différences et les variations existant entre les deux pères

³ *PMV*, p. 21.

⁴ *PMV*, p. 23.

fondateurs en forgeant une homogénéisation réductrice (comme il le fait aussi pour l'articulation Marx/Lénine). Ce que l'on semble gagner comme efficacité politique immédiate, on le perd comme richesse et finesse théorique. Engels effectue en quelque sorte le trajet inverse de Marx : il part du concret (l'économie, la gestion pratique) pour aller vers l'abstrait (économie théorique, biologie, histoire, etc.) et non pas de l'abstrait (philosophie hégélienne) vers le concret (économie). Paradoxalement, cette influence positive d'Engels sur Marx se renversera puisque après la mort de ce dernier, il cherchera à systématiser dans un sens philosophique et quasi positiviste l'œuvre de Marx (*La dialectique de la nature* renouant sous couvert de scientificité avec des catégories philosophiques métaphysiques).

Si l'on revient aux *Manuscrits de 1844*, on voit le jeune Marx tourner autour de la problématique urbaine sans jamais l'aborder de front. Pourtant, les révolutions dont il parle ont la ville comme lieu et enjeu. Lefebvre résume sa pensée : « C'est donc au sein de la cité, dans et par la vie citadine, face à la nature, à la vie paysanne, à la campagne déjà modelée par le travail agricole, que s'engage et se déroule un conflit aux immenses conséquences.⁵ » L'opposition entre « l'homme » et « la nature » y reste abstraite et philosophique, l'être humain n'étant pas replacé, à l'inverse des travaux d'Engels, dans son environnement urbain concret.

Suivant un parcours chronologique et lisant ensuite *L'idéologie allemande*, Lefebvre note que la mise au point du matérialisme historique passe par l'examen du rôle des villes dans l'Histoire. Schématiquement, après avoir tenu un rôle clé durant la haute Antiquité, la ville passe au second plan de la fin de l'Antiquité à la

⁵ *PMV*, p. 33.

majeure partie du Moyen Age. Ce n'est que vers la fin de ce Moyen Age que les développements du commerce, l'extension des marchés internationaux, les progrès de la production manufacturière, redonneront aux villes grandeur et puissance par rapport aux campagnes. L'ère moderne, les succès de l'industrie et du capitalisme confirmeront cette puissance historique, économique et culturelle retrouvée. Pour Marx et Engels, même si cette idée n'est pas précisée et développée dans leurs œuvres, la ville est le lieu d'une double production : économique et anthropologiques, des cultures et des hommes par eux-mêmes. Ils retrouvent ici une idée de Fourier qui pensait aussi que le communisme véritable nécessitait le dépassement de la séparation villes/campagnes, de la division (technique et sociale) du travail et de l'ensemble des contradictions et des inégalités sociales produites par la « civilisation » (c'est-à-dire par le capitalisme dans le vocabulaire de Marx et d'Engels). « Le rapport conflictuel « ville-campagne » engendre quelque chose de nouveau. Quoi ? Simultanément ou presque : le capitalisme et le marché mondial, la nation et l'Etat, la bourgeoisie et le prolétariat. Bien entendu, pour ce processus gigantesque, il fallait beaucoup d'autres éléments et conditions que le mouvement immanent à la relation dialectique : « ville-campagne ».⁶ »

Lefebvre montre donc le caractère ambigu de la ville dans les analyses de Marx et d'Engels, à la fois produit négatif de l'industrialisation capitaliste (misère, surpopulation, etc.) et préfiguration du communisme (sociabilité, équipements collectifs, etc.), obstacle et prototype de la société nouvelle. Si ces auteurs ne lèvent pas cette ambiguïté, ils perçoivent bien la ville comme le lieu de l'établissement de nouveaux rapports hommes/nature, de nouvelles capacités

⁶ *PMV*, p. 56.

humaines de création globale, de dépassement possible de la division du travail et donc de l'élaboration d'une société nouvelle, communiste (ce concept même de communisme impliquant une dimension urbaine). Comme chez Fourier, loin de se limiter à la sphère de la production et du travail, la révolution entraînera la subversion de la ville, de la famille, de l'Etat et de l'ensemble des rapports sociaux actuels. Pour Lefebvre, si le marxisme est un « règne des fins », ce n'est pas parce qu'il propose un programme prédéterminé pour l'avenir (même si certains textes peuvent aller dans ce sens), mais parce qu'il développe une critique radicale du réel, essayant d'ouvrir la temporalité sur les possibles (là encore Fourier et les penseurs utopistes sont source d'inspiration).

L'introduction à la critique de l'économie politique et les *Grundrisse* confirment plus tard, au cours de leurs analyses économiques, le rôle primordial de la ville dans la naissance et le développement du capitalisme, que ce soit avec la formation d'un prolétariat, de la division du travail, d'institutions bancaires. La ville est aussi un élément capable d'expliquer les différences d'évolution entre les continents et les pays. Par exemple, le « mode de production asiatique » s'explique en partie par le fait que l'Etat despotique règne politiquement à travers de puissantes villes sur des campagnes et des communautés villageoises qui restent économiquement dominantes, ce système bloquant, de par sa rigidité et sa stabilité, le développement du capitalisme. A l'inverse, dans l'Antiquité européenne, il y a très tôt lutte et compétition entre les campagnes et les villes comme lieux de production économique (voir par exemple le Grèce antique). Dès lors : « La ville ce sera donc Athènes ou Rome, et non Samarcande ou Pékin.⁷ » Cela du point de vue du développement du capitalisme et non pas de l'importance

⁷ *PMV*, p. 86.

culturelle ou architecturale. Mais, historiquement toujours, l'affaire se complique. Car, en Europe même, ce ne sont pas les villes les plus florissantes aux niveaux culturel et politique qui devinrent économiquement motrices, mais des villes « secondaires » (Venise, Amsterdam, Hambourg, etc.). En effet, pour que le capitalisme puisse naître, il fallait une désagrégation des rapports féodaux de communautés (ordres, corporations, jurandes) et la création de nouveaux rapports économiques nécessitant la concentration de « travailleurs libres ». Le capitalisme avait besoin de la ville mais pas sous sa forme communautaire antique ou médiévale. Il ne développa pas la ville historique quantitativement sans la bouleverser qualitativement. « Le capitalisme sort de la désagrégation des associations urbaines, non d'une participation quelconque à ces associations.⁸ »

Le concept de « mode de production » est donc loin d'être fixe et figé, comme les schémas marxistes orthodoxes peuvent le laisser penser avec leur enchaînement de stades allant du « communisme primitif » au communisme final. Il y a dans l'Histoire (comme Benjamin l'a perçu) décalages, chevauchements, bifurcations, retards, stagnations, régressions. « Pris comme des entités, c'est-à-dire des totalités, les « modes de production » se fixent à tel point que le passage de l'un à l'autre devient inintelligible. Les transitions disparaissent par enchantement ou par escamotage. En procédant ainsi, la lecture scolastique de Marx désintègre sa pensée.⁹ »

Dans les *Grundrisse*, la ville (et son opposition aux campagnes) : « joue un rôle immense, à la fois dans la subordination au capital des forces productives existantes, comme lieu d'accumulation du capital, de l'extension des marchés, de

⁸ *PMV*, p. 97.

⁹ *PMV*, p. 100.

la formation du taux de profit moyen et enfin des interventions politiques.¹⁰ » Elle devient le siège de l'économie et de sa puissance de plus en plus monstrueuse. Ces analyses sur la ville et son rôle historique disparaîtront quasiment dans *Le capital*, qui gagne peut être en précision et en cohérence théoriques par rapport aux analyses économiques des *Grundrisse*, mais qui perd en richesse d'analyse des processus concrets complexes, la richesse de ces processus apparaissant moins : « il y a une perte certaine : les différences seront moins accentuées, moins fortement mises en lumière et en valeur.¹¹ »

Le chapitre sur *Engels et l'utopie* (qui avait été refusé dans la première édition en 1972 de la *PMV* et inclu dans *EP*) débute par une analyse du texte classique d'Engels *La question du logement*. Dans ces articles, Engels note que cette question du logement n'est qu'un aspect du problème urbain, que le manque chronique de logements est constitutif de la gestion capitaliste de l'espace (nous avons vu que le logement est un des fondements systémiques de l'exploitation capitaliste), et qu'il ne trouvera donc pas de solution au sein des rapports capitalistes. Replaçant le problème du logement dans le cadre plus large des rapports villes/campagnes, Engels pense que malgré son importance et son urgence, sa résolution ne suffira pas à définir la révolution, les autorités capitalistes (Etats, municipalités, entrepreneurs) pouvant d'ailleurs améliorer les logements populaires tout en s'en servant comme outil de contrôle des masses laborieuses (il pense notamment à la politique de Bismarck et Lassalle en Allemagne). Il remarque aussi d'un point de vue architectural que les cottages

¹⁰ *PMV*, p. 102.

¹¹ *PMV*, p. 124.

traditionnels, comme les corons, sont encore de type rural et ne sont donc pas des solutions viables au problème du logement.

Selon Engels les premiers socialistes utopiques, Fourier et Owen notamment, avaient déjà vu le caractère indissociable des résolutions des questions sociales et des questions urbaines, elles-mêmes replacées dans la problématique des rapports villes/campagnes. Cette utopie révolutionnaire peut devenir une arme dans la lutte contre les aliénations et contre les tentatives réformistes, elle fait partie du processus révolutionnaire sans être suffisante par elle-même. Les « intégristes du marxisme » (qui deviennent de façon moins polémique les « unitariens du marxisme » dans la troisième édition du livre) ont minoré cette filiation utopique et plus généralement la dimension utopique du marxisme lui-même. Survalorisant un texte comme *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, ils oublièrent l'inspiration fouriériste d'Engels (qui la reconnaît dans ce même ouvrage), qui va jusqu'à adopter la proposition fouriériste de mettre fin aux grandes villes pour constituer des « phalanstères » de mille cinq cents à trois mille habitants. Ce dernier point aura d'ailleurs des conséquences pratiques désastreuses dans les politiques anti-ville du « socialisme réel ».

Lefebvre achève son étude par l'analyse du *Capital*, qui montre que si les grandes villes ne furent pas le lieu de naissance de l'industrie, mais plutôt celui du capitalisme marchand, à partir d'un certain niveau de développement elles devinrent nécessaires comme lieux de production et de consommation. : « le cadre urbain et la ville elle-même agissent d'une manière permanente contre la dislocation et la dissociation dans l'espace et le temps des conditions du processus; le cadre implique et contient des forces de cohésion, encore que les

forces d'anti-cohésion s'y exercent aussi.¹² » En effet, les contradictions et ségrégations sociales du capitalisme se projettent spatialement, devenant par là même perceptibles, visibles. Il est en partie possible de décrypter un mode de production à travers l'analyse des espaces qu'il produit. En ce qui concerne le capitalisme, il dépeuple les campagnes en industrialisant progressivement l'agriculture (extension des surfaces, diminution du nombre de travailleurs requis) créant un surpeuplement urbain qui lui permet d'avoir une « armée de réserve de travailleurs ». Les villes deviennent alors des lieux essentiels à la réalisation des profits, les besoins des nouvelles populations urbaines se transformant. Ces processus se mondialisent à partir du XIX^e siècle, une division internationale du travail s'organisant, ainsi qu'un jeu entre marchés intérieurs et marchés extérieurs. « L'espace social lui-même est produit en même temps que surveillé et contrôlé, dans l'extension des grandes villes et l'aménagement du territoire. Si donc la bourgeoisie de tel pays industriel a perdu les marchés extérieurs, elle transporte à l'intérieur de ce pays le colonialisme. Les périphéries, par rapport aux centres (de production économique et de décisions politiques), donnent lieu à des phénomènes de néo-colonialisme, de néo-impérialisme.¹³ » Pour saisir ce rôle social et politique de la ville, il faut développer l'analyse de l'Etat et de ses fonctions, analyse qui devait parachever le *Capital*, mais que Marx n'aura pas le temps d'écrire, esquissant seulement quelques indications dans la *Critique du programme de Gotha* (1875). Non seulement l'Etat gère le sol, sa propriété et ses usages (c'est même là un de ses fondements), mais il devient de plus en plus un acteur de la production et de la répartition des richesses. Marx analyse le rôle des guerres et des violences étatiques dans la formation du capitalisme, en voyant

¹² *PMV*, p. 135.

¹³ *PMV*, p. 145.

qu'il existe au sein de tout Etat une contradiction interne entre son rôle de classe, sa défense des intérêts généraux de la société et celle de ses intérêts propres (tous les panachages de ces trois intérêts étant possibles).

L'extension des rapports capitalistes au sol, grâce à l'Etat, fut une étape décisive : « Quand le capitaliste industriel parvient à s'emparer du sol et de la propriété immobilière, quand elle se concentre dans les mêmes mains que le capital, les capitalistes détiennent un pouvoir si grand qu'ils peuvent même empêcher les ouvriers en lutte « d'élire domicile sur terre ». ¹⁴ » En France, les manœuvres napoléoniennes, les réformes urbaines haussmanniennes, ne furent pas seulement motivées par des préoccupations militaires mais aussi et surtout par la volonté d'intégrer le sol dans le mouvement de spéculation permettant le contrôle social de la capitale. Si le capitalisme semblait déterritorialisé par rapport au système féodal, il retrouve plus tard cette puissance qu'apportent la maîtrise et la propriété du sol. « Le secteur immobilier devient tardivement, mais de façon de plus en plus nette, un secteur subordonné au grand capitalisme, occupé par ses entreprises (industrielles, commerciales, bancaires), avec une rentabilité soigneusement aménagée sous couvert de l'aménagement du territoire. ¹⁵ » Si le capitalisme met fin à nombre d'aspects du monde rural féodal, il préserve cependant un esprit rural de propriété (y compris chez les petits propriétaires), tout en inaugurant une nouvelle production industrielle de l'espace. « N'est-ce à cette action imperceptible et perpétuelle qu'il faut attribuer le caractère bâtard des extensions urbaines ? Les banlieues, mi-ville, mi-campagne (ou plutôt : ni ville ni campagne) ne proviennent-elles pas de cette pression ? [...] L'urbanisation s'étend

¹⁴ *PMV*, p. 153.

¹⁵ *PMV*, p. 154.

sur les campagnes, mais dégradée et dégradante. Au lieu d'une absorption et résorption de la campagne par la ville, au lieu du dépassement de leur opposition, on a une détérioration réciproque : la ville éclate en périphéries et le village se décompose; un tissu urbain incertain prolifère sur l'ensemble des pays. Un magma informe en résulte : bidonvilles, mégalopolis. En termes pris chez Marx, la ruralisation de la ville menace, se substituant à l'urbanisation des campagnes.¹⁶ » Les contradictions sociales et spatiales sont donc entremêlées au sein du capitalisme.

L'hypothèse de Lefebvre dans ce livre, qui suit le développement du marxisme au regard de la question urbaine, de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* à la *Critique du programme de Gotha*, est que la ville est considérée non pas simplement comme un élément historique superstructurel parmi d'autres, mais comme un élément systémique du mode de production capitaliste. L'inachèvement du *Capital* est alors dû, outre la maladie et l'épuisement de Marx, au fait qu'une part de son objet, notamment l'urbain et l'Etat, était en mutation rapide à son époque. Seul le XX^e siècle allait voir le développement et l'extension mondiale des processus pressentis et partiellement décrits par Marx et Engels. Il faut pour Lefebvre, au-delà d'une « marxologie qui embaume et empaille » ces penseurs et leurs pensées, prolonger et développer ces dernières sans renier les principes : « S'il en est ainsi, l'analyse des problèmes dits « urbains » dans le mode de production capitaliste, en s'efforçant de continuer l'œuvre de Marx, ne peut consister en la découverte ou la construction d'un « système urbain » moderne, ou d'un « pouvoir urbain », mais dans la mise en lumière des

¹⁶ *PMV*, pp. 158-9.

contradictions propres aux phénomènes urbains saisis dans le processus global.¹⁷ »

L'analyse annoncée de la production capitaliste de l'espace, qui sera faite dans la *PE*, se servira des concepts et des méthodes marxistes sans reculer devant les adaptations et les révisions nécessaires, les textes étant lus : « au nom du présent et du possible. » Elle montrera, entre autres choses, l'interpénétration de la production de l'espace, de l'étatique et de la reproduction des rapports de production. Toutes choses qui échappèrent aux lectures orthodoxes de Marx.

¹⁷ *PMV*, p. 161.

CHAPITRE 6

-

LA PRODUCTION DE L'ESPACE

Par bien des aspects, à commencer par l'aspect quantitatif (500 pages), la *PE* est la somme lefebvrienne sur l'espace. On sait qu'au niveau personnel, Lefebvre demanda à exercer une année supplémentaire à l'université afin d'achever cet ouvrage, qui vient couronner en quelque sorte ses recherches sur l'espace et l'urbain (sans pour autant y mettre fin comme nous le verrons), ainsi que sa carrière universitaire (CNRS, universités de Strasbourg, de Nanterre, de San Diego, Institut d'urbanisme de Paris, etc.). Etape importante dans ses recherches sur la ville, l'espace et l'urbain, la *PE* est pourtant, selon l'expression de Makan Rafatdjou, le moins lefebvrien des ouvrages de Lefebvre portant sur ces thèmes. On a vu, en effet, sa méfiance envers toute forme de systématisation philosophique ou sociologique, mais pourtant c'est bien à une sorte de systématisation de ses thèses sur l'espace que procède la *PE*. Systématisation partielle et ouverte mais qui a pu induire en erreur de très nombreux commentateurs (parmi lesquels des géographes et des architectes) qui se perdent dans l'abstraction de certains schémas et catégories théoriques lefebvriens contenus dans ce livre. C'est parce que son objectif est de penser l'espace comme produit et œuvre totale humaine, d'élaborer (comme il le dit dans la

préface à la troisième édition de 1986) « une théorie générale du rapport entre l'espace et la société¹ », qu'il éprouve le besoin de coordonner ses différentes analyses spatiales ainsi que les différentes dimensions de l'espace. Il ne perd donc pas de vue les projets de penser la révolution urbaine de la seconde moitié du XX^e siècle, de participer à la création d'un droit effectif à la ville. L'abstraction parfois présente n'a donc pas pour origine une déconnexion de l'espace et du social (l'espace est toujours social pour Lefebvre), mais plutôt la volonté de ne pas se perdre dans les études de détail, dans le fragmentaire afin d'atteindre le global et le mondial.

Signe du caractère relatif de cette somme et de son aspect systématique, notre philosophe-sociologue s'autocritique dans sa préface de 1986 à propos de quatre points de son ouvrage : il n'a pas, selon lui, suffisamment insisté sur le processus de ghettoïsation des périphéries, notamment en France; il n'a pas assez marqué « le rôle de l'architecture comme *usage* de l'espace »; ni développé autant qu'il se doit le projet d'un nouvel espace différentiel; enfin, le rôle du Bauhaus et de Le Corbusier, qui semblent tout d'abord révolutionnaires mais finissent par forger théoriquement et pratiquement l'espace de la modernité capitaliste, n'est pas assez élucidé. Nous verrons que ces autocritiques, trop sévères, sont la marque du développement continu de la réflexion de Lefebvre sur l'espace, jusqu'à sa mort.

Le premier chapitre *Dessein de l'ouvrage*, est bien plus qu'une simple introduction, car d'emblée il retrace la genèse du concept d'espace dans les champs scientifique et philosophique. Le point de départ en est le constat d'une prolifération des sens et des usages du mot « espace », en mathématiques, géographie, sociologie, psychologie, etc. Des penseurs comme Sartre, Barthes, Lévi-Strauss, Noam Chomsky, Foucault, Derrida et Althusser, ne sont pas étrangers aux abus d'utilisation de ce mot. Deux contresens majeurs caractérisent ces pensées : la confusion entre le contenu de l'espace (« les choses *dans* l'espace ») et l'espace lui-même comme totalité; celle de

¹ PE, p. XX.

l'espace réel et de l'espace mental. Contre eux, Lefebvre réaffirme le lien entre l'espace et la praxis (qui sera à la fois point de départ et d'arrivée), et par là même, son caractère social et politique : « la *pratique spatiale* consiste en une projection « sur le terrain » de tous les aspects éléments et moments de la *pratique sociale*, en les séparant, et cela sans abandonner un instant le contrôle global, à savoir l'assujettissement de la société entière à la *pratique politique*, au pouvoir d'Etat.² » La pratique sociale dans ses différentes dimensions reste le point de départ pour le marxiste, la problématique spatiale renvoyant au social, au politique et à l'étatique (on voit que, d'entrée, la nécessité de relier les travaux sur l'espace aux travaux sur l'Etat se pose, la *PE* préfigurant *De l'Etat*).

A chaque praxis ou société correspond un ou plusieurs types d'espace, à chaque espace une ou plusieurs praxis. Il ne s'agit pourtant pas pour Lefebvre de forger un système de correspondances automatiques entre les modes de production et les types d'espace. En ce sens, il met fin aux hésitations, aux flottements, du *DV* et de la *RU* quant à la possibilité d'élaborer une « science de l'espace », un tel projet relevant de l'idéologie scientifique et urbanistique. Car non seulement les modes de productions sont dynamiques, en évolution constante mais, de plus, il y aurait alors un risque d'hypostasier le concept d'espace : « L'espace pris séparément devient abstraction vide; et de même l'énergie et le temps.³ » Ici encore, Lefebvre adopte la méthode métaphilosophique car, tout en travaillant les concepts philosophiques relatifs à l'espace, il refuse les conceptions classiques, abstraites, désincarnées de l'espace, dont l'espace cartésien (qui est « res extensa », pure substance étendue) reste le modèle. Le concept de « production de l'espace » permet d'éviter cette abstraction en faisant partir l'analyse des pratiques et des contenus sociaux concrets et non pas de formes métaphysiques vides. Cela n'empêchera pas notre métaphilophe d'utiliser le concept de forme, et même de l'identifier à l'urbain, mais sans tomber dans un formalisme étant donné son effort pour toujours articuler les formes et les contenus concrets.

² *PE*, p. 15.

³ *PE*, p. 20.

Ce qui permet également de sortir de la représentation métaphysique de l'espace, c'est l'introduction de la dimension temporelle dans l'analyse spatiale. Avec Nietzsche notamment, et avec Marx dans une moindre mesure (car il hésite entre plusieurs conceptions du temps), une conception nouvelle, complexe, différentielle du temps se forme qui, selon Lefebvre se prolonge en se transformant chez Bergson, Merleau-Ponty et Deleuze. Ce qui explique que les critiques qu'il adresse à ce dernier sont de nuance, car ils partagent une même orientation philosophique. Il faut noter, à propos de Deleuze, combien sur bien des points (différence, critique du structuralisme, conception du langage, transduction, etc.) son évolution fut parallèle à celle de Lefebvre, sans que l'on puisse parler d'influence directe (même si les théories urbaines lefebvriennes sont indirectement présentes à la fin de *Mille plateaux*).

L'espace social s'opposera donc à l'espace universel abstrait, qui provient, d'une part, de « l'illusion réaliste », voulant que l'espace ne soit qu'un donné naturel, et « l'illusion de la transparence », voulant qu'il soit neutre, sans qualité et donc immédiatement compréhensible. A l'inverse, qui dit espace social dit production historique d'espaces : « D'où l'exigence nouvelle d'une étude de cet espace qui le saisisse comme tel, dans sa genèse et sa forme, avec son temps ou ses temps spécifiques (les rythmes de la vie quotidienne).⁴ » Pour analyser cette production de l'espace, Lefebvre reprend et développe trois concepts : représentations de l'espace/espaces de représentation/pratiques spatiales. Les « représentations de l'espace » sont les conceptions intellectuelles de l'espace tel que les scientifiques, les philosophes, les urbanistes peuvent en créer. Les « pratiques spatiales » correspondent à toutes les pratiques sociales qui concourent à créer l'espace d'une société donnée (l'architecture relèvera selon son niveau de théorisation du premier ou du deuxième niveau, mais, le plus souvent, elle les cumule). Enfin, la catégorie la plus complexe est celle « d'espaces de la représentation ». Elle conjugue les catégories précédentes, désignant la perception

⁴ PE, p. 40.

commune de l'espace pour les habitants d'une société donnée, mélange de conceptions, de valeurs abstraites (religieuses, symboliques, etc.) et de mœurs, de pratiques, de vécus concrets. Le parallélisme qu'esquise Lefebvre entre : pratiques spatiales/espace vécu, représentations de l'espace/espace conçu, espaces de la représentation/espace perçu est relatif dans la mesure où, par exemple, l'espace de la représentation engage autant le vécu que la seule perception. Pris de manière rigide, de tels schémas bloquent l'analyse et empêchent la finesse de compréhension, il faut comme toujours avec Lefebvre, les prendre dans leurs interactions dialectiques. Le manque de dialectique dans la compréhension des idées et dans l'application des méthodes a été à l'origine de nombreux contresens de lecture des textes lefebvriens. Lefebvre le dit d'ailleurs clairement : « La triplicité : perçu-conçu-vécu (spatialement : pratique de l'espace-représentation de l'espace-espaces de représentation) perd sa portée si on lui attribue le statut d'un « modèle » abstrait. Ou bien elle saisit du concret (et non de l' « immédiat ») ou bien elle n'a qu'une importance restreinte, celle d'une médiation idéologique parmi beaucoup d'autres.⁵ » Preuve est de cette volonté d'éviter l'abstraction vaine pour atteindre le concret, le réel, l'analyse qu'il tente de la pratique spatiale du néo-capitalisme, objectif central de son livre : « La pratique spatiale « moderne » se définit donc par la vie quotidienne d'un habitant d'HLM en banlieue, cas limite et significatif; ce qui n'autorise pas à laisser de côté les autoroutes et l'aéropolitique.⁶ » L'espace et l'urbain, sont replacés, comme toute les thématiques traitées par Lefebvre, entre les pôles de la vie quotidienne et du mondial.

Entre ces trois dimensions compénétrées d'espace, il existe des décalages, voire des désarticulations, mais il peut aussi se créer une continuité, une harmonie dont l'exemple favori de Lefebvre est la Toscane renaissante (et dans une moindre mesure, l'Athènes antique et l'espace états-unien des années 1920/30 comme ceux de New York ou de Chicago). Ces concordances et ces discordances peuvent expliquer, bien mieux que

⁵ PE, p. 50.

⁶ PE, p. 48.

le concept d'idéologie, les décalages pouvant exister entre les pratiques et les représentations spatiales d'une époque donnée. On peut remarquer que loin d'expliquer les pratiques spatiales, les idéologies sont au contraire expliquées par ces pratiques : « Plus généralement, ce qu'on nomme « idéologie » n'acquiert de consistance qu'en intervenant dans l'espace social, dans sa production, pour y prendre corps.⁷ »

Un des fondements de l'espace capitaliste est le contrôle, la surveillance, l'instrumentalisation de l'espace, produisant un « espace abstrait » qu'illustrent : les autoroutes, les aéroports, les parkings, les centres commerciaux, les parcs d'attractions, ainsi que les espaces étatiques : bases militaires, palais, monuments, etc. Il obéit à la logique marchande individualisante, spectaculaire, déshumanisante, qui nécessite pour protéger ses capitaux toutes sortes de contrôles (vidéosurveillance, police, etc.). Las Vegas est peut être le paroxysme provisoire de ce type d'espace. Politiquement, l'étude de l'espace capitaliste appelle celle de l'Etat. En effet, l'espace abstrait de la modernité est le fruit conjugué de l'action du marché et des Etats, la technocratie pouvant faire le lien entre ces logiques (la *PE* forme d'ailleurs un triptyque critique de la technocratie étatique avec *Position : contre les technocrates* et *De l'Etat*).

Deux questions se posent alors : pourquoi les forces critiques et progressistes sous-estiment-elles chroniquement les questions urbaines ? Pourquoi les usagers restent-ils passifs et silencieux face à la dépossession de leurs espaces et de leurs vies ? Lefebvre consacrera plusieurs analyses à ces questions déjà présentes dans la *RU* et dans une moindre mesure dans le *DV*. Pour l'instant il se contente de donner deux pistes de solution : la puissance répressive des espaces du capitalisme, notamment grâce à la relégation périphérique, écrase les possibilités de révolte; le détournement médiatique, « informationnel » allié au consumérisme, isolent et aliènent les individus en leur donnant l'illusion de la participation. Face à cette situation, force est de constater qu'il y a un « échec par l'espace » de la pensée révolutionnaire. En effet : « Une révolution qui

⁷ *PE*, p. 55.

ne produit pas un espace nouveau ne va pas jusqu'au bout d'elle-même; elle échoue; elle ne change pas la vie; elle ne modifie que des superstructures idéologiques, des institutions, des appareils politiques. Une transformation révolutionnaire se vérifie à sa capacité créatrice d'œuvres dans la vie quotidienne, dans le langage, dans l'espace, l'un n'allant pas nécessairement au même pas que l'autre, également.⁸ » Cette lacune théorique, cette erreur politique, cet échec historique, ont permis au capitalisme de garder l'initiative, de juguler les révoltes en créant son espace. Espace paradoxalement neutre, abstrait et violent, répressif : « C'est une de ses contradictions : entre la sécurisation apparente et la violence qui menace sans cesse d'éclater et parfois ici ou là, éclate.⁹ » Cette violence est d'autant plus efficace qu'elle n'est pas immédiatement perceptible, comme dans le cas d'une barre HLM ou dans celui des stratégies commerciales touristiques qui réorganisent l'espace mondial en épuisant les ressources, les espaces, en exploitant les populations sous couvert de « loisirs » et de « vacances » (Lefebvre prend l'exemple de l'Europe méditerranéenne exploitée touristiquement par l'Europe du nord). Dans ces conditions : « Tant que persistera la quotidienneté dans l'espace abstrait avec ses contraintes très concrètes, tant qu'il n'y aura que des améliorations techniques de détail (horaires des transports, vitesse, confort relatif), tant que les espaces (de travail, de loisir, d'habitation) resteront disjoints et rejoints seulement par l'instance politique et son contrôle, le projet de « changer la vie » restera un slogan politique, tantôt abandonné, tantôt repris.¹⁰ » Pour transformer l'espace répressif et dépressif du capitalisme, il sera nécessaire de maîtriser ses contradictions et de contester sa puissance mondiale d'homogénéisation et de centralisation. L'appel lefebvrien aux « différences » et à leur affirmation rejoint l'appel deleuzien aux « minorités » et à leurs « lignes de fuite », tous deux refusant les hiérarchisations inégalitaires (d'individus, de groupes, de cultures, de nations, de territoires) au nom d'un principe anarchique (l'ἀρχή étant, en grec ancien, le

⁸PE, p. 66.

⁹PE, p. 70.

¹⁰PE, p. 72.

principe directeur extérieur). Si la révolution n'est qu'un changement au sein de l'Etat, ou d'Etat, ne mettant pas en cause les centralités répressives, elle ne sera pas une révolution véritable.

L'espace social, le deuxième chapitre, poursuit logiquement la définition du concept de « production de l'espace », en tentant d'abord de dégager le terme de « production » de son seul sens économique (provenant de l'économie politique bourgeoise mais repris par les marxistes) sans en faire un concept fourre-tout, désignant n'importe quelle activité créatrice de n'importe quel objet (sens que l'on retrouve chez les situationnistes et chez Baudrillard). La première définition conduit à sous-estimer l'espace et sa production, tout comme la seconde, car l'espace devient un produit, une chose parmi les autres. La production de l'espace désigne aussi bien une création cohérente et artistique de l'espace (Lefebvre prend l'exemple de Venise), aboutissant à une œuvre unique, qu'une production industrielle de villes et de quartiers nouveaux homogènes à travers le monde, dénués de style, pauvres esthétiquement. A travers les exemples de Venise, de Florence ou de Sienne, Lefebvre veut montrer que la ville est une œuvre totale qui dépasse le seul champ visuel et implique le vécu et les pratiques humaines. Ces exemples sont relatifs, non reproductibles tel quel, Lefebvre sachant bien que l'avance de la Toscane renaissante s'est transformée plus tard en retard, et a conduit à une muséification de ces villes au XX^e siècle.

L'espace social, produit de la production de l'espace, articule en lui nombre de niveaux et de dimensions : « Il n'y a pas *un* espace social, mais plusieurs espaces sociaux, et même une multiplicité indéfinie dont le terme « espace social » dénote l'ensemble non-dénombrable.¹¹ » Toutes les tentatives d'homogénéisation, de contrôle de l'espace seront vaines, impuissantes face à la complexité de ces espaces interpénétrés. Chaque espace peut être le support d'un grand nombre de rapports sociaux, être traversé par de « multiples flux » comme le dit Lefebvre dans un langage encore une fois proche

¹¹PE, p. 103.

de celui de Deleuze. Selon lui, deux dangers se présentent alors face à la pensée de l'espace : la totalisation abstraite et la fragmentation excessive. « L'attention se disperse alors et se perd en considérations tantôt sur ce qu'il y a dans l'espace (les choses prises à part, rapportées à elles-mêmes, à leur passé, à leurs noms), tantôt sur l'espace vidé (séparé de ce qu'il contient), tantôt donc sur les objets dans l'espace, tantôt sur l'espace sans objet, neutre.¹² » Pas de science absolue de l'espace ou de science de l'espace absolu, mais l'étude des différents espaces locaux, de leurs productions et de leurs articulations. Nous avons déjà vu que l'intégration du temps et des rythmes dans l'analyse spatiale permet d'éviter le risque d'abstraction et de désincarnation de l'espace. Etudier les différences, les rythmes, les contradictions qui traversent les espaces autorise une finesse d'analyse qui n'empêche pas d'atteindre, par ailleurs, le niveau de l'espace mondial.

On voit ici comment les options théoriques et les choix politiques sont liés. Pour Lefebvre, l'attitude critique et une condition sine qua non de la sociologie et de la pensée en général. Analyser, par exemple, l'espace capitaliste moderne sans critiquer les processus à l'œuvre de fragmentation (disjonction des activités et des espaces), de visualisation (monumentalité et réduction à l'apparence, à la façade), de métaphorisation (omniprésence des signes et des informations), revient à accepter un système qui atomise les individus, les aliène dans une quotidienneté morne et une consommation absurde. Le système capitaliste et son espace sont à la fois très cohérents et fous (schizophréniques diraient Deleuze et Guattari). Heureusement, l'espace social et la forme urbaine (rencontre, rassemblement, simultanément) ne se limitent pas au seul espace capitaliste, qui a du mal à maîtriser les différences qui se produisent en son sein. C'est d'ailleurs plutôt le capitalisme lui-même qui a pour conditions, historique et logique, le rassemblement d'individus, d'objets, d'outils, de capitaux, tous inséparables de la ville et de l'urbain. C'est bien pourquoi, Lefebvre revient sur ce thème d'une manière plus tranchée qu'il ne

¹²PE, p. 109.

l'avait fait dans la *PMV*, il préfère les *Grundrisse* (et leurs analyses plus historiques et concrètes) au *Capital* et ses froides analyses. Ces dernières sont plus formellement cohérentes, mais elles perdent le pouvoir d'explication historique, dynamique, du mode de production capitaliste et elles négligent le rôle de la ville et de l'espace dans le développement de celui-ci. L'exaltation structuraliste de la cohérence formelle, « scientifique », a été un facteur important de l'oubli de tout un pan de l'œuvre de Marx, de l'attitude antihistorique et de l'ignorance de la problématique urbaine. L'erreur n'était pas seulement théorique mais aussi politique car le capitalisme, lui, n'oubliait pas l'importance de l'espace et des stratégies spatiales : « L'efficacité des stratégies dans l'espace, et surtout un fait nouveau, à savoir que les stratégies mondiales tentent d'engendrer un *espace global*, le *leur*, et de l'ériger en absolu, apporte une raison et non la moindre au renouvellement du concept d'espace.¹³ » A l'inverse d'Althusser qui assèche la politique au nom d'une science pure, Lefebvre enrichit la connaissance scientifique à l'aide de principes politiques émancipateurs. C'est toute la différence entre un penseur dialectique et un philosophe antidialectique. Cette différence est aussi capitale en ce qui concerne leurs appréhensions respectives de l'Histoire. Pour Lefebvre, l'Histoire est liée à l'espace puisqu'elle se sédimente en lui. Pas d'Histoire sans espace, pas d'espace sans Histoire ni temps, mais des « textures » rythmées d'espace/temps : « Le temps et l'espace ne se dissocient pas dans les textures : l'espace implique le temps et inversement. Nulle part ces réseaux ne se ferment.¹⁴ » Il faut noter que ces « textures » ne sont pas des textes, elles incluent du vécu, des pratiques et in fine toute la praxis sociale.

Lefebvre part donc du monde tel qu'il est, sans chercher de fuite dans le passé (que l'on trouve par exemple dans la mélancolique « poétique de l'espace » bachelardienne) : « Reste enfin à étudier aujourd'hui la connexion de ces espaces avec le marché mondial, l'impérialisme et les stratégies, les firmes multinationales et leurs

¹³ *PE*, p. 126.

¹⁴ *PE*, p. 140.

aires.¹⁵ » Sans pour autant faire de l'espace un absolu coupé des autres réalités, puisque l'espace social n'est ni une forme ni un objet mais : « une réalité sociale, c'est-à-dire un ensemble de relations et de formes.¹⁶ » Comme nous l'avons vu, la claire conscience du nouveau pouvoir de production globale de l'espace se trouve simultanément chez : Gropius, Mies Van der Rohe, Le Corbusier, Wright, El Lissitzky et Melnikov, dans le modernisme et le constructivisme des années 1920. Mais c'est certainement le Bauhaus qui théorisa et précisa le plus ces pratiques et conceptions nouvelles de l'espace que le capitalisme allait récupérer : « Les gens du Bauhaus ont compris que l'on ne peut pas produire des choses en dehors les unes des autres dans l'espace, meubles et immeubles, sans tenir compte de leurs rapports et de leur ensemble [...] Qu'allaient donner les audaces du Bauhaus ? L'architecture mondiale, homogène et monotone, de l'Etat, capitaliste ou socialiste.¹⁷ » Et ce, notamment, grâce aux procédés de modélisation, d'industrialisation et de préfabrication. Il faut ajouter deux remarques : s'il est vrai, tout d'abord, que la modernité crée un nouvel espace, ce dernier n'est pas absolu mais vient surdéterminer les espaces déjà existants : « L'espace social n'est jamais une page blanche sur laquelle on (mais qui ?) aurait écrit son message. L'espace naturel et l'espace urbain sont surchargés. Tout y est brouillon et brouillé.¹⁸ ». D'autre part, cette création d'espace ne se limite pas à des créations formelles ou architecturales, car à travers ces dernières c'est un ensemble d'actions, de conduites, de consignes, y compris corporelles, qui est prescrit (« L'espace commande aux corps; il prescrit ou proscriit des gestes, des trajets et parcours.¹⁹ »). C'est aussi en cela que l'espace peut être dit politique, ne se laissant pas épuiser par des « lectures » interprétatives superficielles qui ignoreraient sa dimension pratique constituée de multiples consignes interférentes.

¹⁵ *PE*, pp. 133-4.

¹⁶ *PE*, p. 138.

¹⁷ *PE*, pp. 147-49.

¹⁸ *PE*, p. 167.

¹⁹ *PE*, p. 168.

Comme exemple de pouvoir de façonnement de l'espace, Lefebvre prend le couple : transparence/opacité dans l'architecture et l'urbanisme modernes. Dans ces derniers, les espaces privés sont des sortes de cellules closes et séparées, tandis que les espaces publics sont ouverts tout en étant contrôlés directement ou à distance (vidéosurveillance). Pour Lefebvre il faudrait faire l'inverse, id est ouvrir en partie les espaces privés les uns sur les autres (projet déjà présent à l'état embryonnaire chez Le Corbusier et de manière plus développée chez Renaudie) et permettent aux espaces publics d'atteindre des degrés de confidentialité plus ou moins grande selon les besoins des usagers. L'espace japonais permet à Lefebvre de trouver un exemple d'une logique spatiale alternative à celle du capitalisme européen. Remarquons la récurrence et l'importance pour la pensée lefebvrine de la ville japonaise, de sa culture et de son espace. Il y fit plusieurs voyages durant les années 1960 et 1970, notamment des séjours de plusieurs mois à Tokyo et à Kyoto. Au Japon, contrairement à la pratique spatiale occidentale, on ne trouve pas de stricte séparation entre les espaces privés et les espaces publics : « Des aires publiques, espaces de relations et d'actions, s'articulent avec des aires privées, espace de contemplation, d'isolement, de retraite, en les joignant par des aires mixtes, espaces de parcours, de passages, de liaisons. [...] Le « public », temple ou palais, comprend du privé et du mixte. Le « privé », une maison, une demeure, comprend aussi du public (des lieux de réception) et du mixte. De même enfin la ville...²⁰ » La séparation, l'opposition nature/culture est également ignorée ou vécue de manière radicalement différente : « Il n'y a pas de maison sans jardin, même minuscule, lieu de contemplation et de contact avec la nature; même quelques cailloux *sont* la nature et non pas quelque symbole distingué [...] La nature, le divin d'abord, puis la vie sociale et la vie de relations ensuite, et enfin la vie individuelle et privée, tous ces aspects de la réalité humaine ont leurs lieux, s'impliquant les uns les autres de façon concrète.²¹ » L'espace et la société japonais privatisent ce qui semble public à l'esprit occidental (une prière dans

²⁰ PE, p. 179.

²¹ PE, p. 180.

un temple, par exemple), ils rendent symétriquement public ce qui peut sembler privé (voir les bains publics, si importants dans la société nipponne). On sent clairement la préférence de Lefebvre pour ces espaces orientaux et leur complexité concrète : « s'apercevoir que les espaces complexes, en treillis, semi treillis, lattis, ont une supériorité pratique sur les espaces simplifiés, les tracés rectilignes.²² » Cette complexité tient aussi au fait que les passages, les mouvements, les transitions sont intégrés à l'espace et à sa structure, les espaces intermédiaires et même les vides venant les surdéterminer, les ouvrir. La puissance, la forte présence de ces espaces tient paradoxalement à ce vide, qui n'est plus un opposé négatif mais une fonction nécessaire, équilibrante (ce qui amène Lefebvre à contester l'interprétation que fait son ami Barthes de la place impériale, le « cœur vide de Tokyo », car elle en reste à des catégories binaires occidentales inadéquates). Les multiples jardins japonais illustrent aussi la richesse de ces espaces capables de dépasser les séparations entre les fonctions : « Toujours microcosme, œuvre d'art symbolique, objet en même temps que lieu, ce merveilleux jardin zen a des « fonctions » diverses qui jamais ne sont des fonctions. Il exclut chez vous l'opposition « nature-culture » qui ravage l'Occident; le jardin montre une appropriation de la nature; il est entièrement nature, symbole du macrocosme, et entièrement culture, projection d'une façon de vivre.²³ » Un jardin zen, comme tous les espaces japonais est centrifuge, il se détermine du dedans, et non centripète comme les espaces occidentaux qui se forment du dehors vers l'intérieur, emprisonnés qu'ils sont entre des murs inamovibles.

Ces analyses vont déterminer les caractéristiques de ce que Lefebvre nommera « espace différentiel », espace positif pour lui qui s'opposera à l'espace répressif du capitalisme. On trouvera, en effet, pour le définir des propriétés déjà présentes dans l'espace japonais : importance des lieux de rencontre (carrefours, galeries, passages, etc.); ordre spatial non linéaire et non géométrique; intégration du corps et de ses rythmes

²² *PE*, p. 182.

²³ *PE*, p. 183.

dans les espaces; dépassement de l'opposition nature/culture (entraînant une grande présence et diversité des espaces verts à toutes les échelles, véritable « nature seconde »); dépassement de la dichotomie espaces privés/espaces publics; création d'espaces multifonctionnels, incluant les fonctions symboliques; enchevêtrement complexe des formes, des structures et des fonctions; préférence de l'horizontalité à la verticalité, y compris pour les monuments; intégration du temps et du vieillissement dans l'architecture, avec une prise en compte des différences possibles d'usage. Si l'on rajoute le projet fouriériste de créer des lieux festifs, ludiques, « érotisés », s'opposant aux lieux de travail, on a le tableau complet de cet espace différentiel que nous retrouverons ultérieurement. De la confrontation des espaces orientaux et occidentaux, Lefebvre retient donc des principes pouvant aider à refondre l'espace capitaliste occidental moderne. On peut remarquer encore une fois que Lefebvre songe à une révolution totale de l'espace qui ne peut se limiter et se contenter de « détournements » partiels de type situationniste, de réappropriations limitées dans l'espace et le temps. Ces détournements et autres « dérives » ne peuvent être que des étapes transitoires, préliminaires dans la recherche et la construction d'espaces et de pratiques spatiales nouveaux.

Les caractéristiques de cet espace différentiel lefebvrien dépendent de sa conception générale de l'espace qui fait l'objet d'un chapitre très théorique (*Architectonique spatiale*). Il forme sa propre représentation de l'espace à travers la critique de certaines conceptions philosophiques, scientifiques et artistiques de l'espace. Contre la conception classique cartésienne, il pense que l'espace n'est pas une substance ou une forme universelle, vide et absolue. Il préfère la conception leibnizienne faisant de l'espace un jeu de relations entre les corps, inséparable des substances, de leurs rapports multiples et de leurs rythmes (ce qui implique aussi la relativité du temps et de l'espace l'un par rapport à l'autre). Tout espace est interaction de forces, d'objets, de dimensions et de temporalités, ce qui implique de prendre au sens fort la thèse lefebvrienne qui veut que l'espace soit par définition social et non pas socialisé de manière externe, artificielle. Ce qui redonne également toute son importance au corps : « Comme point de départ et

point d'arrivée, il y a le corps.²⁴ » dit Lefebvre en une formule digne de Merleau-Ponty. Le corps pour Lefebvre n'est pas une « corporéité » abstraite mais un « corps spatial » en relation, en connexion avec l'espace général et avec le monde. Le problème n'est plus de distinguer un « sujet » d'un « objet », ou la matière et l'esprit, mais de partir au contraire de leur fusion originaire et originale : « Le corps spatial, devenant social, ne s'introduit pas dans un « monde » préexistant; il produit et reproduit; il perçoit ce qu'il reproduit ou produit. Ce corps porte en lui ses propriétés et déterminations spatiales.²⁵ » Lefebvre croise de nouveau dans cette critique de l'idéalisme désincarné et désincarnant les théories de Deleuze et Guattari (malgré quelques nuances). Cependant, plus que de schizoanalyse, il défend l'idée d'une rythmanalyse : « La *rythmanalyse* développant l'analyse concrète et peut-être l'usage, l'appropriation des rythmes.²⁶ » Ce projet rythmanalytique, dont c'est une des premières occurrences dans son œuvre et qui occupera les dernières années de sa vie, trouve son origine dans sa conception de l'espace et du corps comme ensembles de rythmes, comme polyrythmies. Ce concept de rythme constitue une médiation entre la vie quotidienne et l'urbain, la rythmanalyse pouvant les inclure tous les deux et étudier leurs connexions (synchroniques ou arythmiques). La rythmanalyse pourra donc servir d'outil d'analyse de l'espace, comme Lefebvre le montrera à propos des villes méditerranéennes ou du quartier des Halles à Paris dans ses *Eléments de rythmanalyse*.

Lefebvre prend ensuite un exemple d'espace social complexe : le monument. Nous savons déjà qu'il refuse de promouvoir la monumentalité, qui est souvent le refuge d'une volonté de puissance, religieuse, politique ou étatique. Il reconnaît quand même dans les monuments un pouvoir de transcendance des fonctions quotidiennes (travail, loisir), une capacité de matérialiser des valeurs ou des symboles sociaux : « L'espace monumental offrait à chaque membre d'une société l'image de son appartenance et de

²⁴ *PE*, p. 225.

²⁵ *PE*, p. 230.

²⁶ *PE*, p. 237.

son visage social, miroir collectif plus « vrai » qu'un miroir individualisé.²⁷ » Le monumental, en ce sens, possède une dimension sociale et politique qui peut permettre de créer des espaces collectifs vivants brisant la monofonctionnalité limitative des espaces quotidiens. Il ne s'agit donc pas d'une vision figée du patrimoine historique mais d'un appel à la création future. Le monument ne doit pas être le spectaculaire formel mais une création sociale multifonctionnelle, inséparable d'expérimentations politico-sociales. Dans l'architecture moderne produisant du bâti isomorphe et figé, le monument ainsi conçu peut être ce qui brise la morne régularité du « tissu » urbain.

Après avoir fixé dans les premiers chapitres les concepts de production de l'espace et d'espace social, et avoir commencé à étudier certaines contradictions de l'espace moderne, Lefebvre retrace dans le chapitre *De l'espace absolu à l'espace abstrait*, l'histoire des conceptions et des pratiques spatiales. Histoire dialectique car, là encore, les contradictions et les conflits sont présents dès le départ et il n'existe ni début absolu ni fin prédéterminée. Si l'espace absolu est davantage présent aux débuts de l'histoire humaine et l'espace abstrait plutôt dans celui de la modernité, c'est au cœur du présent que Lefebvre retrouve l'opposition entre ces deux types d'espace. Paradoxalement, il s'appuie sur une œuvre architecturale particulière, sorte d'anomalie sauvage, transitoire entre plusieurs époques : celle de Gaudí. Bien plus qu'un style baroque extrême, Lefebvre voit dans cette œuvre un retour paroxystique de la nature et de son symbolisme, la nature étant au fondement de l'espace absolu. On perçoit clairement que, par exemple dans la Sagrada Familia, le propos n'est pas chrétien mais qu'il relève d'un panthéisme, d'une « hérésie modernisée ». Ses formes sont à la fois modernes et naturelles, mystiques et érotiques. D'une manière moins intense et inventive que dans le travail du maître catalan, on retrouvera dans toute la modernité ce conflit entre l'espace naturel (ou d'inspiration naturelle), absolu et l'espace humain abstrait. Avec le capitalisme industriel, nous avons vu l'émergence d'un espace brisé, éclaté entre

²⁷ PE, p. 253.

des formes et des fonctions multiples. Seul l'espace étroit de la vie privée familiale semble constituer un reste d'espace absolu préservé : « Brisée par de multiples séparations et ségrégations, l'unité sociale se reconstitue au niveau de la cellule familiale, pour et par la reproduction généralisée. La reproduction des rapports de production fonctionne à plein dans et par la brisure des liens sociaux, l'espace symbolique de la familiarité (famille et vie quotidienne) l'emportant, seul « approprié ».²⁸ » Espace clivé, dichotomisé, schizophrénique, l'espace capitaliste allie une gestion technocratique de l'espace social (urbanisme, transports, énergies, etc.) à une atomisation des espaces privés, synonymes de sécurité (limitée) et de maîtrise (illusoire), dans lesquels se déroulent une vie quotidienne répétitive repliée sur une vie familiale restreinte, en proie à la consommation généralisée et à des succédanés de nature (« espaces verts », loisirs). Plus que d'idéologies abstraites, c'est de cette contradiction, de cette oscillation perpétuelle entre le « public » et le « privé », que proviennent l'aliénation et la passivité des citoyens habitant l'espace capitaliste abstrait.

L'espace absolu traverse la Préhistoire, l'Antiquité et le Moyen Age. Lascaux le Parthénon, mais aussi un village Dogon en sont des exemples. Il est synonyme d'harmonie entre les représentations (notamment religieuses et politiques) et les pratiques spatiales, l'ordre du village ou de la ville (l'« urbs » latin) rejoignant structurellement l'ordre du monde (l'« orbs » latin). Pas de séparation entre les représentations de l'espace, les espaces de la représentation et les pratiques spatiales, ni entre les espaces, les temporalités et la vie quotidienne. Le cercle, à l'aide de représentations ou d'applications concrètes (enceintes, etc.), est une forme privilégiée de cet espace. Il existe une multiplicité de cercles et de niveaux (vivants, morts, nature, etc.) qui ne sont pas en opposition, toute brisure dans l'harmonie pouvant être rétablie par des rites magiques. L'existence de lieux de réunion publique (l'agora pour les grecs) et de lieux

²⁸ PE, p. 269.

tabous, interdits (comme chez les aborigènes australiens) sont des marques de ce type d'espace absolu.

S'appuyant notamment sur les travaux de Panovsky, Lefebvre remarque qu'avec l'espace gothique, et d'une manière générale à la fin du Moyen Age européen, vient au jour un espace différent, lié aux transformations économiques, à la naissance du capitalisme. Aux alentours du XI^e siècle, d'abord en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et en Italie, se développe une culture et un espace marchands. Alors que durant l'Antiquité le commerce, les marchés et les marchands étaient relégués vers les périphéries des villes (voir les caravansérails orientaux) : « La révolution médiévale fait entrer le commerce dans la ville et l'installe au centre de l'espace urbain transformé.²⁹ » Grâce à ces marchés, de nouveaux rapports villes/campagnes se développent, ainsi que de nouveaux liens entre les villes, sans parler, plus tard, des nouveaux horizons continentaux. Paradoxalement, le religieux qui connaît architecturalement avec l'art gothique une grande envolée, perd de son importance idéologique et sociale. Il n'est plus le seul centre de la ville ou du village. La ville possède donc une importance capitale pour la transition du mode de production féodal au mode de production capitaliste : « La médiation historique entre l'espace médiéval (féodal) et l'espace du capitalisme qui résultera de l'accumulation, cette médiation se situe dans l'espace urbain, celui des « systèmes de villes » qui s'instaure pendant la transition [...] Plus tard seulement, au deuxième degré de l'abstraction spatiale, l'Etat prendra le relais. Les villes et leurs bourgeois perdront le contrôle de l'espace en même temps que la domination sur les forces productives qui se dégagent de ces limites en passant du capital commercial et bancaire au capitalisme industriel.³⁰ » Dès ce moment, Lefebvre prend conscience du rôle de l'Etat dans l'émergence du capitalisme et dans celle de l'espace abstrait. « La violence originelle, la création continue par la violence (par le feu et le sang disait Bismarck), voilà la marque distinctive de l'Etat; mais sa

²⁹ *PE*, p. 305.

³⁰ *PE*, p. 310.

violence ne peut s'isoler. Elle ne se sépare ni de l'accumulation du capital ni du principe rationnel et politique d'*unification*, subordonnant et totalisant les aspects de la pratique sociale, la législation, la culture, la connaissance et l'éducation dans un espace déterminé, celui de l'hégémonie de la classe dominante sur son peuple et sa nationalité qu'elle s'approprie.³¹ » On perçoit bien ici, non seulement le rôle des Etats dans la création d'une possibilité de production générale de l'espace, mais aussi le caractère négatif qu'il revêt aux yeux de notre métaphilophe. Comprendre l'espace abstrait et la production moderne de l'espace, c'est se rendre capable de comprendre le fonctionnement étatique, de voir ses contradictions et ses limites, afin de concevoir son possible dépassement. En ce sens, la théorie de l'espace et de l'urbain sera au fondement de l'anarchisme lefebvrien.

Avec le développement de l'Etat va naître et croître l'espace abstrait, espace de contrôle, violent, homogène, négateur des différences. Sa violence n'est pas forcément militaire ou policière mais peut revêtir la forme « douce » de la gestion bureaucratique. C'est aussi un espace optique et géométrique, avec de nombreuses variantes de Versailles au Bauhaus. La façade devient un point de repère essentiel (pensons à Haussmann ou aux architectures totalitaires), l'ensemble pouvant atteindre au monumental. Son homogénéité n'a rien de naturel : « L'espace abstrait *n'est pas* homogène; il *a* l'homogénéité pour but, pour sens, pour « objectif ». Il l'impose. En lui-même, il *est* plural. Le géométrique et le visuel se complètent et s'opposent, visant différemment le même effet : la réduction du « réel » d'un côté au « plan », dans le vide, sans autre qualité, de l'autre à l'aplatissement du miroir, de l'image et du pur spectacle sous le pur regard glacé.³² » La violence, le contrôle, la possible répression, seront inscrits dans cet espace même, dans sa logique irrationnelle. A l'instar de l'Etat, dont il est inséparable, l'espace abstrait n'apparaît pas en une fois mais nécessite de nombreuses étapes historiques, parmi lesquelles on trouve la cruciale Révolution de 1789. Le XX^e siècle,

³¹ PE, p. 323.

³² PE, p. 330.

quant à lui, voit non seulement l'achèvement de cet espace abstrait mais aussi l'émergence d'un autre espace, objet du chapitre suivant *L'espace contradictoire*.

A l'espace abstrait, espace de l'abstraction visuelle homogénéisante, Lefebvre oppose l'espace réel traversé de contradictions multiples. De par sa matérialité même, l'espace ne se réduit jamais totalement à l'abstraction, à l'image : « Un « être humain » n'a pas devant lui, autour de lui, l'espace social -celui de sa société- comme un tableau, comme un spectacle ou un miroir. Il sait qu'il *a* un espace et qu'il *est* dans cet espace. Il n'a pas seulement une vision, une contemplation, un spectacle; il agit, il se situe dans l'espace, partie prenante. A ce titre, il se situe dans une série d'enveloppes qui s'impliquent les unes les autres; leur suite explique la pratique sociale.³³ » Pour Lefebvre l'espace n'est pas d'abord et avant tout un problème théorique mais un ensemble de problèmes concrets, humains, sociaux (il fait référence notamment aux problèmes démographiques et écologiques).

Au début du XX^e siècle, un point d'inflexion du rapport à l'espace apparaît. Avec l'avant-garde des peintres (il consacre plusieurs pages à Picasso), des sculpteurs et des architectes, l'abstraction de l'espace tout à la fois s'étend et révèle son possible dépassement. Les nouveaux architectes, avec Wright, Le Corbusier et le Constructivistes soviétiques (plus dédaignés mais qui ont sa préférence), l'habitat devient une « machine à habiter ». Les innovations techniques (béton, pilotis, etc.) permettent une plus grande liberté de construction (façade libre, etc.) mais rendent en même temps l'espace plus géométrique, visuel, homogène et abstrait. Malgré les discours idéologiques de Le Corbusier, la nature s'éloigne devant les nouvelles possibilités humaines de production d'espace, l'homme perdant ses repères et ses rythmes traditionnels. Là se trouve peut être la contradiction principale de l'espace abstrait qui, tout en se voulant cohérent et homogène, produit la fragmentation et le clivage des espaces et des vies. Ce mouvement : « aboutit à une pratique spatiale autoritaire et brutale : celle d'Hausmann, puis celle

³³ PE, p. 339.

codifiée par le Bauhaus et Le Corbusier, à savoir l'efficacité de l'esprit analytique dans et par la dispersion, la séparation, la ségrégation.³⁴ » On retrouve l'automobile comme facteur de fragmentation de l'espace, de sa déshumanisation, en liaison avec la logique marchande individualiste.

A la fois homogène et fragmenté, l'espace abstrait est aussi hiérarchisé, les hiérarchisations spatiales et sociales interagissant. Une des formes de hiérarchisation et de fragmentation est constituée par l'opposition : centres/périphéries, avec au sein de ces dernières, l'opposition : grands ensembles/pavillons. Il y a saut et rupture entre l'idéologie urbanistique se voulant cohérence, logique, neutralité et technicité, et les espaces produits qui, malgré l'impression de choix, de liberté, voire de « standing », sont fragmentés, hiérarchisés, désagrégés. Ce dramatique décalage, cette inversion aliénante, sont consubstantiels à l'urbanisme : « Ce qui correspond que trop bien à l'urbanisme de maquette et de plan-masse, complément de l'urbanisme des égouts et voiries, où le regard du créateur se fixe à son gré et à son aise sur des « volumes », œil faussement lucide qui méconnaît à la fois la pratique sociale des « usagers » et l'idéologie qu'en soi-même il contient.³⁵ » La ségrégation sociale revêt plusieurs formes dont les plus efficaces ne sont pas les plus visibles : « La plupart des interdits sont invisibles. Les grilles et grillages, les barrières matérielles et les fossés ne sont que le cas limite de la séparation. Signes et signifiants plus abstraits protègent contre les intrus les espaces élitiques, les beaux quartiers, les endroits « sélects ». L'interdiction, c'est l'envers et l'enveloppe de la propriété, l'appropriation négative de l'espace sous le régime de la propriété privée.³⁶ » C'est une des forces du mode de production capitaliste que d'avoir su reprendre et adapter à la forme marchande l'antique propriété du sol, l'intégrant à ses rapports de production et s'en servant pour son extension mondiale. C'est un tort des marxistes orthodoxes que d'avoir négliger cet aspect de l'économie capitaliste, et de lui avoir

³⁴ *PE*, p. 355.

³⁵ *PE*, p. 367.

³⁶ *PE*, p. 368.

substitué un espace économique abstrait, indéterminé, ce qui allait pourtant à l'encontre du livre III du *Capital*. Pour instaurer son système inégalitaire, le capitalisme organise une pénurie artificielle de l'espace, comme il organise une pénurie des biens en général. Cette pénurie peut parfois être naturelle (ressources écologiques, place disponible pour la construction), mais elle est la plupart du temps entretenue, artificielle (voir la spéculation dans les centres urbains privilégiés à : Paris, Tokyo, New York, etc.). « Or, c'est à ce moment même que l'espace se fragmente. Il est artificiellement raréfié autour des centres pour « valoir » plus cher, pour la vente en gros et en détail; il est littéralement pulvérisé; on le vend en « lots », en « parcelles ». C'est à ce titre qu'il devient pratiquement le milieu des ségrégations, de la dispersion des éléments de la société repoussés vers les périphéries.³⁷ » On fragmente pour vendre, on hiérarchise pour spéculer, protéger les riches et parquer les pauvres, on homogénéise pour contrôler l'ensemble. C'est le rôle du « marché immobilier » dans lequel l'Etat et les entreprises privées sont partenaires, qui homogénéise d'un côté, pour pouvoir comparer les espaces vendus, et qui fragmente d'un autre côté, pour créer des écarts de valeur et réaliser des profits maximum. Le problème est d'autant plus grave, qu'en achetant un espace, on achète une vie quotidienne, un emploi du temps, constitué notamment par la distance domicile/lieu de travail. La centralité devient ainsi valeur d'usage (commerces, loisirs, équipements publics) et valeur d'échange.

Au niveau mondial, l'espace abstrait du capitalisme est à la fois : marchandise (à travers le marché mais aussi le tourisme et les transports), élément structurel de la production (support de flux : marchandises, capitaux, matières premières, énergies, main-d'œuvre), support de rapports sociaux (matérialisant plus que reflétant l'ordre social), instrument de contrôle (administratif, politique, policier) mais également lieu de possibles résistances et libérations (détournements, réappropriations, etc.). Cet espace capitaliste mondialisé cumule l'hypercentralisation (« supers Etats », organisations

³⁷ PE, p. 387.

internationales, entreprises multinationales) et la fragmentation (continents, Etats-nations, régions, etc.) « Empiriquement parlant, ceci veut dire que le néocapitalisme et le néoimpérialisme partagent l'espace dominé en régions exploitées pour et par la production (des biens de consommation) et en régions exploitées pour et par la consommation de l'espace. Tourisme, loisirs deviennent de grands secteurs d'investissement et de rentabilité, complétant la construction, la spéculation immobilière.³⁸ » Ainsi, par exemple, une bonne partie du pourtour méditerranéen (Espagne, France, Italie, Tunisie, Croatie, etc.) devient lieux de vacances et de loisirs, permettant la redécouverte de la nature (mer, soleil) et du corps (baignade, bronzage mais aussi prostitution). La quotidienneté y trouvant un pseudo équilibre, pour se reposer du travail dans les régions urbaines surindustrialisées.

Comme l'indique le titre du troisième chapitre (*Des contradictions de l'espace à l'espace différentiel*), le but de Lefebvre est de dégager de cet état de fait des perspectives positives, libératrices, par rapports aux blocages et aux contradictions. Pour ce faire, il résume dix grandes contradictions (qui seront onze si on compte une variation de la troisième contradiction) qui traversent l'espace de la modernité capitaliste. Ces contradictions sont liées au mode de production capitaliste, à sa manière de produire l'espace et aux espaces qu'il produit (même si certaines sont plus sociales et politiques que concrètement spatiales). Elles seront en outre en interaction réciproque. Elles sont successivement, les contradictions : quantité/qualité, production/consommation, fragmentation/homogénéisation, centres/périphéries, échanges/usages, pouvoir/savoir, fixe/stable, stabilité/contradictions, réappropriation/récupération, éphémère/constant, logos/antilogos.

La première contradiction spatiale oppose, d'un côté, le formatage capitaliste déshumanisant de l'urbain (grands ensembles, autoroutes, parkings, etc.), réduisant l'espace à sa valeur marchande quantifiée, et, d'un autre côté, la recherche de nouveaux

³⁸ PE, p. 408.

espaces « qualitatifs », c'est-à-dire permettant la satisfaction des besoins et le développement des usages. La seconde contradiction (développée dans les deux premiers volumes de la *Critique de la vie quotidienne*) recoupe la première, puisqu'elle est l'opposition au sein de la vie quotidienne entre le travail (ou la production) et la consommation (ou les loisirs). Ces deux termes en apparence opposés forment, comme nous l'avons vu, un système aliénant.

Nous avons déjà également croisé la troisième contradiction, résumée par Lefebvre : « Où se situe la contradiction principale ? Entre la capacité de concevoir et de traiter l'espace à l'échelle globale (mondiale) et sa fragmentation par de multiples procédures et procédés, eux-mêmes fragmentaires.³⁹ » Une des formes de cette contradiction (constituant possiblement la quatrième) est la contradiction centres/périphéries, déjà étudiée dans la *RU*.

Une cinquième contradiction s'appuie sur l'opposition dégagée par Marx entre valeur d'usage et valeur d'échange. Appliquée à l'espace, elle montre que les besoins et les usages qui devraient être premiers et guider la production de l'espace, se trouvent écrasés par la valeur d'échange, par le marché capitaliste. Les hommes, dans cette logique, doivent s'adapter à de pauvres constructions (« Les possibilités pratiques se ramènent par procédure réductrice jusqu'aux banalités connues : pavillons et grands bâtiments (une boîte à habiter avec un saupoudrage d'illusions –ou mille boîtes à habiter, empilées les unes sur les autres.⁴⁰ »), alors que ce sont les bâtiments et les objets qui devraient s'adapter aux besoins et aux désirs humains.

Ce qui conduit directement à la sixième contradiction de l'espace opposant une connaissance de l'espace, une maîtrise de ses possibilités, aux pauvres pratiques réelles. Alors que jamais les possibilités techniques architecturales n'ont été aussi vastes, les pratiques architecturales et urbanistiques courantes sont d'une grande pauvreté. Le

³⁹ *PE*, p. 410.

⁴⁰ *PE*, p. 412.

zonage, le façadisme, la visualisation, le cisaillement de l'espace par l'automobile, la rareté des espaces verts, dont on connaît les méfaits, sont pourtant appliqués partout par des architectes et des urbanistes qui ont une grande responsabilité dans cet état de fait.

La septième contradiction retrouve l'opposition entre l'espace occidental et l'espace oriental (notamment japonais). En effet, elle consiste à opposer un espace lourd, fixe, figé (dans ses volumes, ses murs et son ameublement), à une espace fluide, mouvant, malléable, éphémère. A travers cette contradiction, ce sont deux rapports au temps, deux cultures qui s'opposent.

Une des contradictions essentielles de l'espace capitaliste, la huitième, est celle qui oppose le caractère cohérent et homogène du système capitaliste à son caractère contradictoire et violent. Opposition que le capitalisme arrive à surmonter, il y va de sa survie, faisant se cumuler et même s'arc-bouter contradictions et homogénéité. Ce tour de force fait que les contradictions ne sont pas invisibles (pensons aux millions de sans logis, aux bidonvilles et aux émeutes qui régulièrement éclatent à travers le monde), mais qu'elles ne semblent pas insupportables aux citoyens, n'entraînent pas de résistance généralisée. Alors que les contradictions spatiales peuvent être très marquées et violentes (voir Rio de Janeiro, São Paulo, Washington, Johannesburg, etc.), le système arrive quand même à une sorte d'équilibre instable. Cela n'empêche pas les résistances locales et sporadiques, mais ces dernières manquent de coordination et d'ampleur. Lefebvre remarque d'ailleurs que l'échec relatif des « communautés » des années 1960/70 ne s'explique pas seulement par leur caractère dispersé, par leur isolement, mais aussi souvent par l'inadéquation des espaces choisis comme cadres (pavillons, fermes, maisons bourgeoises). Le projet autogestionnaire appelant la création de « contre-espaces » différentiels.

Pourtant une nouvelle contradiction (la neuvième) apparaît : à chaque tentative de libération (et Lefebvre, en marxiste, sait que la liberté absolue n'existe pas, qu'elle est effort continu vers la liberté, processus de libération, comme il l'a montré dans son *Marx et la liberté*), à chaque appropriation, peut correspondre une récupération. Ainsi, par

exemple, les loisirs : « D'abord conquête de la classe ouvrière (congés payés, vacances, week-end, etc.), ils devinrent une industrie, conquête du néo-capitalisme, extension à l'espace entier de l'hégémonie bourgeoise.⁴¹ » Récupérés, les loisirs sont devenus aliénants dans la mesure où ils font partie du système d'exploitation capitaliste. Les véritables loisirs et leurs espaces seront tout autres pour Lefebvre, car ils impliqueront une révolution sociale, un bouleversement de la vie quotidienne faisant intervenir les arts et les sports.

Le projet autogestionnaire devra aussi affronter une autre contradiction (la dixième), celle qui veut que la production de l'espace traite en même temps des structures durables (santé, éducation, etc.) et des flux mouvants, changeants (populations, énergies, etc.). Ceci impliquera que certains processus de centralisation resteront nécessaires y compris au niveau mondial (eau, nourriture, énergies, santé, etc.).

La onzième et dernière contradiction recensée est celle qui oppose les logiques de domination, de surveillance et de contrôle de l'espace (le « logos »), aux logiques d'appropriations, de libérations des possibles et des différences, de création d'espaces nouveaux (« l'anti-logos »). Le chapitre s'achève donc par un appel à une pratique révolutionnaire de l'espace, afin de dégager une « vérité de l'espace » et ne pas en rester aux contradictions et aux antinomies sociales et spatiales du capitalisme. Lefebvre n'en restant pas à une recherche théorique abstraite d'un improbable « espace vrai ».

Comme l'indique son titre *Ouvertures et conclusions*, le dernier chapitre de la *PE* ne cherche donc pas à établir de vérité définitive : « La conception théorique ainsi élaborée ne prétend pas s'ériger en « totalité » achevée, encore moins en « système » ou « synthèse ».⁴² » La question qu'il reprend en début de conclusion indique d'entrée que le projet de l'ouvrage n'était pas celui d'une recherche philosophique classique amenant une conception personnelle de l'espace, mais plutôt celui de saisir les problèmes sociaux

⁴¹ *PE*, p. 442.

⁴² *PE*, p. 475.

et politiques qui traversent l'espace : « Quel est le mode d'existence des rapports sociaux ?⁴³ » C'est bien pour des raisons politiques et sociologiques que Lefebvre s'intéresse à l'espace, les sociétés se réalisant spatialement (« Les rapports sociaux, abstractions concrètes, n'ont d'existence réelle que dans et par l'espace. *Leur support est spatial.*⁴⁴ »), et les espaces ne pouvant être compris sans la saisie de leurs cadres sociaux.

La révolution dans la production de l'espace, la révolution urbaine, nécessitera dès lors une révolution globale de la société et ne pourra être accomplie par les seules innovations architecturales, par les détournements d'espaces limités temporellement et spatialement. « La production de l'espace entraîne d'autres conditions, parmi lesquelles le dépérissement de la propriété privée de l'espace et simultanément de l'Etat politique, dominateur de l'espace.⁴⁵ » La transition entre les études urbaines et spatiales et l'analyse de l'Etat, que réalisera bientôt le futur *De l'Etat*, est alors logique. La nouvelle production de l'espace ne saurait aussi se dissocier du projet autogestionnaire, étant par définition opposée à la gestion étatique de l'espace. Cette production ne sera plus transcendante mais immanente à la société civile : « Une transformation de la société suppose la possession et la gestion collective de l'espace, par intervention perpétuelle des « intéressés », avec leurs multiples intérêts, divers et même contradictoires. Donc, la confrontation.⁴⁶ » L'autogestion, et avant tout l'autogestion territoriale, sera le critère même de la démocratie développée (comme un Jacques Rancière le pense aussi, dans un autre vocabulaire) : « La capacité d'élaborer des contre-projets, de les discuter avec les « autorités » et d'obliger celles-ci à en tenir compte, devient la mesure de la démocratie « réelle ». ⁴⁷ »

Critique de l'existant, révolution de la vie quotidienne, nouvelle production de l'espace, approfondissement autogestionnaire de la démocratie, tels sont les principes de

⁴³ *PE*, p. 461.

⁴⁴ *PE*, p. 465.

⁴⁵ *PE*, p. 471.

⁴⁶ *PE*, p. 484.

⁴⁷ *PE*, p. 482.

la pensée lefebvrienne que la *PE* a aidé à préciser. « Créer (produire) l'espace planétaire comme support social d'une vie quotidienne métamorphosée, ouverte aux possibilités multiples, tel s'ouvrirait l'orient, à l'horizon.⁴⁸ » Cette métamorphose de la vie et cet orient rimbaldiens ne sauraient advenir sans métamorphose de l'espace et des « splendides villes » : « L'investissement spatial, la production d'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort.⁴⁹ »

⁴⁸ *PE*, p. 485.

⁴⁹ *PE*, p. 479.

CHAPITRE 7

-

ARTICLES, COMMUNICATIONS, FILMS ET AUTRES OUVRAGES

Comme nous l'avions indiqué en introduction, les réflexions lefebvriennes sur l'espace, la ville et l'urbain sont loin de s'achever avec la *PE*. Entre 1969 et 1991 c'est une trentaine d'articles et de communications, trois films et plusieurs chapitres d'ouvrages qui sont consacrés à cette problématique. On constate même un retour en force de cette problématique urbaine au milieu des années 1980, ce qui marque la volonté de Lefebvre de se tenir au courant des évolutions de son temps, notamment en ce qui concerne l'urbain.

La série débute par une contribution en 1968 à l'ouvrage collectif d'hommages à Georges Gurvitch¹, coécrite avec Monique Coornaert et intitulée *Ville, urbanisme et urbanisation*. Monique Coornaert collabora avec Lefebvre dans son équipe du Centre de recherche d'urbanisme, et le style très universitaire

¹ *Perspectives de la sociologie contemporaine*, Paris, PUF, 1968.

du texte montre que c'est elle qui tint la plume. L'article s'ouvre sur le constat de l'importance sociologique de l'urbain, véritable « phénomène social total » selon la terminologie de Gurvitch, l'explosion urbaine de la seconde moitié du XX^e siècle faisant passer de l'ère de la ville à celle de l'urbain. La ville se définit par la structuration autour d'un centre, selon des axes et une trame coordonnant les différents quartiers, d'un ensemble possédant des limites précises (remparts, etc.). Cette ville et sa structure évoluant de manière lente. L'industrialisation va briser les équilibres traditionnels antérieurs, provoquer une crise de la ville et un développement urbain anarchique. Paradoxalement les nouveaux développements économiques des villes vont détruire ces dernières. « L'accélérateur de productivité que devient la ville est à l'origine des produits qui en rongent les structures. L'automobile, ou la télévision, par exemple, diluent toutes les armatures anciennes, créant, au lieu des articulations des espaces de jadis, juxtaposés ou mitoyens, des réseaux où les frontières peuvent être repoussées, en soi, de manière illimitée.² » On peut noter la clairvoyance des auteurs en ce qui concerne la puissance et le rôle antisocial de l'automobile et de la télévision.

L'urbanisation va alors se détacher de la ville stricto sensu : « Alors que les produits urbains se répandent, l'urbanisation, globalement, n'est plus le privilège de la seule ville : les aires environnantes, campagnardes, se trouvent à leur tour investies. Peut-être est-ce là le paradoxe essentiel de l'urbanisation; elle n'est pas tant l'émanation de la ville que celle d'une économie générale; elle en vient à englober la campagne comme la ville, instaurant entre les deux des liens nouveaux.³ » Essayer de trouver une cohérence à la ville (grâce au plan) et au

² Idem, p.89.

³ Ibid.

territoire (grâce à la planification) sera le but de l'urbanisme, réalisant la relation entre l'espace et la société dans un mixte de procédés techniques, d'intérêts politiques, de représentations symboliques et idéologiques. Or, très vite, les choix formels, les réductions fonctionnalistes de l'urbanisme, montrèrent leurs effets dévastateurs. L'urbanisme, et toutes les politiques qui le dirigeaient, croyant opérer sur un espace neutre et vide, contribuèrent à rendre l'espace abstrait. Leur volontarisme (se croyant idéologiquement rationnel et purement technique) détruisit les qualités spatiales des espaces traités. L'urbanisme obéit de plus aux logiques marchandes qui font de l'espace un « bien », un « produit » comme les autres, reléguant les « usagers » à un rôle de « consommateurs » : « Dans ces différentes formes d'aborder la ville, descriptives ou prévisionnelles, les agents sociaux en tant qu'agissant pour eux-mêmes, faisant de la ville leur œuvre, n'apparaissent plus.⁴ » La perte du sens global de la ville est concomitante de celle du sens global de la société et de la définition du citoyen. Pourtant, dès que l'on traite de l'espace, y compris de l'espace local, tous les différents niveaux de la structure sociale interviennent. Une ville, un quartier, sont un ensemble d'éléments sociaux, vivants, ayant une certaine autonomie : « En fait, la ville se compose de niveaux qui ont, chacun à leur manière, un pouvoir réflecteur que nuanceront mal des statistiques homogénéisantes. Chaque palier, pourrait-on dire, correspond à des systèmes sociaux différents, et c'est par leur progressive distinction que les obscurités du phénomène urbain peuvent s'éclairer.⁵ » La sociologie peut être un moyen de mieux comprendre cette œuvre totale en formation qu'est l'urbain, si elle arrive à échapper aux schématismes urbanistiques et technocratiques. Cela implique pour elle d'étudier l'articulation

⁴ Ibid, p.98.

⁵ Ibid, p.103.

des espaces avec les groupes et les classes (chacun forgeant ses propres rythmes et temporalités) qui forment la ville.

Le deuxième article est extrait de la revue *Utopie*⁶. Cette revue était en partie d'inspiration lefebvrienne, on retrouvait dans sa direction Jean Baudrillard et René Lourau, ses assistants à Nanterre, mais elle était aussi influencée par le situationnisme (ce qui ne l'empêcha pas d'être insultée par les situationnistes, comme à peu près la totalité du monde intellectuel). Ce long article de trente pages débute, comme le précédent, par le constat de l'urbanisation totale des sociétés et par celui de l'insuffisance des méthodes descriptives pour saisir ce phénomène (« Il faut passer de la phénoménologie à l'analyse.⁷ »). Phénomène social mondial, l'urbanisation réclame une collaboration interdisciplinaire dépassant les sciences parcellaires et sortant des cadres étroits de l'idéologie et de la pratique urbanistiques. Cela demandera un effort théorique, d'autant plus que l'urbain est en formation et en transformation rapides, autant virtuel que réel : « Or le phénomène urbain se caractérise aujourd'hui par une *situation critique* dans laquelle ne se discernent clairement ni des tendances définies, ni un ordre.⁸ » L'architecte lui-même, croyant atteindre le concret par ses réalisations, ses dessins, ses plans, n'échappe pas à cette incertitude, son besoin chronique de théorie abstraite, et même de philosophie, étant un signe de l'insuffisance de ses savoir-faire. La méthode d'approche du phénomène urbain devra emprunter à la méthode métaphilosophique, car aucune science pure de l'urbain n'étant réalisable, seuls des croisements disciplinaires pourront parvenir à l'appréhender. D'ailleurs, et c'est un des grands principes méthodologiques lefebvriens, les

⁶ H.LEFEBVRE, *De la science à la stratégie urbaine*, Utopie n°2-3, Paris, Anthropos, 1969.

⁷ Idem, p.59.

⁸ Ibid, p.66.

méthodes, les modèles et les disciplines sont toujours provisoires, relatifs et en évolution : « aucune méthode n'assure une « scientificité » absolue, théorique ou pratique.⁹ » Cela est encore plus vrai en matière urbaine, car les connaissances n'y sont pas séparables de tentatives de maîtrise pratique de l'objet urbain. Ces connaissances et ces pratiques devront partir de l'analyse critique du présent, en articulant progressivement les différents niveaux de l'espace : appartement, maison, voisinage, quartier, village, ville, région, pays, continent, monde. Cette critique permettra la mise au point d'une sorte d'utopie négative, déterminant par la critique de l'existant les manques, les aliénations, les erreurs (y compris architecturales) à combler, annuler ou rectifier pour instaurer un espace pouvant satisfaire davantage les besoins humains. L'étude de l'urbain sera alors un point de départ nécessaire de la sociologie (incluant une sociologie de la vie quotidienne) et de la connaissance anthropologique de l'état actuel de l'humanité. L'alternative étant : soit création d'une rationalité urbaine libératrice, soit le chaos et l'aliénation. Dans cette recherche d'une « stratégie urbaine », le marxisme peut être un élément central, à condition de décanter l'œuvre de Marx de ses limites historiques qui en font une forme de la rationalité industrielle (héritant d'ailleurs en la matière de Saint-Simon). L'enjeu ultime est d'arriver à une « démocratie urbaine » mêlant critique de l'existant, confrontation des intérêts et des projets, libération de l'imagination utopique. Donc, nul retour nostalgique vers un passé, nul recours à une philosophie de la ville : « Il ne peut plus être question d'une « pensée de la ville » qui se bornerait soit à déplorer l'aliénation humaine dans la société actuelle (par individualisme atomisant ou par surorganisation) soit à souhaiter le retour à l'antique communauté citadine, grecque ou médiévale. Ces

⁹ Ibid, p.70.

prétendus modèles de connaissance critique ne sont que des variantes de l'idéologie urbanistique, à rejeter simultanément.¹⁰ » Alors qu'on pourrait les croire opposés, la mélancolie réactionnaire et le modernisme technocratique, peuvent très bien se compléter, s'arc-bouter l'un l'autre. Loin de prôner un quelconque retour à la nature ou au passé historique, Lefebvre s'intéresse au présent de nos villes, de nos sociétés et de nos démocraties. Sa pensée est politique, mais non pas dans le sens étroit et partidaire du terme car pour lui les partis politiques et : « les politiques spécialisés barrent la route à la constitution d'une rationalité supérieure, celle de la démocratie urbaine, qui correspondrait à la pratique dans cette société. Ils se meuvent à l'intérieur de cadres institutionnels et idéologiques qu'il s'agit précisément de déborder.¹¹ » Cet article, contrastant avec la tonalité théorique et esthétisante de la revue, montre bien comment Lefebvre essaye au contraire constamment d'articuler la théorie et la pratique, notamment à l'aide du triptyque : urbain/vie quotidienne/démocratie autogestionnaire. Le but étant d'atteindre une révolution urbaine popularisant les plus hautes techniques au service de la vie quotidienne de tous les citoyens.

Le document suivant est un film télévisé datant de juin 1969, réalisé par Raoul Sangla et produit par André Maurice¹². Dans un monologue de vingt minutes dans la maison du directeur des salines royales d'Arc-et-Senans, Lefebvre oppose la monumentalité à l'habiter. Le monument, signe de grandeur et de prestige, est indéfectiblement lié aux pouvoirs et, en dernière instance, aux morts et à la mort (idée étrangement proche de l'image du commandeur du *Dom Juan* de

¹⁰ Ibid, p.82.

¹¹ Ibid, p.84.

¹² A. MAURICE, R. SANGLA, *Oratorio-reportage. Claude-Nicolas Ledoux ou la ville idéale*, juin 1969.

Molière, que Marcel Bluwal adapta dans ce même lieu, commandeur auquel Lefebvre et son digne port font d'ailleurs penser). Les pyramides égyptiennes sont en ce sens l'archétype du monument. Les monuments, incarnation de l'ordre et de la répression étatiques, écrasent l'habiter et son échelle. Dans le cas de l'architecture utopique de Ledoux (toute son architecture est utopique y compris celle qu'il réalisa), il y a paradoxe. En effet, l'aspect monumental de son architecture (où d'ailleurs l'Égypte et la Grèce antiques sont présentes) n'empêche pas son œuvre d'ouvrir la modernité et d'être pleinement contemporaine de la grande Révolution française, d'être fille des Lumières. Ledoux, comme tout architecte, est peut être pris, écartelé, entre l'habiter et le monumental, entre la vie quotidienne et le désir d'éternité. Pour Lefebvre, c'est l'habiter qui doit être premier, les hommes et leurs besoins étant le point de départ et d'arrivée non seulement de l'architecture mais de la politique et de la pensée. Ceci explique que pour lui, le rapport y compris physique aux bâtiments, à la ville, aidé par le parcours et la déambulation, est plus important que la seule contemplation esthétique des formes et des volumes architecturaux. Il y aurait comme un pôle physique/tactile de l'habiter opposé au pôle mental/visuel du monument. Notre donjuanesque métaphilosophie conclu que face au désastre et à l'improvisation de l'urbanisme « moderne », le problème politique qu'est l'urbain ne trouvera de solution que dans et par l'implication des habitants (« La solution est dans la parole de ceux qui prennent rarement la parole. »).

Dans une série d'entretiens avec Gilbert-Maurice Duprez radiodiffusés en décembre 1970¹³, Lefebvre désigne les villes nouvelles françaises comme étant : « le degré zéro de l'espace, l'espace réduit, neutre. » de tels espaces contribuent à

¹³ H. LEFEBVRE, G-M. DUPREZ, *Entretiens*, France-Culture, décembre 1970.

aliéner la quotidienneté car ils sont : « de pauvres machines servant à utiliser et entretenir la force de travail » et d'une manière générale, le système de consommation capitaliste. Alors qu'elle est « l'œuvre d'art par excellence », la ville devient machine abstraite, réduit utilitaire, coupant les habitants de leurs possibilités de vie. L'urbain oscille alors entre chaos aliénation et lieu des possibles, centre des énergies humaines. L'essence de la forme urbaine étant la rencontre, la réunion, l'utopie est inscrite en elle, non comme rêve à atteindre mais comme dimension du réel : « la possibilité est une réalité, c'est le futur qui fait le présent. » La pensée utopique refuse aussi bien les théorie affirmant la forclusion du réel (qui sont présentes chez les thuriféraires du capitalisme ou, paradoxalement, chez certains penseurs hypercritiques comme Marcuse) et celles nihilistes se satisfaisant d'un monde en débris (que l'on trouve par exemple chez certains dadaïstes ou chez les penseurs postmodernes). Cette pensée libératrice utopique devra s'appuyer sur le prolétariat national (« Seules les périphéries inventent quelque chose de radicalement nouveau dans la vie sociale. ») ou mondial qui inclut le dit tiers monde. Le capitalisme prend les classes moyennes comme pivot de la société mais produit en même temps une « prolétarisation du monde ». Cependant, le processus révolutionnaire n'a rien de mécanique, Lefebvre refusant tout déterminisme historique (il dit par exemple : « Je ne crois pas à la conscience de classe, si ce n'est différée, par opposition »), ce qui l'a amené à critiquer l'optimisme historique de Lukács¹⁴. Dans cette entreprise de libération, l'architecture pourra trouver sa place, si elle sait sortir de la logique de la visualisation (critiquant implicitement les situationnistes, Lefebvre parle de « société de l'image plus que du spectacle ») et si : « l'architecte cesse d'être un

¹⁴ Voir sa conférence intitulée : *Lukács 1955*.

technicien de la construction, un ingénieur dominé par les promoteurs, pour que l'architecture devienne poétique en donnant aux villes, aux habitants des villes une demeure qui ne soit pas seulement fonctionnelle. »

Dans une préface à l'étude de Nicole Haumont et d'Henri Raymond sur *La copropriété* (1971), Lefebvre trace une rapide histoire du droit de propriété foncière en France. Il y a tout d'abord l'héritage médiéval : « Le Moyen-Age, en France particulièrement, vécut sous un régime étendu, très souple, complexe jusqu'à l'inextricable enchevêtrement, de copropriétaires et de copropriétés.¹⁵ » Le sol est dans cet héritage un élément essentiel du droit, comme dans la tradition rurale en général. En revanche, le droit bourgeois napoléonien prendra comme fondement la propriété mobilière, les capitaux, qui se soumettent l'espace, il : « permet ainsi la « mobilisation » générale de l'espace, la subordination de la terre et de la propriété « immobilière » à celle de l'argent et du capital, la commercialisation de l'espace, son entrée dans la valeur d'échange et l'échange généralisé.¹⁶ » La copropriété moderne est donc écartelée entre divers droits historiques, entre divers rapports à l'espace, entre l'usage et l'échange, entre l'étatique (impôts, normes, règlements, etc.) et le privé, entre l'idéal de propriété complète et les compromis semi-publics. A travers elle, c'est l'alternative sociale générale concernant l'espace et son usage qui se pose : socialisation ou privatisation de l'espace.

Dans le dense *Entretien avec Henri Lefebvre*, film réalisé en 1972 par Michel Régnier¹⁷, Lefebvre débute par le rappel du décalage existant entre l'ère urbaine et les mentalités encore rurales qui conduisent à traiter l'urbain de

¹⁵ N. HAUMONT, H. RAYMOND, *La copropriété*, Paris, CRU, 1971, p.6.

¹⁶ Idem, p.7.

¹⁷ M. REGNIER, *Entretien avec Henri Lefebvre*, Office national du film du Canada, 1972.

manière inadéquate (« Il y a ruralisation de l'urbain »). L'urbanisme comme science et comme pratique sociale a été un « échec total », éclatant et ségréant les espaces, les activités, les individus et les groupes. Son technocratie obéissant aux intérêts économiques n'a produit qu'une pauvre technique (il prend comme exemple le périphérique parisien saturé dès sa construction). L'automobile, elle aussi pauvre technique « bruyante et puante », a contribué à la désocialisation et à la déculturation des populations et de leurs espaces (un parking ou une autoroute étant des exemples d'hypertrophie de la fonction du transport colonisant l'espace), elle a « tué la vie urbaine ». La vie sociale, toujours polyfonctionnelle et transfonctionnelle, a été mutilée par ces parcellisations, ces fragmentations des espaces qui sont son support. Lefebvre revient sur Le Corbusier en montrant que la construction sur pilotis est une de ses erreurs majeures, car elle crée un « vide en bas », détruisant la rue et ses riches fonctions. Pour contrer cette logique urbanistique, il faut une réappropriation citoyenne des espaces qui retrouve les fonctions ludiques, symboliques et informatives. Les pseudo tentatives de « participation » limitée des habitants aux projets urbains (il cite le cas du nouveau quartier du Mirail à Toulouse) et « d'animation » des villes et des quartiers nouveaux, ne contrecarrent pas la logique urbanistique et lui servent même de soutiens. Il ne faut pas attendre la construction d'espaces morts et abstraits pour les « animer » de façon superficielle, il faut créer de nouveaux espaces en s'inspirant du passé sans le reproduire mécaniquement : « Il faut inventer quelque chose de nouveau, on ne peut pas vivre comme à Venise ou Florence, Florence est une ville morte, Venise est une ville empaillée, devenues objets de consommation. » Sans croire à l'avènement de sociétés de purs flux, contrairement à un Baudrillard ou un Paul Virilio, Lefebvre achève l'entretien sur l'hypothèse d'une société future fondée sur un grand développement des

informations et des énergies (il imagine « des sortes de plots » distribuant l'information, ce qui préfigure Internet), rendant la notion de centre plus souple et relative.

En avril 1972, Lefebvre dans un entretien avec Jean-Michel Palmier¹⁸ centré sur la *PMV*, montre en quoi cette dernière constitue une transition entre la *DV*, la *RU*, d'une part, et la *PE*, d'autre part. Ce détour apparent par les textes marxistes et engelsiens lui permet de préciser les liens entre l'espace et la politique, politique qui ne s'isole plus dans une autonomie abstraite, dans une Histoire éthérée mais se lie à la production matérielle de l'espace social : « Dans ce livre, je montre certains aspects méconnus du marxisme, notamment la ville comme support de l'histoire, le rapport ville-campagne comme moment essentiel du devenir, ce rapport conflictuel donnant le code spatial et temporel, le lien, le milieu, souvent l'objectif des grandes luttes politiques, en Orient et en Occident, donc des luttes de classe !¹⁹ » Il affirme être en continuité avec les concepts de « société urbaine » et de « révolution urbaine », précisant : « Même si ces idées permettent d'explorer des possibilités plus que d'obtenir des concepts opératoires, comme disent les technocrates. Bien plus, j'espère les préciser.²⁰ » Associant les concepts de « révolution urbaine » et de « reproduction des rapports de production » (entrevu mais non développé par Marx), Lefebvre forge progressivement celui de « production de l'espace », visant à montrer : « comment l'espace entier est occupé et concerné par la reproduction des rapports de production. L'espace social et matériel entier et non pas seulement l'entreprise, l'espace de travail, l'espace de la production au sens étroit, économique ou plutôt

¹⁸ H. LEFEBVRE, *A chaque système, sa ville*, Politique hebdo, avril 1972.

¹⁹ Idem, p.21.

²⁰ Ibid.

économiste. Les problèmes essentiels se déplacent [...] dans le sens indiqué : la production de l'espace remplace, lentement mais irréversiblement, celui des choses dans l'espace, en l'enveloppant, en l'impliquant, bien sûr. D'où l'importance croissante des questions dites urbaines, de la ville et de la campagne, du tissu urbain, de l'aménagement du territoire et ainsi de suite.²¹ » Il rappelle ensuite que la modernité se caractérise par une capacité nouvelle de production globale, mondiale de l'espace (en venant à menacer la nature), cette capacité n'étant pas maîtrisée : « La société actuelle, capitalisme d'Etat ou socialisme d'Etat, maîtrise à peu près la production des choses dans l'espace. Plus ou moins. Inégalement selon les secteurs, les régions, les pays. Mais à peu près. Par contre, aucune société actuelle ne maîtrise la production de l'espace, sinon par la destruction de sa matière première, la nature !²² » On voit en quoi ces recherches sur la production de l'espace et la reproduction des rapports de production impliqueront bientôt un travail critique sur l'Etat. Le nœud théorique devenant l'élucidation des rapports entre : reproduction des rapports de production/révolution urbaine/production de l'espace/dépérissement de l'Etat/droit à la ville /autogestion. Pour l'instant, Lefebvre se contente de présager : « Qu'est-ce que le « mode de production socialiste » ? A mon avis, on ne produit pas les mêmes choses avec d'autres rapports de production, ni plus de choses qu'auparavant. On produira d'autres choses et autrement. On produira l'espace ! Ce qui enveloppe les problèmes actuels dits urbanistiques, architecturaux, d'aménagement, etc. Mais implique des changements radicaux dans les termes eux-mêmes des problèmes. [...] Le mode de production futur, à mon avis, se définit ainsi : possession et gestion collectives de l'espace et pas

²¹ Ibid, p.22.

²² Ibid.

seulement possession et gestion étatique des entreprises industrielles, des moyens de production.²³ »

L'article suivant *La dictature de l'œil et du phallus*, est un entretien accordé à la revue *Actuel*²⁴. Lefebvre remarque tout d'abord la corrélation entre les problèmes urbains et la crise des mouvements révolutionnaires de par le monde. Le blocage des sociétés, les crises à l'est comme à l'ouest, vont de pair avec le blocage de la pensée et des pratiques révolutionnaires. « Encore doit-on échapper au dilemme où nous enferme la situation : pour changer quoi que ce soit, il faudrait tout changer, et pourtant l'on doit bien commencer par quelque chose. C'est toujours un effet du blocage, ce cercle d'impuissance qui renvoie perpétuellement de la partie au tout et du tout à la partie.²⁵ » Ce blocage peut aussi se constater au niveau spatial : « L'espace qui se constitue est visuel et phallique. Chaque élément se dresse au-dessus du sol, il a pour fonction de donner à voir et d'être vu, il participe d'un espace du pouvoir porté par la puissance des verticales, par leur virilité, par leur dureté –un contrôle visuel permanent, la dictature de l'œil et du phallus.²⁶ » Il y a une filiation nietzschéenne de cette critique de la visualisation entraînant une perte et un oubli du corps. L'espace devient tout à la fois le lieu et l'enjeu de luttes sociales comme on peut le voir, par exemple, dans la destruction par les colonisateurs espagnols de l'espace urbain inca ou dans l'assaut bourgeois sur le Marais aristocratique, puis populaire, à Paris, brisant : « la double trame –rues à circulation et passages sans voitures ». Loin de se résumer à la « planification urbaine », qui n'est la stratégie bourgeoise

²³ Ibid.

²⁴ H. LEFEBVRE, *La dictature de l'œil et du phallus*, Actuel n°18, 1972.

²⁵ Idem, p.96.

²⁶ Ibid, p.97.

d'aménagement stratégique de l'espace, le problème urbain oblige à repenser la société dans son ensemble et notamment l'opposition : « de l'individuel et du social, qu'incarne à sa façon l'antagonisme de l'espace pavillonnaire et de l'espace des grands ensembles.²⁷ » Alors qu' : « au XX^e siècle, grâce à l'extraordinaire essor des forces productives, l'homme pourrait consciemment assumer et contrôler de nouvelles formes de production de l'espace au lieu de s'enfermer dans la répétition des HLM et des autoroutes²⁸ », le capitalisme nous condamne à ces pauvres espaces. L'espace n'est donc pas un élément neutre mais le lieu de contradictions sociales multiples, instrument actif de forces et de classes sociales. Lefebvre fait, ensuite, deux remarques importantes. D'une part, il refuse et récuse la proposition d'application directe de ses réflexions sur l'espace au cas architectural et urbanistique concret du forum des Halles à Paris. Il affirme : « tout cela ne mène à rien dans l'instant, cette réflexion est une arme critique qui vise le long terme. Je ne travaille pas pour les architectes des Halles.²⁹ » Il refuse, d'autre part, de considérer la révolution urbaine comme la simple addition, l'enregistrement des desiderata multiples des usagers, car ces derniers sont pris dans les structures sociales actuelles, prisonniers en partie de leurs représentations. La révolution urbaine ne saurait advenir sans la révolution des rapports sociaux et des pratiques spatiales. Cette situation pourrait paraître bloquée si la société capitaliste et ses espaces ne masquaient pas une fragilité de la reproduction des rapports sociaux, le capitalisme portant « un nihilisme latent extraordinaire. » Le changement ne pouvant provenir du seul Etat car : « Le socialisme d'Etat échoue parce qu'un Etat ne peut produire qu'un espace étatique,

²⁷ Ibid, p.103.

²⁸ Ibid, p.105.

²⁹ Ibid, p.108.

c'est-à-dire contrôlé et hiérarchisé, à l'image de l'espace ancien. L'étiquette et l'idéologie n'y changent rien.³⁰ » La solution sera probablement du côté de l'autogestion : « A mon avis, la société révolutionnaire sera l'autogestion de l'espace.³¹ »

La même thématique est abordée dans la communication de Lefebvre au colloque sur le centenaire de la Commune de Paris, en 1971 à Varsovie³². Il y prend le taureau par les cornes, puisque la première question est : « Qu'est-ce qu'une révolution ? » Les hypothèses développées rejoignent celles de son livre sur la Commune : la Commune de Paris fut comme tous les grands moments révolutionnaires une fête (thèse déjà présente dans les écrits du communard Prolès, retrouvés par Lefebvre à l'Institut Feltrinelli de Milan, et non inventée par les situationnistes comme ces derniers le prétendirent en accusant Lefebvre de plagiat). Une seconde hypothèse rejoint la problématique urbaine, elle consiste à voir la Commune comme une révolution urbaine réagissant à la révolution conservatrice d'Hausmann : « Pendant la Commune, les ouvriers de Paris ont repris possession de leur bien collectif, la ville. La ville est un bien autant que les machines et les moyens de production. Les ouvriers de Paris se sont réapproprié l'espace, ils ont repris possession non seulement des édifices, mais de l'espace entier; ils ont restructuré l'espace et ils en ont fait la base de la gestion; la gestion qu'a tentée la Commune de Paris n'était pas seulement une gestion de la production, mais une gestion de l'espace tout entier.³³ » La véritable révolution s'étendra à la production de l'espace et des rapports sociaux. Les unités

³⁰ Ibid, p.111.

³¹ Ibid.

³² H. LEFEBVRE, *La Commune et la bureaucratie, Le centenaire de la Commune de Paris*, Varsovie, Les cahiers de Varsovie, 1972.

³³ Idem, p.49.

territoriales seront des bases possibles pour la généralisation de l'autogestion, capables de « changer la vie » comme le réclamait le communard (par la pensée si ce n'est par l'implication) Rimbaud. Lefebvre remarque d'ailleurs que cette dimension spatiale était déjà présente en 1789 à travers les quartiers et les « sections parisiennes », tout comme la dimension festive, même si fête ne veut pas dire alors carnaval, absence de tragique. Au-delà de l'aspect historique, la Commune aide à poser un problème fondamental de la politique : « Quelle est l'unité territoriale administrable d'une façon directe ? A quelle échelle ? »

Ce problème de l'échelle, nous le retrouvons également dans l'article *Le mondial et le planétaire*³⁴. Reprenant un séminaire tenu à Lima en décembre 1972, il condense la pensée lefebvrienne de l'urbain sous forme de thèses. Sans dogmatisme : « Proposer n'équivaut pas à produire, mais les propositions ouvrent la voie à ceux qui produiront.³⁵ » Il part du processus de mondialisation, exemple d'abstraction concrète. Il est caractérisé par : une poussée démographique, des avancées technologiques (transport, communication), l'extension planétaire du marché capitaliste, l'émergence de problèmes écologiques (énergies, matières premières). Cette mondialisation est synonyme à la fois de capacité décuplée de production d'espace et de fin de l'Histoire classiquement définie, les nations, les sociétés et les cultures étant prises dans un mouvement de percolation et d'uniformisation universelle. L'espace devient alors un enjeu majeur : « L'espace, ayant complètement cessé d'être un « milieu » neutre, passif, vide, devient un instrument social et politique.³⁶ » La gestion capitaliste et étatique du monde entraîne par ailleurs la formation de centres privilégiés (économiquement et

³⁴ H. LEFEBVRE, *Le mondial et le planétaire*, Espaces et sociétés n°8, 1973.

³⁵ Idem, p.15.

³⁶ Ibid, p.18.

culturellement) et de périphéries plus ou moins dégradées (des zones pavillonnaires petites bourgeoises aux bidonvilles). Ce processus de mondialisation bouscule les distances et les proximités traditionnelles, un centre comme les Champs-Élysées pouvant être plus proche socialement de la 5^e avenue de New York, que d'une banlieue géographiquement contiguë. Cet espace mondialisé permet un contrôle social et politique accru : « Le rôle de la construction, de « l'immobilier » comme on dit, ne se borne plus à une fonction économique; il va jusqu'à l'élaboration d'un espace qui enlève à tous (les usagers) le contrôle de leur vie quotidienne, qui répartit la « force de travail » suivant les exigences (changeantes) de la production néo-capitaliste, qui traite la main-d'œuvre comme un « gisement » d'énergie, comme un flux d'objets.³⁷ » Là comme ailleurs, le capitalisme retourne contre l'humanité son pouvoir d'organiser mondialement la production et la division du travail. Le résultat est un espace capitaliste homogène, uniforme, fragmenté, violent et contradictoire en même temps. Cela appelle de nouvelles formes de luttes car : « Ce qu'on appelle classiquement « la lutte des classes » prend aujourd'hui mille formes plus complexes qu'autrefois. Les revendications et luttes urbaines en font partie. La lutte implique des revendications qualitatives concernant l'espace (transport, « habitat », vie quotidienne).³⁸ » La défense des spécificités, des différences de tous ordres sera dès lors, sans tomber dans le folklore ou le communautarisme, un enjeu politique. Elle passera par la réappropriation des espaces de vie et de la capacité de produire des espaces afin de : « créer l'espace terrestre comme support social d'une vie quotidienne métamorphosée : aux possibilités multiples.³⁹ » Sans

³⁷ Ibid, p.19.

³⁸ Ibid, p.20.

³⁹ Ibid, p.21.

cela la logique capitaliste d'uniformisation du monde sera sans limite, réduisant les possibles à l'alternative mortelle : soit une pauvre identité marchande, soit l'enkystement d'identités figées, soit la morne paix marchande, soit la « guerre des civilisations ». Le cumul des deux n'est d'ailleurs pas impossible comme notre modernité le prouve.

La même année, Lefebvre publie un second article dans cette revue, intitulé *Les autres Paris*⁴⁰. Moins théorique que le précédent, il se rapproche davantage de la déambulation poétique baudelairienne, d'une réflexion sur une ville particulière. L'article débute en constatant un paradoxe : Paris à la fois s'étend géographiquement, devenant une agglomération incluant les banlieues et se rétrécit, se fige dans les représentations, jusqu'à atteindre la métonymie touristique (Paris = quelques monuments + grands magasins). Paris, comme toute grande ville, est multiple, il y a au moins trois Paris pour Lefebvre : le Paris de la connaissance (quartier latin, rive gauche), celui de la politique (ouest) et celui du commerce (rive droite, Halles, bourse). Paris ne peut d'autant moins se réduire à une image ou représentation fixe qu'il est en mouvement constant, qu'il est un tout dynamique. Ainsi, le quartier latin dégénère en un lieu de sous-consommation touristique et vestimentaire. Cette différenciation est aussi le fruit de l'Histoire puisque l'on peut encore percevoir un Paris médiéval avec ses ruelles, ses traverses irrégulières et sinueuses, un Paris royal et napoléonien (haussmannien) fait de lignes droites, d'avenues, de perspectives et de riches façades. Le « façadisme », séparant le privé du public, le bourgeois du populaire était inconnu au Moyen Age. De même, à côté des Paris visibles, il existe des « Paris invisibles » comme celui de la grande bourgeoisie (16^e arrondissement, etc.) qui,

⁴⁰ H. LEFEBVRE, *Les autres Paris*, *Espaces et sociétés* n°13-4, 1973.

contrairement à la petite bourgeoisie, cache ses richesses et ses possessions; celui souterrain (et hugolien) de la misère et du banditisme (métro, bidonvilles, périphérique, etc.). Jusqu'au XIX^e siècle, c'était un trait caractéristique de la capitale que de mélanger en son centre les classes sociales (y compris au sein des mêmes immeubles). Au XX^e siècle cette mixité sociale allait se perdre, les quartiers centraux s'embourgeoisant progressivement (Marais, quartier latin, Halles, etc.) et perdant du même coup la vie populaire parisienne : « Les quartiers populaires gardent une « animation » qui les rend intéressants, que l'on voudrait retrouver ailleurs, et même transporter dans le désert des quartiers embourgeoisés en confiant cette tâche à des « animateurs ».⁴¹ » Ce qui ne conduit pas Lefebvre à défendre les taudis (avec leurs conditions sanitaires effroyables : tuberculose, etc.) dans lesquels vivait ce peuple de Paris. Haussmann ne fut pas seulement le créateur de l'urbanisme parisien, il fut aussi le destructeur de l'espace parisien de double circulation : circulation fonctionnelle (rues, avenues), circulation ludique, de loisir (passages, places, Palais royal) favorisant les rencontres. Ce siècle fut celui de l'affrontement du Paris démocratique (1830, 1848, 1871), ludique (Fourier) et du Paris politique, administratif et militaire (napoléon, Haussmann, Thiers). « Haussmann savait ce qu'il faisait en taillant dans le vif, en découpant ce double réseau, en installant des espaces contraignants, fonctionnalisés, linéaires (rectilignes), dépourvus d'attraits et d'intérêt parce que sans diversité.⁴² » Plus tard, l'urbanisme « moderne » (le rôle de l'automobile fut primordial) a achevé de tuer ce vieux Paris et sa dimension piétonne, avec toutes les déambulations, les rencontres qu'il permettait (sur les quais de Seine par exemple). Les œuvres de Baudelaire, Rimbaud, des Surréalistes et de Benjamin reflètent bien cette perte et

⁴¹ Idem, p.189.

⁴² Ibid, p.191.

la nostalgie qui l'accompagne. « Causes et raisons de cette perte ? On les connaît : les autos, les bureaux et le bureaucratisme, la spécialisation et le fonctionnalisme des lieux, le primat de la rentabilité, l'embourgeoisement de la ville, le désert des beaux quartiers et l'élitisation des quartiers anciens, etc.⁴³ »

En 1975, dans son livre entretien *Le temps des méprises*⁴⁴, Lefebvre aborde les questions urbaines, notamment dans le chapitre *L'espace en miette*. Revenant sur l'origine de ses travaux sur l'espace, il trace une filiation marxiste, l'espace étant devenu un paramètre essentiel de la production. Il revient sur ses études d'histoire et de sociologie rurales qui lui ont permis de voir les changements advenants dans la production, dans la consommation et dans les modes de vie. L'émergence d'une nouvelle capacité sociale de production générale de l'espace fut aussi un fait essentiel : « La production de l'espace n'est pas une production quelconque, elle ajoute quelque chose de décisif à la production, elle aussi reproduction des rapports de production.⁴⁵ » Il décèle dans la stratégie du néocapitalisme un double mouvement : organisation d'inégalités multiples/contrôle et surveillance des espaces. La technocratie n'étant que l'effort pour organiser le chaos social produit par le marché capitaliste. Dès lors : « Si l'on veut penser concrètement une transformation de la société, il faut tenir compte, je ne dis pas de réalités et d'opérations ponctuelles, mais de globalités; il faut savoir ce que l'on va faire de ces espaces éclatés.⁴⁶ » Les tentatives autogestionnaires yougoslaves, y compris par leurs limites et leurs échecs, sont une indication d'une alternative possible à la centralisation étatique. L'enjeu de cette lutte n'est pas

⁴³ Ibid, p.192.

⁴⁴ H. LEFEBVRE, *Le temps des méprises*, Paris, Stock, 1975.

⁴⁵ Idem, p.227.

⁴⁶ Ibid, p.234.

seulement la gestion de l'espace mais, celui-ci étant lié à la société et à son organisation, les conditions sociales de vie, la structuration de la vie quotidienne, l'existence ou la destruction des différences. Les notions de « centralité et de « périphéries » ne sont donc pas seulement géographiques mais aussi sociales, culturelles et politiques, une « banlieue » pouvant être dans le centre-ville (Marseille, Rio de Janeiro, etc.). Pour créer de nouveaux espaces, Lefebvre en appelle au sens de l'utopie, telle que pouvait la pratiquer l'architecte hollandais Nieuwenhuis (membre de Cobra et inspirateur des provos et des situationnistes), notamment dans son livre de 1953 *Pour une architecture de situation*. Lefebvre partage avec ce dernier, et avec les situationnistes, l'idée d'une critique radicale de l'urbanisme et celle de la recherche d'une « architecture d'ambiance », sans limiter l'action aux détournements d'espace et autres « dérives » (qui ne sont valables qu'au sein de villes historiques de taille moyenne comme Amsterdam ou Venise). Si la critique de l'urbanisme (après un bref moment d'espoir en sa capacité de réforme, comme nous l'avons vu) est le dernier mot pour les situationnistes, elle n'est qu'un début, une étape préalable pour Lefebvre. Le but étant la production d'espaces alternatifs et, au final, la production alternative globale de l'espace. Production autogestionnaire : « L'espace urbain sera l'œuvre des intéressés eux-mêmes, des usagers, ou ne sera rien d'acceptable.⁴⁷ » Pas d'enfermement dans les limites du mode de production existant (tel qu'il le trouve dans la revue, mal nommée *Utopie*) ou de refus nihiliste abstrait (tel que le pratiquent les situationnistes). Plutôt la recherche collective de voies possibles de dépassement des aliénations présentes, s'appuyant sur les contre-exemples urbains actuels (il évoque les villes nouvelles parisiennes ou londoniennes).

⁴⁷ Idem, p.245.

En 1976, *La nouvelle revue socialiste*⁴⁸ reprend la communication de Lefebvre aux journées de réflexion sur la ville, organisées par le parti socialiste, qui s'intitulait *L'espace : produit social et valeur d'usage*. Notre métaphilophe y replace la révolution urbaine au cœur de toute révolution politique, tout espace étant social : « L'espace est pénétré de rapports sociaux : non seulement support mais engendrant et engendré par des rapports sociaux.⁴⁹ » Pour comprendre cet espace, il faut partir du présent et de son organisation actuelle. Dans le capitalisme, l'espace est à la fois moyen de production (le contrôle mondial des flux de matières premières, des énergies et des marchandises devenant primordial), objet de consommation (marché immobilier, tourisme) et instrument politique (les contrôles policier et administratif des territoires étant la base du pouvoir d'Etat). Mais cette domination capitaliste n'est que relative, des contradictions multiples traversant l'espace capitaliste : « La lutte des classes intervient dans la production de l'espace. Aujourd'hui plus que jamais la lutte des classes se lit dans l'espace. Seule elle empêche l'espace abstrait de s'étendre à la planète en gommant littéralement les différences.⁵⁰ » Alors que l'espace capitaliste se veut homogène, il se dédouble en fragments hiérarchisés selon leur place par rapport à la centralité. Les luttes spatiales deviennent alors essentielles non pas seulement à fin d'occuper ou de gérer les espaces mais pour concevoir et réaliser une autre production de l'espace, du local au mondial. La réappropriation de l'espace et du temps, fondements de la vie quotidienne, par les citoyens est l'enjeu politique suprême : « L'espace est une valeur d'usage et encore plus le temps auquel il est intimement lié, car le temps c'est notre vie, notre valeur

⁴⁸ H. LEFEBVRE, *L'espace : produit social et valeur d'usage*, La nouvelle revue socialiste n°18, 1976.

⁴⁹ Idem, p.12.

⁵⁰ Ibid, p.14.

d'usage fondamentale. Or, le temps disparaît dans l'espace social de la modernité.⁵¹ » Déployer la lutte des classes dans l'espace devra donc être une priorité pour les forces politiques progressistes. L'autogestion étant à la fois fin, objectif et moyen : « La gestion de l'espace social comme celle de la nature ne peut être que collective et pratique, contrôlée par la base, donc démocratiquement. Les « intéressés », les « concernés » interviennent, gèrent et contrôlent. D'abord, ils mènent à sa fin -l'éclatement- tout espace imposé. La reconstruction de « bas en haut » de l'espace social produit de « haut en bas » implique l'autogestion générale, c'est-à-dire l'autogestion territoriale aux divers niveaux, complétant celle des unités et instances de production. Ainsi et seulement la socialisation des moyens de production peut s'étendre à l'espace et à la société entière.⁵² » « Phase de la lutte », l'autogestion se construit et se réforme en se faisant, les « experts » ne pouvant être que de simples adjuvants à l'action populaire. Ce qui pose le problème, massif, de l'Etat sur lequel s'achève l'intervention : « Qu'est-ce que nous allons faire avec l'Etat ? Qu'est-ce que sera un Etat socialiste ?⁵³ »

Le 30 mai 1975, Lefebvre donna une conférence à Strasbourg⁵⁴. Il y reprend la distinction et la contradiction entre l'espace pris comme valeur d'usage et comme valeur d'échange. Un exemple de la contradiction entre ces valeurs de l'espace est donné par l'industrie touristique qui, s'appuyant sur des valeurs d'usage d'un espace (histoire, beauté du site), en vient à le détruire par la consommation de masse qu'elle génère, le tourisme dénaturant, détruisant ce qu'il adore. Il retrace ensuite rapidement les étapes historiques des différents espaces

⁵¹ Ibid, p.16.

⁵² Ibid, pp.18-9.

⁵³ Ibid, p.52.

⁵⁴ H. LEFEBVRE, *Introduction à l'espace urbain*, Métropolis n°22, 1976.

(en reprenant celles établies par la *PE* avec quelques variations de vocabulaire) : symbolique, cosmologique, perspectif, abstrait, en montrant que si elles croisent l'histoire des modes de production, elles ont aussi une relative autonomie. « Chaque mode de production a eu sa production d'un espace caractéristique mais les caractéristiques de l'espace ne se ramènent pas aux caractéristiques générales du mode de production; le symbolisme ne se définit pas, par exemple à Rome ou à Athènes seulement par l'esclavagisme. Il y a d'autres éléments et la réduction de l'esthétique, du capital et du mental, à l'économique serait une erreur désastreuse qu'un certain nombre de marxistes continuent à faire.⁵⁵ » L'espace capitaliste se caractérise par une concentration des pouvoirs, une centralité politique et bureaucratique qui s'opposent à des individus isolés, dépossédés de leurs pouvoirs (dont le modulator corbuséen, mince silhouette visuelle et solaire dans une nature idéalisée, donne une bonne image). L'espace abstrait du capitalisme est aussi cet espace qui rend abstrait l'individu humain, ce qui explique que la révolution urbaine se devra d'être une révolution du mode de décision politique et pas seulement un réaménagement spatial. Cette exigence ne semblant pas encore être entrée dans les consciences des partis politiques : « Ceux qui se réclament du socialisme ne semblent pas accorder beaucoup d'importance à ces questions mais ils seront obligés de les prendre de plus en plus en considération et ce d'autant plus qu'ils en mésestiment l'étendue. S'ils ne les résolvent pas, ces problèmes risquent de leur jouer de mauvais tours.⁵⁶ » L'effondrement du bloc socialiste a amplement confirmé ce jugement. Un élément d'explication est d'ailleurs donné par Lefebvre : « Toute transformation du monde socialiste qui se laisse enfermer dans la morphologie capitaliste, ne reproduira que des rapports de production

⁵⁵ Idem, p.30.

⁵⁶ Ibid.

capitalistes plus ou moins travestis.⁵⁷ » L'expérimentation sociale et spatiale, la recherche d'une juste échelle urbaine d'intervention seront alors des nécessités. Et ce d'autant plus que la banalité, le fonctionnalisme sont la règle y compris dans le capitalisme, horizon partagé avec l'ancien camp du « socialisme réel ». Comme point de départ, sorte de compromis expérimental, Lefebvre propose une échelle « macro architecturale et micro urbanistique » de dix milles habitants, sans être sûr que la création d'un espace différentiel alternatif (dépassant notamment les clivages : vie-espace privés/vie-espaces publics, loisirs/travail) puisse se faire au sein des rapports de production capitalistes.

A l'occasion de l'exposition *Paris-Paris 1937/1957* au centre Pompidou en 1981, Lefebvre revient dans un texte du catalogue sur ces deux dates⁵⁸. Ces dates sont charnières en ce qui concerne l'urbain. Paris en 1937 connaît un fort décalage entre la mobilisation sociale et l'espoir politique accompagnants le Front populaire et l'inadaptation, le retard des structures économique-politiques par rapport à d'autres nations en mouvement (USA, URSS). Par bien des aspects Paris en 1937 est plus proche du XIX^e siècle que de l'après seconde guerre mondiale. Au niveau urbain on remarque : une profusion d'espaces à habiter, peu de propriétaires mais beaucoup de locataires, mixité sociale au sein des immeubles, présence populaire au centre de la ville, taudis dans les quartiers historiques (Halles, rue Saint-denis, mais aussi quartier Latin) vie sociale des quartiers (fêtes, défilés, etc.), importance des cafés, salles de concerts et de danse, rareté des automobiles, lieux de production situés dans la ville ou sa proche banlieue, fréquentation populaire des jardins, quais de Seine, de Marne, urbanité et gaieté

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ H. LEFEBVRE, *Autour de deux dates*, Paris-Paris 1937/1957, Paris, Centre Pompidou, 1981.

générales. Mais déjà : « Ce centre de Paris en 1937 est à la fois vivant et pourrissant.⁵⁹ » Le processus d'exclusion du peuple vers les quartiers périphériques puis vers des banlieues de plus en plus lointaines est, en effet, en marche (Lefebvre peut dire : « J'ai vu fabriquer la banlieue de Paris.⁶⁰ »). Avec 1957 le contraste est très grand, même si les transformations urbaines ne faisaient que débiter. Les banlieues gagnent rapidement en extension (les pavillons se multipliant et des plans d'urbanisme pour construire de « grands ensembles » étant en préparation en Ile-de-France). « L'espace paradoxal » de la banlieue, à la fois ordonné (zones pavillonnaires/grands ensembles) et chaotique (« sans projet défini, au gré des circonstances ») se déploie malgré la volonté de contrôle et d'homogénéisation du pouvoir étatique gaulliste. En dépit de la « froide rationalité » technocratique régnante : « certains architectes et urbanistes bien intentionnés reprennent des formes disparues, qui n'avaient sens et vitalité que dans un autre contexte : des agoras comme dans la cité grecque, des forums comme dans la romanité, des places comme dans la ville médiévale, etc.⁶¹ ». Les formes sociales et spatiales sont encore en décalage avec la révolution urbaine en cours, ne pouvant penser le nouveau, comme le disait Marx des révolutions, que sous les hospices de l'ancien, du dépassé. Le Ricardo Bofill (auquel Lefebvre semble penser ici de façon critique sans le mentionner) de la maturité en est un bon exemple avec son néoclassicisme mort et froid.

En 1981, Lefebvre participe également à un ouvrage collectif intitulé *Architectures en France, modernité, postmodernité*⁶². Comme son titre

⁵⁹ Idem, p.621.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid, p.624.

⁶² H. LEFEBVRE, *Espace architectural, espace urbain*, Architectures en France, modernité, postmodernité, Paris, Institut français d'architecture, 1981.

l'indique, il s'agit d'étudier les deux échelles de l'espace architectural et de l'espace urbain, de voir leurs articulations. La définition de l'espace comme espace social permet de relier ces deux niveaux : « La thèse ou si l'on veut l'hypothèse d'une *production* de l'espace et du temps sociaux, dans certains rapports eux-mêmes sociaux et politiques, permet une connaissance approfondie des œuvres qui naissent dans les contextes historiques ainsi engendrés.⁶³ » Cette théorie de la production sociale de l'espace ne se contente pas d'articuler les deux niveaux ou dimensions de l'espace mais elle étudie aussi les contradictions pouvant exister entre elles. Partant du niveau urbanistique, Lefebvre montre comment la planification des villes, d'origine militaire, produit une volonté de table rase niant les qualités (naturelles ou humaines) des espace préexistants, rendant l'espace abstrait, vide avant l'acte créateur. Il y a donc dans ce processus même réduction de l'espace réel au profit d'un espace instrumental abstrait. Nombre de quartiers ou de villes « nouvelles » se retrouvent alors écrasés par un plan d'ensemble (quadrillage, etc.), par une unité artificielle⁶⁴. Au niveau architectural règne en revanche une fragmentation faisant de la ville la simple addition d'unités discrètes (immeubles) librement déterminées, et même prédéterminées indépendamment du contexte par l'architecte créateur. Ces deux défauts, homogénéisation factice/fragmentation chaotique, peuvent se cumuler dans la réalité, comme dans l'exemple pris par Lefebvre de la ville nouvelle de

⁶³ Idem, p.40.

⁶⁴ On retrouve chez Deleuze et Guattari une idée similaire : « En effet, c'est par la symétrie que les systèmes rectilignes limitent la répétition en empêchant la progression infinie, et maintiennent la domination *organique* d'un point central et de lignes rayonnantes, comme dans les figures réfléchies ou étoilées. Mais déchaîner la puissance de répétition comme une force *machinique* qui multiplie son effet et poursuit un mouvement infini, c'est le propre de l'action libre, procédant par décalage, décentrement, ou du moins par un mouvement périphérique : un polythétisme décalé, plutôt qu'un antithétisme symétrique. » *Mille plateaux*, pp.621-2. Le courant architectural « proliférant » (avec notamment en France Jean Renaudie, disciple de Lefebvre) développera une telle conception.

Marne-la-Vallée. Lefebvre semble alors prendre définitivement ses distances avec leur auteur Ricardo Bofill, son froid esthétisme néoclassique à la pauvre géométrie masquant mal une idéologie bien adaptée aux rapports sociaux capitalistes. Ceci ne conduit pas Lefebvre à refuser toute géométrie, à bannir toute perspective ou symétrie, puisqu'il distingue la géométrie toscane libre, harmonieuse du Quattrocento à celle artificielle, répressive, militaire et administrative d'Hausmann. L'important est de concevoir l'espace comme une « morphologie hiérarchique », une multiplicité de niveaux qui s'articulent tout en ayant chacun une certaine autonomie. Il faut essayer d'articuler d'une façon dynamique cet ensemble complexe, sans tomber dans l'homogénéisation tuant toute différence, toute originalité (centres commerciaux, etc.) ni dans la fragmentation dissolvante, qui fait perdre toute cohérence urbaine et conduit à la ghettoïsation (bidonvilles, communautés fermées, etc.). S'il manque encore une claire théorie de la production de l'espace, de l'articulation de ses niveaux, il existe quelques « percées », quelques tentatives, surtout architecturales (l'architecte Enrique Ciriani est évoqué). Mais plus que de ces tentatives individuelles, nous avons besoin d'équipes pluridisciplinaires incluant les usagers : « C'est pourtant par cette ouverture que passe la voie de la création qui mènerait vers une autre conception de l'espace, symptôme précurseur d'un autre mode de production, de spatialité et de temporalité, d'existence sociale. Au-delà d'une « modernité » soumise au capitalisme.⁶⁵ »

Toujours en 1981 est publié le troisième tome de la *Critique de la vie quotidienne*⁶⁶, dont plusieurs passages reviennent sur les questions urbaines.

⁶⁵ Ibid, p.46.

⁶⁶ H. LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne, Pour une métaphilosophie du quotidien*, Paris, l'Arche, 1981.

Ainsi, pour Lefebvre, c'est l'architecture qui semble être à l'avant-garde du mouvement « postmoderne », comme elle le fut aux débuts de notre modernité (notamment avec le Modern Style). La Biennale de Venise en 1980, qui avait pour thème cette postmodernité, non seulement consacra ce mouvement architectural provenant depuis deux ou trois ans des Etats-Unis (prônant un retour au monumental ou à une néomonumentalité déconstruite). Au niveau des idées, ce mouvement de pensée instaurait un nouveau rapport à l'Histoire et à la culture. « Ce fut sans doute en architecture que l'annonce fit le plus de bruit. Il ne faudrait pas sous-estimer ce domaine -l'architectural- commun à la technique, à l'art, à la pratique sociale et à la vie quotidienne, et le considérer comme secondaire. Ce qui advient en architecture a toujours une portée symptomale d'abord, causale ensuite.⁶⁷ » Lefebvre en profite pour réfuter les critiques (notamment Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt) le rendant responsable des récupérations de ses thèses et propositions : « Les thèmes de la récupération ne manquent pas; l'urbain, la différence, l'autogestion ont été récupérés ou sont en cours de récupération [...] Au lieu d'analyser le processus –détournement ou contournement de l'initial- les hypercritiques, les dogmatiques et sectaires préfèrent incriminer ceux qui ont pris l'initiative et lancé l'idée. Erreur théorique et pratique. Le fait pour un projet ou pour un concept d'être « récupéré » ne veut pas dire que pendant un certain temps ce concept ou ce projet n'ont pas été potentiellement actifs. Cela veut dire que « on » (les adversaires de l'ordre ou du désordre établi) n'a pas su ou n'a pas pu saisir la conjoncture, l'occasion favorable, et réaliser le projet [...] il faut insister : il n'est rien, aucune proposition, aucun projet, aucune idée, qui ne soit récupérable, c'est-à-dire utilisable par d'autres forces sociales ou politiques que

⁶⁷ Idem, p.47.

celles au nom desquelles ils se sont présentés.⁶⁸ » Remarquons comment dans cette citation les concepts d'urbain, de différence et d'autogestion sont liés en un même mouvement. Remarquons aussi, pour aller dans le sens de Lefebvre, comment les pensées des situationnistes, censées être le plus à gauche possible, ont été récupérées par la « nouvelle gauche » centriste et même, ironie du sort, récupérées par les publicitaires détournant les détournements situationnistes de publicités. Le mouvement de récupération ne fut pas que théorique, puisque l'on note au même moment un mouvement général de récupération des centres-villes par les classes moyennes, la bourgeoisie et la néobourgeoisie. Un autre mouvement social aurait été possible et crucial pour les forces progressistes et pour une véritable révolution urbaine, celui de la réappropriation des centres urbains délabrés et délaissés par le peuple. Et ce tant au niveau national qu'au niveau mondial, les habitants des bidonvilles et des favelas d'Amérique latine ayant esquissé un mouvement vers les centres privilégiés, mouvement brisé par les forces réactionnaires (dictatures, violences, corruption). Pourquoi ce mouvement de retour vers les centres-villes de la part de la bourgeoisie moyenne et grande ? Car, après une période d'idéal campagnard et pavillonnaire, elles : « ont compris que la vie quotidienne est plus agréable en ville, malgré les inconvénients, que dans l'isolement des périphéries banlieusardes.⁶⁹ » Il s'agit bien de stratégie politique malgré l'illusion idéologique de changement culturel, de mode individuel de vie, propre à ces années 1980. Il faut donc partir de l'analyse des espaces et de leur occupation pour découvrir les forces et les stratégies politiques qu'ils portent. « Il n'y a donc pas d'espace réel ou d'espace vrai mais des espaces produits selon certains schémas élaborés par tel ou tel

⁶⁸ Ibid, pp.105-7.

⁶⁹ Ibid, p.134.

groupe dans le cadre général d'une société (c'est-à-dire d'un mode de production).⁷⁰ »

Dans un court texte sur l'architecture⁷¹, Lefebvre précise sa conception de l'architecture et de son rôle. Il existe pour lui une tension inhérente à l'architecture, qui oppose, d'une part, l'architecture comme ensemble de techniques et de savoirs pouvant atteindre l'abstraction, comme *praxis* maîtrisant la construction réelle et, d'autre part, l'architecture comme art, comme *poesis* de l'habiter, comme rapport humain à l'espace, comme ouverture sur le possible et l'utopie. Une architecture ne peut être créatrice que si elle sait affronter, résoudre provisoirement cette tension entre art et science, entre réel et utopie.

En décembre 1983, Lefebvre donne une longue interview à la revue *Villes en parallèle*⁷², répondant notamment aux questions de Guy Burgel. Revenant sur ses débuts dans les recherches urbaines, il en trouve une origine (nous avons vu, en effet, que le marxisme en constituait déjà une) non pas dans des motivations philosophiques abstraites, mais dans la volonté de comprendre les nouvelles pratiques étatiques de programmation de l'espace depuis l'après seconde Guerre mondiale (la DATAR en France). Avec le processus d'explosion en banlieues et d'implosion en hypercentres, la ville devient le lieu de graves contradictions. En effet, les centres attirent inévitablement les périphéries qu'ils repoussent et stigmatisent en même temps (voir les Halles ou les Champs-Élysées à Paris). La pensée progressiste en général, et le marxisme en particulier, n'ont pas su prendre la mesure de ces transformations sociales et urbaines : « Les problèmes urbains

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ H. LEFEBVRE, *Habiter : l'éveil et le réveil de la pensée architecturale*, Construire pour habiter, L'équerre, 1982.

⁷² H. LEFEBVRE, *Réponses à Villes en parallèle*, Villes en parallèle n°7, 1983.

sont tout à fait nouveaux par rapport à la pensée de Marx. Il y a quelques paragraphes sur les rapports ville-campagne, la division du travail, mais cela ne va pas très loin, et cela va si peu loin qu'il y a eu un mouvement anti-urbain dans le marxisme, même en Russie entre 1920 et 1930. Cela est probablement dû à l'origine paysanne de ces mouvements révolutionnaires, qui n'étaient pas tellement ouvriers et prolétariens.⁷³ » Cela allant jusqu'au : « délire fantasmatique de Pol-Pot : détruire Phnom-Penh. » Théoriquement, ce marxisme a développé l'économie jusqu'à l'économisme (visible dans les schémas réducteurs de Manuel Castells), négligeant les facteurs dits superstructurels et sous-estimant l'importance de l'espace dans l'Histoire, au profit de processus temporels considérés comme nécessaires. Mais le capitalisme n'a pas agonisé comme prévu, « la proximité de la révolution politique a été une illusion perpétuelle » y compris dans les pays où l'on pensait l'avoir déjà faite. La réponse à une telle situation n'est pas une utopie architecturale et urbaine essayant de créer la ville idéale (Lefebvre refusa de tels projets en Yougoslavie) mais de voir les progrès possibles dans la production de l'espace. Comme élément de solution, il revient sur le rôle de la fête : « Parce qu'il faut que la ville soit un endroit de gaspillage, qu'on gaspille l'espace, qu'on gaspille le temps; il ne faut pas que tout soit prévu et fonctionnel, le gaspillage est la fête. On n'arrive pas à réduire ce concept : ou bien la fête disparaît et devient simple braderie commerciale, ou bien c'est quelque chose qui déborde. Je ne veux pas dire qu'il faut déchaîner la violence, mais il faut une certaine transgression possible dans la fête, des espaces de liberté, d'aventures peut-être, mais ce n'est certainement pas suffisant. Je ne sais pas comment on peut moderniser ce concept de fête, parce que la ville a été un lieu de

⁷³ Idem, p54.

fête; les plus belles villes sont des villes où les fêtes n'étaient pas aménagées d'avance, mais elles avaient un espace pour se déployer : c'est Florence, c'est Venise...⁷⁴ » On voit ici que ce concept lefebvrien de fête (mélange de Renaissance et de réminiscence nietzschéenne) est une hypothèse, qu'il sert à évoquer les puissances de création humaine et non pas à justifier des opérations étatiques ou commerciales ponctuelles.

En 1983, la revue *Société française* organisa des Rencontres pour la ville, auxquelles participa Lefebvre⁷⁵. Sa lettre participe d'un rapprochement avec le PCF après des décennies de défiance réciproque. La première idée (que l'on trouve dès le *DV*) est la réaffirmation de la nécessité d'affronter mondialement, théoriquement et pratiquement, les problèmes urbains, tout retour en arrière, toute position « anti-ville » étant vains. Il affirme ensuite l'importance d'éviter deux écueils inverses : celui d'un marxisme simplificateur reléguant l'urbain au second plan, après les structures économiques; celui d'un postmodernisme survalorisant au contraire l'urbain et ses fonctions, et débouchant sur une sociologie centrée sur les classes moyennes, la culture et les technologies. En revanche, pour Lefebvre, l'espace traverse toute la société et toutes les classes sociales, de la production économique de base aux superstructures les plus abstraites. Toute politique, projet ou action, se devra d'intégrer cette dimension urbaine à ses trois échelles : architecturale/urbanistique/mondiale. Cela ne saurait être sans conséquences sur la définition même de la politique, de la citoyenneté et des droits humains : « Qu'est-ce que seront les droits du citoyen concrétisés, modernisés, mis à la page dans notre société ? C'est la fusion entre les droits du citoyen et ceux des citoyens. »

⁷⁴ Ibid, p.62.

⁷⁵ H. LEFEBVRE, *Lettre*, Rencontres pour la ville, Société française, 1983.

C'est aussi le droit à constituer des comités, des groupes d'action et de revendications à la base, dans la ville.⁷⁶ » On voit bien ici comment Lefebvre retrouve le thème politique de la citoyenneté et de ses droits, présents dans les deux tomes du *DV* et mis entre parenthèse dans la *PE*, et comment il le relie au thème travaillé en parallèle de l'autogestion. La triade : urbain/autogestion/nouvelle citoyenneté sera l'axe directeur des derniers travaux.

En 1985, confirmant la richesse des années 1980 pour ses réflexions urbaines, Lefebvre répond aux questions de la revue *Techniques et architecture*⁷⁷. Il part d'un paradoxe : s'il y a crise des politiques urbaines, il n'y a pas crise de l'urbain. En effet, comme l'avait montré la *RU*, l'urbain trouve son origine dans la crise même de la ville, il est indissociablement lié à cet état de crise : « *L'urbain* schématise ce double mouvement d'éclatement vers des périphéries et de renforcement de la centralité; il représente les différents fragments de cette crise. On ne peut pas parler de *crise de l'urbain* à mon avis, puisque *l'urbain* désigne justement cette crise.⁷⁸ » On perçoit tout le décalage avec le discours ambiant depuis la fin des années 1970 sur la « crise de l'urbain ». Comme exemple d'incapacité de prévision en matière urbaine des autorités, il prend l'exemple du quartier des Halles-Beaubourg à Paris, conçu de façon élitiste comme nouvelle centralité culturelle et commerciale et fréquenté en fait principalement par les périphériques relégués. Les banlieues sont « le spectre de la ville », négativement comme décomposition des fonctions urbaines, lieu exilé venant hanter les centres-villes et positivement comme « éléments d'analyse » de la ville, de ses fonctions et de ses possibles. Comme hégélo-marxiste, il sait que « les choses progressent

⁷⁶ Idem, p.15.

⁷⁷ H. LEFEBVRE, *De l'urbain à la ville*, Techniques et architecture n°359, 1985.

⁷⁸ Idem, p.112.

par leur mauvais côté » et qu'il ne saurait y avoir de progrès urbain sans dépassement de cette contradiction centres/périphéries. Il faudra retrouver une unité urbaine mettant fin aux clivages, séparations et contradictions. Les nouvelles technologies pourront être un élément de la solution sans être la panacée : « l'informatique peut intervenir dans l'urbain de manière contradictoire. On peut aboutir à un contrôle effrayant de l'espace ou au contraire l'aménager en tenant compte de l'existence réelle et vivante des habitants, en favorisant au maximum l'initiative des usagers. L'informatique n'est pas nécessairement un outil technico-financier. Elle pourrait être un moyen d'autogestion territoriale.⁷⁹ » L'espace et sa maîtrise sont des médiations essentielles entre l'individu humain et le monde, buts de la pensée métaphilosophique, alors qu'ils étaient ignorés par la philosophie traditionnelle trop concentrée sur les deux autres termes.

Les rapports de l'informatique et de l'urbain sont aussi au centre de la communication de Lefebvre au colloque *Crise de l'urbain. Futur de la ville*⁸⁰ (dont il a déjà critiqué l'intitulé dans l'entretien précédent qui est quasi contemporain), organisé par la RATP à Cerisy le 30 novembre et le 1^{er} décembre 1986. Il étudie le cas de la haute Californie états-unienne car (outre le fait qu'il vient d'y faire un récent voyage d'étude) existe là, avec la Silicon Valley, un des centres majeurs de recherche informatique, avec toutes les industries et entreprises attenantes. De plus : « il y a déplacement de l'activité mondiale vers le Pacifique, l'Atlantique est en perte de vitesse.⁸¹ » comme l'ont confirmé depuis lors les développements de l'Inde et de la Chine. L'informatique intervient à plusieurs

⁷⁹ Ibid, p.113.

⁸⁰ H. LEFEBVRE, *Informatique et urbanisation en Californie*, Crise de l'urbain. Futur de la ville, Paris, Economica, 1986.

⁸¹ Idem, p.20.

niveaux de la société, ceux de : la production (objets marchands, hardware), de la gestion de nombreuses branches : industrie, banque, marketing, etc. (logiciels, software), programmation d'espace. Ce dernier aspect concerne toutes les tentatives de contrôle (policier ou marchand), de prévision et d'influence de la vie quotidienne. Ces tentatives ne sont que partielles et se heurtent à des résistances diverses. Par exemple, à la contre-culture des chicanos exploités : « Et ce sont les chicanos (Mexicains) qui apportent une contre-culture qui pénètre par imprégnation, non seulement par la langue car l'espagnol est aussi la langue officielle, mais par une espèce d'imprégnation de la vie quotidienne, la cuisine, les vêtements, la musique; c'est une espèce de revanche de ces gens par ailleurs opprimés et exploités, une contre-culture qui tend à devenir dominante.⁸² » Revanche également du corps et des ses rythmes face à la logique, au logos déchaînés de l'informatique.

La communication de Lefebvre est complétée par celle de Yann Couvidat⁸³, sociologue spécialiste des technologies et des technopoles qui fit partie du Groupe de Navarrenx, dont le titre est *...L'exemple de la baie de San Francisco*. S'appuyant sur des données statistiques quantitatives, le sociologue remarque une transformation qualitative de la vie quotidienne dans cette région : « Il est moins classique, mais de plus en plus courant, de penser que la socialisation croissante des moyens de communication rapide (on pense évidemment au téléphone mais aussi à la radio et à la télévision) a provoqué de nouvelles formes de consommation du temps et de l'espace.⁸⁴ » Les nouvelles

⁸² Ibid, p.22.

⁸³ Y. COUVIDAT, *L'exemple de la Baie de San Francisco*, Crise de l'urbain. Futur de la ville, Paris, Economica, 1986.

⁸⁴ Idem, p.25.

technologies actuelles (internet, téléphonie portable, wi-fi, etc.) ont depuis lors confirmé cette transformation des pratiques quotidiennes de vie, du rapport au temps et aux espaces des acteurs sociaux vivant au sein de ce nouvel environnement technologique⁸⁵. Ces processus ne se résument pas à la seule abstraction ou dématérialisation des pratiques et des modes de vie car même les techniques et les technologies les plus performantes nécessitent un renforcement de services humains pratiques et concrets, comme la surveillance, l'assistance, la réparation, le nettoyage. Donc, paradoxalement, si ces techniques suppriment du travail humain d'un côté, elles le multiplient de l'autre y compris sous des formes ingrates exploitées.

Toujours en 1986, Lefebvre écrit un article pour la revue *Espaces-temps*⁸⁶. Il remarque tout d'abord la prégnance du courant anti-ville non seulement dans les religions mais aussi, paradoxalement, jusque dans un grand courant de la sociologie urbaine comme celui de l'Ecole de Chicago qui voit en la ville un élément de dissociation sociale, gardant finalement des structures rurales de pensée. Le marxisme, comme nous l'avons vu, n'a pas échappé à cette tentation : « Les conséquences ont été graves : la révolution soviétique en ses débuts a été anti-urbaine. Il y eu des architectes (très grands) plutôt que des urbanistes.⁸⁷ » L'idéal urbain marxiste étant la petite ville (10 à 20 milles habitants), réunie autour d'une entreprise industrielle (parfois spécialisée par régions). Ce manque de maîtrise théorique et pratique donna lieu à une polarisation contradictoire de la ville : « D'un côté elle éclate en périphéries, en banlieues plus ou moins

⁸⁵ Voir à propos de la télévision les excellentes analyses de Jean-Jacques Wunenburger dans son : *L'homme à l'âge de la télévision*, Paris, PUF, 2000.

⁸⁶ H. LEFEBVRE, *Hors du centre point de salut ?*, *Espaces-temps* n°33, 1986.

⁸⁷ *Idem*, p.17.

lointaines, en couronnes, où l'on relègue les travailleurs, les exclus. Et d'un autre côté, sa centralité s'accroît. Elle devient un centre de décisions, d'autorité, d'informations, de connaissance.⁸⁸ » L'urbain devient dans ces conditions un élément arbitraire, comme ce fut le cas chez Le Corbusier, un des pères de l'urbanisme et de l'architecture modernes, sur lequel Lefebvre porte maintenant un jugement définitif : « Le Corbusier qui supprime la ville et la remplace par des maisons gigantesques, où tout est livré à la circulation. Le Corbusier, qui était un bon architecte, a été un urbaniste « catastrophal », qui a interdit de penser la ville comme lieu où des groupes divers peuvent se rencontrer, où ils ont des conflits, mais aussi des alliances, où ils concourent à une œuvre collective.⁸⁹ » Remarquons d'une part, l'hommage au Corbusier architecte et, d'autre part, comment les remarques finales peuvent s'appliquer aussi à la sociologie de l'École de Chicago. Il devient nécessaire de repenser et de réformer la centralité, d'envisager une « polycentralité » capable de dépasser l'opposition centres/périphéries. Car si : « les banlieues informelles, ni villes ni campagnes, sont des collections de ghettos », les centres sont eux aussi condamnés à devenir des ghettos riches encerclés par les refoulés (Lefebvre prend l'exemple de Los Angeles comme extrême urbain dans la confrontation richesse/pauvreté). Cette contradiction transposée au niveau mondial, puisque la même contradiction se retrouve à toutes les échelles, entraîne l'opposition de zones (pays, continents) hyperurbanisées et centralisées et de zones rurales désertiques.

En juillet 1986 (année de grande fertilité pour ses réflexions sur l'urbain), Lefebvre participe au projet architectural et urbanistique des architectes Pierre

⁸⁸ Ibid, p.18.

⁸⁹ Ibid.

Guilbaud et Serge Renaudie (qui fit partie du Groupe de Navarrenx) pour la compétition internationale pour la restructuration du Nouveau Belgrade (Novi Beograd) en Yougoslavie⁹⁰. Sans oublier le contexte d'écriture de ce texte (aider ses amis architectes dans un projet qui concerne un pays qu'il connaît bien et où il est bien connu) ni qu'il s'agit d'une collaboration entre trois auteurs (toute la dimension d'architecture « proliférante » du projet provient certainement des deux architectes), il présente un grand intérêt dans la mesure où il est la trace la plus complète d'intervention de Lefebvre dans un projet urbain. Cela n'implique aucun dogmatisme, aucune position de surplomb de la part du métaphilosophes, qui précise au contraire : « Comme toute organisation dynamique, les villes sont fluides et mouvantes et toute tentative de les figer par l'analyse ou la représentation risque de les tuer [...] La recherche sur la ville devient dès lors aussi dynamique que son objet et sans conclusion. Son intérêt pratique ne sera plus d'apporter un savoir justificateur aux législateurs mais de permettre de découvrir dans le parcours de l'analyse toujours de nouvelles possibilités au développement de la ville, du « vivre ensemble » [...] Ainsi donc, reconnaître que « la ville est complexe » implique l'abandon de tout espoir d'un savoir total sur elle.⁹¹ » Le constat de départ est l'échec de l'urbanisme socialiste du Nouveau Belgrade, urbanisme qui n'a fait que reprendre le zonage classique type CIAM (qui montre sa compatibilité avec tous les modèles de gestion étatique, à l'est comme à l'ouest). « Il est impossible de rafistoler un urbanisme dont l'idéologie est fondamentalement contraire à l'autogestion de la ville, de l'espace et du

⁹⁰ P. GUILBAUD, H. LEFEBVRE, S. RENAUDIE, *Projet pour le concours international pour la restructuration de Novi Beograd*, 1986, reproduit dans : S. BITTER, H. WEBER, *Autogestion, or Henri Lefebvre in new Belgrad*, Vienne, Fillip and Sternberg, 2009.

⁹¹ Idem, pp.44-5.

temps.⁹² » La marque lefebvrienne est de lier dans le projet les dimensions architecturales et urbanistiques au développement social autogestionnaire. Les auteurs refusent de se limiter à l'état actuel de la ville et de la société et intègrent dans leur projet l'évolution temporelle. Prenant au mot la tradition autogestionnaire yougoslave (en train de se déliter à cette époque), il la débordent par la gauche et réclament son approfondissement, sa généralisation aux problèmes urbains et spatiaux⁹³. « Le « droit à la ville » ? Cela voudrait dire et veut encore dire : ne pas laisser l'espace s'émietter, retrouver le « centre » comme lieu de création, de civilisation.⁹⁴ » La citoyenneté réelle, le véritable droit à la ville consistent dans les possibilités concrètes d'action sur leurs espaces et leurs vies quotidiennes qu'auront les citoyens-citadins. D'où des propositions architecturales et urbanistiques supports d'actions autogestionnaires futures (respectant la « complexité », la « diversité », l'« imbrication » et l'évolution temporelle des pratiques citoyennes) et non pas de structures préétablies (« L'objectif n'est pas de réaliser des structurations urbaines que les habitants pourraient contourner ou détourner. », affirment les auteurs prenant à contre-pied les propositions situationnistes). On peut aussi noter la présence du principe fouriériste de la « rencontre » urbaine, qui ne se limite pas à la connexion technologique qui, paradoxalement, nous isole en même temps qu'elle nous relie au lointain, « remplaçant la communication par l'information. »

⁹² Ibid, p41.

⁹³ Ce qui rend injustifiable le qualificatif de « marxiste fordiste » adressé à Lefebvre par Klaus Ronneberger dans son texte : *Henri Lefebvre and the question of autogestion*, comme si Lefebvre pouvait, d'une part, vivre hors de son temps et comme si, d'autre part, il n'avait pas suivi les évolutions de l'Etat et en était resté à une critique a priori absolue.

⁹⁴ Ibid, p.34.

Toujours en 1986, Lefebvre répond aux questions de la revue *AMC*⁹⁵. Il semble, dans ses premières réponses, mélancolique face à la pauvreté des réalisations architecturales et urbanistiques stéréotypées. Il note aussi le changement d'époque entre les espoirs des années 1970 et la triste réalité du capitalisme triomphant des années 1980 : « J'ai cru il y a quelques années que la solution était proche, qu'une population jeune et ardente allait occuper les centres-villes.⁹⁶ » Même si au niveau personnel, on sent ici la réminiscence de ses amitiés situationnistes déçues, il fait remarquer que cet espoir dans l'imminence de la révolution était partagé par nombre de progressistes dans la France et le monde de l'après mai 1968. Lefebvre trouve d'ailleurs une des causes de son intérêt pour les études urbaines et spatiales (la troisième après le marxisme et la volonté de comprendre la gestion étatique grandissante de l'espace), dans sa volonté de penser la révolution à partir du quotidien et de la ville et non à partir du seul travail (il remarque la concordance aux alentours de 1956 de sa rupture d'avec le PCF stalinien et des débuts de ses travaux de sociologie urbaine). Entre le niveau économique (usines, entreprises) et le niveau politique et idéologique (Etats, partis), prennent place des médiations essentielles dont la ville fait partie. Poursuivant le retour critique sur son œuvre, Lefebvre remarque que si les espoirs présents dans le *DV* et dans la *RU*, leur partie positive, n'ont pas été réalisés, il n'en va pas de même pour leur partie critique : « J'ai l'impression que toute la partie critique est confirmée. La vie quotidienne a été de plus en plus programmée et télécommandée : la télévision, la publicité la façonnent.⁹⁷ » Outre ce déploiement de puissance idéologique capitaliste, on assiste durant les années

⁹⁵ H. LEFEBVRE, *Entretien avec Henri Lefebvre*, AMC n°14, 1986.

⁹⁶ *Idem*, p.6.

⁹⁷ *Ibid*, p.7.

1980 à une réoccupation des centres-villes par les couches moyennes et supérieures parties vers les banlieues résidentielles dans les années 1950 et 1960. « Il y a un mouvement des classes moyennes qui ont longtemps recherché les banlieues et qui maintenant vers le centre. La « nouvelle élite », nous la voyons autour de nous maintenant dans le centre de Paris : des intellectuels, des gens des arts graphiques, de la mode, etc.⁹⁸ » Dans ce cadre idéologique et social général, Lefebvre note un retour de la monumentalité (ou néomonumentalité postmoderne) dans l'architecture. Il en prend comme exemple, les dernières œuvres de Ricardo Bofill (Marne-la-Vallée) dans lesquelles l'aspect monumental froid (notamment dans le traitement des façades et des géométries néoclassiques) écrase les habitants et leurs vies quotidiennes; il les compare ensuite aux projets madrilènes (jamais réalisés) de jeunesse essayant au contraire de dépasser les clivages vie privée/vie publique, de transcender la séparation des fonctions quotidiennes, de permettre les rencontres et les échanges entre habitants. Au contraire dans les conditions actuelles : « Si l'architecte accepte de programmer le quotidien et de fournir simplement au quotidien un cadre spatial, ça devient de la maçonnerie; n'importe quel entrepreneur peut le faire.⁹⁹ » Même si elle ne peut à elle seule réaliser cette tâche, l'architecture devra essayer de contribuer à la révolution de la quotidienneté, en ne donnant, par exemple, plus la seule priorité au privé. Créer une nouvelle socialité est une tâche urgente car le capitalisme dévalorise le public et le social : « Qu'est-ce qu'on appelle le logement social ? N'est-ce pas un logement banal et médiocre, malgré les efforts de quelques architectes qui ont tenté une revalorisation du logement social ?¹⁰⁰ » La recreation de cette vie

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Ibid, p.9.

¹⁰⁰ Ibid.

sociale, de ce vivre en commun (mis à mal par les logiques spectaculaires et marchandes, y compris dans leur variante « socialiste » mitterrandienne) ne pourra se faire sans réflexions et réalisations architecturales innovantes : « Dans la mesure où il y a une vie collective, elle ne peut s'accorder qu'avec la rue et la ville entière.¹⁰¹ »

En 1986 encore, paraissait un article coécrit avec Catherine Régulier *Essai de rythmanalyse des villes méditerranéennes*¹⁰². Il fait partie du cycle des études rythmanalytiques (il sera repris dans un des derniers ouvrages du maître *Eléments de rythmanalyse*¹⁰³) qui avait commencé par l'article des mêmes auteurs *Le projet rythmanalytique*¹⁰⁴. Ce projet rythmanalytique (dernier thème de réflexion lefebvrien avec le projet de nouvelle citoyenneté) semble remettre au premier plan le temps, mais il prolonge aussi les travaux sur l'espace et sur l'autogestion. En effet, le temps n'est pas séparable, pour Lefebvre, de l'espace, le concept de rythme étant la fusion de ces deux concepts fondamentaux dissociés dans la philosophie occidentale. « Or les temps concrets ont des rythmes ou plutôt sont des rythmes –et tout rythme implique le rapport d'un temps avec un espace, un temps localisé ou si l'on veut un lieu temporalisé. Le rythme est toujours lié à tel ou tel endroit, à son endroit, que ce soit le cœur, le battement des paupières, le mouvement d'une rue ou le tempo d'une valse. Ce qui n'empêche que ce soit un temps, c'est-à-dire un aspect d'un mouvement et d'un devenir.¹⁰⁵ » Concernant les espaces méditerranéens, la thèse principale de l'article est : « Si notre hypothèse

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² H. LEFEBVRE, C. REGULIER, *Essai de rythmanalyse des villes méditerranéennes*, Peuples Méditerranéens n°37, 1986.

¹⁰³ H. LEFEBVRE, *Eléments de rythmanalyse*, Paris, Syllepse, 1991.

¹⁰⁴ H. LEFEBVRE, C. REGULIER, *Le projet rythmanalytique*, Communications n°41, 1985.

¹⁰⁵ Idem, p.99.

est exacte, dans le vécu quotidien, dans la pratique, les relations sociales se fondent dans les villes nordiques sur une base contractuelle donc juridique, c'est-à-dire sur la bonne foi réciproque. Alors que les relations en Méditerranée tendraient à se fonder soit sur ces formes d'alliance tacites ou explicites allant jusqu'à la formation de clans (clientélisme, maffias, etc.), soit au contraire sur des refus d'alliance pouvant aller jusqu'à la lutte ouverte (vendettas, etc.).¹⁰⁶ » Dans la vie d'une ville, il y a imbrication entre les rythmes (travail, transports, loisirs, fêtes, etc.), les usages de l'espace (ville diurne contre ville nocturne, par exemple dans les villes états-uniennes), l'organisation de la vie quotidienne. Ce qui n'empêche pas la complexité, la singularité de toute ville, qui possède ses règles et ses principes, fondés notamment sur des cultures et des valeurs (comme le montre par exemple en Europe la différence : villes du nord/villes du sud, qui traverse aussi l'espace français). La rythmanalyse est donc pour Lefebvre un outil supplémentaire d'analyse pour saisir l'urbain, ses évolutions et ses variations. Ainsi, par exemple, la faiblesse relative de l'Etat dans les pays méditerranéens, symptôme à la fois d'une faiblesse (refus de s'ouvrir à l'étranger, à l'inconnu) et d'une force (résistance populaire aux normes administratives centralisées), permet la création d'espaces urbains polyrythmiques de compromis renouvelés.

En 1986 enfin, paraît *Le retour de la dialectique*¹⁰⁷ marquant le retour de Lefebvre aux éditions sociales (après la republication de *Logique formelle, logique dialectique* en 1982), qui mettait fin à près de trente années de distance d'avec le PCF et ses institutions. Le livre reprend et développe une série de six articles en forme d'abécédaire que le métaphilosophe avait publié dans

¹⁰⁶ Ibid, p.103.

¹⁰⁷ H. LEFEBVRE, *Le retour de la dialectique*, Paris Editions sociales, 1986.

l'hebdomadaire communiste *Révolutions*¹⁰⁸. Si c'est l'angle politique qui guide l'ouvrage (avec notamment la question décisive : « Comment les gens, les « citoyens », les membres des sociétés se sont-ils laissés et se laissent-ils encore dépossédés de la capacité de *décision* en ce qui les concerne, c'est un problème grave. Le chemin vers la démocratie directe, utopie ou idéal, n'est pas tracé d'avance. La démocratie, faut-il encore le répéter, consiste en une lutte pour la démocratie –vers une démocratie où les pouvoirs de décision étatiques s'atténuent, se résorbent dans la société *civile*. »), l'urbain est abordé à plusieurs reprises. Un chapitre entier lui est ainsi consacré, Lefebvre ayant développé ce concept pour remédier au manque de compréhension, de la part des marxistes, des phénomènes urbains, et à la réduction que font les géographes de ce concept. L'urbain ne désigne pas seulement, en effet, l'explosion urbaine du XX^e siècle (bien illustrée par ces mégalo-pôles aux centres multiples et aux périphéries sans fin à tel que : « Mexico, São Paulo, Los Angeles »), mais aussi un mouvement affectant tous les aspects de la quotidienneté dans le monde moderne. Le destin de l'urbain rejoint celui de nos sociétés : soit le règne du chaos et de la violence (les « violences urbaines » ne réglant rien à elles seules), soit la création d'une civilisation mondiale nouvelle (cette révolution urbaine devant avoir lieu aux trois échelles : architecturale, urbanistique et territoriale, chaque niveau ayant son autonomie relative). Le droit à la ville sera le lien entre les dimensions spatiales et les dimensions politique de l'urbain : « Une idéologie persistante réduit les problèmes urbains à des questions locales. Alors qu'il s'est agi toujours et plus encore aujourd'hui de questions *politiques*, c'est-à-dire générales (nationales)

¹⁰⁸ H. LEFEBVRE, *Fragments d'un discours politique*, *Révolutions*, n° 263 à 268, 1985.

concernant la production et la gestion de l'espace.¹⁰⁹ » Il nous faut déconstruire et reconstruire nos villes et les rapports sociaux dont elles sont le support, afin d'arriver à l'autogestion citoyenne de l'espace entier. Cette métamorphose nécessitera un projet politique stratégique alternatif.

En 1988, Lefebvre participe à un second film du réalisateur Raoul Sangla, dans lequel le journaliste Jacques de Bonis l'interviewe¹¹⁰. Il y retrace l'histoire du XX^e siècle en mettant en parallèle les mouvements sociaux (notamment mai 1968) et les transformations urbaines. L'urbanisation massive a fait éclater les cadres sociaux et spatiaux traditionnels (villages, quartiers), le quotidien se mondialisant (division du travail, information) et se rétrécissant (famille, consommation dirigée) à la fois dans et par l'urbain. Si les classes moyennes deviennent motrices et imposent leur médiocrité (salarial, consommation, pavillons, loisirs, automobile, etc.) à l'ensemble de la société durant l'après seconde Guerre mondiale, la crise mondiale depuis le milieu des années 1970 a remis en cause ce pacte social et renoué avec la paupérisation, la précarisation de la majorité des classes sociales, jointe à l'hyperconcentration des richesses pour une infime minorité. Pour que les « sujets passifs » redeviennent des « citoyens actifs », il faut conjuguer les revendications économiques et spatiales, les villes devenant un cadre essentiel de ces nouvelles luttes politiques.

Entre mai 1986 et octobre 1987, Lefebvre fonda et dirigea la revue *M, mensuel, marxisme, mouvement*. En février 1988, il accorda, avec Catherine Régulier, une interview à Serge Renaudie pour sa chronique architecturale dans le

¹⁰⁹ H. LEFEBVRE, ouvrage cité p.172.

¹¹⁰ J. DE BONIS, R. SANGLA, *Henri Lefebvre et le fil du siècle*, La sept, 1988.

même hebdomadaire¹¹¹. Il y réaffirme l'importance de penser l'urbain et les villes dans un cadre mondial, la réduction au local, au municipal, des problèmes spatiaux étant une erreur. Par exemple, Paris qui est dominante au niveau national devient une ville de seconde zone au niveau mondial. De puissance politique elle devient réserve culturelle (musées, tourisme). La nouvelle hiérarchie mondiale des villes, si elle tient compte des facteurs culturels et productifs, est surtout fondée sur la puissance de gestion financière (voir par exemple la stratégie de Londres). Revenant sur l'opposition centres/périphéries, il note qu'il faut la prendre dialectiquement, car il existe une multitude de possibilités et de cas spécifiques, étant donné le grand nombre de centralités et de périphéries différentes. Ainsi, une périphérie peut être un centre relatif par rapport à un autre territoire, tout comme un centre peut posséder des éléments ou des espaces périphériques en son sein. Le tout étant de surcroît dynamique, ce qui devrait empêcher toute lecture mécanique binaire de cette opposition. La centralité n'est d'ailleurs pas forcément positive, elle peut se figer, s'enkyster, tomber dans la tradition et le folklore. La décentralisation peut elle aussi s'avérer négative, comme dans le cas de la décentralisation libérale qui laisse plus de pouvoir et de liberté aux territoires et régions pour mieux délester l'Etat de charges financières. Dans le monde moderne, la production industrielle a tendance à quitter les centres des villes pour les périphéries, tandis que les campagnes se spécialisent dans certaines productions agricoles ou se désertifient. Les centres urbains ne se maintiennent et ne se développent que dans la mesure où ils captent des flux mondiaux (financiers, énergétiques, etc.), où ils deviennent des « nœuds dans les réseaux ». Si l'on souhaite réaliser une « nouvelle positivité de l'urbain », il faut concevoir

¹¹¹ H. LEFEBVRE, C. REGULIER, *Une nouvelle positivité de l'urbain* M n°17, 1988.

une réappropriation collective de l'espace. Ceci ne veut pas dire qu'il faille faire de toutes les périphéries des centres, mais plutôt qu'il faut briser les hiérarchies, arriver à un mouvement autocentré de chaque espace périphérique et à une solidarité mondiale de tous les territoires.

En 1989, sous le titre *La technologie, la communication. Eléments déterminants du troisième millénaire*, la revue *Métropolis* publia un entretien avec Lefebvre¹¹². Il diagnostique d'entrée une contradiction dans le processus de mondialisation : « Le monde traverse des crises de particularisme, dans un contexte où l'universalité est simultanément homogénéité et différence.¹¹³ » Le monde, d'un côté, « se mondialise » c'est-à-dire que les régions, les pays, les continents deviennent interdépendants (culture, énergie, écologie, informations, productions, etc.) et, d'un autre côté, se fragmente en particularismes (linguistiques, religieux, ethniques, etc.) pouvant aller jusqu'à l'intégrisme. Si les nouvelles technologies de l'information (télévision et Internet notamment) réduisent les différences entre villes et campagnes, entre pays et cultures, elles ne sont pas à elles seules en mesure de définir une société mondiale nouvelle. L'utilisation sociale des techniques peut aussi bien servir la diffusion des savoirs, le partage démocratique, que le contrôle de l'information, la centralisation des pouvoirs. Lefebvre, que ce soit par rapport à la communication ou l'urbain, replace toujours les concepts et les problèmes dans leur contexte mondial, percevant les implications politiques des phénomènes sociaux : « Les problèmes à venir ne sont donc pas politiques ou idéologiques, mais urbains. La ville, comme

¹¹² H. LEFEBVRE, *La technologie, la communication. Eléments déterminants du troisième millénaire*, *Métropolis* n°90-1, 1989.

¹¹³ *Idem*, p.9.

noyau politique, culturel et commercial, concentrera les conflits de demain.¹¹⁴ » Cette conception politique de l'urbain permet une redéfinition de ces deux concepts, refusant la réduction institutionnaliste (aux Etats et partis) de la politique comme la réduction techniciste de l'urbain.

A la même époque, paraît le dernier article de Lefebvre concernant l'urbain *Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire*¹¹⁵. Il y revient sur les occasions manquées et sur les espoirs déçus, espoirs dont la *RU* se faisait l'écho. « On eut l'impression, voici quelques dizaines d'années, que l'urbain en tant que somme de pratiques productives et d'expérience historiques serait porteur de valeurs nouvelles et d'une civilisation autre. Ces espoirs s'effacent en même temps que les dernières illusions de la modernité.¹¹⁶ » Ces échecs viennent en partie des efforts des classes possédantes pour limiter les possibles offerts par l'urbanisation et les nouvelles technologies. « Cependant le profit pour les dominants est clair : embourgeoisement des centres-villes, remplacement de cette centralité productive par un centre de décision et de services. Le centre urbain ne devient pas seulement un lieu de consommation, il prend en lui-même une valeur de consommation. Exportés ou plutôt déportés dans les banlieues, les producteurs reviennent en touristes vers le centre dont ils ont été dépossédés, expropriés.¹¹⁷ » Il refuse tout à la fois l'optimisme et le pessimisme des situationnistes (passant d'un extrême à l'autre), et la théorie économiste limitative de Manuel Castells ancienne façon, pour voir comment l'espace et la ville deviennent un nouvel enjeu social et politique. En matière urbaine, comme ailleurs, le capitalisme entraîne une

¹¹⁴ Ibid, p.10.

¹¹⁵ H. LEFEBVRE, *Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire*, Le monde diplomatique, 1989.

¹¹⁶ Idem, p.62.

¹¹⁷ Ibid, p.64.

polarisation sociale inégalitaire débouchant sur de nouvelles contradictions sociales et spatiales, le « résidu » social, le refoulé, finissant tôt ou tard par revenir. Face à : « l'immensité des questions urbaines ainsi que de leur caractère déterminant pour construire une société nouvelle », l'urbanisme en reste à des considérations techniques et financières. Les questions écologiques ne font que confirmer cette mondialisation et le rôle essentiel de l'urbanisation de l'humanité : « Bientôt, il ne restera plus à la surface de la Terre que des îles de production agricole et des déserts de béton. D'où l'importance des questions écologiques : il est exact d'affirmer que le cadre de vie et la qualité de l'environnement passent au rang des urgences et de la problématique politique.¹¹⁸ » Tout projet écologique n'étant valable que dans la mesure où il intègrera la problématique urbaine sans la nier au nom d'un réflexe rural anti-ville. Paramètres écologiques, révolution urbaine et projet autogestionnaire doivent être liés : « Dès que l'on accepte une telle analyse, les perspectives et l'action se modifient en profondeur. Il faut restituer la place éminente de formes bien connues mais quelque peu négligées, telles que la vie associative ou l'autogestion, qui prennent un autre contenu dès lors qu'elles s'appliquent à l'urbain.¹¹⁹ » On voit bien comment l'urbain et sa transformation révolutionnaire, loin de n'être que des problèmes techniques, engagent un choix politique de valeurs et, à terme, le devenir de nos civilisations (Lefebvre retrouvant ici une veine nietzschéenne). Ces différents éléments vont se fondre dans le projet de nouvelle citoyenneté : « Le citoyen et le citoyen doivent se rencontrer sans pour autant se confondre. Le droit à la ville n'implique rien de moins qu'une conception révolutionnaire de la citoyenneté.¹²⁰ » « Nouvelle

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ Ibid, p.65.

¹²⁰ Ibid.

citoyenneté », « droit à la ville », « révolution urbaine », « droit à la différence », autogestion et « vie quotidienne » (qui est le concept fédérateur de base), ces concepts s'impliquent mutuellement et ne peuvent être dissociés sous peine de briser non seulement le mouvement de la pensée lefebvrienne mais aussi la possibilité de comprendre notre monde moderne.

Le dernier texte lefebvrien d'ampleur publié et consacré à l'urbain est l'entretien accordé par le métaphilophe à l'architecte Makan Rafatdjou pour la revue *Société française*¹²¹. On y retrouve le constat d'échec : « J'ai l'impression que l'invention architecturale et urbanistique n'a pas été à la hauteur des transformations de la ville.¹²² » Au-delà de la réussite formelle et technique de quelques projets architecturaux, ce sont la gestion à court terme et la logique financière marchande qui ont prévalu. Le chaos urbain socialement polarisé qui en ressort finit par affecter les centres privilégiés eux-mêmes : « J'ai l'impression que le centre devient « muséifié » et gestionnaire. Pas gestionnaire politiquement mais financièrement.¹²³ » Une des causes de cet état de fait est le resserrement de l'intérêt des citoyens sur le local (pavillon, immeuble, village), ce qui laisse le contrôle des niveaux nationaux et mondiaux aux Etats et aux entreprises multinationales. L'organisation de l'espace selon les intérêts privés rentre de plus en plus en contradiction avec les intérêts collectifs. Aussi importante qu'elle soit, la critique de l'existant n'est pas suffisante, il faut travailler sur les possibles, sur les perspectives futures, avec toute la part de risque et d'utopie que cela implique. « Que sera la ville de demain ? C'est là une question de l'orientation même de la société, de la civilisation, de la conscience et du savoir : ou bien traditionaliste, ou

¹²¹ H. LEFEBVRE, *L'urbain en question*, Société française n°33, 1989.

¹²² Idem, p.28.

¹²³ Ibid, p.29.

bien explorateur de l'avenir.¹²⁴ » Les problèmes urbains, liés à ceux de l'écologie, de la production, des finances et de la mondialité sont les problèmes fondamentaux qu'il nous faut affronter. En leur cœur gît la vie urbaine, à recréer au-delà des seules techniques architecturales, en connexion avec l'autogestion. Comprendre, développer cette vie urbaine nécessite de repenser les rythmes de vie, et notamment le clivage : « Temps productif »/ « temps libre ». Là encore, l'urbain, le quotidien et l'autogestion sont inséparablement liés.

La dernière notation lefebvrienne (à notre connaissance qui est forcément limitée en ce qui concerne un auteur d'une telle productivité) concernant l'urbain est celle qu'il livre à Patricia Latour et à Francis Combes lors de leurs entretiens en janvier 1991¹²⁵. Il y revient sur ce qui constitue peut être le cœur de la problématique urbaine : la banlieue. « De ce point de vue, il y aurait lieu d'approfondir l'analyse d'un phénomène capital : la banlieue. Elle reste urbaine, dans le même temps qu'elle accompagne la désagrégation du centre urbain. Savoir découvrir où va sa transformation est une des problèmes du monde moderne. Ce qui s'observe particulièrement dans les mouvements de la jeunesse, qui sont à la fois étendus et conflictuels. A la fois porteur d'une nouvelle barbarie et d'un renouveau de civilisation. Avec l'apparition de nouveaux rapports, notamment entre les sexes. Ça prolonge, en la modifiant, la lutte des classes... Ça se surajoute. Ça la modifie, mais ne la fait pas disparaître.¹²⁶ » Toute la pensée de Lefebvre est là : attention aux contradictions et aux possibles, marxisme actualisé et critique, dialectique des aspects sociaux positifs et négatifs, analyse de l'urbain,

¹²⁴ Ibid.

¹²⁵ P. LATOUR, F. COMBES, *Conversation avec Henri Lefebvre*, Messidor Editions sociales, 1991.

¹²⁶ Idem, pp.89-90.

compréhension des groupes (jeunes prolétaires) et des espaces (banlieues) par et dans lesquels un mouvement progressiste peut être réalisé.

CHAPITRE 8

-

L'ESPACE, L'ETAT ET L'AUTOGESTION

Dans l'étude des travaux épars consacrés par Lefebvre à l'urbain et l'espace, nous avons omis un texte essentiel : le chapitre cinq du quatrième et dernier tome de *De l'Etat*¹, intitulé *L'espace et l'Etat*. Nous l'avons fait car, pour comprendre ce texte, il est nécessaire de le replacer dans les analyses lefebvriennes de l'Etat. Si Lefebvre a très tôt commencé à réfléchir sur l'Etat (voir, par exemple avant-guerre, son premier livre sur le nationalisme et celui sur l'hitlérisme), il ne lui a consacré une somme en quatre tomes qu'après avoir écrit

¹ H. LEFEBVRE, *De l'Etat I. L'Etat dans le monde moderne*, Paris, UGE, 1976. Dorénavant : *DEI*.

H. LEFEBVRE, *De l'Etat II. Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao par Staline*, Paris, UGE, 1976. Dorénavant : *DEII*.

H. LEFEBVRE, *De l'Etat III. Le mode de production étatique*, Paris, UGE, 1977. Dorénavant : *DEIII*.

H. LEFEBVRE, *De l'Etat IV. Les contradictions de l'Etat moderne*, Paris, UGE, 1978. Dorénavant : *DEIV*.

celle sur l'urbain. Il y a donc confluence des deux thématiques, l'analytique de l'espace ayant mis au jour les nouvelles stratégies étatiques de contrôle de l'espace et les nouveaux possibles autogestionnaires permis par le développement urbain. L'autogestion fera pivot, comme dirait Fourier, entre l'urbain et l'Etat, ou plutôt la critique de tout Etat. Nous vérifierons, en effet, qu'une position anarchiste traverse entièrement *DE*. Elle était déjà perceptible dans une conférence qu'il donna en 1961 au centre d'études socialistes². Lefebvre la relie à la critique marxiste de l'Etat hégélien, Marx montrant comment la rationalité étatique devient irrationnelle passé un certain point. Plus tard, Marx étendra cette critique à toutes les formes d'Etat, saluant les efforts autogestionnaires de la Commune de Paris. Il y aura donc accord entre Marx et Bakounine sur le but révolutionnaire à atteindre qui est à la fois « approfondissement de la démocratie » et « dépérissement de l'Etat », les oppositions portant sur les modalités pour y parvenir. Ce n'est que plus tard, avec la contamination étatiste lassalienne du marxisme, avec la transformation de la « dictature du prolétariat » (qui ne devait être qu'une contrainte temporaire de la minorité spoliatrice par la majorité) en hypostase figée (devenant dictature d'un parti ou d'une nomenklatura sur le prolétariat), que l'héritage commun du marxisme et de l'anarchisme sera nié (par la théorie et par les armes).

Un peu plus tard le livre *Position : contre les technocrates*³ précisera les liens entre vie quotidienne, critique de l'Etat, développement autogestionnaire et question urbaine. Cette liaison de la théorie et des pratiques est une exigence constante de Lefebvre : « Avec la théorie du *possible quotidien* (de la

² H. LEFEBVRE, *Les marxistes et la notion d'Etat*, Cahiers du centre d'études socialistes n°42-3, 1964.

³ H. LEFEBVRE, *Position : contre les technocrates*, Paris, Gonthier, 1967.

quotidienneté ouverte sur le possible), avec l'élaboration d'un projet de *réforme urbaine*, la pensée critique s'articule avec une praxis.⁴ » On remarquera comment l'urbain permet d'articuler le projet théorique et la vie quotidienne, cette médiation étant dès le départ politique, la révolution urbaine devant être « la révolution des formes des temps et des espaces ». Nous sommes donc en face d'une triple critique : critique de la vie quotidienne, critique de l'urbain, critique de l'Etat (incluant la critique de la démocratie). Ces critiques devant parvenir à trois révolutions ou trois dimensions de la révolution, condensées dans un concept : l'autogestion. « La métamorphose de la vie quotidienne passe par l'intervention des intéressés, non par leur simple consultation selon les formes et normes de la démocratie politique. Sur ce plan, cette association des intérêts et des intéressés porte déjà un nom. Elle se nomme : autogestion.⁵ » Ainsi, dans ce livre, Lefebvre montre comment des « aménagements d'espaces », pouvant sembler techniques et neutres (pavillons, automobiles, supermarchés, etc.), recèlent en fait des stratégies politiques façonnant et contrôlant notre vie quotidienne.

Quand paraît en 1976 le premier tome de la tétralogie *DE*, Lefebvre n'aborde donc pas une nouvelle étape dans son travail mais approfondit et synthétise la critique de l'Etat qui traverse toute son œuvre. Après la somme sur l'espace, il écrit une somme sur l'Etat et la politique (qui aura des « restes » puisque s'ouvrira après elle une dernière période durant laquelle le métaphilosophes retrouvera et retravaillera les racines philosophiques de sa pensée). Dans ce tome inaugural, il trace un premier panorama des Etats contemporains, nous verrons que fidèle à la méthode dialectique, il effectuera un

⁴ Idem, p.39.

⁵ Ibid, p.48.

retour en spirale lui permettant de saisir l'objet étatique sous des plans différents, qui se présentent synchroniquement dans la réalité. Les Etats sont à la fois omniprésents dans le monde moderne et menacés par le haut (impérialisme des super Etats, organisations internationales, entreprises multinationales) et par le bas (éclatement, guerres civiles). Mais si : « L'espace des Etats-nations tend à éclater, cependant, il reste la base sur laquelle s'établissent les éléments de la croissance.⁶ » Autre paradoxe, la prolifération des Etats (un peu moins de deux cents dans le monde) assure une certaine coordination des intérêts mais provoque aussi leurs chocs violents : « à tel point que la frontière s'efface entre l'état de paix et l'état de guerre : entre l'Etat en paix et l'Etat en guerre, de sorte que les guerres modernes laissent derrière elles un état mixte, intermédiaire entre paix et guerre, qui semble entrer *normalement* dans la consommation des armes et l'obsolescence des engins destructeurs.⁷ » Les guerres et leurs suites en Irak, en Tchétchénie et en Afghanistan ont depuis lors amplement validé cette thèse. Il y a donc mondialisation simultanée des Etats, des stratégies, des contradictions et des luttes (« La lutte des classes s'internationalise et se mondialise, comme le capital.⁸ »). Il faut noter que tous les aspects de cette mondialisation impliquent l'espace et son contrôle (informations, énergies, guerre, etc.).

Analysant l'évolution des USA depuis la seconde Guerre mondiale, Lefebvre remarque que nombre de caractéristiques de la société capitaliste états-unienne sont devenus mondiaux. Ce pays est devenu moteur économiquement et culturellement : industrialisation de l'agriculture, urbanisation intensive, développement des classes moyennes (avant leur paupérisation à partir de 1973),

⁶ *DEI*, p.56.

⁷ *Idem*, p.57.

⁸ *Ibid*, p.79.

pouvoir des multinationales, état de guerre permanent, complexe industrialo-militaire, exportation culturelle industrielle (cinéma, musique, etc.). Ces processus globaux (ou « molaires » dans le vocabulaire deleuzien) s'appuient sur « une colonisation étatique de la vie quotidienne » (sur le « moléculaire »), qui dépasse la simple influence idéologique : « Les effets d'occultation supposent plus et autre chose que l'idéologie. D'ailleurs le rôle de l'idéologie ne vient pas tant de ce qu'elle déclare -illusion naïve- que de ce qu'elle dissimule, alliée avec des institutions. La passivité des *sujets* politiques ne va pas de soi et ne se limite pas à l'acceptation d'une idéologie. [...] L'idéologie prise à part -la représentation- n'a aucun pouvoir; elle n'est ni cause ni effet.⁹ » C'est un point commun des pensées de Lefebvre et de Deleuze que de montrer que le pouvoir du capitalisme passe par l'organisation concrète, pratique et spatiale d'une quotidienneté aliénée conditionnant les désirs et les volontés, et non par une influence idéologique abstraite : « La vie quotidienne ne dépend pas seulement de l'épicerie et de la boulangerie, de la publicité et des chemins de fer, mais de la télévision, de la mairie, du commissariat de police, du percepteur.¹⁰ » Il y a double maillage ou double étau du système capitaliste : institutions pratiques/colonisation psychologique.

Comme l'indique son titre *Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao par Staline*, le deuxième tome de *DE* passe d'un premier tour d'horizon de la situation mondiale des Etats, au résumé et à l'analyse des théories marxistes concernant l'Etat et sa problématique. Il ne constitue cependant pas un détour théorique car cette analyse permet, d'une part, d'étudier le devenir des Etats durant les XIX^e et

⁹ Ibid, p.229.

¹⁰ Ibid, p.339.

XX^e siècles et, d'autre part, de fonder une critique de l'Etat. S'il est possible de parler des théories marxistes de l'Etat, c'est que celui-ci fut dès les travaux de Marx et d'Engels un enjeu essentiel, à la fois théorique et pratique, provoquant luttes et scissions au cours d'une histoire tragique. Loin des tentations hégéliennes et saint-simoniennes éprouvées par Marx concernant l'Etat rationnel et garant de la rationalité de la société civile, Lefebvre souhaite retrouver la veine anarchiste du socialisme. Il semble ainsi approuver Bakounine : « D'après Bakounine, l'Etat ne perdra jamais son caractère politique, donc autoritaire. En contradiction avec leurs paroles, les socialistes marxistes fabriqueront un Etat centralisé, au lieu d'aménager la disparition de l'Etat; cet Etat engendrera aussi le despotisme et la misère. Pour affranchir les masses, les marxistes commenceront par les asservir.¹¹ » On voit comment il ne s'agit pas de simples problèmes théoriques mais comment ce débat marxisme/anarchisme, centré sur la question de l'Etat, est encore d'actualité et détermine des attitudes et des stratégies politiques différentes voire divergentes. Il permet aussi de comprendre le destin des « Etats socialistes » du XX^e siècle, leur étatsisme dictatorial, leur transformation du marxisme en idéologie d'Etat, leur incapacité à saisir et encore plus à initier des transformations sociales et culturelles, leur militarisation, leur ignorance des questions urbaines.

Cela amène Lefebvre à un bilan mitigé de l'œuvre théorique et pratique de Lénine. Il salue ses travaux sur la dialectique hégélienne, sa « loi d'inégal développement » du capitalisme et son attention aux questions agraires. En revanche, il critique et déplore son matérialisme philosophant sommaire, son

¹¹ *DEII*, p.271.

éthique centrée sur le travail, sa conception militaire du parti et son optimisme l'amenant à considérer l'impérialisme comme le « stade ultime du capitalisme ».

Le troisième tome de *DE* définit *Le mode de production étatique*. Ce concept de « mode de production étatique » permet à Lefebvre de critiquer le concept économique officiel du PCF à l'époque : « le capitalisme monopolistique d'Etat. » En effet, ce dernier réduit l'Etat à un simple paramètre du système capitaliste, aux côtés des monopoles privés. Or, pour Lefebvre, cette vision économiste est limitée et ne prend pas en compte la nouvelle puissance des Etats devenant moteur de l'évolution du mode de production capitaliste lui-même. On peut noter l'application par Lefebvre dans ses études sur l'Etat de la « méthode régressive-progressive » empruntée à Marx, puisque le premier tome effectuait un premier tour d'horizon de la situation actuelle de l'Etat, le second tome faisant retour vers le passé à travers les analyses marxistes de l'Etat, avant que le troisième tome ne fasse le chemin inverse vers les formes modernes de l'Etat, dont le quatrième tome complètera l'analyse par l'étude d'Etats particuliers, en un second tour d'horizon plus complet que le précédent car incorporant les acquis théoriques des tomes deux et trois. Cette méthode, qui est l'application de la méthode dialectique à l'étude des sociétés (la sociologie devant toujours inclure l'histoire, qui est le mouvement des sociétés, sous peine de présenter une analyse figée d'une réalité dynamique), trouve ici l'une des ses plus belles applications dans l'œuvre lefebvrienne. Confronter présent et passé, explorer les pistes des développements possibles d'une réalité, voilà la méthode de Marx telle que Lefebvre la recrée.

Lefebvre poursuit sa critique anarchiste de l'Etat, dans des phrases quasi bakouniniennes : « Marx, Engels et Lénine ont montré l'impossibilité d'un « bon Etat », rêvé et non pas conçu par l'idéalisme métaphysique. Qui dit Etat dit

contrainte. Qui dit pouvoir dit abus, tôt ou tard, et lutte pour le pouvoir, sanglante, tôt ou tard. Pas d'Etat et de pouvoir politique raisonnables, sinon tenus en respect par la « base » sociale et le contre-pouvoir. Donc, pas de libertés sinon menacées tant qu'il y a Etat.¹² » Cette critique étant d'autant plus nécessaire que jamais historiquement les Etats n'ont eu autant de puissance et de possibilité de contrôle de la société, y compris au niveau économique. Ils sont devenus indispensables au capitalisme y compris dans sa forme néolibérale puisque, autant le néolibéralisme combat étatiquement l'Etat social (sa « main gauche » selon l'expression de Bourdieu), autant il surdéveloppe l'Etat pénal, policier et militaire (sa « main droite »).

Dans cette nouvelle phase de l'Etat et du capitalisme, les questions spatiales deviennent déterminantes. Certes, l'espace et son contrôle ont toujours été au fondement de la politique et du militaire. Et s'il faut noter qu'à ses débuts le capitalisme s'est plutôt fondé sur le mobilier, sur les flux (capitaux, marchandises, travailleurs, etc.), il faut aussi remarquer comment il développa progressivement, nationalement et mondialement, des stratégies pour conquérir et coloniser l'espace entier : « La mobilisation du sol et du sous-sol accompagne la formation de la richesse mobilière. Il fallut régulariser ces échanges : terres et rentes foncières contre argent. Ce qui sera fait par voie institutionnelle donc étatique : notariat, cadastre, etc. Avant que la mesure s'impose à la société entière (par la voie étatique, le système métrique) l'espace commence à se réglementer. Il faut l'évaluer quantitativement et qualitativement.¹³ » Peu à peu, le fier capitaine d'industrie doit se doubler d'un petit notaire (comme Balzac le savait déjà).

¹² *DEIII*, p.52.

¹³ *Idem*, p.158.

Système en mouvement, le capitalisme doit se voir opposer des stratégies elles-mêmes mouvantes sous peine d'être inefficaces. Lefebvre ne nie pas les luttes des classes, il veut au contraire les adapter aux nouvelles données, notamment spatiales et étatiques, du capitalisme. Ce nécessaire révisionnisme l'ayant fait bannir par les marxistes orthodoxes. « Avec ce déplacement se déplacent aussi la lutte des classes et les frontières sur lesquelles se livrent les luttes; elles ne disparaissent pas, au contraire, mais le front s'amplifie mondialement et les frontières ne se tracent qu'au cours du combat.¹⁴ »

Le quatrième et dernier tome de *DE* livre les plus longues analyses sur les rapports de l'Etat et de l'espace. En introduction il réfute les thèse (il vise principalement les situationnistes et accessoirement Deleuze et Guattari) qui assimilent la vie sociale à un pur spectacle, rendant inéluctables la crise (sociale, culturelle, politique) et la passivité des citoyens. Ce type de discours lui semble être métaphysique et, in fine, nihiliste. De plus, il élimine le rôle de l'espace : « Le marché mondial ne se détache pas de l'espace; il n'a rien d'une abstraction « déterritorialisée », même si des forces extraterritoriales (les capitaux de certaines firmes dites supra-nationales) y agissent.¹⁵ » Analysant ensuite les crises et les crispations identitaires (ethniques, nationales, religieuses, etc.), il y voit, entre autres causes, un effet de la négation des différences par les Etats. « Les dominés perdent leur identité concrète devant l'identité abstraite, efficace et puissante de l'Etat. La bureaucratie dominante suscite alors, remarque sur laquelle on ne saurait trop insister, la nostalgie des temps anciens, le recours à la naturalité, à la métaphysique, à l'occultisme et à la religion ressuscités. Ces résurgences ne

¹⁴ Ibid, p.374.

¹⁵ *DEIV*, p.29.

peuvent pas se dissocier d'une crise de l'identité : à l'identité et aux équivalences étatiques s'opposent les identités et les recherches d'une identité populaire ou nationale, « culturelle » ou idéologique, parmi ceux dont l'Etat nie les différences. L'identité étatique confisque les autres identités.¹⁶ » Depuis la fin des années 1970, la montée des intégrismes religieux, des racismes, des crispations xénophobes nationalistes, en réaction aux forces uniformisantes croisées des Etats impérialistes et du marché capitaliste, ont amplement démontré la validité de cette thèse.

Une alternative se présente alors : ou bien on accepte cette tenaille capitalisto-étatique, l'écrasement des peuples entre le quotidien et le mondial, le niveau national devenant alors le simple relais de forces mondiales (multinationales privées ou institutions internationales publiques type FMI ou Banque mondiale) : « De sorte qu'à la limite l'Etat national entretient au service des multinationales non seulement une classe ouvrière locale et un peuple d'employés, mais une immense masse de consommateurs.¹⁷ »; ou bien, les peuples engagent la lutte, qui peut prendre dans un premier temps appui sur les Etats nationaux, en vue d'une réappropriation autogestionnaire de leurs territoires et de leurs vies. Cette visée autogestionnaire doit aussi partir de la critique de la démocratie bourgeoise formelle, de ses institutions délégataires et « représentatives ». Sous couvert de défense de la « souveraineté » du peuple, ces démocraties masquent (de plus en plus mal) les pouvoirs des partis politiques et des Etats. Elles cumulent une pseudo universalité du vote et des taux massifs d'abstention (Bourdieu dans ses derniers travaux montra ainsi comment ces

¹⁶ Idem, pp.55-6.

¹⁷ Ibid, p.88.

démocraties étaient en fait censitaires socialement et culturellement, les pauvres ne votant pas ou peu); une pseudo égalité des consciences conjugée à un système d'orientation des « opinions » (media, sondages, publicité, marketing, etc.); une apparente liberté de candidature limitée par un système de bureaucratie politique plus ou moins héréditaire (partis, circonscriptions, parlements, gouvernements, etc.). Ainsi, les Etats à la fois découpent et quadrillent des territoires et « émettent ou orientent des représentations : des flux de sens.¹⁸ » De plus, en dehors des élections, les institutions et les « hommes politiques » confisquent les pouvoirs des citoyens, ce qui rend nécessaires la limitation des mandats électifs, leur contrôle permanent, leur caractère impératif, ainsi que la révocabilité des élus. « La démocratie véritable ne se définit pas par la représentation. Seule la démocratie *directe*, ne comportant pas la distance des *représentés* aux *représentants*, peut passer pour démocratique.¹⁹ » Il serait possible de trouver deux pôles politiques : celui du pouvoir du peuple d'organiser la société (pôle démocratique) et celui des institutions exerçant un pouvoir sur le peuple (pôle impérial ou étatique).

Selon Lefebvre, pour bien comprendre la forme étatique, il est nécessaire de « spatialiser la pensée politique », les rapports sociaux ayant comme support l'espace social. La philosophie politique bourgeoise classique, relayée de nos jours par les « sciences politiques », fige inversement l'Etat dans une abstraction qu'elle oppose à une « société civile » tout aussi floue et abstraite. On arrive par là à une représentation binaire, non dialectique, de la société opposant, sans pouvoir les articuler, « l'Etat » (somme d'institutions) et ses « sujets » (citoyens atomisés).

¹⁸ Ibid, p.148.

¹⁹ Ibid, p.123.

Lefebvre s'appuie sur ses travaux sur l'espace et l'urbain pour repenser la politique en général et le concept d'Etat en particulier : « La connaissance de l'espace en tant que produit-production autorise un renouvellement de l'action comme de la pensée stratégiques.²⁰ » On ne peut comprendre son concept de « mode de production étatique » (MPE) sans comprendre celui de « production de l'espace », les concepts contemporains de « capitalisme monopoliste d'Etat » (CME) et d' « appareils idéologiques d'Etat » (AIE), proposés successivement par les économistes orthodoxes du PCF et par Althusser et son école, ne prenant pas en compte la nouvelle puissance des Etats, apparue au cours du XX^e siècle, capables de modeler et de contrôler des territoires de plus en plus vastes, jusqu'à atteindre au niveau mondial.

Perdant leurs empires coloniaux, les Etats capitalistes occidentaux opérèrent, d'une part, une reconversion dans une sorte de colonisation intérieure des territoires métropolitains et, d'autre part, créèrent un néoimpérialisme s'appuyant sur les organisations internationales et les firmes multinationales. « La dispersion de la classe ouvrière dans les banlieues a permis l'extension du capitalisme à l'espace, sa mainmise sur les villes historiques, l'affaiblissement des forces sociales adverses, la survie du capital et l'ascension de l'Etat gestionnaire (du territoire comme des pôles spontanés de croissance industrielle).²¹ » Le marxisme officiel ne pris pas la mesure de ces phénomènes ce qui le conduisit à adopter politiquement la forme étatique : « il prit comme objectif l'exercice du pouvoir et par conséquent la perpétuation de l'Etat comme forme politique généralisée (universalisée).²² » Ceci eut pour effet que les partis communistes à

²⁰ Ibid, p.169.

²¹ Ibid, pp.174-5.

²² Ibid, p.223.

l'est se transformèrent en Etats totalitaires, quand ceux à l'ouest se laissèrent prendre par le jeu institutionnel bourgeois, l'unique enjeu devenant celui d'atteindre au « gouvernement », à la gestion sociale-démocrate (dans le meilleur des cas) de l'Etat. A ce jeu là, ces partis se firent peu à peu éliminer et éliminer, la démocratie bourgeoise tendant inexorablement à un bipartisme conduisant à une pseudo alternance droite/sociale-démocratie.

Le chapitre V *L'espace et l'Etat*, comme l'indique son titre, analyse les rapports de l'espace et de l'Etat. Lefebvre le situe dans la continuité des analyses du *DV* et de la *RU*, précisant que dans cette dernière : « le mot « révolution » désigne une transformation globale à multiples aspects et non pas seulement une opération politique violente.²³ » Il remarque ensuite que tout Etat n'existe que par la création ou le façonnement simultanés d'un double espace : un territoire physique national et un espace de représentation symbolique (un ensemble de valeurs et de symboles). Contre l'idéologie urbanistique, mais aussi contre les réductions économistes ou sociologistes (y compris au sein du marxisme) il réaffirme le caractère actif de l'espace : « L'espace produit est aussi producteur : instrument et non contenant passif, inerte, indifférent au contenu. On ne saurait trop insister sur la haute complexité des rapports entre « la société », citoyens et habitants, et la ville, l'urbain, l'espace. Pour l'individu, la ville qui l'entoure est à la fois le lieu du désir (des désirs : ce qui les éveille, les multiplie, les intensifie) et l'ensemble des contraintes qui pèsent sur les désirs, qui inhibent le désir. C'est dans l'urbain que s'installe, s'instaure, s'institue *le quotidien*.²⁴ » Mai 1968 a bien illustré ce double rapport du désir et de la ville, rapport critique dénonçant les

²³ Ibid, p.324.

²⁴ Ibid, p.270.

aliénations de la quotidienneté urbaine (« métro, boulot, dodo ») et en appelant à des transformations radicales de la vie, à une ouverture sur les possibles, la révolution, la fête (« sous les pavés, la plage »). Quelques mois auparavant, le *DV* exposait déjà cette double exigence dialectique.

Comme exemple de lutte spatiale, Lefebvre prend le cas de la plage. Dans cet espace s'affrontent une logique de liberté et d'usages (corps, jeux, baignades, rencontres) et une logique d'appropriation capitaliste, de privatisation. « On peut barricader, interdire, lotir. La propriété lutte contre l'appropriation, de façon lisible, visible, évidente, sur cet espace. L'échange et la valeur d'échange luttent contre la valeur d'usage et contre l'usage qui se montre à travers les valeurs. C'est-à-dire contre le corps vivant et le vécu.²⁵ » Cette attention au corps, aux usages, aux pratiques mais aussi à l'imaginaire et au symbolique, éloigne Lefebvre des conceptions abstraites, désincarnées de l'espace (c'est pour cela qu'il refuse l'idée d'une « science pure de l'espace » ou celle d'un « pur espace »). On comprend pourquoi la *PE* finissait de façon ouverte et non systématique sur les contradictions de l'espace social contemporain. Lefebvre est toujours plus intéressé par la formation et le mouvement de la connaissance que par le savoir achevé et figé.

Pour comprendre l'urbain et l'espace, il ne suffit pas de les étudier dans leurs rapports aux différents modes de production et à l'Histoire générale des sociétés. Si chaque société, chaque culture possède son espace, il y a aussi une certaine autonomie et même une causalité propre du niveau spatial. Si par exemple, la révolution des espaces (architectural, scientifique, pictural, mental) durant la Renaissance italienne est bien liée au développement du capitalisme

²⁵ Ibid, pp.277-8.

(marchés, banques), celui-ci n'épuise pas celle-là. Ce fut une erreur d'un certain marxisme que de minimiser ces aspects « superstructurels », esthétiques, symboliques et spatiaux (Lefebvre rejoignant d'ailleurs Lukács dans cette condamnation). « La réduction de l'esthétique, du social et du mental à l'économique fut une erreur désastreuse qu'un certain nombre de « marxistes » perpétuent.²⁶ »

La phase moderne du capitalisme initia une révolution spatiale théorisée et concrétisée, entre autres, par le Bauhaus et Le Corbusier dans les années 1920. Lefebvre résume les caractéristiques paradoxales de cet espace capitaliste moderne : « Phallique, optique, visuel, logique-logistique, homogène et brisé, global et fragmenté, ainsi se nomment et se conçoivent les caractères de l'espace du MPE.²⁷ » Nous avons vu comment Le Corbusier exaltait idéologiquement l'homme, l'échelle humaine et la nature, pour instaurer l'habitat machinique, l'éclatement des fonctions et l'anti-nature. Ainsi, l'espace contient ses propres contradictions qui sont imbriquées dans les contradictions sociales générales tout en ayant une certaine autonomie. L'espace contemporain pouvant schématiquement se caractériser par : la contradiction entre une puissance étatique mondiale de production de l'espace et une fragmentation par et pour le marché privé conduisant au chaos; la division mondiale entre centres et périphéries, incluant une division mondiale du travail et des espaces de travail (production, finance, etc.), pouvant désertifier socialement des régions, des pays ou des continents; le bouleversement des espaces et des liens traditionnels (quartier, village); l'invasion des espaces par l'automobile (grâce à une alliance des

²⁶ Ibid, p.292.

²⁷ Ibid.

entreprises privées et des Etats), cause majeure de l'éclatement des villes historiques; la lutte mondiale pour le contrôle des énergies; les nouvelles capacités de contrôle policier et militaire des espaces; la diffusion et l'utilisation dans la gestion des espaces des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Lefebvre parvient donc au concept de mode de production étatique en fusionnant le concept d'Etat et celui de production d'espace. La gestion de l'espace ayant un rôle primordial à tous les niveaux de l'économie : production, consommation, répartition des richesses. L'Etat assure la mise en cohérence des espaces, empêchant les marchés de briser la société, de fragmenter complètement l'espace. Il assure donc une bonne part de la reproduction des rapports de production. L'espace sera donc un véritable révélateur sociale et, en ce qui concerne la société capitaliste (alors qu'on avait annoncé la fin des classes sociales) il révélera sa hiérarchisation inégalitaire : « La hiérarchie sociale se présente donc aujourd'hui, plus évidemment que jamais, comme *hiérarchie spatiale*.²⁸ » La fragmentation spatiale sera aussi une fragmentation sociale, mixte de « logique » marchande et de violence. La vie quotidienne moderne exprimera cette mixité aliénante, crucifiée qu'elle est par une morne répétitivité (qui est aussi rassurante d'une certaine façon) et une violence latente (violence du quotidien lui-même et des résistances possibles à cet ordre social). « D'où cet étrange (aliénant-aliéné) climat du monde moderne : d'une part, rationalité répétitive et identitaire, de l'autre, violence, soit pour affirmer le vécu et l'usage, soit pour continuer. La violence couve de toutes parts dans ce monde rationnel, réduit à l'interchangeable. La paix de l'espace « régulateur » et la violence se confondent étrangement.

²⁸ Ibid, p.312.

L'espace social, aujourd'hui, ne serait-ce pas la violence incarnée, soit virtuelle, soit déclarée ? Ce qui appelle un projet global, celui d'une société autre dans un autre espace ?²⁹ » L'idéologie suprême (qui ne se résume justement pas à de l'idéologie) du capitalisme réside dans cette structuration sociale qui donne l'apparence de logique, de normalité, à un ordre social violent (est même à des guerres devenues : « chirurgicales », « opérations de maintien de la paix », etc.) et, inversement, fait apparaître comme violente toute tentative de résistance à cet ordre inégalitaire.

Cet état de fait aura des conséquences sur les forces d'opposition au capitalisme et sur leurs stratégies : « Il s'ensuit la mondialisation de la lutte des classes et une diversification de cette lutte, qui pénètre l'espace physique, social, mental, en y traçant des clivages nouveaux.³⁰ » L'introduction (ou la réintroduction) du principe autogestionnaire, notamment dans sa dimension spatiale, dans les luttes sociales et politiques sera un de ces changements nécessaires. « Seuls le contrôle par la base et l'autogestion *territoriale*, exerçant contre le sommet étatique une pression et menant une lutte réelle pour des objectifs réels, peuvent opposer la démocratie concrétisée à la rationalité administrative, c'est-à-dire soumettre la logique étatique à une dialectique spatialisée (concrétisée dans l'espace sans perdre de vue le temps, au contraire : en intégrant l'espace au temps et le temps à l'espace). [...] Cette œuvre ne peut s'accomplir sans concevoir une nouvelle *texture* de l'espace. L'Etat déclinant se résorbera non tant dans « la société » abstraite que dans l'espace social réorganisé. L'Etat, à ce stade, pourrait garder certaines fonctions, de même que la

²⁹ Ibid, pp.313-4.

³⁰ Ibid, p.315.

représentation. La maîtrise des flux, l'accord entre flux internes et flux externes (au territoire) exigera leur réorientation contre les firmes mondiales et par conséquent une gestion globale de type étatique pendant une certaine période. Ce qui ne peut tendre vers la *fin* (but et terme) que par l'activité de la base : autogestion spatiale (territoriale), démocratie directe et contrôle démocratique, affirmation des différences produites au cours de cette lutte et par cette lutte.³¹ » L'équation politique se clarifie : pas de révolution sans révolution du quotidien, pas de révolution du quotidien sans transformation de l'espace, pas de révolution urbaine sans autogestion généralisée, pas d'autogestion véritable sans dépérissement de l'Etat.

Face à l'autogestion, non seulement l'Etat mais tout processus d'institutionnalisation peut devenir un danger pour les mouvements révolutionnaires (qui ne doivent pas être confondus avec les seuls partis et syndicats se disant révolutionnaires) : « Lorsque la révolution se fige, lorsqu'elle se change en « instances » et en institutions, elle s'enlise et se change en contre-révolution.³² » Cette méfiance et cette critique envers les institutions, qui fondent l'anarchisme lefebvrien, seront reprises et développées notamment par le courant sociologique de l'Analyse institutionnelle (avec notamment René Lourau, assistant de Lefebvre à Nanterre). On comprend que dans ces conditions, Lefebvre développe une critique radicale des Etats « socialistes » et des partis qui s'en réclament, critique qu'illustre bien le titre du chapitre six *De l'Etat révolutionnaire à la contre-révolution étatique*. La lutte contre l'Etat nécessite de briser l'ordre social induit (comme Hegel l'avait déjà montré), peu ou prou, par

³¹ Ibid, pp.323-4.

³² Ibid, p.353.

tout Etat y compris ceux du bloc communiste : une élite (ou nomenklatura)/un ventre mou social formé par les classes moyennes (véritable support de la structure étatique)/une frange d'exclus ou de déviants, contrôlés voire emprisonnés. Sans remise en cause de cette structure générale, les partis politiques et les syndicats, mêmes contestataires, sont condamnés à être intégrés au système étatique, à devenir des relais des pouvoirs de l'Etat. Les élections, la temporalité, la régularité qu'elles imposent, finissant par vassaliser les partis qui s'en tiennent au seul système électoral.

Critiquer pratiquement l'Etat conduit à vouloir mettre fin au quadrillage de l'espace qu'il instaure, quadrillage physique mais aussi psychique et symbolique. On retrouve ici la télévision comme pièce essentielle de ce dispositif de contrôle : « Il faut aussi comprendre que la TV possède une capacité fascinante et qu'elle substitue le monde de l'image aux intérêts vitaux, concevables seulement à partir du vécu, du corps, de l'espace occupé pratiquement. » On ne dira jamais assez l'importance de cet outil³³ pour l'incrustation psychique d'éléments fondamentaux de l'ordre capitaliste : consommation, automobile, glorification de la police, impérialisme culturel états-unien, lois du marché, etc.

Comme souvent, Lefebvre finit son ouvrage par des réflexions sur les possibles et la recherche de voies alternatives (chapitre *L'expérience mondiale et la voie nouvelle*). Son angle d'analyse est le processus de mondialisation en cours : si la révolution sociale et politique ne découlera pas mécaniquement de cette mondialisation, cette dernière donne de nouvelles possibilités aux mouvements révolutionnaires. Les nouvelles technologies dans la production et la

³³ Le poète A. Robin prévoyait déjà de manière lumineuse dans son livre *Massage* en 1953 : « La télévision est une machine à regarder qui pourrait bien fabriquer une nouvelle espèce d'aveugles. »

communication permettent une autogestion liant le local (unités territoriales autogérées) et le mondial, capable de créer un marché non capitaliste. Cette utopie politique n'est pas une espérance abstraite, elle est un guide pour l'action, nécessaire si l'on souhaite orienter la praxis sociale vers ses possibles positifs et éviter la catastrophe et le chaos. « L'utopie prend donc un caractère d'urgence. *L'utopie urgente* définit un style de pensée tournée vers le possible dans tous les domaines. Ce qui tend à re-définir le « socialisme » et le « communisme » non par l'étatique et le politique, mais par la critique de l'étatique et du politique, d'une part, et, d'autre part, comme production, appropriation, gestion de l'espace. Ni l'individu, ni le groupe, n'existent sans un espace approprié (produit comme tel).³⁴ » Il y a donc réaffirmation de l'importance de l'espace pour le processus révolutionnaire, l'espace étant, au sens propre comme au sens figuré, le dernier mot de *DE*.

Lefebvre reviendra dans un important article datant de 1979 sur la problématique de l'Etat³⁵. Cet article se situe dans le prolongement d'un débat entre Lefebvre et Jacques Attali paru dans le journal *Le monde*, dans lequel le métaphilophe pressent à la fois la victoire possible des forces de gauche en France et l'avènement d'une nouvelle élite étatiste (ENA, Polytechnique, etc.) « socialiste » voulant profiter des nouveaux pouvoirs de l'Etat (media, énergie, etc.). Ce nouveau modèle social-démocrate de gestion étatique se contente de prôner une libération par le changement de gouvernement, par des réformes étatiques préservant le marché capitaliste. On sait ce qu'il est advenu de ces espoirs, la logique inégalitaire capitaliste néolibérale (ses « crises » et ses

³⁴ Ibid, p.441.

³⁵ H. LEFEBVRE, *A propos d'un nouveau modèle étatique*, Dialectiques n°27, 1979.

« plans de rigueur ») balayant les diversions postmodernes (nouvelles technologies, fêtes populaires arrangées, etc.). Cette stratégie sociale-démocrate tourne le dos, au-delà d'une récupération superficielle du vocabulaire, au projet autogestionnaire. L'autogestion, au contraire, n'est pas une panacée mais un processus à redéfinir constamment : « L'autogestion, loin de s'instaurer une fois pour toutes est elle aussi le lieu et l'enjeu de la lutte. Elle peut dégénérer par exemple vers la cogestion. Chaque fois qu'un groupe social (généralement des travailleurs productifs) refuse d'accepter passivement ses conditions d'existence, de vie ou de survie, chaque fois qu'un tel groupe s'efforce non seulement de connaître mais de maîtriser ses propres conditions d'existence, il y a autogestion.³⁶ » L'autogestion n'est « jamais un état mais toujours un combat », comme la démocratie dont elle est inséparable. Elle implique la remise en question de l'Etat et des partis politiques (ces « mimes de l'Etat » comme disait Châtelet) : « En effet, l'autogestion porte en soi, avec le dépérissement de l'Etat, le déclin du Parti en tant qu'institution centralisée, monopolisant les décisions.³⁷ » Autogestion, démocratie et révolution, sont donc des processus infinis et ne peuvent correspondre, comme l'avenir l'a montré, à un grand soir insurrectionnel ou électoral préservant l'Etat, ses structures et ses fonctions.

Les articles et les textes lefebvriens consacrés directement à l'autogestion sont assez rares. Parmi eux on peut trouver un article dans le numéro inaugural de la revue *Autogestion*³⁸, revue à la création de laquelle il participa. Il y plaçait doublement l'autogestion au cœur du processus révolutionnaire. De façon négative, comme outil théorique et pratique de critique de l'Etat, de

³⁶ Idem, p.39.

³⁷ Ibid, p.40.

³⁸ H. LEFEBVRE, *Sur la théorie de l'autogestion*, Autogestion n°1, 1966.

l'institutionnalisation et de la passivité qu'ils entraînent. De façon positive, comme recherche des moyens de maîtrise de leur vie quotidienne par les citoyens et comme développement continu de la démocratie. Deux dangers guettent cette autogestion : le chaos social, si elle ignore les médiations et les transitions nécessaires pour passer de la démocratie étatique bourgeoise à l'autogestion généralisée; inversement, la récupération par les Etats ou les entreprises privées, si elle ne rompt pas avec la fétichisation régnante des institutions, ce second danger étant le plus important selon Lefebvre. Dans ces conditions, il est logique que Lefebvre réaffirme l'importance du courant anarchiste dans le socialisme, notamment en ce qui concerne l'œuvre de Proudhon : « La critique qui met Proudhon en contradiction avec lui-même risque d'éclipser, en prenant pour prétexte l'absence d'une cohérence qu'il ne cherchait pas, la richesse de ses propositions et la complexité de sa pensée.³⁹ » Visant *Misère de la philosophie* de Marx, Lefebvre pense qu'au-delà des erreurs et des approximations économiques de Proudhon, Marx a tort (et fait preuve d'une certaine mauvaise foi, comme plus tard dans les polémiques avec Bakounine) d'ignorer les propositions d'organisation autogestionnaire du prolétariat et les mises en garde contre les dangers des partis et de l'Etat. Il faut donc partir des propositions anarchistes, en les développant et en les adaptant au monde moderne. Cette adaptation est d'autant plus nécessaire (mais quelle théorie ne doit pas être adaptée ?) qu'il faut éviter l'enfermement sur soi des groupes et des territoires autogérés, les articuler de façon mondiale, pour répondre aux problèmes se posant à cette échelle mondiale (comme par exemple ceux relevant de l'écologie). Il faut aussi créer un marché mondial ne reposant pas sur les principes capitalistes mais fondé sur la

³⁹ Idem, p.63.

solidarité et la justice. Obtenir une capacité de centralisation et d'action coordonnée, y compris à l'échelle mondiale, sans pour autant recréer des centres de pouvoir, voilà le défi auquel devra se confronter l'autogestion. Aucun modèle absolu à copier, aucun Etat pouvant incarner l'autogestion (y compris, malgré certains mérites, l'Etat yougoslave).

Dix ans plus tard, en 1976, Lefebvre poursuit dans la même revue, devenue *Autogestion et socialisme*⁴⁰, ses réflexions sur l'autogestion. Il part d'un terrible constat : le marxisme est mort, figé, empaillé, idéologisé dans les pays dits socialistes; il est récupéré, intégré à la démocratie bourgeoise dans les pays capitalistes. La réduction du marxisme au « marxisme-léninisme », véritable « soudure politique », est un des éléments explicatifs de cette dégénérescence. « Le marxisme fut transformé en son contraire : de critique de l'Etat en idéologie de l'Etat. Il est mort, mais le cadavre est empaillé, solide et bien utilisé comme le pauvre Lénine dans son mausolée. Le marxisme est comme la momie de Lénine : il set à la publicité. [...] Cela ne veut pas dire du tout que la pensée de Lénine soit disqualifiée aujourd'hui. Mais c'est déjà tout à fait autre chose que Marx. Sur la notion d'impérialisme, sur la notion du parti chez Lénine, on peut faire aujourd'hui les plus expresses réserves. Donc je crois qu'il faut dissocier marxisme et léninisme et tout autant léninisme et stalinisme.⁴¹ »

En ce qui concerne l'autogestion, de la fin des années 1960 jusqu'à celle des années 1970, ont a vu contradictoirement à la fois l'irruption de revendications et de pratiques autogestionnaires (Mai 68, Lip, communautés hippies, GAM, etc.) et le développement de la centralisation et des pouvoirs

⁴⁰ H. LEFEBVRE, *Une interview d'Henri Lefebvre*, *Autogestion et socialisme* n°33-4, 1976.

⁴¹ *Idem*, pp.117-8.

étatiques (énergies, armement, information, etc.). Les forces de gauche en France retardant sur cette volonté d'autogestion, ou la refusant purement et simplement⁴². Ainsi, pour Lefebvre, l'abandon du concept de « dictature du prolétariat » par le PCF au cours de son 22^e congrès, est le signe d'une démission face au modèle étatique : « une manière indirecte et habile de dire que l'Etat est durable, éternel même. Je pense qu'ils se préparent à tenir l'Etat, donc ils en maintiennent l'importance. C'est la pensée hégélienne : l'Etat est une existence politique inconditionnelle, un absolu.⁴³ » Pour Lefebvre, il faut au contraire développer la stratégie et les pratiques autogestionnaires, en affirmant le pouvoir des peuples face aux feux croisés du marché capitaliste et de ses aides étatiques. Cette extension de l'autogestion ne se fera qu'en conjuguant l'autogestion économique (entreprises, coopératives) et l'autogestion territoriale (villages, quartiers, villes).

Lefebvre poursuivra jusqu'à la fin ses réflexions sur l'autogestion, comme le montre la série de trois entretiens inédits qu'il eut en mars 1985 avec Nicole Beaurain, René Lourau et Antoine Savoye. Il déclare lors du premier entretien : « La critique de l'Etat maintenant est faite par la droite, ça c'est un des points très importants sur lequel je voudrais attirer votre attention. C'est qu'il y a une critique de droite et une critique de gauche de l'Etat. La critique de gauche est maintenant tombée dans le silence, notamment par l'autogestion, et la critique de droite par le néolibéralisme remplit les colonnes des journaux. Cela c'est une valorisation du

⁴² On peut remarquer que le PCF ne se résigna à la problématique autogestionnaire, ou au moins à son vocabulaire, qu'à la toute fin des années 1970 (de 1977 à 1980). La participation au gouvernement socialiste mettant fin (comme Lefebvre l'avait bien prévu) à cette ouverture. Durant les années 1980, on assista à un reflux de la référence à l'autogestion sous les coups du néolibéralisme et du « réalisme » face à la crise économique. D'autre part, ce néolibéralisme sut récupérer l'autogestion en l'intégrant très partiellement aux nouvelles pratiques managériales dans les entreprises, dévoyant ses finalités pour en faire un instrument d'exploitation maximale des travailleurs, sous couvert de « responsabilité » individuelle et « d'autonomie ».

⁴³ Ibid, p.121.

politique sous forme de l'étatique. Or, ce que j'ai fait c'est aussi une critique de l'étatique en introduisant des concepts qui n'ont pas été acceptés de loin, comme celui du mode de production étatique. » On voit ici comment, non seulement Lefebvre est lucide à propos de la réception en France de ses idées, mais aussi comment il fait progresser ses théories pour leur faire prendre en compte les évolutions de la société. A l'heure de la critique néolibérale de l'Etat, il est paradoxalement nécessaire (comme le dernier Bourdieu le verra aussi) de défendre les acquis étatiques sociaux (services publics), même si l'on se propose comme but l'autogestion généralisée. Notre métaphilosophie relève encore de graves contradictions au sein du processus de mondialisation : « A l'intérieur de la mondialité ce n'est pas seulement les nations ou les Etats qui se maintiennent ou se multiplient, c'est aussi cette espèce de particularisme, le nationalisme. Il y a une montée stupéfiante du nationalisme dans des tas de pays, même des petits pays. Un peu partout on voit cette montée du national et du nationalisme qui moi me stupéfie. J'avoue que je ne pensais pas que cela était possible. » Pour un penseur ayant connu les deux Guerres mondiales, les révolutions socialistes, la décolonisation et les mouvements progressistes des années 1960 et 1970, la fin du XX^e siècle dut en effet apparaître comme bien triste et réactionnaire.

CHAPITRE 9

-

ECHOS, SUITES ET CRITIQUES

1- LES SITUATIONNISTES

Les premières réactions aux thèses lefebvriennes sur l'espace et l'urbain furent contemporaines de leur publication, puisqu'elles proviennent des situationnistes avec lesquels collabora durant sa période strasbourgeoise. On connaît leur brutale rupture par la suite, dont le prétexte fut un article de Lefebvre sur la Commune de Paris (*La signification de la Commune* dans la revue *Arguments* en 1962). Prétexte car les situationnistes en général et Debord en particulier finirent par insulter tout le monde, tombant dans un nihilisme et un isolement destructeurs. Cet article fut dénoncé par les situationnistes comme un plagiat de leur idée selon laquelle toute révolution, la Commune de Paris en étant l'exemple archétypal, est aussi une fête. Or, si Lefebvre s'est bien inspiré (comme il le reconnaît dans son livre sur la Commune) de discussions avec les situationnistes, il n'est pas possible de dire avec précision à qui revient la paternité d'idées développées en commun. De plus, Lefebvre retrouvera cette idée de fête révolutionnaire populaire comme caractéristique de la Commune de Paris, dans les écrits du communard Prolès. En ce qui concerne l'urbain, on retrouve la même situation.

Lefebvre et les situationnistes élaborèrent en parallèle un certain nombre d'idées, notamment en ce qui concerne la critique de l'urbanisme technocratique fonctionnaliste. Mais il faut noter que Lefebvre collabora avec le groupe Cobra avant de connaître Debord et consorts, Cobra, comme les situationnistes eux-mêmes (Debord le reconnaît dans le premier numéro de *L'internationale situationniste*), étant influencés par le livre de Lefebvre d'avant-guerre sur la *Critique de la vie quotidienne* (tome premier). Outre cette idée d'une critique de la vie quotidienne, les situationnistes reprendront également chez Lefebvre la théorie du « romantisme révolutionnaire », sa critique de la modernité et de la culture, son travail sur la théorie hégélienne des moments. D'ailleurs, si l'on regarde les principaux concepts situationnistes concernant l'urbain, il est difficile de leur trouver une grande originalité. En effet, outre des moments hégéliens, leurs « situations » s'inspirent de la « psychogéographie » des Cobras (Constant et Asger Jorn), les « détournements » sont d'inspiration dadaïste et surréaliste, les « dérives » étaient déjà quant à elles pratiquées par Baudelaire et par les surréalistes, le « spectaculaire » trouve enfin ses prémisses dans la critique de la vie quotidienne lefebvrienne. Reste « l'urbanisme unitaire » mais, outre le fait qu'il est en soit resté à l'état de vague projet jamais réalisé, il s'appuie pour partie au moins sur les critiques lefebvriennes de l'urbanisme (grands ensembles et villes nouvelles). On voit donc qu'il faut plutôt parler d'inspiration mutuelle entre Lefebvre et les situationnistes.

2- DAVID HARVEY

Durant les années 1970, si certains écrits lefebvriens deviennent une vulgate pédagogique pour les écoles d'architectures et les architectes en France, force est de constater que ses théories trouvèrent peu d'écho au niveau des recherches sur l'urbain, l'heure étant plus au structuralisme et à l'économisme. Comme le note Andy Merrifield¹,

¹ A. MERRIFIELD, *Henri Lefebvre a socialist in space*, Londres, Routledge, 2000.

le « maverick free spirit », le franc-tireur à l'esprit libre Lefebvre, fut sauvé de l'oubli par les géographes marxistes anglo-saxons, au premier rang desquels se trouve David Harvey. Etudiant le processus « d'urbanisation du capital » depuis 1945 et le rôle des Etats dans l'organisation et le contrôle des marchés, il utilise les concepts lefebvriens de production de l'espace, de révolution urbaine et de droit à la ville². Le marché capitaliste instaure une concurrence généralisée, mondialisée entre les villes, les régions, les pays et les continents. Cette concurrence n'est pas simplement économique mais aussi culturelle, la culture et l'éducation devenant des moyens d'attraction de capitaux et de domination des esprits. Chaque ville ou chaque région essaye de devenir « attractive » pour les capitaux internationaux, formant une main-d'œuvre qualifiée et/ou un prolétariat paupérisé, développant des systèmes éducatifs et de recherche obéissant aux besoins des entreprises privées, créant des industries de loisirs (cinéma, sports, etc.), assurant des infrastructures (transport, communication) efficaces et entretenant ou créant des monuments capables d'attirer une fréquentation touristique. Le but à atteindre étant d'avoir la plus forte concentration de capitaux (bourse, multinationales, banques, etc.). On perçoit bien comment l'espace, sa production et sa gestion deviennent essentiels dans cette concurrence « interurbaine » mondiale. A l'instar de Lefebvre, David Harvey reconnaît le retard des concepts et des méthodes marxistes traditionnels (centrés sur l'économie industrielle et l'Histoire) dans la compréhension de ces phénomènes, de cette nouvelle phase du capitalisme. Or pour lui, « la révolution sera urbaine ou ne sera pas », et ce d'autant plus que le capitalisme se montre incapable (comme Engels l'avait déjà montré) de résoudre les contradictions spatiales qu'il génère (ne serait-ce qu'au niveau du logement). Il ne faut donc pas laisser le droit à la ville à la seule bourgeoisie, mais au contraire le rendre universel, ce qui nécessite d'unifier les mouvements sociaux et urbains à travers le monde. David Harvey reproche cependant à Lefebvre un « manque de réalisme », une « attitude romantique et utopique » qui refuserait le problème du

² Voir entre autres en traduction française : D. HARVEY, *Réinventer la géographie, L'urbanisation du capital, Le « nouvel impérialisme » : accumulation par expropriation*, Actuel Marx n°35, 2004. *Le droit à la ville*, La revue internationale des livres et des idées n°9, 2009.

pouvoir. Ces critiques semblent injustifiées si l'on prend en compte les quatre volumes de *DE* qui sont centrés sur l'analyse de l'Etat et de ses pouvoirs, et si l'on ne considère pas l'espace et l'urbain comme irrémédiablement passés sous la coupe du capitalisme. Contrairement à David Harvey, qui insiste sur la fragmentation capitaliste de l'espace (espaces publics/espaces privés, les « barrières, murs et clôtures »), Lefebvre essaye d'analyser la dialectique spatiale qui fait que l'espace et la ville peuvent aussi être moyens de libération, à travers leur réappropriation autogestionnaire. Sans cela, il nous semble que la théorie et les pratiques contestataires soient réduites à de tristes perspectives. Réduire l'alternative à une opposition entre « réalisme » et « utopie », c'est ne pas comprendre les tentatives transductives lefebvriennes.

3- MANUEL CASTELLS, JEAN-PIERRE GARNIER, DENIS GOLDSCHMIDT

Durant les années 1970, deux ouvrages paraissent ayant comme objet central la critique des théories urbaines lefebvriennes : *La question urbaine*³ de Manuel Castells et *La comédie urbaine ou la cité sans classes*⁴ de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt. Même si le premier opus est davantage dans la ligne althussérienne, les deux livres se rejoignent sur la critique des thèses lefebvriennes : Lefebvre n'aurait pas appliqué la méthode marxiste à l'urbain mais a « urbanisé le marxisme » en l'abâtardissant, en le transformant en un culturalisme réformiste; il aurait survalorisé la crise urbaine, qui n'est qu'un élément parmi d'autres de la crise économique; il confondrait superstructures et infrastructures, inversant leur causalité; il substantialiserait la « forme urbaine », qui n'est qu'un épiphénomène des modes de production; il tomberait dans un utopisme facilement récupérable par les forces conservatrices capables de proposer des ersatz culturels (fêtes,

³ M. CASTELLS, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972.

⁴ JP. GARNIER, D. GOLDSCHMIDT, *La comédie urbaine ou la cité sans classes*, Paris, Maspero, 1978.

etc.) en lieu et place d'avancées sociales réelles. On voit en quoi ces critiques, qui sont à notre avis des contresens sur les travaux de Lefebvre, parlent au nom d'un marxisme orthodoxe se méfiant de thèses semblant « postmodernes » par rapport à la lettre des textes de Marx. L'évolution ultérieure de Manuel Castells (dont nous allons examiner les critiques plus loin, grâce à Mario Rui Martins), vers un postmodernisme dénué de marxisme, comme celle de Jean-Pierre Garnier (sur laquelle nous reviendrons), atténuant très sérieusement ses critiques envers Lefebvre, prouvèrent a posteriori le caractère pour le moins excessif de ces critiques.

4- L'ECOLE BRESILIENNE

Le pays qui connu, dès la fin des années 1970, le plus grand nombre d'études lefebvriennes est sûrement le Brésil. Si le manque de traductions ne nous a pas permis de commenter dans le détail ces travaux, il faut noter que toute une école de géographie urbaine lefebvrienne se développa, notamment à l'Université de São Paulo avec le Laboratoire de géographie urbaine⁵. Des enseignants et des chercheurs comme : Margarida Maria de Andrade, Ana Fani Alessandri Carlos, Odette Carvalho de Lima Sabrea, Amélia Luisa Diamani, Claudio Roberto Duarte, Eulina Pacheco Lutfi, José de Souza Martins, Ana Cristina Nasser, Jorge Hazime Oseki, Silvana Maria Pintaudi, publièrent de nombreux articles et ouvrages sur les concepts lefebvriens, organisèrent plusieurs colloques sur son œuvre, et tinrent des séminaires universitaires (notamment sur la *RU* et sur *DE*). L'influence de Lefebvre dans ce pays s'étend d'ailleurs au-delà du champ des études urbaines, comme le prouvent des travaux en sociologie ou en linguistique.

⁵ Voir pour plus de précision : JY. MARTIN, *Les origines d'une lecture marxiste-lefebvrienne de la ville au Brésil*, La somme et le reste n°9, 2007.

5- MARIO RUI MARTINS

Un des échos les plus intéressants des travaux de Lefebvre se trouve être un article de Mario Rui Martins *La théorie de l'espace social dans l'œuvre de Henri Lefebvre*⁶. Il replace d'abord judicieusement les travaux sur l'urbain dans le cadre du marxisme ouvert, non déterministe de Lefebvre : « qui implique la réfutation de l'opposition absolue entre science et idéologie, et la valorisation de la composante philosophique des textes de Marx.⁷ » Cette lecture permet de ne pas considérer la ville et l'espace comme de simples superstructures secondaires, les problèmes spatiaux dépendant du seul mode de production capitaliste et devant finir avec lui. Il faut au contraire voir comment l'espace, la quotidienneté et les modes de productions sont liés : « Souligner les connexions entre l'organisation de la vie quotidienne et la reproduction des rapports de production a été la contribution majeure de Lefebvre à une théorisation alternative de l'espace social. C'est la meilleure introduction à son approche de la ville.⁸ » Mario Rui Martins montre alors en quoi les critiques de Manuel Castells s'appuient sur une connaissance très incomplète de l'œuvre de Lefebvre, la critique de la vie quotidienne n'étant pas prise en compte, pas plus que les travaux ultérieurs à la *RU* (notamment la *PE* qui complexifie les rapports entre représentations de l'espace et espaces de la représentation). Pour cet auteur, les travaux lefebvriens permettent de saisir les contradictions de l'espace du capitalisme, de voir comment ce dernier développe à la fois des capacités inédites de production globale de l'espace et une fragmentation sociale, une sous-utilisation des nouvelles capacités, comment il épuise les ressources et raréfie artificiellement les espaces à fin de spéculation, provoquant l'opposition centres/périphéries. On retrouve, appliqués à l'espace et à la ville, les thèses essentielles

⁶ M. RUI MARTINS, *The theory of social space in the work of Henri Lefebvre*, dans : R. FORREST, *Urban political economy*, Londres, Gouver, 1982.

⁷ Idem, p.165. Nous traduisons.

⁸ Ibid, p.170.

du marxisme. L'espace, devenant un élément clé du contrôle social, son rapport à la politique devient évident : « cette ghettoïsation totale de la société nécessite pour être stable l'intervention d'une force normalisatrice, sans laquelle il serait impossible pour les individus enfermés de reconnaître, accepter et assumer leurs rôles dans la société. Cette fonction est principalement assumée par l'appareil d'Etat, et cela transforme immédiatement les conflits urbains en conflits contre l'Etat.⁹ » Un espace socialiste devra inversement s'appuyer sur l'autogestion spatiale, limitant la propriété privée, l'articulant de façon nouvelle à la propriété publique et favorisant des appropriations différentielles sans hiérarchisation inégalitaire. Cette utopie positive lefebvrienne s'appuie sur les mégalofoles modernes véritables « nature seconde », permettant d'imaginer des centralités inouïes. Le seul changement économique des rapports de production sera insuffisant pour assurer la révolution, le marxisme devant être développé et complété : « Cette alternative repose, de manière évidente, sur une alternative complète au « marxisme orthodoxe ». Ce qui compte ce n'est pas seulement de changer les rapports de production. Le socialisme ne peut pas être achevé par les seules transformations du niveau économique, c'est la vie quotidienne qui doit être transformée. Comment cela peut-il se faire ? La métamorphose de la vie quotidienne passe par l'intervention des intéressés, pas seulement par leur seule consultation selon les normes et procédés de la démocratie politique courante. Cette association des intéressés a déjà un nom, c'est l'autogestion, qui ne peut être limitée au seul niveau de la production. Tendre à reconquérir la vie quotidienne implique d'acquérir une dimension territoriale, devenant une autogestion généralisée. Seulement en ce sens, l'autogestion se révèle être à la fois le moyen et la fin, une phase de lutte et son objectif.¹⁰ » Le lien entre : théorie de l'espace/critique de la vie quotidienne/critique de l'Etat/autogestion est ainsi parfaitement résumé par Mario Rui Martins.

⁹ Ibid, p.179.

¹⁰ Ibid, p.184.

6- EDWARD SOJA

Le géographe états-unien Edward Soja proposa, durant les années 1980 et 1990, une lecture postmoderne des théories urbaines de Lefebvre. Elle part d'une juste appréciation de l'importance des questions spatiales. Selon Edward Soja, même David Harvey n'a pas estimé à leur juste valeur les théories lefebvriennes, Lefebvre ayant pour ce dernier fétichisé l'espace. D'une manière générale, les sciences humaines ont eu tendance pour Edward Soja à sous estimer l'espace par rapport aux concepts de temps, d'Histoire et de société, le marxisme lui-même n'échappant pas à cette règle. Cette sous-estimation de l'espace le rend extérieur aux choses, neutre et universel (comme l'illustre la tradition cartésienne). Elle est corrélative d'une sous-estimation du corps et des sens. La pensée de Lefebvre permet alors une « spatialisation » des concepts rééquilibrant et redialectisant la triade espace/Histoire/société. De même elle permet de sortir du couple : espace conçu/espace perçu en intégrant l'espace vécu. Cet espace vécu ne constitue pourtant pas, selon nous, pour Lefebvre un « troisième espace » (« third space »), le même espace étant à la fois vécu, conçu et perçu. Il n'y a pas non plus de disjonction nécessaire entre espace imaginaire et espace réel appelant une liaison extérieure. Comme nombre de commentateurs, Edward Soja disjoint des concepts qui sont dialectiques pour Lefebvre, perdant les liens et la dynamique qui existent entre eux. Ce sont les pratiques spatiales qui pourront essayer de combattre les désarticulations de l'espace et de résoudre les contradictions spatiales. Si Edward Soja se place bien dans cette volonté lefebvrienne de nouvelle praxis spatiale libératrice, il hypostasie certains de ses concepts perdant par là même la cohérence d'ensemble.

7- M

Après la mort de Lefebvre (juin 1991), rares furent les réactions, spécialement en France. Seules trois revues (dont deux à la création desquelles il avait participé)

publièrent des numéros spéciaux : *M, mensuel, marxisme, mouvement, Espaces et sociétés* et *Société française*¹¹ (reprenant une partie du colloque de Saint-Denis des 3,4 et 5 juin 1994 *Traces de futur : Henri Lefebvre, le possible et le quotidien*).

Le numéro de *M*¹² présente un article d'Armand Ajzenberg *Toujours engagé* qui montre bien l'évolution du thème autogestionnaire chez Lefebvre. Si l'autogestion est présente (au-delà du vocabulaire, comme nous l'avons vu) dès les débuts de son œuvre, sous la forme de la lutte contre les aliénations de la quotidienneté, Lefebvre lui consacra des efforts réguliers des années 1960 à sa fin. Il participa par exemple au groupe Autogestion entre 1978 et 1981 (avec, entre autres, Victor Fay et des militants du PSU). La victoire électorale de la gauche (PS/PCF) balayant paradoxalement les espoirs autogestionnaires (pour prendre dès 1983 le virage néolibéral et défendre les attributs répressifs de l'Etat, en détruisant ses attributs sociaux), Lefebvre s'intéressa à des expériences d'autogestion concrète, comme *Le journal d'en France* (réalisé par Raoul Sangla entre 1981 et 1982 et promouvant « une télévision faite par ceux qui la regardent ») ou *Télé cité 1^{re}* à Gennevilliers en 1984. Le groupe de Navarrenx développa par la suite¹³ la recherche autogestionnaire, en essayant de la rendre pratique à travers l'élaboration d'un « nouveau contrat de citoyenneté » incluant des droits nouveaux (dont le droit à la ville et le droit à la différence). Cet élargissement de l'autogestion vers un nouveau projet de société reprend le projet marxiste de dépassement des clivages : citoyen/travailleur, producteur/consommateur, en intégrant les acquis des travaux lefebvriens sur la ville et l'espace mais aussi, selon les recherches de ses collaborateurs, des travaux sur la différence sexuelle, la maladie mentale, l'enfance ou les nouvelles technologies.

¹¹ *Henri Lefebvre, possible et le quotidien*, Société française n°6/56, 1996.

¹² *Henri Lefebvre, M* n°50, 1991.

¹³ Voir : LEFEBVRE Henri (sous la direction de), *Du contrat de citoyenneté*, Paris, Syllepse et Périscope, 1990.

8- ESPACES ET SOCIETES

Le numéro d'*Espaces et sociétés*¹⁴ est essentiellement centré sur les travaux sur l'espace, l'urbain et la ville. Ce numéro est ambigu. Ambigu car il se veut à la fois un hommage à la pensée de Lefebvre et un questionnement critique sur la valeur de cette pensée, mettant en cause sa validité dans le contexte contemporain. Cette ambiguïté se ressent dès la présentation du numéro par Jean-Pierre Garnier et Monique Coornaert. Ils livrent tout d'abord quelques bons éléments d'analyse de la « présence-absence » de Lefebvre depuis sa mort : « on peut discerner de nos jours une sorte de présence-absence de Henri Lefebvre sous la forme de la vulgarisation non déclarée de certaines thématiques lefebvriennes qui, préalablement décontextualisées et dépolitisées, sont passées au rang de clichés.¹⁵ » Mais ils justifient ensuite la récupération postmoderne de ses idées, tout en reconnaissant que Lefebvre ne peut pas lui-même être classé comme penseur postmoderne. En effet, Lefebvre a toujours affirmé le rôle primordial des pratiques sans jamais réduire la ville aux seuls signes; il a toujours essayé de retrouver dans le vécu individuel et le quotidien leurs enjeux sociaux et politiques; il n'a jamais abandonné la référence au marxisme; il s'est toujours méfié des concepts de « culture » et de « postmodernité »; et il a jusqu'à la fin cherché un projet global d'action. Selon nos auteurs, ceci n'empêche pas Lefebvre d'être en quelque sorte responsable des récupérations postmodernes, en raison des « insuffisances et ambivalences de sa pensée » et « de l'ambiguïté de certaines de ses perspectives. » Outre le fait que ces auteurs ne précisent pas ces « ambiguïtés », il nous semble que leurs analyses de la pensée de Lefebvre s'arrêtent au mieux à la *PE*, et d'une manière générale à la *RU*, sans prendre en compte les nombreux articles ultérieurs. D'autre part, leur auguste surplomb théorique ne

¹⁴ *Actualités de Henri Lefebvre*, *Espaces et sociétés* n°76, 1994.

¹⁵ *Idem*, p.7.

livre pas positivement le juste contenu théorique (peut être un scientisme classique pour Monique Coornaert et un anarcho-marxisme de pure révolte pour Jean-Pierre Garnier ?).

On retrouve en partie cette lecture réductrice dans l'article de Michael Dear *Les aspects postmodernes d'Henri Lefebvre*. S'appuyant sur une analyse de la *PE*, il débute en montrant que pour Lefebvre : « Les relations sociales existent dans la mesure où elles ont une inscription spatiale. Elles se projettent sur l'espace en s'y imprimant et, ce faisant, produisent l'espace même. L'espace social est donc à la fois un champ d'action et une base pour l'action.¹⁶ » Cette sociologie spatialisée lefebvrienne étant proprement opposée à la dissolution politique postmoderne. Michael Dear résume bien les rapports de l'espace et de l'Etat en précisant que : « c'est précisément là, dans les interstices stratégiques entre le lieu du pouvoir et son espace d'exercice que Lefebvre entrevoit l'émergence d'une nouvelle politique.¹⁷ » Lefebvre pense effectivement que pour changer la vie et la société, il faut changer l'espace sans pour autant penser que changer le dernier suffira à révolutionner les deux autres (d'ailleurs les penseurs postmodernes ne songent même plus à révolutionner quoi que ce soit). Il y a donc ambiguïté dans l'utilisation du mot « postmoderne » par notre auteur : s'il s'agit de l'actualisation critique des catégories de pensée de la modernité (XIX^e et XX^e siècles), de la prise en compte de réalités nouvelles (urbain, technologies de l'information et de la communication, etc.), alors oui Lefebvre est « postmoderne »; s'il s'agit d'un abandon de la politique et du marxisme, voire de toute tentative de rationalisation du monde, alors non il ne l'est nullement.

C'est encore la même thématique que travaillent Pierre Hamel et Claire Poitras dans leur article *Henri Lefebvre, penseur de la postmodernité*. Pour eux, Lefebvre peut apparaître comme un précurseur du postmodernisme dans ses analyses de la crise multiforme actuelle et dans son refus des téléologies, faisant apparaître la société comme

¹⁶ Ibid, p.36.

¹⁷ Ibid, p.37.

un ensemble de contradictions qui s'ouvre sur différents possibles. Il ne tombe pas pour autant dans l'éloge d'une « complexité » fétichisée (Edgar Morin), d'un pur pragmatisme (Richard Rorty), d'un pessimisme (Baudrillard) ou d'un scepticisme (Frederic Jameson). Analysant ensuite la reprise d'idées lefebvriennes par David Harvey (le contrôle de l'espace mondial comme élément structurant de la reproduction des rapports de production capitalistes, l'homogénéisation-fragmentation de l'espace moderne, la maîtrise étatique et marchande de la quotidienneté, la dimension culturelle de l'hégémonie capitaliste, la lutte croissante entre centralité et mouvements de libération), ces auteurs remarquent justement que cette reprise n'est qu'un choix partiel, négligeant des pans entiers de l'œuvre lefebvrienne.

Plus contestable nous semble l'article d'Eustache Couvélakis *L'espace entre philosophie de l'histoire et pratique politique*. Son but est de faire le départ des bonnes idées et des illusions dans les théories lefebvriennes. De façon résumée, Lefebvre est censé prôner une philosophie de l'Histoire (un « historicisme » dans le vocabulaire althussérien), un subjectivisme et une survalorisation de l'urbain. On retrouve ici les critiques de l'orthodoxie marxiste. Or, pour Lefebvre, l'urbain n'est pas une forme a priori « antérieure à toute détermination sociale », il est au contraire le produit de la rencontre de toutes les déterminations sociales. Il n'est donc pas « une figure de l'universel singulier » mais bien plutôt une dimension de la société, qui prend peu à peu une autonomie relative. Lefebvre n'est pas kantien, et s'il est inspiré par Hegel (comme Marx), c'est de façon critique. Dès lors, le « contresens » dénoncé sur l'utilisation des concepts de « valeur d'usage » et de « valeur d'échange » n'est pas celui de Lefebvre mais davantage celui d'Eustache Couvélakis lui-même. Contrairement à ce dernier, qui en reste aux schémas du livre I du *Capital* (comme Althusser avant lui, ce qui le conduisit à un théoricisme, à un économisme et à un structuralisme), Lefebvre prend en compte le mouvement d'ensemble des trois livres. Or, seule la logique complexifiée du livre III, intégrant le circuit global du capital (production/circulation/consommation) permet de comprendre la reproduction des rapports de production (au moins dans

certaines de ses dimensions, puisque manque l'analyse de L'Etat), et le rôle essentiel de l'espace et de sa production. Il n'y a pas « aporie » de Lefebvre mais contresens d'Eustache Couvélakis. La recherche d'une compréhension de l'espace et de ses fonctions sociales, la tentative (à l'instar de Marx, de Lukács, de Benjamin et d'Adorno) de prise en compte des aspects culturels des sociétés, ne condamnent pas Lefebvre à l'idéalisme et ne l'empêchent pas d'être marxiste. Eustache Couvélakis remarque d'ailleurs, sans en tirer toutes les conséquences, que si Lefebvre : « a insisté sur les dimensions symboliques et esthétiques, il ne les a jamais dissociées de pratiques effectives d'appropriation, qui touchent aux fondements des rapports sociaux.¹⁸ » Il en va de même en ce qui concerne l'espace, qu'il ne sépare jamais de la praxis, l'espace étant toujours pour lui social. Quant à ses références à l'architecture du jeune Ricardo Bofill et à l'exposition universelle de Montréal (« objections » reprises de Jean-Pierre Garnier), elles ne sont que des exemples de prise en compte des rapports sociaux et de réflexion sur le problème de l'échelle pour la première, de recherche architecturale libre, éphémère, de mobilisation populaire urbaine pour la seconde. Eustache Couvélakis finit par invalider lui-même ses critiques lorsqu'il affirme : « D'une manière générale, l'idée-force qui traverse les écrits de Lefebvre, à savoir que l'étude des configurations spatiales est nécessaire à toute analyse sérieuse des rapports sociaux, s'est trouvée amplement validée par l'évolution récente du mode de production.¹⁹ »

Jean-Pierre Garnier, dans son article *La vision urbaine de Henri Lefebvre : des prévisions aux révisions*, poursuit sa critique des théories urbaines lefebvriennes tout en l'atténuant sérieusement. Il affirme l'anachronisme des théories lefebvriennes, qui serait une cause majeure de son oubli relatif. Ainsi, la paupérisation économique croissante rendrait caduque sa dénonciation des « idéologies de la croissance » (alors qu'il nous semble au contraire que c'est la recherche d'une croissance économique fondée sur le profit maximal d'une minorité qui est cause de la paupérisation du plus grand nombre).

¹⁸ Ibid, p.110.

¹⁹ Ibid, p.115.

La crise du logement renverrait quant à elle « le droit à la ville » au statut d'utopie culturaliste (alors que Lefebvre n'a jamais ignoré l'urgent problème du logement, sans penser pour autant que loger les gens dans n'importe quelle condition soit la solution des problèmes urbains). Le néolibéralisme réfuterait l'hypothèse du MPE (alors qu'il ne l'invalide pas, le néolibéralisme ayant besoin du surdéveloppement des puissances négatives de l'Etat). Lefebvre ayant toujours fait évoluer ses idées en tenant compte des évolutions historiques, ce qui lui valut le reproche d'opportunisme, il nous semble vain de s'autoriser du présent pour le condamner rétrospectivement. De plus, Lefebvre n'a jamais pensé que : « la poursuite de la croissance urbaine suffise à favoriser l'éclosion d'une civilisation nouvelle, en l'absence d'un changement de société.²⁰ » Même si l'on s'en tient à la seule *RU*, le développement urbain ne fait pour lui que donner les bases d'un changement civilisationnel, la « révolution urbaine » complète nécessitant dès lors la maîtrise sociale et autogestionnaire des possibilités offertes par les nouvelles puissances de production de l'espace (c'est pour cette raison que la somme de Lefebvre s'intitule activement la *PE* et non pas « la contemplation de l'urbain s'autocréant »). Si le développement urbain quantitatif induit certaines transformations sociales qualitatives (relation de voisinage, etc.), Lefebvre n'a jamais fait preuve d'optimisme béa à son égard, voyant au contraire toutes les contradictions dont il est porteur. En dehors de ses critiques, Jean-Pierre Garnier défend Lefebvre contre les tentatives de détournement des ses idées, véritables pillages (« les idées lefebvriennes sont devenues des postulats communément admis qui font désormais partie des choses qui vont sans dire lorsqu'il est question de la ville.²¹ »). Alors que le droit à la ville impliquait pour lui : « la réappropriation collective de l'espace urbain par les habitants que la ségrégation, tant spatiale que sociale, avait jusque là privés de la centralité²² », les récupérations de la « nouvelle gauche » (« la gauche de droite » comme l'appelait Bourdieu) remplaçant ce

²⁰ Ibid, p.129.

²¹ Ibid, p.130.

²² Ibid, p.134.

projet par une timide politique du ravalement de façade, masquée sous un discours amphigourique rendant une ville hypostasiée coupable des maux dont la société capitaliste était coupable. Ceci expliquant les échecs programmés de toutes les « politiques de la ville » étatiques depuis lors. Jean-Pierre Garnier reconnaît donc, finalement, le caractère subversif des écrits lefebvriens par rapport aux vulgates urbaines actuelles, et leur caractère irremplaçable pour comprendre la situation présente : « Tant que l'espace urbain restera façonné par les rapports sociaux capitalistes, ce qu'il y a de radicalement critique et utopien dans la vision qu'en propose Henri Lefebvre n'aura pas besoin de révision.²³ »

9- LAURENT DEVISME

En 1998 est publié le DEA (écrit en 1996) que Laurent Devisme consacra à l'*Actualité de la pensée d'Henri Lefebvre à propos de l'urbain*²⁴. Il y est question, d'une part, du concept de centralité chez Lefebvre et, d'autre part, de l'application de ses idées et méthodes à un cas actuel (Hérouville-Saint-Clair et sa « quête de centre »). Laurent Devisme note bien que la centralité est un « concept clé », « fédérateur » de sa théorie de l'urbain, tout en la séparant peut être trop de la périphérie, la contradiction dialectique centres/périphéries étant le véritable point focal des analyses urbaines lefebvriennes. Il replace comme il se doit la vie quotidienne et sa critique comme « échelle d'analyse privilégiée », essentielle pour analyser la ville. Comme preuve, négative, de l'interpénétration stratégique de la vie quotidienne et de la production de l'espace, il cite ces mots terribles du sénateur de droite Chastenet en mars 1928 : « Combattons les communistes en faisant d'eux des propriétaires ». Réfutant ensuite certaines critiques adressées à Lefebvre, il remarque quand même : « Toutefois, la critique d'une certaine

²³ Ibid, p.144.

²⁴ L. DEVISME, *Actualité de la pensée d'Henri Lefebvre à propos de l'urbain. La question de la centralité*, Travaux sciences de la ville n°1, Maison des sciences de la ville, Université François Rabelais de Tours, 1998.

inconsistance du « droit à la ville » peut être maintenue : il y a une lacune en termes de contenu qui a certainement contribué à ce que plusieurs récupérations du texte soient possibles.²⁵ » L'« inconsistance » et la « lacune » en question sont peut être avant tout les nôtres, Lefebvre se refusant à prédéterminer les contenus futurs de la ville, évitant toute futurologie (alors qu'on n'a cessé de l'accuser d'utopisme), comme toute métaphysique intemporelle.

10- ESPACE, DIFFERENCE, VIE QUOTIDIENNE. EN LISANT HENRI LEFEBVRE.

En 2008 paraît le recueil *Espace, différence, vie quotidienne. En lisant Henri Lefebvre*²⁶. Dirigé par Kanishka Goonewardena (architecte, professeur à l'Université de Toronto), Stefan Kipfer (professeur d'urbanisme à l'Université York de Toronto), Richard Milgrom (professeur d'urbanisme à l'Université de Manitoba) et Christian Schmid (professeur de sociologie urbaine à l'ETH de Zurich). Il est le signe de la vitalité des études lefebvriennes dans le monde anglo-saxon ainsi qu'en Allemagne, en Hollande ou encore en Suisse. Dès l'introduction (*Sur la production d'Henri Lefebvre*) les auteurs cités évoquent les nombreuses traductions en anglais depuis les années 1990 (dont la *PE* en 1990, la *Critique de la vie quotidienne* en 1991), les trois monographies et les recueils de texte (dont un sur l'espace et l'urbain). Selon eux : « la référence à Lefebvre est devenue un lieu commun dans le monde académique anglo-saxon.²⁷ » Il y aurait eu une « première vague » initiée par David Harvey dans les années 1970, puis une « vague postmoderne » avec notamment Edward Soja durant les années 1980 et 1990 et, enfin, la

²⁵ Idem, p.41.

²⁶ K. GOONEWARDENA, S. KIPFER (sous la direction de), *Space, difference, everyday life. Reading Henri Lefebvre*, New York, Routledge, 2008. (Nous traduisons.) Voir aussi par la même équipe le colloque : *Rethinking theory, space and production: Henri Lefebvre today*, Université technologique de Delft, Hollande, 11-3 novembre 2008. Et S. SANGLA, *Sur Space, difference, everyday life. Reading Henri Lefebvre*, La somme et le reste n°14, 2008.

²⁷ Idem, p.4.

nouvelle vague dont le recueil se veut la marque dans les années 2000. Contrairement à leurs aînés, nos auteurs entendent replacer les théories urbaines de Lefebvre dans le mouvement de son œuvre (vie quotidienne, métaphilosophie, critique de l'Etat, etc.) et montrer leur lien avec ses positions politiques, réaffirmer leur validité pour la compréhension du monde moderne : « nous espérons démontrer que les écrits sur l'urbain et l'espace de Lefebvre sont du plus grand intérêt pour la théorie sociale et politique radicale.²⁸ » Contrairement à David Harvey sous-estimant la puissance de l'œuvre de Lefebvre, ils pensent que l'inachèvement de la théorie politique urbaine lefebvrienne n'est pas un manque mais une volonté délibérée de critique des systèmes, urbains ou politiques, clos. Cela conduit la « troisième constellation » de lectures lefebvriennes à une interprétation non dogmatique et ouverte de ses thèses et hypothèses, tournée vers la recherche théorique et les applications pratiques.

Christian Schmid, dans son texte *La théorie de la production de l'espace d'Henri Lefebvre : vers une dialectique tridimensionnelle* traite, d'une part, des rapports de Lefebvre à Hegel et à Heidegger et, d'autre part, du mouvement dialectique de son analyse de l'espace. Il souligne l'importance de la méthode dialectique triadique dans l'analytique spatiale lefebvrienne, avec notamment la triade : espace vécu/espace perçu/espace conçu. Si « l'espace vécu » et ses renvois aux corps nous semble effectivement provenir en bonne part de Nietzsche, « l'espace perçu » ne vient pas uniquement de la phénoménologie hégélienne ou husserlienne, Lefebvre adoptant dans toute son œuvre la version marxiste de la dialectique et ne s'intéressant que fort peu à Husserl. Enfin, il semble réducteur de faire provenir le concept « d'espace conçu » du seul marxisme, les conceptions de l'espace incluant tout l'héritage scientifique (géométrie, physique, etc.). Plus pertinente nous semble la remarque selon laquelle, si David Harvey a eu tendance à sous-estimer la dialectique spatiale lefebvrienne, Edward Soja, au contraire, la survalorise et hypostasie ces trois espaces jusqu'à les désarticuler.

²⁸ Ibid.

Stuart Elden ayant lui tendance à surestimer la seule dimension de l'espace vécu, tandis que Rob Shield inventerait quant à lui un quatrième moment « spatialisant » qui n'amène que de la confusion. Christian Schmid perçoit bien que pour Lefebvre : « l'espace doit être compris dans un sens actif, comme une toile de relations intriquées qui est continuellement produite et reproduite.²⁹ » Les théories lefebvriennes ne pouvant être comprises correctement si l'on ne voit pas leur désir d'influer sur les pratiques urbaines, architecturales et politiques, la médiation politique autogestionnaire étant un élément clé. Cela lui permet de saisir les mouvements d'ensemble internes à l'œuvre et d'analyser les évolutions historiques externes, sans figer ses concepts et ses méthodes.

Walter Prigge (qui enseigne le design et la philosophie au Bauhaus de Dessau) analyse lui aussi la triade lefebvrienne de l'espace dans son texte *En lisant La révolution urbaine : espace et représentation*. S'il y perçoit bien le rôle de la représentation comme médiation entre le vécu et le conçu, et du même coup celui des espaces de la représentation comme médiateurs entre les pratiques spatiales et les représentations de l'espace, il est moins convainquant dans sa tentative de rabattre la problématique et le vocabulaire lefebvriens sur ceux fort différents de Foucault.

Łukasz Stanek (architecte, docteur de l'Université technologique de Delft) intitule *L'espace comme abstraction concrète : Hegel, Marx et l'urbanisme moderne chez Henri Lefebvre*, une recherche sur la généalogie du concept lefebvrien d'espace. Partant des origines hégélo-marxistes du concept « d'abstraction concrète », il étudie sa validité dans l'analyse des processus contemporains de planification économique, sociale et spatiale de la vie quotidienne. Il souligne la richesse de la dialectique de la centralité, avec sa dimension négative (ségrégation, création de périphéries sous-développées) et positive (lieu de rencontres et d'émergence de nouvelles différences). Il commet cependant une erreur en prétendant que l'analyse de la hiérarchisation spatiale est développée dans le dernier tome de *DE* alors qu'elle l'est dès la *PE*.

²⁹ Ibid, p.41.

Stuart Elden (professeur de géographie politique à l'Université de Durham, coéditeur des *Key writings* de Lefebvre en 2003) propose ensuite une réflexion sur *La mondialisation avant la globalisation : Lefebvre et Axelos*. Selon lui, si l'une des premières occurrences du concept de « mondial » se trouve chez Heidegger, il faut distinguer l'usage réactionnaire et métaphysique qu'il en fait, de l'usage critique et programmatique de Lefebvre, Axelos se plaçant entre ces deux attitudes. Si Lefebvre prend conscience du processus de mondialisation au cours de ses travaux sur l'urbain, c'est surtout dans sa dernière période (notamment dans *Le retour de la dialectique* et dans *Qu'est-ce que penser ?*) qu'il précisera ses analyses dans une optique métaphilosophique. Son ami Axelos joua d'ailleurs certainement un rôle dans ce retour de Lefebvre vers la philosophie classique (Présocratiques, Platon, etc.). Stuart Elden remarque fort justement que les analyses lefebvriennes de la dialectique de la mondialisation sont bien antérieures et supérieures à l'actuel fourre-tout idéologique de la « globalisation ».

Geoffroy Waite (professeur en études germaniques à l'Université de Cornell) revient aussi sur les rapports de Lefebvre à Heidegger dans son texte *Lefebvre sans Heidegger : « l'heideggérianisme de gauche » comme contradiction dans les termes*. Si sa thèse, selon laquelle la pensée profondément réactionnaire de Heidegger ne peut servir une théorie progressiste et a fortiori marxiste, est juste, il se trompe lorsqu'il pense que Lefebvre ait jamais songé à s'inscrire dans un mouvement « heideggérien de gauche ». Si Lefebvre, essentiellement dans sa trilogie métaphilosophique (*Introduction à la modernité/Métaphilosophie/La fin de l'histoire*) ainsi que dans sa dernière période, a pu flirter avec le vocabulaire et certaines problématiques heideggériennes (mondial, philosophie grecque), il n'a jamais adopté l'ensemble de ses idées et encore moins sa méthode déconstructive. Il a même très tôt critiqué l'orientation politique réactionnaire et l'aspect métaphysique conservateur de sa pensée, comme le montrait déjà le chapitre de *L'existentialisme : Heidegger ou la métaphysique du Grand Guignol*, datant de 1946. Lefebvre se sert des concepts d'Heidegger comme ceux d'autres philosophes, sans se

soucier du respect académique de la lettre des textes, les utilisant métaphilosophiquement pour développer ses propres thèses. Il n'a cure de la cohérence d'ensemble des œuvres des différents philosophes (en dehors des études monographiques qu'il a écrites), il n'y a donc pas contresens sur les concepts heideggériens mais libre emprunt. Les critiques de Geoffroy Waite concernant « l'heideggérianisme de gauche » semblent alors plutôt pouvoir être adressées en France à des penseurs comme Derrida ou Gérard Granel.

L'article de Kanishka Goonewardena traite de *Marxisme et vie quotidienne : sur Henri Lefebvre Guy Debord et quelques autres*. Il distingue la vision négative du quotidien chez Heidegger, la vision mitigée d'Adorno et Horkeimer (l'art pouvant transcender la vie quotidienne), la vision positive de Certeau (le quotidien comme lieu de résistance aux forces aliénantes), de la vision dialectique de Lefebvre (rejoint sur ce point par Debord), la quotidienneté étant pour lui le champ de bataille entre forces aliénantes et possibilités libératrices. La dette des situationnistes envers le concept lefebvrien de vie quotidienne est grande, notamment en ce qui concerne sa définition comme : « ce qui reste quand on a retranché toutes les activités spécialisées. »

Andy Merrifield (auteur en 2006 d'un *Henri Lefebvre: a critical introduction*) travaille également sur les rapports entre Lefebvre et Debord *Lefebvre et Debord, une fusion faustienne*. S'il résume bien la généalogie lefebvrienne des certains concepts clés des situationnistes, son jugement sur l'attitude de Lefebvre par rapport à mai 1968 nous semble étrange. En effet, *L'irruption de Nanterre au sommet*, n'est rien moins qu'un « mea culpa », un « essai de contournement » d'événements censés confirmer les positions situationnistes et invalider celles de Lefebvre. Non seulement Lefebvre participa à ces événements (rappelons qu'il fut un des rares professeurs à défendre les étudiants nanterrois accusés) mais son livre est une des meilleures analyses (à chaud qui plus est) de ces événements, de leurs causes et de leurs limites. Comparé à la pauvreté et à la rigidité léniniste des « analyses » situationnistes, ce livre, de par la justesse de ses analyses, fait véritablement partie de mai 1968.

Klaus Ronneberger (chercheur indépendant en urbanisme et militant à Francfort) s'intéresse quant à lui à la réception germanique de l'œuvre lefebvrerie (*Henri Lefebvre et la vie quotidienne urbaine : à la recherche du possible*). Retraçant l'historique de cette réception, il remarque plusieurs obstacles qui l'ont freiné : la prééminence du temps et de l'Histoire dans la pensée allemande, le sens restreint du concept d'espace en allemand (« Raum ») et son utilisation politique sous le nazisme (« l'espace vital du peuple »), l'intégration des recherches urbanistiques techniques à l'Etat, l'influence de la vision « culturaliste » de la vie quotidienne développée par l'Ecole de Francfort, le reflux général du marxisme et des luttes sociales. Notre auteur essaye ensuite, vainement tant Lefebvre liait révolution et subversion, d'appliquer aux concepts lefebvriens la distinction faite par Eve Chiapello et Luc Boltanski entre critique économique-politique et critique sociale-artiste. Nous avons vu comment Lefebvre essayait au contraire de faire se rejoindre le marxisme et l'anarchisme, notamment en ce qui concernait l'Etat et sa critique.

Un autre auteur allemand Kurt Meyer (auteur en 1973 d'une des premières monographies en allemand sur Lefebvre *Henri Lefebvre, ein romantischer Revolutionär*) intitule *Rhythmes, rues, cités* sa contribution. Il revient sur une des dernières thématiques lefebvriennes : la rythmanalyse. Prolongeant les recherches sur la vie quotidienne et sur l'espace, la méthode rythmanalytique trouve un de ses terrains privilégiés dans la rue, révélatrice comme nous l'avons vu de l'ensemble des rythmes urbains. Selon Kurt Meyer, ces recherches lefebvriennes seraient une bonne base pour étudier l'aliénation capitaliste qui programme et désarticule à la fois notre quotidienneté et ses rythmes.

Sara Nadal-Melsió (professeure assistante de langues romanes à l'Université de Pennsylvanie) propose ensuite des *Leçons de Surréalisme : relationnalité, événement, rencontre*. Elle suit les racines surréalistes (mais qui sont aussi plus profondément nietzschéennes) du projet lefebvrerie de dépassement de l'opposition entre arts et philosophie et plus généralement de sa conception du temps (plus syncopé, fracturé par des crises, que la temporalité dialectique). Les travaux de Breton (que Lefebvre

fréquenta) et de ses amis sur l'événement, la rencontre, l'art et la révolution ont certainement eu une influence sur l'élaboration lefebvrienne de la vie quotidienne. D'ailleurs durant ces années d'avant-guerre, les recherches des surréalistes, de Lefebvre et de Benjamin étaient en confluence partielle : « Benjamin a beaucoup en commun avec Henri Lefebvre, leurs compréhensions de la temporalité sont presque identiques.³⁰ » Cependant, Lefebvre nous semblent à la fois plus et moins historiciste que Benjamin. Plus, car l'analyse de la ville et de l'urbain n'est pas chez lui essentiellement esthétique mais avant tout sociologique et politique. Moins, car il n'associe pas la ville au malaise historique moderne, au spleen baudelairien. Il n'y a aucun messianisme historique chez lui (même de « messianisme sans messie », expression pour le moins contradictoire), sa pensée partant d'une analyse critique du présent pour en dégager et développer les possibles positifs. L'utopisme le préservant en quelque sorte de tout messianisme.

Stefan Kipfer s'intéresse aux rapports de Lefebvre à Gramsci, dans son texte *Comment Lefebvre a urbanisé Gramsci : hégémonie, vie quotidienne et différence*. Il montre qu'au-delà de l'apparente rareté des références lefebvriennes à Gramsci (celle de *DE* étant peut-être la plus développée), il existe des liens entre ces deux penseurs marxistes. Par exemple, leurs conceptions d'un marxisme ouvert, non dogmatique, non systématique et capable de s'appropriier les nouveaux savoirs, sont convergentes. Ils en viennent logiquement chacun à critiquer certains aspects du léninisme (conception du parti, etc.). Il y a aussi accord sur le projet d'une linguistique non structuraliste (que Lefebvre esquisse dans *Le langage et la société* et dans *La présence et l'absence*), projet que l'on retrouvera aussi dans la linguistique pragmatique deleuzienne. La différence se creusant en ce qui concerne l'analyse de l'Etat. Lefebvre est plus anarchiste (Stefan Kipfer parle justement de « socialisme anarchisant³¹ ») et trouve que Gramsci se contente d'une « critique étatique de l'Etat. » Lefebvre perçoit mieux comment les partis politiques, y compris ceux de « l'opposition », sont phagocytés par l'Etat et sont donc

³⁰ Ibid, p.164.

³¹ Ibid, p.206.

des éléments du système étatique (élections, délégation de pouvoir, etc.). La critique lefebvrienne de l'Etat s'étend donc à l'ensemble de la culture bourgeoise et aux phénomènes d'institutionnalisation. De plus, comme le montre bien Stefan Kipfer, Lefebvre enrichit le concept gramscien d'hégémonie des apports de ses analyses de l'espace. Le temps, l'Histoire et l'espace ne sont pas séparables et se relient dans les rythmes de la ville et de la vie quotidienne. De même, l'hégémonie culturelle s'appuie sur un contrôle de l'espace qui n'est pas simplement physique et technique mais possède une dimension symbolique qui induit des comportements. Le capitalisme favorisant les fixations individuelles sur des micro identités, sur des « petites différences » (dont Lefebvre et son équipe ont vu la mise à l'œuvre spatiale dans l'habitat pavillonnaire), qui sont parfaitement compatibles et renforcent l'aliénation générale des classes, tout comme la hiérarchisation des identités incluant l'exclusion massive de certaines différences minoritaires.

Neil Brenner (professeur de sociologie et d'études urbaines à l'Université de New York) travaille lui sur *La critique lefebvrienne du productivisme d'Etat*³². Il revient sur l'important *DE* : « ce livre est une importante extension et une concrétisation des écrits lefebvriens sur la production de l'espace.³³ » Ce fut une lacune des lectures anglo-saxonnes de Lefebvre, due au manque de traduction (même de nos jours seuls des extraits de *DE* sont disponibles en traduction anglaise), que de ne pas prendre en compte cette tétralogie nécessaire à une juste compréhension des textes sur l'espace et l'urbain. Remarquons que l'accessibilité de ce texte n'a pas empêché une ignorance toute aussi grande en France. Neil Brenner souligne avec justesse la dimension autogestionnaire de la critique de l'Etat de Lefebvre, l'autogestion n'étant : « pas simplement un projet de gouvernance démocratique mais un processus conflictuel à travers lequel les participants

³² Voir aussi : N. BRENNER, *Global, fragmented, hierarchical: Henri Lefebvre's geographies of globalization*, Public Culture, vol 10, 1997; *The urban question as a scale question: reflections on Henri Lefebvre, urban theory and the politics of scale*, International journal of urban and regional research vol 24, juin 2000; *State theory in the political conjuncture: Henri Lefebvre's « comments on a new state form »*, Antipode n°33, 2001.

³³ Ibid, p.231.

s'engagent continuellement dans l'autocritique, le débat, la délibération et la lutte; ce n'est pas un état figé mais un processus d'intense engagement politique et de « spontanéité révolutionnaire » qui se gagne perpétuellement.³⁴ » Le dépérissement de l'Etat doit aller de pair avec un approfondissement de la démocratie ayant une temporalité différente, plus lente que la décision technocratique centralisée. Nous modérerons les critiques adressées à Lefebvre censé ne pas avoir prévu la vague néolibérale et sa critique droitière de l'Etat social. En effet, nous avons vu, et Neil Brenner le remarque lui aussi, que Lefebvre, notamment dans l'article *A propos d'un nouveau modèle étatique*, avait perçu dès 1979 tous les dangers du néolibéralisme, celui de « gauche » compris. De plus, les imprécisions de Lefebvre concernant l'autogestion sont dues au fait qu'il ne souhait absolument pas livrer un quelconque modèle intemporel « clé en main ». Néanmoins, pour ceux qui veulent réaliser le projet d'une « démocratisation de l'Etat à toutes les échelles à l'aide d'une autogestion sociale et territoriale », ses écrits restent effectivement d'une aide précieuse.

Liette Gilbert (professeure à la Faculté d'études environnementales York de Toronto) et Mustafa Dikeç (lecteur en géographie humaine à l'Université royale Holloway de Londres) restent dans une problématique proche en traitant du thème *Le droit à la ville : politiques de la citoyenneté*. Ils montrent dans un premier temps que le droit à la ville est conçu par Lefebvre comme le droit à une vie sociale riche, aux pratiques les plus diversifiées, rejoignant la complète réalisation des individus voulue par Marx. Le droit à la ville est le droit pour chaque citoyen de participer politiquement, culturellement, spatialement à la vie sociale. De fait, le projet de droit à la ville, le projet de révolution urbaine, le projet autogestionnaire et celui de nouvelle citoyenneté sont indissociables. S'appuyant ensuite sur les théories lefebvriennes, nos auteurs étudient les politiques d'immigration actuelles en France et aux Etats-Unis. Ces politiques réactionnaires d'immigration, au lieu d'être l'occasion de réfléchir sur « le partage de

³⁴ Ibid, p.240.

l'espace », sur l'organisation de la ville et de la société, de mener à la création d'une « éthique sociale » respectant le droit à la différence dans l'égalité, sont les prétextes à des restrictions constantes des droits du citoyen, des deux côtés de l'Atlantique.

Richard Milgrom s'intéresse dans son texte à l'architecte belge Lucien Kroll (*Lucien Kroll : design, différence, vie quotidienne*). Selon lui, Lucien Kroll applique dans son œuvre la conception lefebvrienne de l'habiter, qui en fait un processus actif et non pas une fonction passive forçant à s'adapter à une architecture préalablement déterminée. L'architecte doit dans cette optique, qui s'oppose à la fixité des formes et des fonctions (doublée d'une fixité sociale) que l'on trouve chez Le Corbusier et chez Wright, proposer un support permettant aux futurs habitants de créer leurs propres modes de vie. Lucien Kroll, comme Lefebvre (voir sa préface au livre sur le travail du Corbusier à Pessac) avant lui, a une claire conscience du fait qu'une telle conception de la pratique architecturale dépasse de loin la simple « participation » en trompe-l'œil et qu'elle implique aussi de prendre en considération les évolutions des besoins, des pratiques et des désirs des habitants-citoyens.

Dans leur conclusion *Globaliser Lefebvre ?* les quatre coordonnateurs du recueil, loin de vouloir statuer de manière définitive sur l'œuvre lefebvrienne, résument quelques principes directeurs de leur lecture : replacer les concepts dans la dynamique générale de l'œuvre, les relier aux enjeux actuels, établir des liens entre les différents travaux d'inspiration lefebvrienne à travers le monde. La situation mondiale de l'urbain, les régulières « révoltes urbaines » (comme celles en France à l'automne 2005), montrent à la fois l'importance des enjeux urbains et les manques théoriques et pratiques de compréhension et de maîtrise de l'urbain. La déconnexion de ces révoltes avec les partis politiques et les syndicats n'est pas leur caractère le moins inquiétant. De fait, l'articulation des luttes spatiales et sociales à un projet politique amenant la « globalisation des luttes pour le droit à la ville », est d'une grande urgence. L'urbain, en tant que forme et niveau de la société ayant son autonomie relative, est un élément crucial pour qui veut tenter de maîtriser le devenir des sociétés. Devenir qui sans cet

effort peut entraîner vers le chaos, les replis identitaires divers, le développement d'un appareil d'Etat militaro-policié. Les analyses lefebvriennes de la contradiction centres/périphéries, des processus de néocolonisation urbaine, de l'embourgeoisement des centres-villes, livrent quelques éléments précieux et « évitent les visions réifiées de l'empire comme espace déterritorialisé³⁵ » (comme dans l'optique d'Antonio Negri avec son contresens sur le concept deleuzien de « déterritorialisation », Deleuze n'ayant jamais parlé de « pouvoir » ou « d'empire »). S'il nous semble judicieux de relier les idées lefebvriennes (sur l'urbain, l'autogestion, la différence) aux diverses luttes sociales contemporaines (concernant par exemple : le féminisme, l'immigration, l'altermondialisme), il ne nous semble pas qu'il faille corriger un « européocentrisme » lefebvrien, Lefebvre tâchant toujours de placer ses analyses au niveau du mondial, voyageant très souvent sur le terrain (en Amérique du nord et du sud, en Asie, notamment). Nous avons vu d'ailleurs comment ce concept du mondial s'imposa progressivement à lui au cours même de ses recherches sur l'urbain. Cela dit, on peut reconnaître un mérite aux différents auteurs de ces études, celui d'avoir la volonté de poursuivre l'effort de Lefebvre pour dépasser les spécialisations universitaires classiques, pour ne pas se satisfaire d'une « confortable complexité », pour fédérer les efforts en vue d'une création collective, autogestionnaire, ayant pour but la transformation politique.

11- RUE DESCARTES

En février 2009, la revue *Rue Descartes*³⁶ (émanation du Collège international de philosophie) publiait un numéro largement consacré aux travaux de Lefebvre sur l'urbain.

³⁵ Ibid, p.295.

³⁶ *Droit de cité*, Rue Descartes n°63, 2009.

Dans son article *Redécouvrir Henri Lefebvre*³⁷, Thierry Paquot (professeur de philosophie urbaine à l'Université de Paris XII) replace le *DV* dans les contextes internes et externes à l'œuvre lefebvrerie. Il perçoit les liens existant entre : « la vie quotidienne, la ville, l'informatique, l'Etat, la consommation, les rythmes,...³⁸ » Critiquant le manque de rigueur de Lefebvre, Thierry Paquot va jusqu'à corriger une référence latine de notre métaphilosophie. Pourtant, si l'on applique ce souci de rigueur à son propre texte, force est de constater qu'il commet lui-même plusieurs erreurs : *La vallée de Campan* n'est pas la thèse de Lefebvre mais sa seule thèse complémentaire; Lefebvre n'est pas l'auteur de « plus de vingt livres » mais d'une soixantaine, de « dizaines » d'articles mais de centaines. Si le style d'écriture lefebvrerie peut sembler « heurté et intuitif », c'est dû, d'une part, au fait que nombre de ses livres (dont le *DV* comme nous l'avons vu) sont des transcriptions de cours et, d'autre part, au refus du style purement universitaire étriqué. Au niveau du contenu conceptuel, il nous semble pour le moins étrange de faire le reproche à Lefebvre de ne pas avoir fait la distinction entre « l'habiter » et « habiter », cette distinction (pour peu qu'on puisse la faire !) étant bien moins pertinente que celle entre « l'habitat » (prédominance d'un espace préconçu, formaté et limité, entraînant la passivité des usagers) et « habiter » (action appropriatrice, transformatrice des espaces par les usagers). Il est aussi reproché à Lefebvre d'avoir évolué dans ses jugements sur Le Corbusier et le Bauhaus, ce qui ne nous semble pas être négatif, surtout quand en même temps on lui reproche un trop grand attachement au « vocabulaire marxiste » (alors qu'il s'agit plus de concepts et de méthode que d'un problème de « vocabulaire »). Etre dogmatique et opportuniste à la fois, cela est contradictoire. Nous avons essayé de montrer comment Lefebvre faisait au contraire évoluer et progresser ses outils conceptuels, tenant compte des transformations du monde et de ses objets de recherche, sans pour autant renier les principes politiques marxistes. Prétendre enfin que :

³⁷ Que nous commenterons en même temps, les propos étant fort proches, que son texte : *Henri Lefebvre, penseur de l'urbain*, chapitre du recueil qu'il a dirigé avec C. Younès : *Le territoire des philosophes*, Paris, La découverte, 2009.

³⁸ *Droit de cité*, opus cité, p.8.

« Lefebvre n'articule pas le déploiement des technologies nouvelles de l'informations et des télécommunications à l'urbanisation planétaire et aux modes de vie qui s'en nourrissent³⁹ » est tout simplement faux, comme nous l'a montré par exemple sa communication sur les rapports de l'informatique et de l'urbanisation en Californie. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait épuisé le problème, n'ayant pas pu connaître par exemple l'explosion d'Internet.

On retrouve dans l'article de Philippe Simay (*Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes*) un ton critique et hautain, si caractéristique de nombre de commentateurs de l'œuvre de Lefebvre, qui se permettent des critiques non argumentée qu'ils n'oseraient pas adresser à d'autres auteurs canonisés par le savoir académique. Critiques et même erreurs puisqu'à notre connaissance Lefebvre ne s'est jamais « indûment posé » en inspirateur des mouvements étudiants de mai 1968, reconnaissant simplement à juste titre la grande influence des ses écrits et de ses cours sur le mouvement étudiantin, notamment ceux du Mouvement du 22 mars à l'Université de Nanterre (Daniel Bensaïd et Daniel Cohn-Bendit ayant parmi d'autres été ses élèves). Notre auteur semble aussi renverser l'ordre historique en attribuant quasiment la paternité du concept de « droit à la ville » aux situationnistes. Enfin, prétendre que Lefebvre ait puisé chez l'historien hollandais Johan Huizinga la thèse du caractère libérateur du jeu et du ludique, c'est oublier les œuvres et l'influence du Dadaïsme, du Surréalisme, et même celles de Nietzsche.

Mark Purcell (géographe, enseignant à l'Université de Washington) dans *Le droit à la ville et les mouvements contemporains* s'attache à étudier le rôle des concepts lefebvriens en général et celui de droit à la ville en particulier, dans les mobilisations actuelles (comme, par exemple, celle de janvier 2007 aux Etats-Unis réunissant trente associations en vue de former une « alliance pour le droit à la ville »). Il remarque : « L'idée du droit à la ville, en théorie comme en pratique, prend une importance

³⁹Henri Lefebvre, *penseur de l'urbain*, opus cité, p.254.

croissantes dans les luttes urbaines contemporaines.⁴⁰ » Le problème étant de coordonner toutes les luttes locales particulières : « Le défi consiste ici à mettre en œuvre un certain nombre de moyens de coordonner ces luttes locales sans subordonner leur particularité et leur autonomie à une unité homogène plus vaste.⁴¹ » Lefebvre avait bien perçu cette difficulté, notamment au cours de ses analyses du droit à la différence et des luttes pour ce droit. Mark Purcell attribue ensuite une de ses erreurs de lectures à Lefebvre lui-même, quand il lui reproche d'avoir trop restreint (dans quel texte ?) l'échelle du droit à la ville, en en faisant un droit à la vie de quartier. Or en même temps, sans percevoir sa propre contradiction, il voit pourtant que Lefebvre : « comprend l'urbain comme un ensemble social et spatial complexe, qui transcende la ville physique, pour incorporer des réseaux d'acteurs et de systèmes impliqués dans des relations multiples, à de nombreuses échelles diverses.⁴² » Il n'y a pas, à notre sens, non plus de « réductionnisme » des habitants aux seuls prolétaires chez Lefebvre. En effet, si Lefebvre utilise le mot « prolétaires », il le prend dans son acception sociologique large, proche des « sans part » de Jacques Rancière. Enfin, il serait bien difficile de trouver chez Lefebvre une volonté de codification du droit à la ville, entraînant un risque de blocage réactionnaire de type « communautés fermées ». Au contraire, pour Lefebvre, ce droit à la ville ne pouvait se concevoir en dehors des luttes pour la nouvelle citoyenneté, incluant le droit à la différence, droits et luttes qui sont à poursuivre et à développer constamment. Ces contresens sont peut être dus à la conception quasi métaphysique qu'a Mark Purcell de « l'habiter », très éloignée de celle de Lefebvre, qui ne séparait jamais l'habiter de la vie quotidienne. L'ancrage marxiste et matérialiste de Lefebvre, fait là encore une grande différence avec ses interprètes, notamment anglo-saxons. Mark Purcell avait déjà publié en 2002 un article sur Lefebvre (*Détarrant Lefebvre : Le droit à la ville et sa politique*

⁴⁰ Ibid, p.50.

⁴¹ Ibid, p.48.

⁴² Ibid, p.45.

*urbaine de l'habitant*⁴³, nous traduisons) qui essayait de faire le départ dans son œuvre du mort et du vivant. Ainsi, il affirmait : « Lefebvre pose plus de questions qu'il n'apporte de réponse », ce qui, loin d'être un défaut, nous semble déjà un travail important. Il trouvait déjà que le droit à la ville possédait : « un caractère indéterminé et ouvert pouvant avoir des effets négatifs », ce qui relève plus de notre responsabilité, Lefebvre n'ayant pas voulu créer de dogme prophétique à appliquer universellement. Lefebvre a de même, selon nous, non seulement bien perçu le danger de détournement bourgeois du droit à la ville (déjà souligné par Jean-Pierre Garnier), mais il a de plus commencé l'analyse des processus d'embourgeoisement des centres-villes (travaillant notamment sur le cas de Paris). Il a aussi parfaitement saisi les problèmes d'échelles des actions et des territoires (du local au mondial), ainsi que les contradictions qu'ils pouvaient engendrer. Le droit à la ville inclut d'ailleurs une tentative pour dépasser les frontières administratives et politiques actuelles (municipalités, régions, pays, etc.) et pour articuler de manière neuve ces niveaux. Si Mark Purcell a compris que : « le droit à la ville n'est certainement pas suffisant pour construire une démocratie urbaine plus radicale et juste⁴⁴ », il n'a peut être pas bien vu que non seulement Lefebvre le savait mais qu'il a tenté par ses réflexions sur la révolution urbaine, sur le droit à la différence et sur la nouvelle citoyenneté, d'y remédier.

Dans la même revue, le texte le plus intéressant, qui montre la connaissance de l'œuvre lefebvrienne la plus juste et précise, l'effort le plus important pour la connecter au monde contemporain, est celui du très regretté Bernard Jouve (qui était urbaniste titulaire de la chaire Politiques urbaines et citoyenneté de l'Unesco). Il remarque en premier lieu l'importance théorique et pratique des écrits de Lefebvre sur l'espace et l'urbain, en particulier du droit à la ville : « C'est cette convergence entre ces dynamiques sociales localisées en ville, le champ des sciences sociales, celui du politique

⁴³ M. PUCELL, *Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant*, Geojournal n°58, 2002.

⁴⁴ Idem, p.106.

qui explique le renouveau de la notion formulée la première fois par Henri Lefebvre en 1968.⁴⁵ » Le droit à la ville retrouve en effet, depuis une douzaine d'années, une « actualité » et une « acuité ». Bernard Jouve résume bien : « Le droit à la ville pour Henri Lefebvre, c'est la possibilité pour tout individu, par son action quotidienne, de transformer la ville, son cadre bâti, les politiques publiques qui s'y développent, donc à agir comme un sujet social et politique (on dirait maintenant comme acteurs) et non plus comme objets.⁴⁶ » C'est effectivement une constante chez Lefebvre de ne pas dissocier la critique systémique du mode de production capitaliste, de l'affirmation et de la défense des droits et des désirs individuels, sans tomber dans l'individualisme consumériste libéral. Bernard Jouve trouve dans cette conjonction lefebvrienne des analyses urbaines et des analyses politiques (ouvrant sur la critique de l'Etat et l'autogestion) une des raisons de l'intérêt que portent les géographes et sociologues radicaux anglo-saxons à son œuvre, contrairement à « l'oubli » et au « dédain » des chercheurs français. Il comprend aussi parfaitement l'articulation faite par Lefebvre entre droit à la ville et droit à la différence, le premier ne se réduisant pas à de simples demandes urbanistiques (services publics) mais impliquant le deuxième (exigences « culturalistes » liées aux sexes, aux âges, etc.). L'urbain et la ville ne sont pas séparables pour Lefebvre de l'ensemble de la société et vice versa. « Pourquoi la ville ? Tout simplement, parce que c'est l'espace et le construit social dans lequel se vivent au quotidien les frustrations, la confrontation avec les codes sociaux dominants, la violence matérielle et symbolique de ces derniers.⁴⁷ » Dans cette prise de conscience de l'importance de l'urbain pour l'analyse sociologique, on peut encore remarquer l'avance des chercheurs nord-américains (l'Ecole de Chicago, par exemple) sur les européens. Bernard Jouve prend l'exemple des Etats-Unis et du Canada (sujets de certains de ses travaux) : « La ville aux Etats-Unis a été et continue d'être au cœur des tensions et des contradictions de la société américaine qui est

⁴⁵ *Droit de cité*, opus cité, p.75.

⁴⁶ Ibid, p.77.

⁴⁷ Ibid, p.81.

« travaillée » par une guerre culturelle entre groupes sociaux autour de valeurs morales inconciliables.⁴⁸ » Pour Lefebvre aussi, le point de départ de l'analyse sociologique devait être la révolte contre les inégalités capitalistes, contre les aliénations et les contradictions traversant la quotidienneté moderne. Rajoutons que dès l'avant-guerre, Lefebvre avait pris conscience de l'importance de la vie quotidienne et du cadre urbain, notamment au cours de ses voyages à New York.

Une des différences de la sociologie urbaine lefebvrienne d'avec les courants anglo-saxon, est la prise en compte de l'Etat et du mondial, ce qui empêche ses analyses d'en rester à un localisme, à un culturalisme ou à une vision communautariste de la société. Ainsi, son projet de « nouvelle citoyenneté » essaye d'établir une dialectique entre la reconnaissance et l'affirmation des différences (sans tomber dans une fermeture communautariste, puisqu'il refuse les « particularismes » figés dans des identités traditionnelles et qu'il prône la création constante de nouvelles différences) et l'exigence d'égalité universelle (sans tomber dans une universalité abstraite, niant certaines différences au nom d'une identité dite supérieure). Le droit à la différence, comme le droit à la ville ne pourront consister dans l'addition extérieure de différences figées enfermées dans des ghettos spatiaux, ce serait la négation de la forme urbaine qui est rencontre, confrontation et mélange. « Ce qui rend intéressante la notion de « droit à la ville » car elle suppose l'exercice et la construction d'un droit partagé par l'ensemble des habitants d'une ville, quel que soit leur statut juridique au regard de la citoyenneté formelle, et à travers la vie quotidienne.⁴⁹ » Deux dangers se dressent alors sur la route du droit à la ville : le danger consistant à vouloir « réduire le droit à la ville à un ensemble de règles formelles » et le danger d'en faire une abstraction non opératoire, un slogan vide. Il n'en reste pas moins que le droit à la ville reste un projet nécessaire, porteur d'exigences démocratiques, à l'heure où l'inégalité et l'élitisme sont triomphants. Même si l'on parle davantage de nos jours d'un « urbanisme de projet », remplaçant

⁴⁸ Ibid, p.83.

⁴⁹ Ibid, p.87.

l'urbanisme technocratique (« médical » dit Bernard Jouve) à l'élitisme trop voyant, la dépossession des pouvoirs des citoyens se poursuit : « Les travaux sur ce qu'il est convenu d'appeler la gouvernance urbaine ont montré que ces opérations à forte visibilité et fortement médiatisées reposent de fait sur un mode de gouvernement très élitiste ne laissant que peu de place, voire aucune, aux « citoyens ordinaires ». ⁵⁰ » Il faut aussi se méfier des récupérations de cette volonté démocratique autogestionnaire, transformée en « participation », trompe-l'œil servant à masquer le maintien des procédures de dessaisissement des pouvoirs citoyens : « La démocratie participative, telle qu'elle se pratique en actes, est fortement polysémique, elle n'est pas en soi un gage de la transformation de l'ordre politique. ⁵¹ » Daniel Bensaïd soulignait lui aussi, notamment à propos des mouvements altermondialistes, le danger qui guettait une démocratie participative laissant les pouvoirs centraux (avant tout étatiques) hors d'atteinte, processus qui finissait par renforcer les pouvoirs institutionnels intégrant aisément cette parenthèse autogestionnaire limitée. Au niveau urbain, on a vu, notamment dans le mode anglo-saxon, se mettre en œuvre cette stratégie intégrative des différences, constituant une sorte de part du feu sociologique qui consiste à consentir à laisser des pouvoirs subalternes à des représentants de minorités, pour mieux garder les pouvoirs centraux (ce que la logique coloniale a toujours fait). Non seulement ces représentants sont « cantonnés aux problèmes qu'ils sont censés connaître le mieux » mais, de plus, les groupes dirigeants gardent le contrôle du pouvoir décisionnaire (budget, etc.). Donc : « le fait d'être représentée dans une institution urbaine pour une minorité politique ne garantit en rien des changements dans le contenu des politiques urbaines. ⁵² » Et ce, d'autant plus, que quand les pouvoirs centraux se sentent menacés, ils reprennent le peu de liberté concédée et court-circuitent les niveaux locaux (municipalités, etc.) de démocratie. Depuis les attaques de Margaret Thatcher contre le Great London Council, jusqu'au

⁵⁰ Ibid, p.90.

⁵¹ Ibid.

⁵² Ibid, p.92.

« Grand Paris » de Nicolas Sarkozy, on peut voir cette logique du pouvoir étatique capitaliste (en liaison étroite avec les intérêts privés) mise à l'œuvre.

Sans fétichiser le droit à la ville (ni d'une manière générale la société civile), il faut prendre conscience du fait qu'il constitue « l'un des principaux défis » politiques pour qui veut rendre leurs pouvoirs aux citoyens afin qu'ils deviennent réellement des acteurs collectifs. Comme l'autogestion, de laquelle il est inséparable, le droit à la ville est à la fois un but et un moyen, se construisant peu à peu par les pratiques. Il est dynamique, conflictuel et autocritique. « Il s'agit avant tout d'une démarche politique portée par des acteurs de la société civile qui construisent un rapport de forces avec les institutions publiques et qui sont capables de maintenir, même si cela a un coût très élevé et que les risques de l'institutionnalisation sont présents, cette tension. De mon point de vue, ce n'est qu'à cette condition que l'on évitera les discours incantatoires sur la pertinence et l'efficacité de la démocratie participative et que le « Droit à la ville » trouvera sa place dans l'espace politique.⁵³ » Ce n'est pas le moindre des mérites de Bernard Jouve que d'avoir vu l'importance politique actuelle du droit à la ville lefebvrien, et que d'avoir tracé quelques pistes pour sa réalisation.

⁵³ Ibid, p.95.

CHAPITRE 10

-

ACTUALITE DE LA PENSEE DE L'URBAIN DE HENRI LEFEBVRE

Henri Lefebvre, fidèle en cela à Marx, a toujours tâché de penser le monde contemporain et ses évolutions. Les différents moments, thèmes de son œuvre correspondent à l'émergence dans la praxis mondiale de problématiques nouvelles. En ce qui concerne l'urbain, il est indéniable que le XX^e siècle a vu une explosion urbaine, quantitative et qualitative. L'humanité est devenue majoritairement urbaine aux alentours de l'an 2000. D'un point de vue démographique factuel (développé de nos jours par un auteur comme Mike Davis¹), il y a à peu près un milliard d'êtres humains qui vivent dans des bidonvilles, et pour ce qui concerne l'Europe, trois millions de sans abris,

¹ M. DAVIS, *Le pire des mondes possibles*, Paris, La découverte, 2006.

soixante-dix millions de mal logés et dix-huit millions de personnes menacées d'expulsion. La révolution urbaine a donc bien eu lieu.

Cette explosion quantitative n'a pas pu ne pas avoir d'effets qualitatifs importants. Tout d'abord une dégradation des conditions de vie pour les habitants des bidonvilles, bidonvilles dont « l'esthétisme » et le développement de solidarités sociales dont ils sont parfois le support ne justifieront jamais l'existence, contrairement à ce que prétendent certaines thèses postmodernes se contentant de l'existant misérable, et acquiesçant aux inégalités capitalistes. Puis, le développement de risques sanitaires et écologiques (comme les inondations meurtrières à Rio de Janeiro l'ont par exemple montré en 2010), pour leurs habitants mais aussi, in fine, pour toute la planète. Fracture sociale, spatiale, écologique et technologique se cumulent, polarisant inversement les deux extrémités de la société, ce qui confirme l'opposition lefebvrienne entre centres et périphéries, dans ses implications négatives. Le second aspect de cette contradiction est le renforcement des centralités au cours du XX^e siècle. L'après seconde Guerre mondiale a vu la réoccupation des centres-villes par la moyenne et grande bourgeoisie. Ce réinvestissement économique, social et culturel se fait par la réhabilitation de quartiers populaires anciens (le Marais ou les Halles à Paris) ou par la création de centres nouveaux (La Défense à Paris, Canary Wharf à Londres). Cette stratégie, forme cruciale de la lutte des classes, peut être assumée de manière consciente, comme le montre les opérations d'urbanisme dans les années 1950 à New York (avec Robert Moses), jusqu'aux opérations des années 1990 à Pékin, Séoul ou Mumbai, dans lesquelles le rôle des Etats est primordial. Cette stratégie a pour effet de muséifier le bâti, transformant l'héritage architectural historique en support figé pour la consommation touristique marchande. Il faut souligner le rôle tenu par la « culture » (monuments, musées)

dans cette stratégie, justifiant les doutes constamment émis par Lefebvre sur la valeur de ce concept. Au-delà des seuls intérêts économiques liés à la spéculation financière sur l'immobilier (entraînant une rareté artificielle des espaces, que l'on préfère inoccupés et chers), ce retour vers la centralité urbaine a un intérêt politique, celui d'éloigner toujours plus les classes et populations dangereuses vers des ghettos lointains. Il faut remarquer que la séparation, la ligne de front entre centres et périphéries est fluctuante, étant elle-même objet de luttes. La périphérie peut géographiquement s'approcher du centre, voire le pénétrer (parc Ueno à Tokyo, favelas de Rio de Janeiro), de façon continue ou discontinue (les Halles à Paris), l'alternance jours/nuits jouant de façon importante. Inversement, le centre peut chercher à s'étendre vers des zones périphériques, en projetant quelques éléments de centralité (tourisme, finance, aéroports, etc.), comme l'illustre bien en France le projet sarkozyste du « Grand Paris ».

Un autre aspect du développement urbain actuel est ce que l'on pourrait nommer « le syndrome Las Vegas » qui consiste dans l'érection de quartiers ou de villes nouveaux, totalement déconnectés de leur environnement, purement artificiels. Dubaï et sa folle architecture (îles artificielles-tableaux, piste de ski dans le désert, tour la plus haute du monde, etc.) en sont peut être le plus bel ou le pire exemple, production d'un espace fou, anti-écologique, reposant sur une spéculation financière à court terme. On trouverait d'autres exemples, de degrés d'artificialité plus ou moins grands, comme la triple ville nouvelle d'Incheon en Corée du sud, Bangalore et les technopoles en Inde et de nombreux territoires en Chine. S'il nous semble exagéré de parler comme Mike Davis d'un « stade Dubaï du capitalisme » (il n'y a pas hélas de stade « suprême » du capitalisme, L'histoire ayant prouvé contre Lénine que le capitalisme était capable de renouveler ses formes, y compris ses formes d'impérialisme), il n'en est pas moins vrai que ce

type de production d'espace est une nouveauté stratégique dans le contrôle capitaliste de l'espace mondial (impliquant des stratégies spatiales, économiques et culturelles). Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes de notre modernité que de faire coexister cet effort fou pour repousser et épuiser en quelque sorte les limites de la création et des techniques architecturales (qui finit toujours par rencontrer ses limites naturelles, comme le montrent par exemple les graves problèmes hydriques de Las Vegas ou de Dubaï), avec celui de l'architecture et de l'urbanisme « écologiques », « verts » (cette contradiction n'empêchant pas quelques stars mondiales de l'architecture de passer d'une tendance à l'autre !).

Dans certains pays comme la France, il y a bien eu accélération du phénomène de concentration urbaine décrit par Lefebvre, les grandes villes satellisant les villes plus petites et les régions proches (ce qui entraîne un temps de transport domicile/travail de plus en plus long). Conséquence de l'inflation des prix de l'immobilier (achat/location) et de l'évolution des besoins des habitants (soleil, mer, nature), les petites villes et les villages du sud et de l'ouest gagnent rapidement en importance. Entre ces zones urbaines ou périurbaines (« rurbaines » comme aurait dit Lefebvre), de vastes territoires ruraux se dépeuplent, voués à l'agriculture (souvent monoculture) industrielle ou à une « naturalisation » artificielle (parcs nationaux). On retrouve ce mouvement à l'échelle mondiale avec, très schématiquement, des mégalo-pôles émergeant d'un océan de zones sous-développées ou exploitées de façon limitée (monoculture, matières premières), désertées ou désertiques.

Au niveau des villes, le « succès » technique des grands-ensembles des années 1950 et 1960 s'est transformé en désastre social. Ces projets technocratiques révélant avec le temps leurs faiblesses : pauvreté formelle et

technique de l'architecture (exiguïté, insonorité, etc.); ségrégation sociale, devenant ethnique, des populations; éloignement par rapport aux centres; absence ou rareté des équipements sociaux (moyens de transport, d'éducation, de santé); manque de commerces; difficulté spatiale et temporelle à créer une vie sociale et des solidarités, entraînant le repli sur le micro groupe (famille, bande); déresponsabilisation administrative des habitants. Dans ces conditions, l'urbain perd une grande part de sa capacité historique émancipatrice, les « émeutes urbaines » (l'adjectif « urbain » n'étant jamais analysé dans toutes ses implications par ses utilisateurs médiatiques et académiques) étant le révélateur régulier, mais finalement peu fréquent par rapport aux contradictions et aux tensions existantes, de cette ségrégation sociale et spatiale. Ces révoltes sont bien « urbaines » car provenant d'une prolifération non maîtrisée de la ville et non pas en tant qu'elles seraient liées à la nature des populations habitants les quartiers défavorisés, comme le prétend le phantasme sécuritaire raciste. L'absence de maîtrise de la ville est d'ailleurs relative car les quartiers, les villes, les régions voire les pays périphériques subissent un contrôle policier et militaire de haute technologie et de haut coût (voir par exemple le régime d'exception exhumé de la période coloniale en France durant les émeutes de l'automne 2005). On perçoit comment ce traitement de l'urbain pouvait apparaître comme un néocolonialisme interne aux yeux de Lefebvre. Ces révoltes sont donc ambiguës car à la fois et dialectiquement porteuses, d'un côté, de refus légitime de conditions de vie indignes, de volonté d'égalité et de justice (pénale et sociale), de droit à la ville, et, d'un autre côté, de pur chaos, d'une simple volonté d'intégration à la plus triste consommation capitaliste. Lefebvre savait bien que ni le progrès ni la révolution

ne sont inéluctables, confiant, dans un entretien de 1989 avec les sociologues allemands Gerald Prein et Heinz Sünker², son étonnement devant la recrudescence en des temps de mondialisation des nationalismes, y compris des micros nationalismes de « terroirs ». Ils sont des formes réactives face à la perte des identités traditionnelles (linguistiques, culturelles, religieuse, etc.), au développement mondial d'un « espace étatique, centralisé, géométrique, surcodés. » Il faut remarquer que cette analyse rejoint ce que Deleuze et Guattari désignent comme processus de déterritorialisation/reterritorialisation au sein du capitalisme moderne, ce dernier mettant en place contradictoirement un quadrillage « surcodant » et saturant les espaces et une déterritorialisation brouillant les repères traditionnels, faisant tout couler sous le flux tyrannique du capital. Un croisement systématique des analyses de la *PE* et de *Mille plateaux* (notamment de sa dernière partie) montrerait de nombreux points communs, surtout en ce qui concerne l'espace.

Les politiques urbaines, en France et dans le monde, n'ont pas été à la hauteur des enjeux et des problèmes urbains. Ce que l'on désigne comme « politiques de la ville » (comme le remarque Laurence Costes dans son livre sur le *DV*), n'est que gestion à court terme, empilement de décisions selon les niveaux de pouvoir, dans l'urgence et parfois la contradiction. Les incantations réclamant une nouvelle « gouvernance » (concept le plus flou et vide qui soit), la quinzaine de « plans banlieues » en France depuis les années 1970, sont la marque de cet échec à penser et à agir sur les problèmes urbains. S'ajoutent à cette novlangue politico-urbanistique la fameuse et pudique « mixité sociale » que tout le système capitaliste tend en réalité à détruire, la « vidéo protection » cache-sexe d'un

² Entretien repris en partie dans : S. DELCEUX, R. HESS, *Henri Lefebvre, vie, œuvre, concepts*, Paris, Ellipses, 2009.

flicage vidéo généralisé de l'espace ou encore le nouveau « développement durable » se souciant plus de la nature que des populations humaines défavorisées, les entreprises capitalistes trouvant dans ce recyclage écologiste un moyen de relancer le marketing et les profits.

Pour illustrer les graves carences des politiques urbaines, il est possible de prendre deux exemples parmi bien d'autres. Tout d'abord, celui de l'échelle adéquate de production de l'espace. Même la sociologie urbaine actuelle, si friande de quantifications et de chiffres, serait bien en peine de dire quelle est la bonne échelle d'intervention entre l'habitation et le mondial. Les modèles sont encore ceux du pavillon (pourtant trop dispendieux en coût, énergie, temps de transport) et des grands-ensembles (dont nous avons vu les nombreux défauts), ou de l'urbanisme technique (autoroutes, aéroports, etc.) massif. Comment construire sans désocialiser ni mal socialiser ? Quelles constructions pour quelles vies quotidiennes ? Ce que Lefebvre nous a montré, c'est qu'il est impossible de résoudre le problème sans agir en même temps sur les paramètres sociopolitiques et sur les paramètres architecturaux. Le deuxième exemple de question urbaine irrésolue et centrale, est celui de la tyrannie pratique et symbolique de l'automobile. Créer des espaces piétons, des espaces verts, enterrer les voies rapides, exiler les voitures hors des centres-villes, est une chose, changer les mentalités, l'imaginaire (la mythologie disait Barthes), les habitudes individuelles, en est une autre. C'est à toute la structuration de la société capitaliste autour de cet « objet-roi » qu'il faudrait s'attaquer, en remettant à plat les besoins, les ressources (naturelles et technologiques), la structure de l'espace.

Si l'on cherche à savoir ce que à quoi pratiquement peuvent aboutir les théories urbaines lefebvriennes, nous nous retrouvons devant un champ presque vide. En effet, si elles ont pu en partie influencer en France les Groupes d'action

municipale (GAM) dans les années 1960 et 1970, certains textes autogestionnaires du PSU et des mouvements écologistes naissants; si elles ont pu être détournées par le projet de « nouvelle société » de Chaban-Delmas dans les années 1970 et par le groupe mitterrandien Banlieues 89 dans les années 80; si on assiste à leur internationalisation depuis la décennie 1990 à travers le retour de la revendication du droit à la ville dans les mouvements altermondialistes et dans certaines organisations internationales (Unesco), force est de constater que ces évocations, plus ou moins fidèles, sont loin d'être à la hauteur de la révolution urbaine souhaitée par le méta philosophe.

Les grandes tendances des études urbaines actuelles (qu'elles proviennent d'architectes, d'urbanistes, de géographes, de sociologues ou de philosophes) ne sont pas non plus à la hauteur des enjeux urbains, que ce soit dans leur variante pessimiste (à l'instar de Mike Davis), optimiste (avec tout le courant postmoderne), sécuritaire réactionnaire (avec, par exemple, tous les vendeurs « d'audits de sécurité urbaine ») ou écologiste utopique. Il ne s'agit pourtant pas, ce sera une première remarque, de contester l'importance du paramètre écologiste, Lefebvre savait d'ailleurs lui-même comme nous l'avons vu, de par sa lecture des textes du jeune Marx, que l'instauration de nouveaux rapports humanité/nature était une nécessité révolutionnaire, ce qui fait de lui un des inspirateurs de l'écologie (on pourrait le montrer également en ce qui concerne sa distinction entre développement social et croissance économique des sociétés). Mais l'écologie, qui doit être intégrée à tout projet révolutionnaire (Daniel Bensaïd parlait « d'éco socialisme »), ne suffit pas à elle seule à définir ce projet révolutionnaire. Il lui faut intégrer le projet d'égalité sociale, sinon elle est parfaitement intégrable au système capitaliste. D'autre part, ce sera notre seconde remarque, gémir sur la perte de l'urbanité passée (antique, médiévale, renaissante,

du XIX^e siècle, c'est selon) et/ou attendre la naissance d'une nouvelle urbanité miraculeuse, ne nous semble pas être une attitude utile. Lefebvre ne dissociait pas l'urbain de la praxis sociale (ce qu'exprime le concept de production de l'espace), voulant comprendre leurs évolutions sans lamentation ni folle espérance. Il refusait autant l'optimisme sociologique d'un Lukács que le pessimisme philosophique d'un Adorno, pour tâcher bien plutôt d'analyser le présent social, ses contradictions et ses possibles. L'utopie lefebvrienne est le sens du réel dans sa dynamique et ses mouvements positifs comme négatifs. La civilisation urbaine sera le fruit d'efforts pour repenser les pratiques spatiales, pour libérer l'humanité de ses aliénations, pour supprimer les obstacles au développement de ses possibilités de vie. En ce sens, la révolution urbaine n'est pas séparable du dépassement du marché capitaliste et de l'Etat, de la promotion d'une démocratie autogestionnaire (ne se réduisant aux seules élections, « vox et praetera nihil », le suffrage puis plus rien, comme disaient déjà les romains). On voit en quoi ce socialisme lefebvrien se démarque des tragiques caricatures du « socialisme réel », de leurs échecs social, politique, économique et culturel. L'assistanat, la surveillance policière, le militarisme, le productivisme, la pénurie, le nationalisme, le dogmatisme, développés dans ces sociétés sont aux antipodes du communisme tel que Lefebvre le comprend et le retrouve chez Marx (Lénine étant plus ambivalent à certains égards).

La démocratie autogestionnaire telle que la conçoit Lefebvre ne s'oppose pas moins aux démocraties bourgeoises formelles, fondées sur une hyper délégitimation des pouvoirs, une professionnalisation de la politique, un étatismisme (une grande école administrative étant même censée en France fournir en « politiciens »), un contrôle idéologique de l'information, un caractère censitaire caché (Bourdieu ayant bien mis en lumière le fait que l'abstention populaire

massive aux élections fait partie du système) et un refus de prise en compte de la volonté populaire (devient « populiste » toute expression populaire ne satisfaisant pas aux intérêts des dominants, comme le sort réservé aux referenda en France, aux Pays Bas et en Irlande sur le traité constitutionnel européen l'a montré). Il serait d'ailleurs amusant de montrer, si l'affaire n'était si grave, que ce sont les pouvoirs étatiques et supra étatiques (conseils européen, etc.) qui sont populistes suivant la stricte définition de ce mot. En effet, ils essaient d'effacer les lignes et contradictions de classes, en appelant à une unité supérieure plus ou moins mythique du peuple et de la nation, jouant sur les basses pulsions xénophobes et racistes, conspuant les « intellectuels » (tout du moins quand ceux-ci ne les servent pas). Ne manqueraient au tableau que l'antiparlementarisme, mais celui-ci est bien présent, par exemple en France avec l'écrasement du pouvoir législatif (et judiciaire) au profit de l'exécutif, et même de la seule partie présidentielle de cet exécutif, ou au niveau européen, avec le rabaissement d'un parlement dénué de pouvoirs réels; et la dénonciation d'un « complot international » occulte, même si « la crise », « la mondialisation », en font en grande partie office. Si le néolibéralisme s'est montré capable de récupérer certains aspects de l'autogestion, pour les retourner contre les travailleurs, en en faisant des outils managériaux d'auto-exploitation, si les Etats ont su pervertir la décentralisation pour appauvrir les régions et les territoires, il n'en reste pas moins qu'il ne saurait y avoir d'approfondissement de la démocratie sans autogestion généralisée.

On va maintenant tenter de concevoir, non pas une architecture lefebvrienne, on se souvient de la manière dont Lefebvre avait renvoyé des architectes, lui demandant des recettes pour les Halles à Paris, à leurs propres responsabilités, ni un urbanisme lefebvien, tant il est vrai que la critique lefebvrienne de l'idéologie et des pratiques urbanistiques fut implacable, mais

quelques orientations, quelques pistes de travail qu'un architecte pourrait extraire de son œuvre. On peut songer à : la nécessité de mettre fin au zonage, à la fragmentation des espaces et des activités, source de monotonie, de long temps de transport, pour concevoir une véritable mixité des fonctions et des groupes sociaux, une complexité des espaces; une nouvelle intégration de la vie et des espaces privés à la vie et aux espaces publics (un communisme niant la sphère privée se condamnant lui-même irrémédiablement, comme le savait déjà Fourier); la création d'un polycentrisme de la ville (là encore est présent la leçon fouriériste) mêlant les fonctions (économie, culture, jeux, etc.) et évoluant selon les besoins et les rythmes de vie; la revalorisation de la rue, lieu même de l'essence de l'urbain : la rencontre; le développement d'une « nature seconde » au cœur de la ville : jardins, parcs, bois, plans d'eau, etc. (certaines villes comme New York, Londres ou Berlin peuvent donner quelques aperçus en la matière); la limitation maximale de la circulation automobile en ville, la ville n'appartenant pas à cet « objet anti-ville » mais aux piétons (comme nous l'ont appris Restif de la Bretonne, Fourier, Baudelaire, Rimbaud, les surréalistes ou Benjamin); le développement de moyens de transport technologiquement avancés. Il est aisé de s'apercevoir que ces propositions reposent sur une analyse de la vie quotidienne et de ses rythmes. Le choix décisif d'une échelle d'intervention (habitat, quartier, ville, région, etc.) doit tenir compte et partir de cette quotidienneté, sous peine d'inefficacité ou de contre productivité. C'est une importante leçon lefebvrienne que d'avoir montré que l'édifice le plus novateur au niveau des formes et des techniques architecturales n'est pas d'une grande valeur s'il n'est pas relié à l'ensemble urbain dans lequel il prend place. C'est ce qui fait qu'une ville n'est pas la simple addition mécanique de bâtiments et d'individus isolés. C'est donc aussi la confirmation que pour Lefebvre l'architecture se doit d'être politique (et

non pas politicienne), devant finalement aboutir au contrôle de leur vie quotidienne par les habitants, ce qui est un autre nom pour l'autogestion.

CONCLUSION

Si un travail de thèse est censé avoir au moins trois objectifs : correspondre à un champ du savoir, rentrer en résonance avec une problématique du monde actuel et proposer une innovation (une « position » dit le grec θέσις), aussi modeste soit elle, notre présent travail semble en avoir atteint au moins deux. Premièrement, il ne fait aucun doute que l'œuvre monumentale de Lefebvre, non seulement soit à la croisée de plusieurs champs cognitifs (philosophie, sociologie, histoire, esthétique, littérature, urbanisme), mais elle constitue de plus en elle-même un chapitre important de la pensée française du XX^e siècle. Chapitre essentiel de la pensée marxiste mais aussi de la pensée générale de ce siècle tragique. De fait, et c'est le second point, cette œuvre se trouve en permanence branchée sur les problèmes et les contradictions du monde moderne. Refusant les systèmes, les métaphysiques, les ontologies (comme celle qui dans le marxisme traque une évanescence « dialectique de la nature »), Lefebvre cherche à comprendre les évolutions des sociétés humaines, analysant le présent pour y découvrir les futurs possibles qu'il renferme. Pour lui, la dialectique est une méthode permettant cette saisie des mouvements du monde, méthode à enrichir constamment et non pas dogme figé (il précise qu'il n'utilise le mot « dialectique » que « comme un adjectif et jamais comme un substantif »). Cet effort d'adaptation des concepts aux réalités présentes est peut être une des meilleures façons de définir la méta philosophie, se servant de l'héritage

philosophique passé pour le transformer, sans tomber dans le fétichisme de l'histoire de la philosophie.

Grâce à l'étude d'une partie de l'œuvre lefebvrienne nous avons donc pu de facto comprendre certains aspects de la révolution urbaine moderne, et là réside peut être la seule originalité de notre travail (notre unique « thèse » ou plutôt hypothèse) : se priver de l'apport lefebvrien, notamment en ce qui concerne les questions spatiales et urbaines, pour qui veut comprendre le monde actuel, c'est se priver d'une aide capitale, c'est perdre du temps. Nous n'aurons pas perdu notre temps si l'ignorance dans laquelle on tient son œuvre (spécialement en France) s'en trouvait atténuée. Nous avons vu que cette ignorance prenait plusieurs formes : l'oubli pur et simple (voir, par exemple, le résumé althussérien de l'histoire de la pensée marxiste en France), la négligence (du type de celle d'un Lucien Sève reconnaissant tardivement l'importance de cette pensée sans pour autant éprouver le besoin de l'utiliser) ou le pillage éhonté plus ou moins étendu (pensons entre autres à Baudrillard, à Edgar Morin et à nombre d'urbanistes). Sans donner dans les illusoires palmarès philosophiques (« le » plus grand penseur du siècle, etc.), il est indéniable que Lefebvre soit comparable à Sartre, pour s'en tenir à un auteur de sa génération.

Pour prendre la mesure de cette œuvre, encore faut-il la lire dans son entier, sans se contenter d'un livre ou d'un concept isolé du mouvement d'ensemble de la pensée, de ses méthodes et principes. Il ne faut pas non plus la figer en moments ou étapes sans voir les liens dialectiques de l'ensemble. Lefebvre, se montrant en cela fidèle à la phénoménologie hégélienne, ne cesse de dépasser et de reprendre les concepts qu'il crée ou travaille. Ainsi, nous avons vu que « l'urbain » et « l'espace » n'étaient pas des moments circonscrits à une époque ou à des livres, mais trouvaient au contraire leurs racines dans les travaux

antérieurs (sur la vie quotidienne, le marxisme, l'Histoire ou la ruralité) et se trouvaient repris dans les réflexions ultérieures (sur l'Etat, la différence, l'autogestion, la rythmanalyse et la nouvelle citoyenneté).

Nous avons remarqué la grande difficulté qu'avaient ceux, architectes ou urbanistes, qui souhaitaient s'inspirer des travaux du philosophe sociologue dans leurs projets concrets. Articuler des théories (parfois abstraites comme par exemple la triade : espaces vécu/perçu/conçu) et des pratiques s'avère être compliqué. Une des clés pouvant lever ce blocage c'est de comprendre que si « réalisation » des idées et des thèses lefebvriennes il peut y avoir, ce ne sera que par la médiation collective, politique, visant le réaménagement de l'espace social et de la vie quotidienne. Ceci exige une révolution des pratiques et dépasse très largement, même si cela les implique, les compétences et les pouvoirs des seuls architectes. En ce sens, pour reprendre une expression de Politzer à propos de la psychologie, le secret de l'architecture, de l'urbanisme et de l'espace n'est pas d'ordre spatial et architectural, mais réside dans la politique. Politique dans l'acception lefebvrienne impliquant la fin de la politique professionnalisée, bourgeoise, et synonyme d'autogestion généralisée. La révolution urbaine, celle des formes (objet du travail architectural), des structures et des fonctions (décidées par l'urbanisme) de la ville, passera par la révolution des modalités sociales de production de l'espace, s'appuyant sur un droit à la ville effectif pour tous les citoyens.

On comprend mieux alors en quoi cette fin, ce dépassement de la politique, ne sont pas pour Lefebvre la fin du politique considéré comme l'espace des délibérations et décisions citoyennes. Bien au contraire, mettre fin à la confiscation délégataire des pouvoirs, et commencer par limiter la délégation lorsque l'exercice direct du pouvoir est possible (ce qui est facilité par les

nouvelles technologies de l'information et de la communication), encadrer la délégation quand elle s'avère nécessaire par des mandats impératifs (qu'on accuse parfois de tuer l'initiative des délégués, ce qui nous semble être un défaut moins grave que celui, inverse, de l'autonomisation non démocratique des délégués), limités, non renouvelables, avec contrôle continu de leur application, redonnera vie et sens au principe démocratique. Cet appel au développement maximal de la démocratie, de l'autogestion, fait de Lefebvre, à nos yeux, un penseur libertaire, anarchiste. Cette affirmation pourra sembler paradoxale concernant un penseur communiste longtemps, marxiste toujours. Elle ne veut pas dire que Lefebvre n'ait jamais adhéré individuellement à une organisation anarchiste, mais que sa pensée, par son exigence de liberté, par sa critique de l'Etat et des institutions, retrouve la veine anarchiste du socialisme, partagée en partie par Marx. En effet, au-delà des différences et des oppositions Marx/Proudhon, Marx/Bakounine, le marxisme et l'anarchisme partagent buts (révolution de l'ordre établi, égalité) et moyens (fin de l'Etat), ne différant que sur les modalités politiques (type d'organisation du prolétariat, abolition ou dépérissement de l'Etat). En tout cas, le marxisme qui nous paraît vivant et intéressant est un marxisme non autoritaire, non dogmatique, n'ayant pas oublié cette dimension libertaire. Pour preuve de nos dires, nous pouvons citer Lefebvre déclarant en 1978 à Edward Soja lors d'un voyage en Californie : « Non, je ne suis pas anarchiste, je suis marxiste bien sûr mais de sorte que nous puissions tous être anarchistes dans le futur. » Et lors d'un entretien avec un journaliste d'*Actuel* à la fin de sa vie en 1991 : « Je me sens hérétique dans le parti. Il y a deux lignes chez Marx : un centralisme, une orthodoxie, ce n'est pas la mienne. Et puis le Marx qui rêve d'une disparition de l'Etat, cet anarchisme marxiste qui a toujours eu ma préférence. » On retrouverait chez Lénine cette tension entre l'anarchisme de *L'Etat et la révolution*, les soviets

et les dernières années de pouvoir avec la construction d'un Etat autocratique et bureaucratique. L'Histoire ayant tragiquement tranché entre ces deux voies, théorie critique de l'Etat, le marxisme officiel est mort d'être devenu idéologie d'Etat.

Dans cette conception non orthodoxe de la révolution et des devenir révolutionnaires, Lefebvre, comme nous l'avons vu, a croisé sur plusieurs points la pensée de Deleuze. Sans effacer les différences (notamment en ce qui concerne la méthode dialectique et la conception de l'espace), la définition d'une politique deleuzo-lefebvrienne serait une piste à suivre, l'anarchisme hétérodoxe (mais existe-t-il un anarchisme orthodoxe ?) étant un point de rencontre. L'espace, sa production, sa conception, seraient aussi à la croisée de ces pensées nomades. Sans nier l'Histoire, les pensées de Lefebvre et de Deleuze sont des pensées spatiales, géographiques, brisant les téléologies et les théologies métaphysiques, y compris au sein du marxisme. Le temps devient champ d'immanence, inséparable de l'espace, et appelant une nouvelle conception de la politique et de nouvelles stratégies politiques. La « réalisation de la philosophie » reprise à Marx par Lefebvre, le « droit à la ville » et la « révolution urbaine », les « lignes de fuite » et les « devenir nomades » de Deleuze et Guattari, sont des tentatives pour penser les formes révolutionnaires futures.

Importance de l'œuvre lefebvrienne (notamment en ce qui concerne l'espace, la ville et l'urbain), lien consubstantiel entre ses analyses de l'espace et l'autogestion (impliquant elle-même la critique de l'Etat), développement du marxisme permettant la compréhension des contradictions actuelles et des révolutions possibles, convergence avec la pensée deleuzienne, voilà les modestes acquis de nos recherches.

Reste à poursuivre l'analyse de l'urbain et de l'espace, tant il est vrai qu'ils sont des clés essentielles du monde moderne, des enjeux fondamentaux de notre civilisation. Si Hegel concevait un Esprit du monde (Weltgeist) voyageant dans le temps et s'incarnant transitoirement dans des hommes, des institutions et des pays, « l'esprit » économique du capitalisme, s'incarne davantage dans des villes, sautant d'une ville à l'autre (entre autres et succinctement : Venise au XVI^e siècle, Amsterdam au XVII^e siècle, Londres aux XVIII^e et XIX^e siècles, New York au XX^e siècle et Shanghai de nos jours). Ces éphémères concentrations de puissance, vont de pair avec l'exclusion massive de pays, de continents, de population « périphériques ». Mais si Lefebvre nous a appris quelque chose, c'est que la centralité se reconquiert et que les révoltes peuvent, tôt ou tard, se transformer en révolutions.

BIBLIOGRAPHIE

A- LIVRES DE HENRI LEFEBVRE

LEFEBVRE Henri, GUTERMAN Norbert, *La conscience mystifiée*, Paris, Gallimard, 1936.

LEFEBVRE Henri, *Le matérialisme dialectique*, Paris, Alcan, 1939.

LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne I*, Paris, Grasset, 1947.

LEFEBVRE Henri, *Le marxisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1948.

LEFEBVRE Henri, *Pour connaître la pensée de Karl Marx*, Paris, Bordas, 1948.

LEFEBVRE Henri, *Pour connaître la pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1957.

LEFEBVRE Henri, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1958.

LEFEBVRE Henri, *La somme et le reste*, Paris, La nef de Paris, 1959.

LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne II, Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, l'Arche, 1962.

LEFEBVRE Henri (sous la direction de), *Actualité de Fourier*, Paris, Anthropos, 1965.

LEFEBVRE Henri, *Pyrénées*, Lausanne, Editions Rencontre, 1965.

LEFEBVRE Henri, *Sociologie de Marx*, Paris, Presses universitaires de France, 1966.

LEFEBVRE Henri, *Position : contre les technocrates*, Paris, Gonthier, 1967.

- LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
- LEFEBVRE Henri, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.
- LEFEBVRE Henri, *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968.
- LEFEBVRE Henri, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
- LEFEBVRE Henri, *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970.
- LEFEBVRE Henri, *Le manifeste différentialiste*, Paris, Gallimard, 1971.
- LEFEBVRE Henri, *Au-delà du structuralisme*, Paris, Anthropos, 1971.
- LEFEBVRE Henri, *La pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972.
- LEFEBVRE Henri, *Espace et politique*, Paris, Anthropos, 1973.
- LEFEBVRE Henri, *La survie du capitalisme*, Paris, Anthropos, 1973.
- LEFEBVRE Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.
- LEFEBVRE Henri, *Le temps des méprises*, Paris, Stock, 1975.
- LEFEBVRE Henri, *De l'Etat I, L'Etat dans le monde moderne*, Paris, UGE, 1976.
- LEFEBVRE Henri, *De l'Etat I, Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao par Staline*, Paris, UGE, 1976.
- LEFEBVRE Henri, *De l'Etat II, Le mode de production étatique*, Paris, UGE, 1977.
- LEFEBVRE Henri, *De l'Etat IV, Les contradictions de l'Etat moderne*, Paris, UGE, 1978.
- LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, Paris, Editions Libres Hallier, 1978.
- LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne III, Pour une métaphilosophie du quotidien*, Paris, l'Arche, 1981.
- LEFEBVRE Henri, *Entretiens inédits* avec BEAURAIN Nicole, LOURAU René, SAVOYE Antoine, mars 1985.
- LEFEBVRE Henri, *Le retour de la dialectique*, Paris Editions sociales, 1986.
- LEFEBVRE Henri (sous la direction de), *Du contrat de citoyenneté*, Paris, Syllepse et Périscope, 1990.
- LEFEBVRE Henri, *Eléments de rythmanalyse*, Paris, Syllepse, 1991.

LEFEBVRE Henri, COMBES Francis, LATOUR Patricia, *Conversation avec Henri Lefebvre*, Paris, Messidor, 1991.

B- ARTICLES, COMMUNICATIONS, PREFACES DE HENRI LEFEBVRE

LEFEBVRE Henri, *Sur quelques critères du développement social et du socialisme*, Praxis n°2-3, 1965.

LEFEBVRE Henri, *Sur la théorie de l'autogestion*, Autogestion n°1, 1966.

LEFEBVRE Henri, BALLADUR Jean, ECOCHARD Michel, *L'urbanisme aujourd'hui : mythes et réalités*, Cahier d'études socialistes n°72-3, septembre-octobre 1967.

COORNAERT Monique, LEFEBVRE Henri, *Ville, urbanisme, urbanisation*, dans *Perspectives de la sociologie française*, Paris, Presses universitaires de France, 1968.

LEFEBVRE Henri, *Bilan d'un siècle et de deux demi-siècles (1867-1917-1967)*, dans *En partant du Capital*, Paris, Anthropos, 1968.

LEFEBVRE Henri, *De la science à la stratégie urbaine*, Utopie n°2-3, Paris, Anthropos, 1969.

LEFEBVRE Henri, Préface à HAUMONT Nicole, RAYMOND Henri, *La copropriété*, Paris, CRU, 1971.

LEFEBVRE Henri, *La dictature de l'œil et du phallus*, Actuel n°18, 1972.

LEFEBVRE Henri, *La Commune et la bureaucratie*, Le centenaire de la Commune de Paris, Varsovie, Les cahiers de Varsovie, 1972.

LEFEBVRE Henri, *A chaque système, sa ville* (entretien avec PALMIER Jean-Michel), Politique hebdo, avril 1972.

LEFEBVRE Henri, *Le mondial et le planétaire*, Espaces et sociétés n°8, 1973.

LEFEBVRE Henri, *Les autres Paris*, Espaces et sociétés n°13-4, 1973.

LEFEBVRE Henri, *L'espace : produit social et valeur d'usage*, La nouvelle revue socialiste n°18, 1976.

LEFEBVRE Henri, *Introduction à l'espace urbain*, Métropolis n°22, 1976.

- LEFEBVRE Henri, *Une interview d'Henri Lefebvre*, Autogestion et socialisme n°33-4, 1976.
- LEFEBVRE Henri, *Ne pas rester prisonnier du passé*, L'Humanité, 2 mars 1978.
- LEFEBVRE Henri, *A propos d'un nouveau modèle étatique*, Dialectiques n°27, 1979.
- LEFEBVRE Henri, *Une vie pour penser et porter la lutte des classes à la théorie* (entretien avec BERNARDI Bruno), La nouvelle critique n°125, 1979.
- LEFEBVRE Henri, *Autour de deux dates, Paris-Paris 1937/1957*, Paris, Centre Pompidou, 1981.
- LEFEBVRE Henri, *Espace architectural, espace urbain*, Architectures en France, modernité, postmodernité, Paris, Institut français d'architecture, 1981.
- LEFEBVRE Henri, SANGLA Raoul, *La télévision, l'enzyme et les doryphores*, Révolutions n°95, 1981.
- LEFEBVRE Henri, *Habiter : l'éveil et le réveil de la pensée architecturale*, Construire pour habiter, L'équerre, 1982.
- LEFEBVRE Henri, *A propos du centenaire de la mort de Marx*, Belgrade, Socialisme dans le monde, 1983.
- LEFEBVRE Henri, *Réponses à Villes en parallèle* (entretien avec BURGEL Galia, BURGEL Guy, DEZES Marie-Geneviève), Villes en parallèle n°7, 1983.
- LEFEBVRE Henri, *Sur les situationnistes* (entretien avec ROSS Kristin), 1983.
- LEFEBVRE Henri, *Penser à contre-courant ? Autogestions*, 1983.
- LEFEBVRE Henri, *Lettre*, Rencontres pour la ville, Société française, 1983.
- LEFEBVRE Henri, *Quo vadis ?* (entretien avec DE BONIS Jacques), Révolutions n°236, 1984.
- LEFEBVRE Henri, *De l'urbain à la ville*, Techniques et architecture n°359, 1985.
- LEFEBVRE Henri, *Fragments d'un discours politique*, Révolutions n°263 à 268, 1985.
- LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, *Le projet rythmanalytique*, Communications n°41, 1985.
- LEFEBVRE Henri, *Informatique et urbanisation en Californie*, Crise de l'urbain. Futur de la ville, Paris, Economica, 1986.
- LEFEBVRE Henri, *Lettre*, dans *Marx...ou pas ?* Paris, EDI, 1986.

LEFEBVRE Henri, *Hors du centre point de salut ?* Espaces-temps n°33, 1986.

LEFEBVRE Henri, *Entretien avec Henri Lefebvre*, AMC n°14, 1986.

LEFEBVRE Henri, GUILBAUB Pierre, RENAUDIE Serge, *Projet pour le concours international pour la restructuration de Novi Beograd*, 1986.

LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, *Essai de rythmanalyse des villes méditerranéennes*, Peuples Méditerranéens n°37, 1986.

LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, *Une nouvelle positivité de l'urbain*, M n°17, 1988.

LEFEBVRE Henri, *La technologie, la communication. Eléments déterminants du troisième millénaire* (entretien avec RIVAS ESPEJO Mario), Métropolis n°90-1, 1989.

LEFEBVRE Henri, *Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire*, Le monde diplomatique, 1989.

LEFEBVRE Henri, *L'urbain en question* (entretien avec RAFADTJOU Makan), Société française, 1989.

LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, *Interview dans Paroles directes. Légitimité, révolte et révolution autour d'Action directe*, Peyrehorade, Acratie, 1990.

C- LIVRES, FILMS SUR HENRI LEFEBVRE

BITTER Sabine, WEBER Helmut, *Autogestion, or Henri Lefebvre in new Belgrad*, Vienne, Phillip and Sternberg, 2009.

CASTELLS Manuel, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972.

COSTES Laurence, *Lire Le droit à la ville de Henri Lefebvre. Vers la sociologie de l'urbain*, Paris, Ellipses, 2009.

DAMIANI Amélia Luisa, ALESSANDRI CARLOS Ana Fani, CARVALHO DE LIMA SEABRA Odette (sous la direction de), *O espaço no fim de século. A nova raridade*, São Paulo, Contexto, 1999.

DE BONIS Jacques, SANGLA Raoul, *Henri Lefebvre et le fil du siècle*, La sept, 1988.

DELCEUX Sandrine, HESS Remi, *Henri Lefebvre, vie, œuvre, concepts*, Paris, Ellipses, 2009.

DEVISME Laurent, *Actualité de la pensée d'Henri Lefebvre à propos de l'urbain. La question de la centralité*, Travaux sciences de la ville n°1, Maison des sciences de la ville, Université François Rabelais de Tours, 1998.

DUPREZ Georges-Marie, LEFEBVRE Henri, *Entretiens*, France-Culture, décembre 1970.

GARNIER Jean-Pierre, GOLDSCHMIDT Denis, *La comédie urbaine ou la cité sans classes*, Paris, Maspero, 1978.

GOONEWARDENA Kanishka, KIPFER Stefan (sous la direction de), *Space, difference, everyday life. Reading Henri Lefebvre*, New York, Routledge, 2008.

HESS Remi, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988.

LETHIERRY Hugues, *Penser avec Henri Lefebvre*, Lyon, Chronique sociale, 2009.

MAURICE André, SANGLA Raoul, *Oratorio-reportage. Claude-Nicolas Ledoux ou la ville idéale*, juin 1969.

MERRIFIELD Andy, *Henri Lefebvre a socialist in space*, Londres, Routledge, 2000.

MERRIFIELD Andy, *Henri Lefebvre a critical introduction*, New York, Routledge, 2006.

REGNIER Michel, *Entretien avec Henri Lefebvre*, Office national du film du Canada, 1972.

SOJA Edward, *Third space*, New York, Blackwell, 1996.

D- THESES, MEMOIRES, COLLOQUES, REVUES SUR HENRI LEFEBVRE

BENICHOU David, *Profil perdu d'Henri Lefebvre*, France Culture, 3 et 10 mars 1994.

BOISSONADE Jérôme, *Recherche urbaine : actualité d'Henri Lefebvre*, mémoire de DEA d'urbanisme, Université de Paris X, 1997.

FERRETTI Laurent, *Henri Lefebvre et la sociologie urbaine française*, mémoire de maîtrise de sociologie, Université de Strasbourg, 1991.

LE GRIGNOU Brigitte, *Henri Lefebvre ou les miroirs de l'intellectuel engagé*, thèse de sciences politiques, Université de Rennes I, 1985.

NO Dae-Myung, *La philosophie politique d'Henri Lefebvre*, thèse de sciences politiques, Université de Paris II, 1997.

SANGLA Sylvain, *Matérialisme et dialectique chez Henri Lefebvre*, DEA de philosophie, Université de Paris I, juin 1994.

Colloque *L'homme moderne, hommage à Henri Lefebvre*, Hagetmau, 17-8 mai 1986.

Colloque *Traces de futurs, Henri Lefebvre, le possible et le quotidien*, Société française, Institut de recherche marxiste, Université de Paris VIII, Université de Paris X, Saint-Denis, 3-5 juin 1994.

Colloque *Rethinking theory, space and production: Henri Lefebvre today*, Université technologique de Delft, Hollande, 11-3 novembre 2008.

Henri Lefebvre, M, Mensuel, Marxisme, Mouvement n°50, 1991.

Actualités de Henri Lefebvre, Espaces et sociétés n°76, 1994.

Henri Lefebvre, le possible et le quotidien, Société française n°6/56, juillet 1996.

Henri Lefebvre, L'école émancipée n°12, juin 2001.

Dossier Henri Lefebvre, Urbanisme n°319, juillet 2001.

Droit de cité, Rue Descartes n°63, 2009.

E- ARTICLES SUR HENRI LEFEBVRE

ALESSANDRI CARLOS Ana Fani, *Les défis à la construction de la problématique urbaine*, communication au colloque de Saint-Denis, 3-5 juin 1994.

ALESSANDRI CARLOS Ana Fani, *Une lecture de la ville*, La somme et le reste n°9, 2007.

BOURDIN Alain, Compte rendu de COSTES Laurence, *Lire Le droit à la ville de Henri Lefebvre. Vers la sociologie de l'urbain*, Espaces et sociétés n°140-1, 2010.

BRENNER Neil, *Global, fragmented, hierarchical: Henri Lefebvre's geographies of globalization*, Public Culture, vol 10, 1997.

BRENNER Neil, *The urban question as a scale question: reflections on Henri Lefebvre, urban theory and the politics of scale*, International journal of urban and regional research, vol 24, juin 2000.

BRENNER Neil, *State theory in the political conjuncture: Henri Lefebvre's « comments on a new state form »*, Antipode n°33, 2001.

BUSQUET Grégory, *Henri Lefebvre, les situationnistes et la dialectique monumentale : du monument social au monument spectacle*, L'homme et la société n°146, 2002.

BUSQUET Grégory, *Henri Lefebvre, l'Internationale situationniste et la revue Utopie*, Urbanisme n°336, juin 2004.

CARVALHO DE LIMA SEABRA Odette, DAMIANI Amélia Luisa, *Sur La révolution urbaine*, communication au colloque de Saint-Denis, 3-5 juin 1994.

CARVALHO DE LIMA SEABRA Odette, *Territoires de l'usage : quotidien et mode de vie*, La somme et le reste n°10, mars 2007.

COORNAERT Monique, *Le droit à la ville, le principal droit de l'homme*, Revue année sociologique tome 19, 1968.

COSTES Laurence, *Le droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ?* Espaces et sociétés n°140-1, 2010.

COUVIDAT Yann, *L'exemple de la Baie de San Francisco*, dans *Crise de l'urbain. Futur de la ville*, Paris, Economica, 1986.

DAMIANI Amélia Luisa, *A propos de l'espace et de l'urbain*, La somme et le reste n°10, mars 2007.

DE ANDRADE Margarida Maria, *L'Etat et les classes sociales*, communication au colloque de Saint-Denis, 3-5 juin 1994.

DEVISME Laurent, *Henri Lefebvre, penseur de l'urbain*, Urbanisme n°300, mai-juin 1998.

ELDEN Stuart, *Politics, philosophy, geography: Henri Lefebvre in recent anglo-american scholarship*, Antipode vol 33, 2001.

ELDEN Stuart, *Certains naissent de façon posthume : la survie d'Henri Lefebvre*, séminaire Marx au XXI^e siècle, octobre 2009.

- GARNIER Jean-Pierre, *The urban révolution in time of globalization: between denial and misappropriation*, communication au colloque de Delft, 11-3 novembre 2008.
- GOTMAN Anne, *Les villes natales*, communication au colloque d'Hagetmau, 17-8 mai 1986.
- GOTTDIENER Mark, *A Marx of our time Henri Lefebvre and the production of space*, *Sociological theory* n°11, 1993.
- HAJIME OSEKI Jorge, *L'unique et l'homogène dans La production de l'espace*, communication au colloque de Saint-Denis, 3-5 juin 1994.
- HARVEY David, *Réinventer la géographie, L'urbanisation du capital, Le « nouvel impérialisme » : accumulation par expropriation*, *Actuel Marx* n°35, 2004.
- HARVEY David, *Le droit à la ville*, *La revue internationale des livres et des idées* n°9, février 2009.
- JOLE Michel, *La sociologie urbaine à Strasbourg avec Henri Lefebvre*, *Revue des sciences sociales* n°40, 2008.
- LEFEBVRE Jean-Pierre, *Sur l'intervention L'unique et l'homogène dans la production de l'espace*, communication au colloque de Saint-Denis, 3-5 juin 1994.
- LEGRAS David, *Le droit à la ville*, *Revue le groupe familial* n°43, avril 1969.
- MARTIN Jean-Yves, *Une géographie critique de l'espace du quotidien : l'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre*, *Articulo* n°2, 2005.
- MARTIN Jean-Yves, *Les origines d'une lecture marxiste-lefebvrienne de la ville au Brésil*, *La somme et le reste* n°9, 2007.
- MELENDRES Michel, *Compte rendu du Droit à la ville*, *Revue de sociologie du travail* N°4, octobre-décembre 1968.
- MERRIFIELD Andy, *Reflections on Lefebvre's The urban revolution*, *International journal of urban and regional research*, vol 29, 2005.
- PAQUOT Thierry, *1968 : Le droit à la ville d'Henri Lefebvre*, *Urbanisme* n°360, mai-juin 2008.

PAQUOT Thierry, *Henri Lefebvre, penseur de l'urbain*, dans PAQUOT Thierry, YOUNES Chris (sous la direction de), *Le territoire des philosophes*, Paris, La découverte, 2009.

PURCELL Mark, *Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant*, *Geojournal* n°58, 2002.

RAYMOND Henri, *Civilité et modernité*, communication au colloque d'Hagetmau, 17-8 mai 1986.

RENAUDIE Serge, *Complexité et amour urbain*, communication au colloque d'Hagetmau, 17-8 mai 1986.

ROOSENSCHOON Arend, *La révolution urbaine d'Henri Lefebvre*, Paris, *Architecture aujourd'hui* n° 153, 1970.

RUI MARTINS Mario, *The theory of social space in the work of Henri Lefebvre*, dans FORREST Richard, *Urban political economy*, Londres, Gouver, 1982.

SANGLA Sylvain, RAFATDJOU Makan, *Henri Lefebvre : présences d'une recherche*, *Société française* n°6/56, juillet 1996.

SANGLA Sylvain, *Différence et égalité*, *L'école émancipée* n°12, juin 2001.

SANGLA Sylvain, *Sur Space, difference, everyday life. Reading Henri Lefebvre*, *La somme et le reste* n°14, 2008.

SANGLA Sylvain, *Fragments d'une totalité*, *La somme et le reste* n°17, juin 2009.

SCHMID Christian, *Trouble with Henri: from theory to research*, communication au colloque de Delft, 11-3 novembre 2008.

SIMAY Philippe, *Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes*, *Métropolis* n°4, 2008.

SOJA Edward, *Globalizing Lefebvre: seeking spatial justice and regional rights to the city*, communication au colloque de Delft, 11-3 novembre 2008.

SOMONSEN Kristen, *Bodies, sensations, space and time: the contribution from Henri Lefebvre*, *Geografiska annaler* vol 87, 2005.

TREBITSCH Michel, *Henri Lefebvre et la critique radicale*, séminaire Les années 68, mars 1997.

WATSON Victoria, *How Henri Lefebvre missed the modernist sensibility of Mies Van der Rohe: vitalism at the intersection of a materialist conception of space and a metaphysical approach to architecture*, *Journal of architecture* vol 11, 2007.

F- AUTRES OUVRAGES

BAKOUNINE Michel, *Théorie générale de la révolution* (textes choisis), Paris, Les nuits rouges, 2001.

BAKOUNINE Michel, MARX Karl, *Socialisme autoritaire ou libertaire*, Paris, UGE, 1975.

BENILDE Marie, *On achète bien les cerveaux*, Paris, Raisons d'agir, 2007.

BENSAÏD Daniel, *La discordance des temps*, Paris, Editions de la passion, 1995.

BENSAÏD Daniel, *Eloge de la résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, 1999.

BENSAÏD Daniel, *Contes et légendes de la guerre éthique*, Paris, Textuel, 1999.

BENSAÏD Daniel, *Le sourire de spectre*, Paris, Michalon, 2000.

BENSAÏD Daniel, *A propos de Space of hope de David HARVEY*, Contretemps n°1, mai 2001.

BENSAÏD Daniel, *Politiques de Marx*, dans MARX Karl, *Inventer l'inconnu, Textes sur la Commune*, Paris, La fabrique, 2008.

CHATELET François, LAPOUGE Gilles, REVAULT-D'ALLONNES Olivier, *La révolution sans modèle*, Paris, Mouton, 1975.

DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles*, Paris, La découverte, 2006.

DOBB Maurice, SWEEZY Paul, *Du féodalisme au capitalisme*, Paris, Maspero, 1977.

DELEUZE Gilles, GUATTARI Félix, *Mille plateaux*, Paris, Editions de minuit, 1980.

ENGELS Friedrich, *La question du logement* (1872), Paris, Editions sociales, 1953.

ENGELS Friedrich, LENINE Vladimir, MARX Karl, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Editions de Moscou, 1973.

FOURIER Charles, *Textes choisis*, Paris, Editions sociales, 1953.

GEORGI Frank (sous la direction de), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

Internationale situationniste, N°1 à 12, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 1958-69.

- LE CORBUSIER, *La charte d'Athènes*, Paris, Editions de minuit, 1957.
- MC DONOUGH Tom, *The situationists and the city*, Londres, Verso, 2009.
- MONNIER Gérard (sous la direction de), *Le Corbusier et le Japon*, Paris, A. et J. Picard, 2007.
- OWEN Robert, *Textes choisis*, Paris, Editions sociales, 1963.
- SAINT-SIMON Claude-Henri de, *Textes choisis*, Paris, Editions sociales, 1960.
- SEGAUD Marion, *Mythe et idéologie chez Le Corbusier*, thèse de troisième cycle, Université de Paris X, juin 1969.
- VIOLEAU Jean-Louis, *Les architectes et Mai 68*, Paris, Editions recherches, 2005.
- WACQUANT Loïc, *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir, 1999.